

UNIVERSITÉ GALATASARAY
INSTITUT DES SCIENCES SOCIALES
DÉPARTEMENT DE RELATIONS INTERNATIONALES

**LA POLITIQUE ÉTRANGÈRE DU MAROC SOUS LE ROI MOHAMMED VI
FACE À L’AFFAIRE DU SAHARA : INTÉRÊTS INTERNATIONAUX ET
PRÉOCCUPATIONS DE LA POLITIQUE INTERNE DISCUTÉS À PARTIR DE
LA THÉORIE RÉALISTE NÉOCLASSIQUE**

THÈSE DE MASTER RECHERCHE

Mustafa BARLAS

Directeur de recherche : Prof. Dr. Erhan BÜYÜKAKINCI

JUILLET 2022

REMERCIEMENTS

Ce mémoire a été un travail très enrichissant qui a pu se réaliser en premier lieu grâce à l'aide et la disponibilité de mon directeur de mémoire, Monsieur Prof. Dr. Erhan BÜYÜKAKINCI, qui m'a permis d'affiner la réflexion et d'orienter le choix du sujet sur l'analyse de politique étrangère du Maroc sur le dossier du Sahara.

Ce travail de recherche a aussi pu aboutir grâce au grand soutien apporté par ma chère épouse, Madame Laila EL BANOUNI et à mes discussions précieuses durant mon séjour au Maroc avec son frère, Monsieur Yasser EL BANOUNI. Je remercie également mes amis et les membres de ma famille qui m'ont encouragé à compléter ce travail ; Madame Sema BARLAS et Monsieur Cüneyt BARLAS.

Je tenais aussi à remercier particulièrement Monsieur Mustafa ERDÖNMEZ et Monsieur Furkan KARAYAKA, mes directeurs, qui m'ont orienté à utiliser les bases des données que dont j'ai énormément bénéficié lors de mes analyses économiques, et bien d'autres directeurs et collègues chez l'Office des Investissement de Turquie, mon institution, qui m'ont rendu possible de continuer mes études lorsque je travaille en même temps.

Un certain nombre de personnes ont pu aussi lors de discussions orienter mon travail de réflexion, je pense en particulier à mes collègues de travail, Monsieur Dr. Halit DURAN, Monsieur İbrahim Ethem TOKGÖZLÜ, Monsieur Ali KAMBAY mais aussi à des étudiants d'Université Galatasaray, en particulier, Monsieur Musab YILMAZ, Monsieur Furkan KÖSE et Monsieur Fatih DAĞ, ainsi que mon collègue de Sciences Po Aix, Monsieur Lenny DIN MBEDI.

TABLE DES MATIÈRES

REMERCIEMENTS.....	ii
TABLE DES MATIÈRES.....	iii
ABBREVIATIONS.....	v
RÉSUMÉ.....	vi
ABSTRACT.....	xiii
ÖZET.....	xx
INTRODUCTION.....	1
PREMIÈRE PARTIE – ÉTUDE RÉALISTE NÉOCLASSIQUE DE LA POLITIQUE ÉTRANGÈRE DU MAROC.....	6
A - Approche de la théorie réaliste néoclassique appliquée à l'étude de politique étrangère.....	6
1- Conceptualisation de la théorie réaliste néoclassique à partir de l'analyse de la politique étrangère.....	6
a- La nécessité d'un réalisme « modifié ».....	7
b- Le réalisme néoclassique : Argumentations du système international et des leaders.....	
2- Du système international à la politique intérieure.....	24
a- Les variables du réalisme néoclassique.....	27
b- Étude de cas : Discussions analytiques sur l'applicabilité de l'approche théorique.....	31
B - La construction des dynamiques de la politique étrangère du Maroc.....	36
1- Les fondements de la politique étrangère du Maroc.....	37
a- Les perspectives historiques de la politique étrangère marocaine.....	41
b- Les considérations géopolitiques et économiques.....	50
2- L'applicabilité de la théorie réaliste néoclassique sur la politique étrangère marocaine : Pourquoi choisir le dossier du Sahara pour étudier cette approche ?.....	66
a- La vision marocaine sur la période de l'après-Guerre froide.....	67
b- La vision du Mohammed VI sur la politique interne marocaine.....	69

DEUXIÈME PARTIE – RECONSIDÉRATION DE LA POSITION DU MAROC SUR LE DOSSIER DU SAHARA : CARACTÈRE INTERNATIONALISÉ ET REFLECTIONS SUR LES PROBLÈMES INTERNES ?.....73

A - Question du Sahara.....73

1- Qu'est que la question du Sahara ? Les dimensions historiques, politiques, sociales et internationales du problème.....77

a- Géographie de la région.....77

b- Histoire de la région.....78

2- Dimensions identitaires : Le sahraouisme.....87

a- Les Sahraouis avant la colonisation espagnole.....87

b- La construction de l'identité sahraouie et la colonisation.....94

B - La politique étrangère du Maroc sous Mohammed VI et le positionnement officiel sur la question.....101

1- La structuration de la politique étrangère marocaine sous Mohammed VI ...101

a- Les dynamiques économiques en tant que facteurs de politique étrangère de Rabat.....102

b- Le dossier du Sahara : une question de survie pour le Maroc.....119

c- Le Sahara « marocain » dans le vote public.....122

2- L'approche de la politique étrangère marocaine sur le dossier du Sahara.....125

a- La politique officielle du Maroc.....125

b- La nécessité de « Sahara marocain » pour le Maroc.....128

C - Les relations entre le Maroc et les acteurs principaux reliés à l'affaire du Sahara.....131

1- Les alliés de Rabat au sein du système international : les positions de Paris, de Madrid et de Washington.....134

a- Le Maroc présenté comme un allié majeur de l'Occident.....134

b- Le Maroc en tant que partenaire économique et énergétique stratégique..144

2- Les ressources des stimulus systémiques « négatifs ».....153

a- Les positions des acteurs secondaires : l'Algérie, la Russie et la Mauritanie.....153

b- Les stimulus systémiques « chétifs » en provenance de l'ONU.....155

CONCLUSION.....158

BIBLIOGRAPHIE.....162

ANNEXES.....175

ABBREVIATIONS

ALN : Armée de libération nationale (Maroc)

ALSM : Armée de libération du Sud marocain

AOE : Afrique Occidentale Espagnole

FLN : Front de libération nationale (marocaine)

JC : Jésus-Christ

MINURSO : Mission des Nations Unies pour l'organisation d'un Référendum au Sahara Occidental

ONU : Organisation des Nations unies

OTAN: Organisation du Traité de l'Atlantique Nord

PIB: Produit intérieur brut

POLISARIO : Frente Popular de Liberación de Saguía el Hamra y Río de Oro

RASD : République arabe sahraouie démocratique

UE : Union européenne

UNFP : Union nationale des forces populaires

RÉSUMÉ

L'effondrement de l'Union soviétique a mis fin à l'ordre international bipolaire. Ainsi, les théories actuelles des relations internationales sont devenues insuffisantes pour expliquer les équilibres nouvellement formés. Il a été avancé que ni les intérêts nationaux ni seuls les facteurs externes ne déterminent les actions des États. Dans ce contexte, l'approche du réalisme néoclassique a émergé, qui soutient que les politiques étrangères des États se transforment en résultats de politique étrangère en passant à travers le filtre du système international et de la dynamique interne de l'État. Dans cette étude, la politique étrangère du Maroc dans le contexte de la question du Sahara « occidental » sous le règne du roi actuel, Mohammed VI, sera analysée dans le cadre du réalisme néoclassique.

Aujourd'hui, l'enjeu principal de politique étrangère du Maroc, autrement dit sa « ligne rouge », est sans aucun doute le dossier du Sahara. Dans ce travail, nous préférons d'utiliser le terme de l'« Affaire de Sahara » ou le « Dossier de Sahara » au lieu de l'« Affaire de Sahara occidentale » utilisé dans la littérature académique pour plusieurs raisons. Car l'expression « Sahara occidental » n'exprime pas seulement une région géographique, mais exprime également une structure politique qui n'est pas reconnue par de nombreux pays. Outre, l'expression « Sahara Occidental » est une expression qui suscite une vive réaction dans le public marocain, comme nous le verrons dans l'étude. Par conséquent, puisqu'il ne serait pas juste que l'étude contienne une expression aussi biaisée, des dénominations neutres seront utilisées pour la question tout au long de l'étude.

Vu ses dynamiques internes uniques et ses relations politiques et économiques intenses avec certains acteurs du système international, le Maroc offre un champ d'étude inédite pour ce type d'analyse. Le Royaume du Maroc a un riche passé historique. En raison de sa situation géographique, elle a été en contact intense avec l'Europe et le monde musulman à travers l'histoire. Ces relations et ses dynamiques internes constituent la base de la politique étrangère du Maroc d'aujourd'hui. Dans l'analyse qui sera faite tout au long de l'étude, la formation de ces dynamiques et la manière dont elles façonnent la politique étrangère du Maroc en interaction les unes avec les autres seront expliquées.

Dans la première partie de l'étude, l'approche du réalisme néoclassique sera d'abord expliquée en général. Nous expliquerons brièvement pourquoi les théories traditionnelles sont insuffisantes pour comprendre la période d'après-guerre froide et, par conséquent, comment l'approche du réalisme néoclassique a émergé. Dans ce contexte, le constructivisme, une autre approche « auxiliaire » dont nous nous appuierons pour comprendre le rôle de l'identité des acteurs dans la politique étrangère du Maroc, sera également brièvement évoqué. Les concepts de variables indépendantes, intermédiaires et dépendantes seront abordés dans cette section.

Dans les chapitres suivants de la première partie, l'histoire du Maroc sera brièvement expliquée pour montrer comment la dynamique interne du Maroc s'est formée dans le processus historique. Tout en racontant l'histoire du Maroc, la formation de l'identité de l'État marocain sera révélée. En particulier, la formation des relations avec les États-Unis, la France et l'Espagne, que nous appelons les acteurs clés de la question du Sahara, sera examinée. Ensuite, nous discuterons comment la vision du Maroc après la guerre froide peut être abordée du point de vue du réalisme néoclassique, et enfin, la dynamique de la politique intérieure du roi Mohammed VI sera expliquée.

La deuxième partie de l'étude portera sur la question du Sahara. Bien que la période du roi Mohammed VI soit abordée dans l'étude, le dossier du Sahara est une question détaillée qui remonte à l'histoire du Maroc. Les origines des facteurs qui déterminent le caractère du problème d'aujourd'hui remontent à l'établissement des premiers royaumes marocains au Maroc. Quant à la région, l'histoire façonnée par les caractéristiques géographiques, à l'instar des caractéristiques géographiques de l'ouest du Sahara, a sans aucun doute un rôle important dans la formation du problème actuel. Pour cette raison, dans la deuxième partie, les caractéristiques géographiques et l'histoire de la région dont nous parlerons seront expliquées en premier. Tout en décrivant le processus historique, il sera expliqué en détail comment l'identité saharienne, qui est l'un des facteurs déterminants du problème d'aujourd'hui, s'est façonnée dans ledit processus, plutôt que de simplement donner des informations.

Par la suite, la formation de la politique étrangère marocaine dans le contexte de la question du Sahara sous le règne de Mohammed VI sera expliquée. Dans un premier temps, les dynamiques internes que le Maroc doit prendre en compte dans la question du

Sahara seront abordées. Ici, l'une des dynamiques les plus importantes de la politique étrangère du Maroc, les relations économiques du Maroc avec la France, l'Espagne et les États-Unis seront soulignées et pourquoi les relations économiques du Maroc avec ces États, notamment pour des raisons économiques, sont dans l'intérêt national du Maroc. Il sera expliqué à travers les relations commerciales et d'investissement avec ces pays que c'est une nécessité.

Ensuite, la position officielle du Maroc sur la question du Sahara sera expliquée. Dans ce contexte, l'importance de la région en question tant pour l'identité marocaine que pour le Maroc en termes d'économie sera expliquée. En outre, les risques qu'une éventuelle perte de la région pourrait faire peser sur la stabilité interne du pays seront évoqués. Dans ce contexte, la stratégie de rapprochement de la monarchie, qui a un rôle décisif dans le cours du problème du Sahara, et du problème du Sahara, que le roi Mohammed VI, contrairement à son père, a suivi, sera expliquée. Car, même si cette stratégie est risquée, elle rattache le dossier du Sahara à la fonction royale dans le pays en faisant du roi le premier responsable du dossier. De plus, le Maroc a fait de nombreux investissements dans la région, notamment sous le règne de Mohammed VI, et de plus, de nombreux Marocains du nord du pays se sont installés dans la région. En raison de cette stratégie, la région n'est guère considérée comme une zone controversée par les Marocains, mais comme une partie organique et indissociable du Maroc, et la population de la région ne cesse d'augmenter avec de nouvelles migrations internes. Bref, la souveraineté du Maroc sur le « Sahara occidental » n'est pas remise en cause pour l'État et le peuple marocain ; au contraire, la région est perçue comme le « Sahara marocain ». Par conséquent, une éventuelle perte de cette région du Sahara, considérée comme une partie organique du pays, sera perçue par l'opinion marocaine comme une perte de territoire et menacera directement le régime et la stabilité du pays.

D'autre part, bien que le contrôle de cette région soit une nécessité pour les intérêts nationaux du Maroc, il est peu probable que le Maroc puisse y parvenir sans le soutien de certains acteurs du système international. Dans le tableau qui nous est présenté aujourd'hui, malgré la décision référendaire de l'ONU incluant l'option de l'indépendance, bien que le royaume marocain contrôle en fait quatre-vingt pour cent de la région, il n'a fait face à aucune sanction sérieuse, au contraire, des États comme les États-Unis ont

officiellement établi la souveraineté du Maroc à l'ouest du Sahara avec des mesures concrètes telles que l'ouverture de consulats dans la région. La France, voire l'Espagne et l'Allemagne, qui ont soutenu politiquement les mouvements séparatistes au Sahara depuis le passé, ont exprimé au plus haut niveau que l'option d'autonomie étendue offerte par le Maroc est la seule manière raisonnable de résoudre le problème du Sahara.

Afin de comprendre les politiques des États mentionnés ci-dessus, il est nécessaire de faire une analyse qui inclut l'identité du Maroc, ses dynamiques internes et les équilibres du système international. Dans ce contexte, le Maroc a développé des relations positives avec les États-Unis à travers l'histoire. La France est également devenue l'un des alliés les plus importants du Maroc après son indépendance. Enfin, l'Espagne a développé des relations économiques intenses avec le Maroc, notamment dans le domaine économique, bien qu'il y ait eu des désaccords avec le Maroc sur la question du Sahara jusqu'à la dernière période. Ces relations continuent de se développer conformément aux intérêts économiques de toutes les parties.

Le Maroc et l'ouest du Sahara sont considérés comme des régions stratégiquement importantes pour les États-Unis, la France et l'Espagne, car cette région est dans une position critique pour gérer les vagues de migration irrégulière en provenance du sud du Sahara. De plus, le Maroc entretient historiquement de bonnes relations avec ces États. Aujourd'hui, le rôle que ces pays jouent dans l'économie marocaine a un effet dissuasif pour que le Maroc prenne des mesures contre ces États. Cette situation, comme on peut le voir dans l'étude, place le Maroc dans la position d'un allié fiable face à ces États.

Cependant, en la matière, l'identité du Maroc et ses relations économiques avec le Maroc ne sont pas les seuls déterminants de la politique étrangère de ces États. Ici, l'identité des séparatistes sahraouis et des partisans algériens est également importante. Car la question du Sahara n'est pas seulement une affaire interne au Maroc ou un problème avec ses voisins l'Algérie et les Sahraouis d'Algérie, mais aussi l'un des points de tension entre les USA et la Russie. En effet, le premier pays vendeur d'équipements militaires au Maroc à travers l'histoire était les États-Unis, tandis que le plus grand fournisseur d'armes de l'Algérie était l'Union soviétique dans le passé, et aujourd'hui la Russie, successeur de l'Union soviétique.

Par conséquent, les États-Unis et la plupart des pays européens considèrent l'expansion de la Russie dans une région aussi stratégiquement importante à travers l'Algérie comme une menace pour leur sécurité nationale et façonnent leur politique étrangère en conséquence. Car l'importance économique du Maroc et de l'ouest du Sahara concerne directement la sécurité alimentaire et énergétique de l'Europe, pour des raisons qui seront expliquées dans la dernière section.

Dans ce contexte, outre la question de savoir pourquoi les États-Unis, la France et l'Espagne considèrent qu'il est dans leur intérêt que le Maroc contrôle la région, il convient également de se demander pourquoi ils ne voudraient pas d'une « République arabe sahraouie démocratique » indépendante dans la région. Lorsque la dynamique interne du Maroc et le système international sont examinés, on s'attend à ce que l'établissement d'un tel État indépendant dans la région ait deux conséquences possibles, toutes deux contraires aux intérêts nationaux des États susmentionnés.

Compte tenu de la dynamique interne du Maroc, on peut dire que la séparation de la région du Maroc aura de graves conséquences pour la stabilité du pays. Parce que, depuis Hasan II, les rois marocains ont convaincu le peuple marocain que la région fait partie intégrante du Maroc et ont suivi des politiques concrètes à ce stade. Par exemple, des dizaines de milliers de Marocains entrés dans la région lors de la "Marche verte" (1975), menée par Hasan II, se sont installés dans la région. Dans la période suivante, la politique de marocanisation du Maroc en termes d'aspects démographiques et économiques s'est poursuivie et la région est progressivement devenue une partie organique du Maroc. En plus de cela, le roi Mohammed VI a mis la monarchie au centre de la question du Sahara. Avec cette politique, tout en mettant le régime en danger en cas d'échec éventuel, elle a également envoyé un message aux acteurs que nous avons mentionnés pour soutenir le Maroc s'ils se soucient de leurs relations avec le Maroc et de la stabilité de la région. Par conséquent, la perte de cette région par le Maroc constituera une menace sérieuse pour la stabilité de la région.

La deuxième issue possible est que la partie occidentale du Sahara est une zone d'expansion pour l'Algérie, et donc la Russie, via RASD. C'est un scénario extrêmement négatif pour l'Europe et les États-Unis. Car la Russie peut utiliser la carte énergétique en cas de désaccords graves, notamment après la guerre d'Ukraine. Cela constitue une

menace sérieuse pour la sécurité énergétique et les chaînes d'approvisionnement de l'Europe. Parce que le gaz naturel n'est pas seulement utilisé pour l'énergie, mais constitue également une matière première de base pour les industries pétrochimiques et des engrais. Pour cette raison, une éventuelle rupture d'approvisionnement peut affecter presque tous les secteurs, de l'industrie des plastiques à l'industrie des engrais, de la sidérurgie à l'industrie du ciment. De plus, l'influence de la Russie sur les ressources en phosphate n'est pas un scénario préférable pour l'Europe et les États-Unis.

D'autre part, dans le scénario où le contrôle marocain se poursuit dans la région, d'une part, l'expansion de la Russie vers l'Atlantique est empêchée, d'autre part, des relations positives avec le Maroc apportent de sérieuses contributions positives à l'économie européenne et américaine. Pour cette raison, ces États soutiennent le Maroc dans la Question du Sahara.

Dans la dernière partie, l'importance du Maroc pour les acteurs clés de la question sera expliquée. La France et l'Espagne importent des produits importants tels que des engrais, des phosphates et des denrées alimentaires diverses du Maroc. Les réserves de phosphate du Maroc, en particulier dans la région du Sahara, qui constituent soixante-quinze pour cent des réserves totales dans le monde, ont un rôle clé pour la sécurité alimentaire mondiale. Parce que le phosphate minéral est utilisé comme matière première dans la production d'engrais. Une éventuelle rupture d'approvisionnement de ces produits risque de provoquer une inflation dans divers domaines, à commencer par les produits alimentaires dans ces pays.

De plus, le Maroc est un important producteur de pièces pour la production industrielle en Europe. La production de pièces et d'équipements au Maroc est importante pour l'industrie européenne. De plus, de nombreuses entreprises d'origine européenne et américaine produisent au Maroc. Cela crée un lien économique organique entre le Maroc et les pays apparentés.

La place du Maroc dans la stratégie de sécurité énergétique de l'Europe sera examinée. Parce que le Maroc est un fournisseur potentiel d'énergie pour l'Europe avec sa capacité de production d'énergies renouvelables. À ce stade, les vastes terres désertiques du pays et surtout le potentiel éolien de la région saharienne font du Maroc l'un des acteurs

les plus importants dans le domaine énergétique de la région. Dans ce contexte, le Maroc a le potentiel d'être un pays source qui peut remplacer le gaz naturel russe lorsque l'on considère la technologie de l'hydrogène vert.

L'hydrogène vert est l'hydrogène produit par électrolyse de l'eau à partir d'énergies renouvelables. Lorsque la substance en question est combinée avec du dioxyde de carbone, la production de gaz naturel est possible. À ce stade, le Maroc a le potentiel d'être un acteur clé pour la sécurité énergétique de l'Europe, en raison de son potentiel d'énergie renouvelable et de l'opportunité de livrer l'hydrogène à produire à l'Europe dans les plus brefs délais. Si l'on tient compte de la crise énergétique qui a suivi l'intervention russe en Ukraine, le Maroc apparaît comme un acteur important pour la sécurité énergétique de l'Europe.

Enfin, les approches de la Russie, de l'Algérie et de la Mauritanie, qui sont les acteurs secondaires de la question, seront brièvement examinées. Ici, les « impulsions systémiques faibles » produites par ces pays avec l'ONU, perçues par le Maroc comme une menace pour l'intégrité territoriale du pays, seront brièvement expliquées.

En résumé, la dynamique interne marocaine pousse le pays à insister sur la question du Sahara. À ce stade, le roi du Maroc, avec la stratégie qu'il a suivie, a amené la question du Sahara à un endroit critique pour la stabilité du pays, et en même temps a accéléré ses efforts diplomatiques pour trouver un soutien sur la scène internationale. En raison à la fois de l'importance stratégique du Maroc et de ses relations avec les principaux acteurs de la question, ainsi que du fait qu'un éventuel État RASD dans la région ne coïncide pas avec les intérêts de l'Europe et des États-Unis, le Maroc poursuit et consolide son contrôle dans la région.

ABSTRACT

The collapse of the Soviet Union ended the bipolar international order. Accordingly, it has been seen that the current international relations theories are insufficient to explain the newly formed balances. It has been argued that neither only national interests nor only external factors determine the actions of states. In this context, the neoclassical realism approach has emerged, which argues that the foreign policies of the states are transformed into foreign policy outputs by passing through the filter of the international system and the internal dynamics of the state. In this study, the foreign policy of Morocco in the context of the Sahara issue during the reign of King Mohammed VI will be analyzed from the framework of neoclassical realism.

Today, Morocco's main foreign policy issue, in other words its "red line", is undoubtedly the Sahara issue. The subject, which is named as "Western Sahara Issue" and "Western Sahara Issue" in the literature, will be called "Sahara Issue" or "Sahara File" in this study. Because the expression "Western Sahara" not only expresses a geographical region, but also expresses a political structure that is not recognized by many countries. On the other hand, the expression "Western Sahara" is an expression that creates a serious reaction in the Moroccan public, as will be mentioned throughout the study. Therefore, since it would not be right for the study to contain such a biased expression, neutral denominations will be used for the issue throughout the study.

Due to its unique business dynamics and its intense political and economic relations with some actors of the international system, Morocco offers a suitable field of study for this type of analysis. The Kingdom of Morocco has a rich historical past. Due to its geographical location, it has been in intense contact with both Europe and the Muslim world throughout history. These relations and their internal dynamics form the basis of the foreign policy of today's Morocco. In the analysis to be made throughout the study, the formation of these dynamics and how they shape the foreign policy of Morocco in interaction with each other will be explained.

In the first part of the study, first the neoclassical realism approach will be explained in general. It will be briefly explained why traditional theories are insufficient to understand the post-Cold War process and, accordingly, how the neoclassical realism

approach emerged. In this context, constructivism, another approach from which we will get support in understanding the role of actors' identities in Morocco's foreign policy, will also be briefly mentioned. The concepts of dependent and independent variables will be discussed in this section.

In the following parts of the first part, the history of Morocco will be briefly explained to show how the internal dynamics of Morocco were formed in the historical process. While telling the history of Morocco, the formation of the identity of the Moroccan state will be revealed. In particular, the formation of relations with the USA, France and Spain, which we call the key actors of the Sahara Issue, will be examined. Then, it will be discussed how the vision of Morocco after the Cold War can be approached from the point of view of neoclassical realism, and finally, the internal policy dynamics of King Mohammed VI will be explained in general terms.

The second part of the study will focus on the Sahara Issue. Although the period of King Mohammed VI will be discussed in the study, the Sahara file is a detailed issue that dates back to the history of Morocco. The origins of the factors that determine the character of today's problem go back to the establishment of the first Moroccan kingdoms in Morocco. As for the region, the history shaped by geographical features, like the geographical features of the west of the Sahara, undoubtedly has an important role in the shaping of the current problem. For this reason, in the second part, the geographical features and history of the region we will discuss will be explained first. While describing the historical process, it will be explained in detail how the Saharan identity, which is one of the determining factors of today's problem, was shaped in the said process, rather than just giving information.

Subsequently, the formation of Moroccan foreign policy in the context of the Sahara Issue during the reign of Mohammed VI will be explained. First, the internal dynamics that Morocco has to take into account in the Sahara issue will be discussed. Here, one of the most important dynamics of Morocco's foreign policy, Morocco's economic relations with France, Spain and the USA will be emphasized and why Morocco's economic relations with these states, especially due to economic reasons, are for the national interests of Morocco. It will be explained through the trade and investment relations with these countries that it is a necessity.

Afterwards, the official position of Morocco on the Sahara Question will be explained. In this context, the importance of the region in question both for the Moroccan identity and for Morocco in terms of economy will be explained. In addition, the risks that a possible loss of the region may pose for the internal stability of the country will be mentioned. In this context, the strategy of connecting the monarchy, which has a decisive role in the course of the Sahara problem, and the Sahara Problem, which King Mohammed VI, unlike his father, followed, will be explained. Because, although this strategy is risky, it connected the Sahara File with the royal office in the country by making the king the first responsible for the issue. In addition, Morocco made many investments in the region, especially during the reign of Mohammed VI, and moreover, many Moroccans from the north of the country settled in the region. As a result of this strategy, the region is not seen as a controversial area by Moroccans, but as a natural part of Morocco, and the population in the region is constantly increasing with new internal migrations. In short, the sovereignty of Morocco over the "Western Sahara" is not questioned for the Moroccan state and people; on the contrary, the region is seen as "Moroccan Sahara". Therefore, a possible loss of this region of the Sahara, which is seen as a natural part of the country, will be seen by the Moroccan public as a loss of territory and will directly threaten the regime and the stability of the country.

On the other hand, although controlling this region is a necessity for Morocco's national interests, it is unlikely that Morocco will be able to achieve this without the support of some actors of the international system. In the table before us today, despite the UN's referendum decision including the option of independence, although the Moroccan kingdom actually controls eighty percent of the region, it has not faced any serious sanctions, on the contrary, states such as the United States have officially established the sovereignty of Morocco in the west of the Sahara with concrete steps such as opening consulates in the region. France, even Spain and Germany, which have politically supported separatist movements in the Sahara since the past, expressed at the highest level that the extended autonomy option offered by Morocco is the only reasonable way to solve the Sahara Problem.

In order to understand the policies of the states mentioned above, it is necessary to make an analysis that includes the identity of Morocco, its internal dynamics and the

balances of the international system. In this context, Morocco has developed positive relations with the United States throughout history. France, on the other hand, became one of the most important allies of Morocco after its independence. Finally, Spain has developed intense economic relations with Morocco, especially in the economic field, although there were disagreements with Morocco on the Sahara Question until the last period. These relations continue to develop in line with the economic interests of all parties.

Morocco and “western” Sahara are seen as strategically important regions for the USA, France and Spain, as this region is in a critical position to manage the irregular migration waves from the south of the Sahara. In addition, Morocco has historically enjoyed good relations with these states. Today, the role these countries play in the Moroccan economy has a deterrent effect for Morocco to take steps against these states. This situation, as can be seen in the study, puts Morocco in the position of a reliable ally before these states.

However, in the matter, the identity of Morocco and its economic relations with Morocco are not the only factors shaping the foreign policies of these states. Here, the identities of the Saharan separatists and the Algerian supporters are also important. Because the Sahara issue is not only an internal matter of Morocco or a problem with its neighbors Algeria and the Saharans of Algeria, but also one of the tension points between the USA and Russia. As a matter of fact, the number one country selling military equipment to Morocco throughout history was the USA, while Algeria's largest supplier of weapons was the Soviet Union in the past, and today Russia, the successor of the Soviet Union.

Therefore, the USA and most European countries see Russia's expansion into such a strategically important region through Algeria as a threat to their national security and shape their foreign policies accordingly. Because the economic importance of Morocco and the west of the Sahara directly concerns the food and energy security of Europe, for reasons that will be explained in the last section.

In this context, in addition to the question why the USA, France and Spain consider it in their interests to have Morocco control the region, the question should also be asked

why they would not want an independent "Sahrawi Arab Democratic Republic" (SADR) in the region. When the internal dynamics of Morocco and the international system are examined, it is expected that the establishment of such an independent state in the region will have two possible consequences, both of which contradict the national interests of the aforementioned states.

Considering the internal dynamics of Morocco, we can say that the separation of the region from Morocco will have serious consequences for the stability of the country. Because, since Hasan II, Moroccan kings have convinced the Moroccan people that the region is a natural part of Morocco and have followed concrete policies at this point. For example tens of thousands of Moroccans who entered the region during the "Green March" (1975) led by Hasan II, settled in the region. In the following period, the policy of Moroccanization in terms of demographic and economic aspects continued and the region gradually became a natural part of Morocco. In addition to this, King Mohammed VI put the monarchy in the center in the Sahara issue. With this policy, while putting the regime at risk in case of a possible failure, it also sent a message to the actors we mentioned to support Morocco if they care about their relations with Morocco and the stability of the region. Therefore, Morocco's loss of this region will pose a serious threat to the stability of the region.

The second possible outcome is that the western part of the Sahara is a spreading area for Algeria, and therefore Russia, via SADR. This is an extremely negative scenario for Europe and the USA. Because Russia can use the energy card in cases of serious disagreements, especially after the Ukraine War. This directly poses a serious threat to Europe's energy security and supply chains. Because natural gas is not only used for energy, but also constitutes a basic raw material for the petrochemical and fertilizer industries. For this reason, a possible supply disruption can affect almost all sectors, from the plastics industry to the fertilizer industry, from the iron-steel industry to the cement industry. In addition, Russia's influence on phosphate resources is not a preferable scenario for Europe and the USA.

On the other hand, in the scenario where Moroccan control continues in the region, on the one hand, Russia's expansion towards the Atlantic is prevented, on the other hand,

positive relations with Morocco make serious positive contributions to the European and US economy. For this reason, these states support Morocco in the Sahara Question.

In the last part, the importance of Morocco for the key actors of the issue will be explained. France and Spain import important products such as fertilizers, phosphates and miscellaneous foodstuffs from Morocco. Phosphate reserves of Morocco, especially in the Sahara region, which constitute seventy-five percent of the total reserves in the world, have a key role for world food security. Because phosphate mineral is used as a raw material in fertilizer production. A possible disruption in the supply of these products carries the risk of causing inflation in various fields, starting with food products in these countries.

In addition, Morocco is an important producer of parts for industrial production in Europe. Parts and equipment production in Morocco is important for the European industry. In addition, many European and US origin companies produce in Morocco. This creates an organic economic link between Morocco and related countries.

The place of Morocco in the energy security strategy of Europe will be examined. Because Morocco is a potential energy supplier for Europe with its renewable energy production capacity. At this point, the country's vast desert lands and especially the wind energy potential in the Sahara region make Morocco one of the most important actors in the energy field of the region. In this context, Morocco has the potential to be a source country that can replace Russian natural gas when we consider green hydrogen technology.

Green hydrogen is hydrogen produced by electrolysis of water using renewable energy. When the substance in question is combined with carbon dioxide, natural gas production is possible. At this point, Morocco has the potential to be a key actor for Europe's energy security, due to its renewable energy potential and the opportunity to deliver the hydrogen to be produced to Europe in the shortest way. If we take into account the energy crisis that followed Russia's intervention in Ukraine, Morocco emerges as an important actor for Europe's energy security.

Finally, the approaches of Russia, Algeria and Mauritania, which are the secondary actors of the issue, will be briefly examined. Here, the “weak systemic impulses” produced

by these countries together with the UN, perceived by Morocco as a threat to the country's territorial integrity, will be briefly explained.

In summary, Moroccan internal dynamics push the country to insist on the Sahara Question. At this point, the King of Morocco, with the strategy he followed, brought the Sahara Issue to a critical place for the stability of the country, and at the same time accelerated his diplomatic efforts to find support in the international arena. As a result of both the strategic importance of Morocco and its relations with the key actors of the issue, as well as the fact that a possible SADR state in the region does not coincide with the interests of Europe and the USA, Morocco continues and consolidates its control in the region.

ÖZET

Sovyetler Birliğinin dağılması çift kutuplu uluslararası düzeni sona erdirmiştir. Buna bağlı olarak, mevcut uluslararası ilişkiler teorilerinin yeni oluşan dengeleri açıklamak noktasında yetersiz kaldığı görülmüştür. Devletlerin eylemlerini ne sadece ulusal çıkarların, ne de sadece dış etmenlerin belirlemediği öne sürülmüştür. Bu bağlamda, devletlerin dış politikalarının, uluslararası sistemin, devletin iç dinamiklerinin filtresinden geçerek dış politika çıktılarına dönüştüğünü ileri süren neoklasik realizm yaklaşımı ortaya çıkmıştır. Bu çalışmada, kral VI. Muhammed döneminde, Fas'ın Sahra meselesi bağlamında dış politikasının neoklasik realizm çerçevesinden analizi yapılacaktır.

Günümüzde, Fas'ın ana dış politika meselesi, diğer bir ifadeyle “kırmızı çizgisi”, şüphesiz Sahra meselesidir. Literatürde “Batı Sahra Meselesi”, “Batı Sahra Sorunu” gibi farklı adlandırmalarla yer alan konu, bu çalışmada “Sahra Meselesi” yahut “Sahra Dosyası” olarak adlandırılacaktır. Zira “Batı Sahra” ifadesi coğrafi bir bölgeyi ifade etmesinin ötesinde, birçok ülke tarafından tanınmayan bir siyasi yapıyı ifade etmektedir. Öte yandan “Batı Sahra” ifadesi, Fas kamuoyunda, çalışma boyunca da değinileceği gibi, ciddi bir tepki oluşturan bir ifadedir. Dolayısıyla çalışmanın bu şekilde taraflı bir ifade içermesi doğru olmayacağından, çalışma boyunca mesele için yukarıda zikredilen tarafsız adlandırmalar kullanılacaktır.

Fas, gerek kendisine özgü iç dinamikleri, gerekse de uluslararası sistemin bazı aktörleriyle olan yoğun siyasi ve ekonomik ilişkilerinden dolayı bu tür bir analiz için uygun bir inceleme alanı sunmaktadır. Fas Krallığı zengin bir tarihsel geçmişe sahiptir. Üzerinde bulunduğu coğrafi konumdan dolayı gerek Avrupa'yla, gerekse de Müslüman dünyasıyla tarih boyunca yoğun bir ilişki içerisinde olmuştur. Söz konusu ilişkiler ve kendi iç dinamikleri, bugünün Fas'ının dış politikasının temellerini teşkil etmektedir. Çalışma boyunca yapılacak olan analizde, söz konusu dinamiklerin oluşumu ve birbirleriyle etkileşim halinde nasıl Fas'ın dış politikasını, Sahra Meselesi özelinde, şekillendirdikleri açıklanacaktır.

Çalışmanın ilk bölümünde, önce neoklasik realizm yaklaşımı genel olarak açıklanacaktır. Geleneksel teorilerin neden Soğuk Savaş sonrası süreci anlamakta yetersiz kaldığı, buna bağlı olarak da neoklasik realizm yaklaşımının nasıl ortaya çıktığı kısaca

anlatılacaktır. Bu bağlamda, kendisinden, aktörlerin kimliklerinin Fas'ın dış politikasındaki yerini anlama noktasında destek alacağımız bir diğer yaklaşım olan inşacılığa da kısaca değinilecektir. Bağımlı, bağımsız ve ara değişken kavramlarından bu kısımda bahsedilecektir.

İlk kısmın ilerleyen bölümlerinde, Fas'ın iç dinamiklerinin tarihsel süreçte nasıl oluştuğunu göstermek adına kısaca Fas'ın tarihi anlatılacaktır. Fas tarihini anlatırken bir yandan da Fas devletinin kimliğinin oluşumu gözler önüne serilecektir. Özellikle, Sahra Meselesinin kilit aktörleri olarak tanımladığımız, ABD, Fransa ve İspanya'yla olan ilişkilerinin oluşumu incelenecektir. Ardından, Soğuk Savaş sonrasında Fas'ın vizyonunun, neoklasik realizm bakış açısıyla nasıl ele alınabileceğinden bahsedilecek ve son olarak ise kral VI. Muhammed'in iç politika dinamikleri genel hatlarıyla açıklanacaktır.

Çalışmanın ikinci kısmında ise Sahra Meselesi üzerinde durulacaktır. Her ne kadar çalışmada kral VI. Muhammed dönemi ele alınacak olsa da Sahra dosyası, kökleri Fas'ın tarihine kadar uzanan tafsilatlı bir meseledir. Bugünkü sorunun karakterini belirleyen etmenlerin kökenleri, Fas'ta ilk Faslı krallıkların kuruluşuna kadar dayanmaktadır. Bölge özelinde ise, Sahra'nın batısının coğrafi özellikleri gibi, coğrafi özelliklere bağlı olarak şekillenen tarihi de hiç şüphesiz günümüzdeki sorunun şekillenmesi sürecinde önemli bir role sahiptir. Bu nedenle ikinci kısımda ilk olarak, ele alacağımız bölgenin coğrafi özellikleri ve tarihi anlatılacaktır. Tarihsel süreç anlatılırken, sadece bilgi vermekten ziyade, söz konusu süreçte, bugünkü sorunun belirleyici unsurlarından olan “Sahralı kimliğinin” nasıl şekillendiği detaylı bir şekilde anlatılacaktır.

Akabinde, VI. Muhammed döneminde, Sahra Meselesi bağlamında, Fas dış politikasının oluşumu anlatılacaktır. İlk olarak Fas'ın, Sahra meselesinde dikkate almak zorunda olduğu iç dinamikler ele alınacaktır. Burada özellikle Fas'ın dış politikasının en önemli dinamiklerinden olan, Fas'ın Fransa, İspanya ve ABD ile olan iktisadi ilişkileri üzerinde durulacak ve Fas'ın söz konusu devletlerle, özellikle ekonomik sebeplerden dolayı, olan iktisadi ilişkilerinin gözetmesinin neden Fas'ın ulusal çıkarları için bir gereklilik olduğu, ülkenin ekonomik kapasitesini de göz önünde bulunduracak olursak, bu ülkelerle olan ticaret ve yatırım ilişkileri üzerinden anlatılacaktır.

Sonrasında, Fas'ın Sahra Sorunundaki resmi tutumu açıklanacaktır. Bu bağlamda, söz konusu bölgenin hem Faslı kimliği için önem arz ettiği, hem ekonomik açıdan Fas açısından önemi anlatılacaktır. Ayrıca, bölgenin olası bir kaybının ülkenin iç istikrarı için oluşturabileceği risklere değinilecektir. Bu bağlamda, kral VI. Muhammed'in babasından farklı olarak takip ettiği, Sahra sorununun gidişatında belirleyici bir role sahip olan monarşiyle Sahra Sorununu doğrudan birbirine bağlama stratejisi açıklanacaktır. Zira bu strateji, riskli olmasına rağmen, Sahra Dosyasıyla bir anlamda ülkedeki krallık makamını, kralı meselenin birinci sorumlusu yapmak suretiyle birbirine bağlamıştır. İlaveten, Fas özellikle VI. Muhammed döneminde bölgede çok sayıda yatırım gerçekleştirmiş, dahası bölgeye ülkenin kuzeyinden çok sayıda Faslı yerleştirmiştir. Bu stratejinin bir sonucu olarak bugün bölge Faslılar tarafından tartışmalı bir bölge olarak değil, Fas'ın doğal bir parçası olarak görülmekte ve bölgedeki nüfus yeni iç göçlerle birlikte sürekli artmaktadır. Kısacası, Fas devleti ve halkı için Fas'ın "Batı Sahra" üzerindeki egemenliği sorgulanmamakta; aksine bölge "Fas Sahrası" olarak görülmektedir. Dolayısıyla, ülkenin doğal bir parçası olarak görülen, Sahra'nın söz konusu bölgesinin olası bir kaybı, Fas kamuoyu tarafından bir toprak kaybı olarak görülecek ve doğrudan rejimi ve ülkenin istikrarını tehdit edecektir.

Öte yandan, her ne kadar Fas'ın ulusal çıkarları için bu bölgeyi kontrol etmek bir gereklilik olsa da, Fas'ın bunu uluslararası sistemin bazı aktörlerinin desteğini almaksızın gerçekleştirebilmesi, askeri ve ekonomik kapasitesi göz önünde bulundurulduğunda, pek de olası değildir. Bugün önümüzde olan tabloda ise, BM'nin bağımsızlık seçeneğini de içeren referandum kararına rağmen, Fas krallığı bölgenin yüzde seksenini fiilen kontrol etmesine rağmen ciddi bir yaptırımla karşılaşmamış, aksine ABD gibi devletler bölgede konsolosluk açmak gibi somut adımlarla Fas'ın Sahra'nın batısındaki egemenliğini resmen tanıırken, Fransa, hatta geçmişten beri Sahra'daki ayrılıkçı hareketleri siyaseten destekleyen İspanya ve Almanya bile Sahra Sorununun çözümü noktasında Fas'ın ortaya sunduğu genişletilmiş özerklik seçeneğinin tek makul yol olduğunu en üst düzeyden ifade etmiştir.

Yukarıda zikredilen devletlerin politikalarını anlamak için Fas'ın kimliğini, iç dinamiklerini ve uluslararası sistemin dengelerini de içeren bir analiz yapmak gerekmektedir. Bu bağlamda, Fas tarih boyunca ABD ile olumlu ilişkiler geliştirmiştir.

Fransa ise, bağımsızlığından sonra Fas'ın en önemli müttefiklerinden biri olmuştur. Son olarak İspanya'da, her ne kadar Sahra Meselesi konusunda son döneme kadar Fas'la görüş ayrılıkları içinde olsa da, Fas'la özellikle ekonomik alanda yoğun iktisadi ilişkiler geliştirmiştir. Söz konusu ilişkiler tüm tarafların da iktisadi çıkarlarına uygun olarak gelişmeye devam etmektedir.

Fas'ın ve Sahra'nın batısı, ABD, Fransa ve İspanya açısından stratejik olarak önemli bölgeler olarak görülmektedir zira bu bölge Sahra'nın güneyinden gelen düzensiz göç dalgalarını yönetmek için kritik bir konumdadır. İlaveten, Fas, tarihsel olarak bu devletlerle iyi ilişkilere sahiptir. Günümüzde ise bu ülkelerin Fas ekonomisinde oynadıkları rol, Fas için bu devletlere karşı adımlar atma hususunda caydırıcı bir etkiye sahiptir. Bu durum da, çalışmada da görüleceği üzere, Fas'ı bu devletler nezdinde güvenilir bir müttefik konumuna koymaktadır.

Fakat, meselede, bu devletlerin dış politikalarını şekillendiren tek etmen Fas'ın kimliği ve Fas'la olan iktisadi ilişkileri değildir. Burada Sahralı ayrılıkçıların ve bunları destekleyen Cezayir'in de kimlikleri önem arz etmektedir. Zira Sahra meselesi yalnızca Fas'ın iç meselesi yahut komşusu Cezayir ve Cezayir'in barındırdığı Sahralılarla olan bir sorunu değil, aynı zamanda ABD ve Rusya arasındaki gerilim noktalarından da biridir. Nitekim tarih boyunca Fas'a askeri ekipman satan bir numaralı ülke ABD'yken, Cezayir'in en büyük silah tedarikçisi geçmişte Sovyetler Birliği, bugün de, Sovyetler Birliğinin ardılı, Rusya'dır.

Bu yüzden, ABD ve çoğu Avrupa ülkesi, Rusya'nın Cezayir vasıtasıyla, stratejik açıdan bu denli önemli bir bölgeye doğru yayılmasını, ulusal güvenlikleri için bir tehdit olarak görmekte ve dış politikalarını buna göre şekillendirmektedir. Zira Fas'ın ve Sahra'nın batısının iktisadi önemi son kısımda anlatılacak sebeplerden dolayı doğrudan Avrupa'nın gıda ve enerji güvenliğini ilgilendirmektedir.

Bu bağlamda, ABD, Fransa ve İspanya'nın neden Fas'ın bölgeyi kontrol etmesini çıkarlarına uygun olarak değerlendirdikleri sorusuna ek olarak, “neden bölgede bağımsız bir “Sahra Demokratik Arap Cumhuriyeti” istemeyecekleri sorusu da sorulmalıdır. Fas'ın iç dinamikleri ve uluslararası sistem incelendiğinde, bölgede bu tür bir bağımsız devlet

kurulmasının muhtemel iki sonucunun olması beklenmektedir ki iki sonuç da zikredilen devletlerin ulusal çıkarlarıyla çelişmektedir.

Fas'ın iç dinamiklerini dikkate aldığımızda, bölgenin Fas'tan ayrılmasının ülke istikrarı için ciddi sonuçları olacağını söyleyebiliriz. Zira, II. Hasan'dan beri Fas kralları, Fas halkını bölgenin Fas'ın doğal bir parçası olduğuna ikna etmiştir ve bu noktada somut politikalar takip etmiştir. Örneğin II. Hasan'ın öncülük ettiği “Yeşil Yürüyüş” (1975) sırasında bölgeye giren on binlerce Faslı bölgeye yerleşmiştir. Sonraki dönemde ise Fas'ın bölgeyi demografik ve iktisadi yönden Faslılaştırma politikası hızlanarak devam etmiş ve bölge git gide Fas'ın doğal bir parçası haline gelmiştir. Kral VI. Muhammed buna ek olarak Sahra meselesinde merkeze monarşiyi koymuştur. Bu politikayla bir yandan olası bir başarısızlık durumunda rejimi riske atarken, bir yandan da bahsettiğimiz aktörlere eğer Fas'la olan ilişkilerini ve bölgenin istikrarını önemsiyorlarsa Fas'ı desteklemelerini ifade eden bir mesaj göndermiştir. Dolayısıyla, Fas'ın bu bölgeyi kaybetmesi bölge istikrarı için ciddi bir tehdit teşkil edecektir.

İkinci olası sonuç ise Sahra'nın batısının RASD aracılığıyla Cezayir, dolayısıyla Rusya için bir yayılma alanı olmasıdır. Bu durum ise Avrupa ve ABD için son derece olumsuz bir senaryodur. Zira Rusya, özellikle Ukrayna Savaşından sonra da görüldüğü üzere, ciddi anlaşmazlıkların olduğu durumlarda enerji kartını kullanabilmektedir. Bu durum ise doğrudan Avrupa'nın enerji güvenliği ve tedarik zincirleri için ciddi bir tehdit teşkil etmektedir. Zira doğal gaz sadece enerji için kullanılmamakta, aynı zamanda petrokimya ve gübre sektörleri için temel bir hammadde teşkil etmektedir. Bu nedenle olası bir tedarik aksaması plastik sektöründen gübre sektörüne, demir-çelik sektöründen çimento sektörüne kadar hemen tüm sektörleri etkileyebilmektedir. Buna ek olarak, Rusya'nın fosfat kaynakları üzerinde de etki sahibi olması Avrupa ve ABD için tercih edilebilir bir senaryo değildir.

Buna karşın, bölgede Fas'ın kontrolünün sürdüğü senaryoda ise, bir yandan Rusya'nın Atlantik'e doğru yayılması engellenirken bir yandan da Fas'la olan olumlu ilişkilerin Avrupa ve ABD ekonomisine ciddi olumlu katkıları olmaktadır. Bu nedenle söz konusu devletler Sahra Meselesinde Fas'ı desteklemektedir.

Akabinde, Fas'ın meselenin kilit aktörleri için teşkil ettiği önem anlatılacaktır. Fransa ve İspanya Fas'tan gübre, fosfat ve muhtelif gıda maddeleri gibi önemli ürünler ithal etmektedir. Fas'ın bilhassa Sahra bölgesinde bulunan, dünyadaki toplam rezervlerin yüzde yetmiş beşini teşkil eden fosfat rezervleri, dünya gıda güvenliği için kilit bir role haizdir. Çünkü fosfat minerali gübre üretiminde hammadde olarak kullanılmaktadır. Bu ürünlerin tedarikinde yaşanabilecek olası bir aksama bu ülkelerde gıda ürünlerinden başlamak üzere çeşitli alanlarda enflasyona yol açma riski taşımaktadır.

Ayrıca Fas, Avrupa'daki sanayi üretimi için önemli bir parça üreticisi konumundadır. Fas'ta yapılan parça ve ekipman üretimi Avrupa sanayisi için önem arz etmektedir. Ayrıca Fas'ta çok sayıda Avrupa ve ABD menşeli şirket üretim yapmaktadır. Bu ise Fas ve ilgili ülkeler arasında organik bir ekonomik bağ oluşturmaktadır.

Fas'ın özellikle Avrupa'nın enerji güvenliği stratejisindeki yeri incelenecektir. Zira Fas, sahip olduğu yenilenebilir enerji üretim kapasitesiyle Avrupa için potansiyel bir enerji tedarikçisidir. Bu noktada ülkenin geniş çöl arazileri ve bilhassa Sahra bölgesindeki rüzgâr enerjisi potansiyeli Fas'ı bölgenin enerji alanındaki en önemli aktörlerinden biri haline getirmektedir. Bu bağlamda Fas, yeşil hidrojen teknolojisini dikkate aldığımızda, Rus doğal gazını ikame edebilecek bir kaynak ülke olma potansiyeline haizdir.

Yeşil hidrojen, yenilenebilir enerji kullanılarak suyun elektroliz edilmesiyle üretilen hidrojendir. Söz konusu madde, karbondioksitle birleştirildiğinde doğalgaz üretimi mümkün olmaktadır. Fas ise bu noktada, gerek yenilebilir enerji potansiyeli, gerekse de Avrupa'ya üretilecek olan hidrojeni en kısa yoldan ulaştırma imkânına sahip olmasından dolayı Avrupa'nın enerji güvenliği için kilit bir aktör olma potansiyeline sahiptir. Rusya'nın Ukrayna'ya müdahalesinin takip eden süreçte yaşanan enerji krizini dikkate alacak olursak, Fas Avrupa'nın enerji güvenliği için önemli bir aktör olarak ortaya çıkmaktadır.

Son olarak ise, meselenin ikincil aktörleri olan Rusya, Cezayir ve Moritanya'nın meseleye yaklaşımları kısaca irdelenecektir. Burada BM ile birlikte bu ülkelerin ürettiği, Fas tarafından ülkenin toprak bütünlüğüne tehdit olarak algılanan “zayıf sistemik itkiler” kısaca açıklanacaktır.

Özetle, Fas iç dinamikleri ülkeyi Sahra Meselesinde ısrar etmeye itmektedir. Bu noktada Fas Kralı takip ettiği stratejiyle Sahra Meselesini ülkenin istikrarı için kritik bir yere getirmiş aynı zamanda da uluslararası alanda destek bulmak için diplomatik çabalarını hızlandırmıştır. Gerek Fas'ın stratejik önemi ve meselenin kilit aktörleriyle olan ilişkileri, gerekse de bölgede olası bir RASD devletinin Avrupa ve ABD'nin çıkarlarıyla örtüşmemesinin sonucunda bugün Fas bölgedeki kontrolünü sürdürmekte ve pekiştirmektedir.



INTRODUCTION

Un conflit au côté occidental du plus grand désert du monde, l'affaire du Sahara constitue l'un des problèmes rares de la décolonisation qui continue toujours. Une question multidimensionnelle et compliquée, l'affaire du Sahara est certes l'enjeu principal de la diplomatie de Rabat, la capitale du royaume marocain dont les racines se prolongent jusqu'au 8^e siècle. Tandis que l'ONU prévoyait un référendum sur l'option d'auto-détermination pour le Sahara « occidental », depuis un quart siècle, le royaume du Maroc exclut fermement toute sorte de solutions qui pourrait détacher le Sahara « marocain » de ses propres territoires.

Soutenu par l'Occident, le Maroc réussit à empêcher l'existence d'un Sahara « occidental » sur les territoires en question tout en consolidant la « marocanité » de l'ouest du Sahara alors que la plupart des États ne reconnaissent pas sa souveraineté sur cette région contestée. D'une part, il s'agit donc d'un contrôle marocain *de facto* à l'ouest du Sahara, et d'autre part il y a plusieurs tensions multidimensionnelles entre certains acteurs internationaux. Mais, en conséquence, c'est le Maroc qui contrôle actuellement la région tout en bénéficiant de ses ressources naturelles, notamment le phosphate.¹

À cet égard, le Maroc considère le dossier du Sahara, qui influence sa politique intérieure et extérieure depuis 1974,² comme une ligne rouge de sa politique étrangère en raison de l'importance économique, stratégique et politique de l'ouest du Sahara avec lequel il a des liens historiques et culturels. La position du Maroc est donc compréhensible sur ce sujet. Par ailleurs, il est clair que le Maroc ne pourrait guère contrôler cette région sans le consentement et le soutien politique de certains acteurs clés de la scène internationale pour le dossier du Sahara. Autrement dit, le Maroc peut réaliser son intérêt national grâce aux conditions favorables du système international. Ici, il est possible donc d'analyser les dynamiques du système international sur ce sujet afin de comprendre la politique étrangère suivie par le Maroc.

¹ Laurence Ammour, « À qui profite le gel du conflit du Sahara occidental? », *The Frozen Conflict of Western Sahara: Who Benefits?*, Research Paper, 2006, p. 30.

² Arnold Hottinger, « La lutte pour le Sahara occidental », *Politique étrangère*, 1980, p. 167-180.

À cet égard, la partie occidentale de l'immense désert du Sahara n'est pas un sujet périphérique des relations internationales. Au contraire, l'ouest du Sahara attire de plus en plus l'attention de certains acteurs pour plusieurs raisons allant des rivalités entre les États-Unis et la Russie à la sécurité énergétique et alimentaire de l'Europe et de l'Afrique. Donc la controverse au Sahara ne se déroule pas seulement entre le Maroc et le Polisario, organisation rebelle soutenue par l'Algérie, mais concerne également d'autres acteurs internationaux tel que la France, l'Espagne, les États-Unis et la Russie.

Lorsque nous regardons les travaux académiques écrits dans l'académie turque, nous remarquons que l'affaire du Sahara, soit l'enjeu numéro un de la politique étrangère du Maroc, un pays géopolitiquement important de l'Afrique, n'est abordé que par deux thèses de master en tant que cas de conflit gelé et, deuxièmement, comme une question juridique de décolonisation.

Dans cette étude, la politique étrangère du Maroc sur le dossier du Sahara sera analysée de point de vue de la théorie réaliste néoclassique sous la lumière des données historiques, politiques, sociologiques et notamment économiques. Nous tenterons de montrer comment le système international influence la politique suivie par Rabat tout en étant interaction avec les dynamiques internes. Vu la dimension large du sujet, nous limiterons l'étude, historiquement, à l'ère du roi actuel, Mohammed VI. Concernant les dynamiques internes du Maroc ; nous nous focaliserons notamment sur les dynamiques économiques et politiques du pays ainsi que sur le rôle du roi en tant qu'acteur principal dans la politique intérieure du pays. Quant au système international, alors que nous parlerons parfois des positions de certains d'autres acteurs tel que la Russie et l'Algérie, nous nous pencherons spécifiquement sur les positions de la France, de l'Espagne et les États-Unis considérés comme des acteurs clés et déterminant pour la politique étrangère du Maroc. Lorsque nous aborderons l'influence du système international sur la politique étrangère de Rabat, nous encadrons cette influence par les aspects économiques et politiques des relations entre le Maroc et les acteurs clés.

Dans notre étude, le système international, façonné par les Etats-Unis, la France et l'Espagne premièrement et, l'Algérie et la Russie deuxièmement, sera considéré comme la variable indépendante. Le focus de notre étude, les variables intervenantes, seront la perception du leader, soit le roi Mohammed VI, l'armée marocaine, le peuple marocain et les capacités économiques, militaires, diplomatiques et politiques du Maroc. Enfin, la politique étrangère marocaine sera analysée comme la variable dépendante, étant le résultat d'interaction des stimulus systémiques avec les variables intervenantes, autrement dit les dynamiques endogènes du Maroc.

En fait, nous éviterons d'utiliser les nominations partielles du sujet, soit le Sahara « occidental » soit le Sahara « marocain », car nous considérons que les deux expressions ne sont pas objectives pour définir le sujet. La première expression projette un sens plutôt politique puisque le fait de dire « Sahara occidental » au lieu de l'ouest du Sahara, soit la nomination neutre d'un espace géographique, a une signification politique référant à une entité politique qui n'est pas reconnue officiellement par la plupart des États. Quant au Sahara « marocain », il ne serait pas approprié de l'utiliser étant donné que la reconnaissance de sa souveraineté n'est encore pas reconnue par la plupart des États. C'est la raison pour laquelle, nous préférons nommer la région, tout en gardant la neutralité, comme l'ouest du Sahara et notre sujet d'analyse comme l'affaire ou le dossier du Sahara dans la politique étrangère du Maroc.

À ce propos, nous analyserons l'apparition et le fonctionnement des dynamiques internes du Maroc ainsi que les des dynamiques internationales. Lors que nous parlons des dynamiques internationales, nous nous focaliserons notamment sur les positions des acteurs clés de la question du Sahara, soient la France, l'Espagne et les États-Unis afin de limiter la dimension de ce travail. À cet égard, sans négligeant les relations politiques, nous mettrons l'accent sur les relations économiques en tant que facteurs important déterminant des politiques étrangères des pays. Une analyse plus large incluant les politiques détaillées des autres acteurs telle que la Chine, la Russie, les pays du Golfe et les pays latins, peut-être, serait effectuée dans une étude plus large, soit un travail au niveau de doctorat.

L'étude est divisée en deux parties. Pour la première partie, le cadre théorique du travail sera raconté afin de donner au lecteur notre point d'approche, soit la théorie réaliste néoclassique qui nous semble comme une approche théorique idéale pour mieux expliquer la question. Car nous verrons que les dynamiques du système international deviennent en résultats de politiques étrangère marocaine en une véritable interaction avec les dynamiques locales du pays. En plus, les dynamiques internes du pays influencent considérablement également le système international au point que nous ne pouvons pas les négliger dans les politiques étrangères des acteurs clés susmentionnés.

La première partie inclura de plus un bref historique du Maroc. Ici, nous abordons l'histoire du Maroc afin de trouver les racines des dynamiques de sa politique étrangère que dont nous observons l'influence sur sa politique étrangère d'aujourd'hui concernant l'affaire du Sahara. Son histoire, d'une part, nous aide à comprendre certaines caractéristiques du Maroc en tant qu'à la fois un État et une société ; et d'autre part nous montre les bases des revendications historiques du pays sur l'ouest du Sahara, soit les thèses principales prononcées par la diplomatie marocaine. En plus, analysées à la fin de ce chapitre, les relations entre le Maroc et les acteurs clés du dossier sont explicatives et nécessaires puisqu'elles constituent les bases de notre analyse du système international dans la deuxième partie.

Au début de la deuxième partie, nous nous focaliserons spécifiquement sur l'historique de l'apparition du Sahara et la construction de l'identité sahraouie, soit un facteur influençant les stratégies des acteurs reliés au dossier du Sahara. Ensuite, la politique étrangère du Maroc lors du règne du roi Mohammed VI. Nous analyserons l'interaction des variables dépendantes et indépendantes de la politique étrangère marocaine au point de produire résultats de la politique étrangère du royaume chérifien. Pour cela, nous commencerons par les dynamiques internes du Maroc, autrement dit les motifs pour lesquels Rabat insiste sur ses revendications sur l'ouest du Sahara et considère le dossier comme sa ligne de rouge. De même, nous parlerons des relations économiques, en donnant des chiffres remarquables, entre le royaume et les acteurs clé pour démontrer concrètement sa dépendance économique à ces pays comme une dynamique à la fois

limitant son champ d'action sur le dossier, vu sa capacité économique, et un facteur de rapprochement, d'ailleurs, avec ses pays au point de gagner leur soutien politique pour ces revendications. En plus, ses dynamiques seront également traitées en tant que facteur influant sur les politiques étrangères de Paris, de Madrid et de Washington.

Finalement, nous relèverons comment le système international, façonné par les trois acteurs clés, permet au Maroc de maintenir et, en outre, de consolider, sa présence de facto sur l'ouest du Sahara malgré la résolution de l'ONU à propos du dossier. Tout comme les dynamiques internes du royaume, nous analyserons le système international d'abord à part des relations économiques clés afin d'expliquer l'aspect économique de leur soutien pour le Maroc. Puis, nous mettrons l'accent sur l'identité du Maroc en tant qu'allié de l'occident face à l'Algérie, l'alliée de la Russie au Maghreb et le supporteur numéro un du mouvement sahraoui. Enfin, nous terminerons la thèse par parlant d'un aspect récent et, en soi, très peu analysé mais, peut-être, l'un des plus importants aspects du dossier du Sahara ; l'enjeu énergétique. En raison des derniers développements en Ukraine, augmentant la méfiance de l'Europe envers la Russie en termes de leur sécurité énergétique, nous parlerons de comment le Maroc pourrait devenir un fournisseur énergétique idéal pour l'Europe grâce à un élément clé, soit l'hydrogène vert.

PREMIÈRE PARTIE – ÉTUDE RÉALISTE NÉOCLASSIQUE DE LA POLITIQUE ETRANGÈRE DU MAROC

A - Approche de la théorie réaliste néoclassique appliquée à l'étude de politique étrangère

L'analyse de la politique étrangère, un des domaines d'application les plus importants de la discipline des relations internationales, a été traitée par une grande variété d'approches théoriques. Une approche théorique, autrement dit une manière de voir, nous sert à savoir comment aborder le sujet d'analyse et à trouver la méthodologie à suivre dans l'analyse de la politique étrangère. Une approche indique les « points de coupure » d'un sujet et nous fournit le modèle dans lequel nous mettons l'objet d'étude. De plus, cela est certes nécessaire pour la délimitation du sujet pour que l'étude soit « au point ». Notamment, notre sujet, l'affaire du Sahara dans la politique étrangère du Maroc, nécessite une approche éclectique ou une mixte d'approches.

À cet égard, l'approche pour une telle analyse doit considérer les stimulus systémiques ainsi que les dynamiques endogènes du Maroc car chaque approche construit son analyse de la politique étrangère sur certains présupposés et interprète les politiques étrangères des États en fonction de ces présupposés. Les présupposés déterminent les acteurs, les dynamiques et le type d'interaction entre les acteurs qui seront les objets d'étude. Autrement dit, l'approche, ou la théorie, nous montre ce que nous considérons et comment nous l'analyserons. En conséquence, les perspectives ontologiques des théories des relations internationales sur la politique étrangère conduisent certains éléments à venir au premier plan plus que d'autres dans la détermination de la politique étrangère. Dans ce contexte, lorsque nous considérons la littérature actuelle sur les relations internationales, nous observons qu'il existe deux attitudes différentes à l'égard de l'analyse de la politique étrangère, à savoir les théories affirmant que le système international est efficace et les théories qui attribuent un rôle déterminant aux dynamiques endogènes des États.³

³ Jean-François Rioux, Ernie Keenes, Gregg Légaré, « Le néo-réalisme ou la formulation du paradigme hégémonique en relations internationales », *Études internationales*, 19:1, 1988, p.57-80.

Dans notre étude, nous aborderons le sujet de l'approche réaliste néoclassique étant donné que la politique étrangère marocaine sur le dossier du Sahara se construit dans l'interaction des dynamiques internes du pays et du système international qui devient en résultats de politiques étrangère passant par le « filtre » du contexte intérieur du Maroc. Par ailleurs, notre recherche nous montre que, pour analyser cette interaction, une approche supplémentaire, qui prend compte des « identités » est indispensable.

1- Conceptualisation de la théorie réaliste néoclassique à partir de l'analyse de la politique étrangère

a- La nécessité d'un réalisme « modifié »

Commençant par l'approche essentielle de l'étude, alors que les théories réalistes classiques dans le domaine d'analyse de la politique étrangère donnent un rôle décisif à certains éléments, ignorent ou limitent les effets d'autres facteurs sur le point de discuter les problèmes pour faire une analyse holistique, le réalisme néoclassique apporte une solution à ces problèmes d'analyse après la fin de la Guerre froide. Selon cette théorie, la question doit être traitée avec une approche holistique tout en prenant compte des dynamiques endogènes et systémiques ainsi que l'interaction entre les deux afin d'étudier les politiques étrangères des États.

Alors que cette théorie est, d'une part, réaliste comme elle prend en compte la structure internationale et l'équilibre des puissances au sein du système international et présuppose que les États sont dirigés principalement à garantir leurs places dans le système international ; elle se distingue, d'autre part, du réalisme classique étant donné qu'elle considère, de plus, les idées politiques au sein d'un État donné qui s'appellent « les facteurs internes » par les réalistes. Bref, la vision néoréaliste propose l'étude des politiques des États à partir de leurs politiques étrangères en analysant simultanément des variables internes et externes et l'interaction entre elles.⁴

⁴ Nicholas Kitchen, « Systemic pressures and domestic ideas: a neoclassical realist model of grand strategy formation », *Review of international studies*, 36:1, 2010, p.117.

Sur ce point, le réalisme néoclassique relie les dynamiques internes et externes des acteurs souverains de la politique internationale. En effet, le lien entre les deux est coupé chez le réalisme qui ne comprend pas la complexité des processus de la politique étrangère. Même pour les néoréalistes, ils n'intègrent pas les facteurs internes à l'analyse de la politique étrangère. En raison de cela, les analyses effectuées selon les théories classiques demeurent incapables de déterminer les spécificités des cas particuliers et, en conséquence, elles sont loin d'être holistiques et plusieurs points essentiels échappent à telles analyses. Par contre, le réalisme néoclassique met en évidence les facteurs structurels tout en permettant leur médiation au travers des processus politiques domestiques-nationaux et examine la question de la politique interne ainsi que les premières et les secondes variables, tout en incluant les politiques nationales, la capacité de l'acteur d'exemple et les processus de prise de décision au sein de l'État, les perceptions des leaders et des dirigeants, et l'impact de leurs idées afin de montrer comment les États inter-réagissent dans la scène internationale.⁵ Il est possible donc de dire que l'analyse réaliste propose un point de vue plus complexe mais explicatif des spécificités des politiques étrangères des États.

Ensuite, il faut souligner que le réalisme néoclassique est épistémologiquement différent des théories réalistes classiques. Tandis que l'impact des normes, des idées, et des perceptions subjectives dans le processus de prise de décisions des politiques étrangères des États sont des déterminants des actions des États, le réalisme classique construit le raisonnement sur la présupposée que les États suivent des politiques étrangères selon le principe de la rationalité.⁶ Toutefois, l'explication de cette « rationalité » n'est pas suffisamment détaillée chez les réalistes puisque la rationalité est un concept construit au sein des processus historiques et conjoncturels complexes et multidimensionnels. Le « rational » concerne directement les dynamiques endogènes d'un pays telle que la capacité matérielle et immatérielle des États, le positionnement des différents acteurs selon l'enjeu en question et les perceptions des leaders.

⁵ **Ibid.**

⁶ Brian Rathbun, « A Rose by Any Other Name: Neoclassical Realism as the Logical and Necessary Extension of Structural Realism », *Security Studies*, 17:2, 2008, p.314.

Mettant l'accent sur l'anarchie internationale, l'équilibre des pouvoirs, la sécurité internationale, soit les variables exogènes, le réalisme classique considère les variables externes déterminantes dans les politiques étrangères des États.⁷ Dans le contexte de la Guerre froide, cette approche était considérée comme logique pour comprendre les comportements des États car l'équilibre des puissances entre les acteurs internationaux majeurs (les États-Unis et l'URSS) produisait un système international bipolaire qui s'imposait sur tous les acteurs mondiaux.⁸

Toutefois, la fin de la Guerre froide a provoqué la nécessité de modification pour les théories classiques. Les réalistes néoclassiques mettent l'accent sur la nécessité de considérer les dynamiques endogènes des États afin de comprendre leurs comportements étant des résultats des processus complexes de prise de décision. Allant au-delà de considérer l'État comme une entité rationnelle, ils se lancent dans la construction du « rational » au sein des États. Dans cette considération, ils divisent d'abord l'État en ses « composantes ». Car les États ne peuvent plus être considérés comme des entités autonomes ou singulières. Lorsque l'on analyse le comportement d'un État, il faut considérer que ceci, autrement dit sa réaction vis-à-vis d'un stimulus, peut être considéré comme le résultat d'un processus décisionnel à travers duquel plusieurs composantes de cet acteur souverain s'interagissent. Dans cette interaction, les caractéristiques des présidents et des premiers ministres, des agents de la bureaucratie s'imposent selon leurs identités culturelles, sociales et idéologique. La décision est ainsi une « résultat » d'un processus de délibération des individus et des institutions plus ou moins hétérogènes ayant des perceptions subjectives et leurs propres idées liées à leurs identités.⁹ En d'autres termes, le réalisme classique met l'accent sur la rationalité des décisions sans détailler sa formulation, et à cause de cela, elle reste comme une théorie déterministe ; alors que le réalisme explique les processus de prise de décision dans leurs ensembles en prenant compte les singularités des composantes de l'État.¹⁰

⁷ Hans Morgenthau, *Politics Among Nations, The struggle for Power and Peace*, The McGraw-Hill Companies Higher Education, 7th Edition, New York, 1:4, 1948, p.3.

⁸ Dario Battistella, *Théories des relations Internationales*, 4e édition, Sciences Po Les Presses, 2013, p.146-159.

⁹ Rathbun, **op. cit.**, p.311-312.

¹⁰ N. Kitchen, **op. cit.**, p.131-132.

D'ailleurs, il ne faut pas confondre le réalisme néoclassique avec les approches libérales ou le constructivisme. Car, même s'il est modifié, le réalisme néoclassique demeure une approche réaliste étant donné qu'il partage les mêmes considérations avec le réalisme sur l'anarchie internationale et l'influence de la structure internationale sur les politiques étrangères des États.¹¹ Cette situation est bien résumée par le père du réalisme néoclassique, Gideon G. Rose:

« Le réalisme néoclassique occupe un terrain d'entente entre les théories structurelles pures et le constructivisme. L'implication précédée accepte un lien clair et direct entre les contraintes systémiques et le comportement au niveau d'unité. Ces derniers ignorent que les contraintes objectives du système existent, tout en soutenant que la réalité internationale est socialement construite et que l'anarchie est ce que les États en font. »¹²

En d'autres mots, le réalisme néoclassique n'est pas une théorie destructive pour le réalisme classique. Au contraire, il vient pour réparer le réalisme et l'adopter aux nouvelles conditions de l'après-Guerre froide¹³ puisque la fin de cette époque bipolaire réfute les prémisses de la théorie et sape sa crédibilité. L'effondrement de l'Union soviétique et la désintégration du système des alliances bipolaires ont détruit entièrement l'ordre à triple volets susmentionné alors que les auteurs réalistes structurels demeurent incapables de trouver une prédiction à ce sujet. L'une des critiques les plus importantes portées à cette situation est que le réalisme structurel est une théorie inadéquate qui ne peut expliquer que des continuités, et qu'il s'agit d'une théorie des changements inadéquate en raison du manque d'infrastructure conceptuelle.¹⁴

¹¹ B., Rathbun, **op. cit.**, p.311-312.

¹² G. Rose, « Neoclassical realism and theories of foreign policy », *World Politics*, 1998, p.152.

¹³ Norrin Ripsman, Jeffrey M. Taliaferro & Steven Lobell, *Introduction: neoclassical realism, the state, and foreign policy*, Cambridge University Press, 2009, p.4.

¹⁴ William C. Wohlforth, « Realism and the End of the Cold War », *International Security*, 1994, 19:3, p.91-129.

Selon les réalistes structurels, la période de la Guerre froide est une période de paix et de stabilité dans laquelle il n'y a pas eu de guerres entre les grands États.¹⁵ Le réalisme structurel, qui en propose une triple explication en mettant d'abord l'accent sur la structure bipolaire. La seconde explication concerne les politiques d'équilibre et l'équilibre des puissances. Le fait que les deux pôles du système international disposent de pouvoirs et de capacités similaires crée un rapport de force efficace, ce qui conduit à la dissuasion interpolaire. En tant que le troisième pilier, la technologie militaire est basée sur les armes nucléaires en raison des conditions de l'époque et cette technologie est importante pour la dissuasion. Car l'utilisation de ces armes n'est pas une situation compréhensible pour des acteurs rationnels. Il est donc utilisé uniquement pour assurer la sécurité et comme moyen de dissuasion. Ainsi, le fait d'avoir deux pôles sert parfaitement son objectif.¹⁶

La politique du dernier dirigeant soviétique Mikhaïl Gorbatchev était efficace à la fin de la Guerre froide. Gorbatchev pense qu'il pouvait rendre l'Union soviétique plus puissant en transformant l'ordre de l'État avec ces politiques, mais les résultats ne se sont pas développés comme il les souhaitait. L'État soviétique a commencé à perdre ses pouvoirs alors que les républiques affiliées se sont engagées sur la voie de la déclaration d'indépendance, les unes après les autres. De plus, l'unification des « deux Allemagnes » à l'époque de Gorbatchev, et le fait que les Soviétiques ne se réagissaient pas contre cette évolution, a marqué clairement le début de la fin de la Guerre froide. Les politiques et les développements en question restent donc en dehors du champ des réalistes structurels, puisque les point de vue de Kenneth Waltz projettent des explications sur une première argumentation (leaders) et une seconde (États).

Le réalisme néoclassique, étant émergé lorsque le réalisme structurel a commencé à être remis en question au sein de la discipline pour ces raisons, peut être considéré en fait comme une théorie de l'analyse de la politique étrangère. Le réalisme structurel de Waltz, quant à lui, explique les résultats des interactions des États entre eux-mêmes, et en tant que tel, c'est une théorie (générale) de la politique internationale. Cependant, les théories

¹⁵ John Lewis Gaddis, « The long peace: Elements of stability in the postwar international system », *International security*, 10:4, 1986, p.99-142.

¹⁶ Dale C. Copeland, « Neorealism and the myth of bipolar stability: Toward a new dynamic realist theory of major war », *Security Studies*, 1996, 5:3, p.29-89.

de la politique étrangère doivent être utilisées pour expliquer l'évolution des relations internationales. Le réalisme néoclassique, qui prétend être une approche holistique en évaluant toute à la fois les développements du système et de la politique intérieure, s'est émergée afin d'éliminer cette lacune de la théorie réaliste.

Contrairement à ce que suggèrent d'autres approches théoriques, selon le réalisme néoclassique, de son côté, où l'on prétend que les comportements de politique étrangère émergent comme la synthèse d'éléments systémiques et de déterminants de dynamiques locales du pays concerné. En soi, ces facteurs doivent être évalués séparément et analysés tout en considérant l'interaction afin de comprendre les sorties de la politique étrangère d'un pays d'une manière inclusive. Construisant son propre modèle sur cette affirmation, le réalisme néoclassique propose une approche holistique et alternative à la littérature actuelle sur l'analyse de la politique étrangère.

Le réalisme néoclassique prend place dans la discipline comme un maillon de la théorie réaliste des relations internationales. Lorsque l'environnement dans lequel la théorie s'émerge est généralement évalué, le fait que le réalisme structurel, autrement dit le néoréalisme, de Waltz, qui est l'approche théorique dominante de la discipline, n'a pas suffisamment de notions théoriques afin d'expliquer la fin de la guerre froide, et qu'il ne peut guère analyser un développement tellement important a conduit à une nouvelle discussion. Pour cette raison, examiner la période en question et sa fin du point de vue du réalisme structurel est utile pour montrer à quelles questions le réalisme néoclassique est conçu pour répondre.

b- Le réalisme néoclassique : Argumentations du système international et des leaders

Utilisant le réalisme néoclassique pour la première fois dans la littérature, Gideon Rose affirme que cette théorie est utilisée par certains écrivains réalistes avant lui, et que ces noms agissent avec une perspective différente des propositions générales du réalisme

structurel dans leurs études.¹⁷ Par exemple, Thomas Christensen, William Wohlforth, Fareed Zakaria et Randall Schweller, dans leurs études, dans lesquelles ils examinent les politiques étrangères des parties à la Seconde Guerre mondiale, révèlent que la dynamique endogènes de la politique étrangère découlait de la répartition relative de la puissance dans le système.¹⁸ En d'autres termes, ils commencent à parler des dynamiques internes des pays dans l'analyse de la politiques étrangères en tant que l'un des déterminants des comportements des États.

Dans ces études, les déterminants des facteurs au niveau de l'acteur tels que les perceptions des décideurs de la politique étrangère et les éléments idéologiques sont également révélés sur les actions de politique étrangère. Une analyse différente de la politique étrangère est donc en cause. Dans ce type d'analyse, l'États ne sont plus considérés comme des entités singulières mais composées par plusieurs éléments dotés d'identités. Après la fin de la Guerre froide, c'est Gideon Rose qui offre des explications systématiques de la théorie en incorporant toutes ces approches dans le réalisme néoclassique. Autrement dit, il a systématisé l'analyse de politique étrangère à partir de cette nouvelle approche : le réalisme néoclassique.

Rose soutient que, tout en déterminant les politiques étrangères, comme dans le réalisme structurel, les États ne doivent pas produire des politiques similaires uniquement en raison de la direction du système international, mais les dynamiques locales des États concernés sont également décisives dans ce domaine. Il accepte donc que le système international crée des stimulus qui influencent certes les comportements des acteurs - États. Ces stimulus sont également parmi les « moteurs d'action » majeurs des acteurs. Mais, différemment du réalisme structurel, il répond de plus à la question « Pourquoi les États réagissent-ils différemment face aux stimulus similaires ? » que le réalisme structurel n'était pas capable de répondre.

¹⁷ Gideon Rose, *op. cit.*, p.144-172.

¹⁸ *Ibid.*, p.154.

À ce propos, le réalisme néoclassique inclut les identités et les dynamiques endogènes des États dans l'analyse. Ici, il se lance dans l'analyse de la construction du « rational » au sein de l'État. Sans quittant totalement la rationalité, il fait une analyse participative de la construction de la rationalité en interaction de plusieurs acteurs dans les circonstances uniques à chaque État. En illustrant, le stimulus apparu au niveau du système international ne se reflète directement pas par « le miroir de rationalité » des États. L'enjeu n'est guère une simple relation de « action-réaction » qui produisent des sorties de politiques étrangères.

Bien plus que cela, les stimulus entrent en réaction avec plusieurs dynamiques endogènes de l'État. Cette interaction produit des actions uniques de la politique étrangère. Concernant la singularité des cas et la complexité des agents étatiques, l'analyse de la politique étrangère oblige une étude détaillée de cette interaction qui produit le « rational » pour les États.

Néanmoins, tout en avançant cette revendication, il s'agit d'une approche d'équilibre entre le système international et les dynamiques locales et positionne les facteurs en fonction de cet équilibre. Par conséquent, tout en menant une analyse de la politique étrangère du point de vue réaliste néoclassique, les facteurs systémiques sont prioritaires pour l'analyse.

Cependant, pour que ces facteurs, acceptés comme décisifs, soient des données significatives pour la politique étrangère, il est nécessaire d'évaluer ce qu'ils signifient en les filtrant par des variables intervenantes au niveau de l'unité, soit l'État. Ainsi, dans le réalisme néoclassique, les trois images de Waltz (individu, état, système) sont combinées pour une analyse holistique. Tout en expliquant cette qualité de réalisme néoclassique, Rose déclare que l'anarchie internationale, qu'elle soit hobbesienne ou plus douce, est difficile à lire pleinement, et qu'il est donc difficile de comprendre que la sécurité est un phénomène rare, et déclare que ceux-ci ne peuvent être que les déterminants de l'étranger. Politique en raison des perceptions de variables intermédiaires telles que les décideurs.¹⁹

¹⁹ Rose, **op. cit.**, p.152.

Rose, pour expliquer les mécanismes de prise de décision en ce qui concerne la politique étrangère, souligne les trois variables essentielles. Premièrement, il considère les perceptions des décideurs et des facteurs endogènes tels que les capacités matérielles, les intérêts et les ambitions, l'histoire politique du pays. Avec cette catégorisation, Rose sauve l'analyse de la politique étrangère de l'approche « rationaliste » qui néglige les particularités au sein des États. Mettant l'accent sur l'histoire politique du pays, Rose se rapproche au constructiviste. Car les perceptions des décideurs ne s'avèrent pas dans un seul jour. Il est vrai qu'il s'agit d'un aspect conjoncturel dans leurs perceptions, mais les perceptions sont généralement des produits du processus historique au travers duquel passe l'État. La conception d'intérêt national se construit au sein de ce processus ainsi que les perceptions d'ami et d'ennemi. Les États évaluent les actions ainsi que les acteurs qui créent des stimulus. Par exemple, l'armement du Canada, ne constitue guère une menace contre les États-Unis, son voisin proche, bien que l'armement de l'Irak par Saddam Hussein soit conçu comme une grande menace contre eux, et plus tard ait causé une réaction militaire de la part des États-Unis.

Puis, les perceptions des décideurs sont également importantes dans l'analyse de la politique étrangère car tous les leaders ne perçoivent pas les stimulus de même façon et ils ne voient pas le monde de même façon vu leur base culturelle et idéologique. Il s'agit toujours d'une subjectivité dans leur raisonnement étant donné qu'ils ne sont pas des étant purement rational. Ils construisent le « rational » à partir de leur base idéologique et culturelle. Par exemple, nous voyons cette influence dans les politiques de l'ancien roi marocain, Hassan II. Diplômé d'Université de Bordeaux et ayant passé une partie de sa carrière militaire au sein de l'armée française, il avait certes une sympathie pour la France qui était profondément observée dans sa politique étrangère lors de son mandat. On peut dire presque la même chose pour les décideurs de différents niveaux. Les bases culturelles et idéologiques des dirigeants influencent considérablement leurs perceptions envers les acteurs et les événements internationaux et ils réagissent à partir de ces perceptions subjectives.

Néanmoins, ce n'est pas seulement les perceptions de leaders qui déterminent la politique étrangère. Les capacités matérielles de l'État sont autant importantes que les perceptions, car quoi que soit l'intérêt national de l'État, le gain de cet intérêt dépend de ses propres capacités telles qu'économique, militaire, diplomatique, démographique. En effet, chaque action de politique étrangère crée des conséquences, soit économique, soit diplomatique et soit même militaire.²⁰ A cet égard, la question « l'État est-il capable de supporter les conséquences de son action de politique étrangère » est essentielle pour les décideurs. Car seulement il n'est préférable pour les intérêts de l'État de se lancer « aveuglement » dans les actions pour réaliser l'un de ses intérêts au détriment de la stabilité économique, politique ou sociale du pays. Donc, toutes ces capacités sont importantes pour les États afin qu'ils puissent suivre une politique étrangère. La capacité militaire ne suffit pas seulement pour une opération militaire si l'économie du pays ne peut pas la supporter ou l'opinion publique est contre. Autrement dit, les capacités sont bien complémentaires. Au titre d'exemple, lors de la Seconde Guerre mondiale, les États belligérants se sont lancés dans une propagande contre les nations « ennemies » afin de faire légitimer la guerre et de gagner le soutien du vote public.

La deuxième variable concerne les forces systémiques et le comportement de l'État selon sa capacité matérielle. La structure du système international influence le comportement de l'État. L'État comporte selon sa capacité interne comme la logistique, l'économie et l'armée.²¹ L'importance de chaque composant de la capacité change selon le temps. Au Moyen-Âge, les États étaient plus belligérants dans une époque où les relations économiques étaient minimales en comparaison avec les relations d'aujourd'hui. La capacité militaire ou le facteur militaire était donc plus déterminant dans les actions des États.

Toutefois, aujourd'hui, la capacité économique des États est parmi les déterminants les plus importants de leurs actions, étant donné que la densité des relations économiques entre les États a dramatiquement augmenté notamment à partir du début du 21^e siècle. Comme nous nous focaliserons surtout sur la capacité économique du Maroc

²⁰ Rose, **op. cit.**, p.4.

²¹ Rose, **op. cit.**, p.166.

dans notre analyse de politique étrangère ; dans cette partie, nous détaillerons les composants de sa capacité économique et son influence sur sa politique étrangère de nos jours.

D'abord, la dimension économique est un critère pour la capacité économique de l'État. Le produit intérieur brut (PIB) est projeté comme une mesure simple de cette capacité. Même si celui-ci n'explique pas tout, il nous donne une idée générale à propos de la capacité et de la flexibilité économique d'un État.²² En général, il est possible de dire que la capacité économique des États à PIB élevé garantit un statut hiérarchiquement plus élevé. Car en cas de crises, ils peuvent utiliser les ressources d'approvisionnement plus facilement ou récompenser la hausse des prix de certains biens. Ils peuvent aussi investir dans des nouvelles technologies afin de réduire leurs dépendances vis-à-vis de certaines ressources bien essentielles tels que l'hydrogène, que nous prendrons en compte dans cette étude. Puis, les réserves en devises ou d'or de l'État lui fournit une flexibilité contre les fluctuations économiques globales ou les sanctions économiques. Les États dépourvus de telles réserves sont donc inévitablement sensibles face aux conséquences économiques de leurs actions, étant donné qu'ils ne peuvent pas récompenser les impacts économiques tels que la dépréciation de leur monnaie.

Les réserves financières sont également nécessaires pour diversifier les sources d'approvisionnement des biens nécessaires même si aux prix plus élevés. Par exemple, en cas d'une restriction de vente de gaz d'un pays voisin à la suite de l'une de ses actions politiques, si le pays peut acheter le gaz d'un autre pays aux coûts plus élevés sans nuire le marché local, nous pouvons dire que la capacité économique réaliser cette action. Bref, les réserves financières sont parmi les déterminants principaux de la capacité de l'État.

Cependant, les réserves financières ne suffisent pas seules à comprendre la capacité économique de l'État puisque l'économie est aujourd'hui un phénomène bien plus compliqué que l'on ne puisse pas réduire à une simple somme des réserves. De nos jours, les activités commerciales font une partie essentielle de l'économie qui est désormais une

²² Rose, **op. cit.**, p.166.

structure globalement organisée. En raison de cela, l'analyse des relations commerciales d'un État est indispensable afin que l'on puisse comprendre sa capacité économique.

En effet, les échanges commerciaux ne sont plus un choix pour augmenter la rentabilité, mais jadis étaient une obligation pour le maintien des activités dans plusieurs secteurs. La production dans plusieurs industries est aujourd'hui organisée globalement en chaîne des valeurs et d'approvisionnements. Dans cette structure de production globale, les entreprises internationales approvisionnent des matériaux et des équipements nécessaires depuis plusieurs pays où le coût de production est relativement plus avantageux.

Tandis que ce type d'organisation de production est plus rentable, cela crée des dépendances organiques entre les États et rend la coopération économique vitale pour le maintien des plusieurs activités économiques et l'approvisionnement des certains biens vitaux pour les pays. D'où cette stratégie provoque des fragilités pendant les temps de conflits lorsque les États recourent à des sanctions économiques pour frapper économiquement les autres pays. En raison de cela, l'intégration de la production industrielle dans un État devient un facteur essentiel qui consolide directement ses capacités économiques. Si un État n'a pas la possibilité de diversifier ses sources d'approvisionnement dans des secteurs essentiels et reste dépendant des biens importés pour le maintien des activités de productions dans ses secteurs, il est possible de dire qu'il n'a pas de possibilité de mener des politiques étrangères indépendantes, ce qui risquera donc ses relations économiques au point de rompre les chaînes d'approvisionnement vitales pour son industrie. Car une telle action provoquera plusieurs problèmes économiques, sociaux et politiques au sein du pays.

La rupture dans la production des biens essentiels ou leur importation cause directement dans le pays une inflation majeure qui crée inévitablement un mécontentement populaire. Si la crise d'approvisionnement de ces biens continue et s'aggrave, il s'agit d'un risque de la crise économique qui pourrait forcer à la main de la puissance politique du pays. Par exemple, nous allons voir, dans cette étude, que le Maroc

est fortement intégré aux chaînes de valeurs globales. Les activités industrielles du pays dépendent de l'approvisionnement des plusieurs biens et matériaux depuis surtout la France et l'Espagne. En soi, lorsque l'on parle des capacités économiques, il faut considérer l'organisation globale de la production industrielle. En effet, la sécurité industrielle qui contiennent la sécurité alimentaire et énergétique est certainement parmi les topics de la sécurité national.

À ce stade, les ressources naturelles déterminent également la capacité économique du pays. Notamment les ressources énergétiques et alimentaires sont indispensables pour les économies des pays. En soi, la capacité de l'État à tolérer une rupture d'approvisionnement des ressources énergétiques et alimentaires est l'un des critères essentiels de sa capacité économique. Une crise d'approvisionnement de ces biens est un risque potentiel pour la stabilité des régimes étant donné qu'elle influence directement et concrètement le peuple.

Commençant par l'approvisionnement des produits énergétiques, il est possible de dire qu'il est essentiel et indispensable pour les États non-autarciques en termes de productions énergétiques étant donné qu'ils ne sont pas capables de tolérer la faute des ressources énergétiques. Une telle crise affecte gravement presque chaque domaine de l'économie et la vie quotidienne du peuple. Le réchauffement des ménages et le transport sont les premiers domaines où la crise énergétique serait directement ressentie. La hausse en coût de réchauffement et du transport affecte, parfois brutalement, le pouvoir d'achat du peuple au cas où l'État n'a pas la possibilité du suspense avec ses propres ressources. Cela peut même causer des manifestations à grande échelle comme la France a expérimenté lors des manifestations des « gilets jaunes » commencées après l'augmentation du prix des carburants automobiles.²³ Une telle hausse des prix de carburant, augmentant les coûts logistiques, cause une inflation dans presque tous les secteurs et crée un impact inflationniste qui frappe le pouvoir d'achat du peuple. En plus, la crise énergétique impacte également la croissance économique et aboutit à

²³ « Pourquoi Les 'Gilets Jaunes' Sont Inédits Dans l'Histoire de France. », 2018. *LEFIGARO*. 6 décembre, 2018. <https://www.lefigaro.fr/actualite-france/2018/12/06/01016-20181206ARTFIG00317-pourquoi-les-gilets-jaunes-sont-inedits-dans-l-histoire-de-france.php>.

l'augmentation du chômage dans un moment où le peuple perd de plus en plus son pouvoir d'achat.

À cette égard, l'autre impact probable d'une crise énergétique, peut-être plus grave, c'est que la crise de production dans presque toutes les industries, allant des plastiques à l'agro-alimentaire. Bien que les États puissent remplacer partiellement des carburants avec l'électricité générée à partir des ressources renouvelables dans certains domaines telle que le réchauffement des ménages ou le transport, ce n'est pas le cas pour les industries où les carburants sont utilisés comme des matières premières.

Les carburants, le gaz naturel et le pétrole, constituent, à part d'être une ressource énergétique, des matériaux pour les secteurs tels que la pétrochimie, l'engrais, le fer-acier et ciments. Ces secteurs sont des secteurs indispensables pour le maintien des activités économiques dans un pays. La pétrochimie, autrement dit l'industrie des industries, constitue un secteur clé pour la production des matières premières pour plusieurs secteurs telles que plastiques, fibres textiles, adhésifs, détergents, cosmétiques, médicaments, emballages alimentaires, tuyaux, flacons.²⁴ Comme les carburants constituent des matières premières pour l'industrie de pétrochimie, une pénurie des carburants est certainement un risque pour presque la production de toutes les industries au point de mutiler le tissu industriel du pays.

Puis, le gaz naturel est un ingrédient essentiel pour la production d'engrais, l'urée, bien indispensable pour l'agriculture. En raison de cela, l'approvisionnement du gaz naturel est obligatoire pour les pays producteurs d'engrais. En d'autres termes, le gaz naturel fait un élément essentiel de la sécurité alimentaire. Donc, la flexibilité de l'État en termes d'approvisionnement des carburants est un composant majeur de sa capacité économique.

²⁴ « La Pétrochimie : Une Industrie Incontournable. », n.d. *Planète Énergies*. Page consultée le 6 juin 2022, <https://www.planete-energies.com/fr/medias/decryptages/la-petrochimie-une-industrie-incontournable>.

Quant à l'approvisionnement des biens alimentaires, nous voyons une image plus ou moins similaire avec celle de l'approvisionnement énergétique. Surtout le cas du Maroc, en ce qui concerne la question du Sahara, contient des éléments importants sur l'approvisionnement des biens alimentaires. Le Maroc se situe aujourd'hui parmi les premières ressources alimentaires de l'Europe au vu de sa capacité de production agricole. Par ailleurs, il est de plus un acteur important pour la production agricole en Europe, et même aux États-Unis, grâce à ses ressources en phosphate, un minéral qui est largement utilisé dans la production d'engrais. A l'échelle industrielle, en effet, l'utilisation d'engrais est indispensable pour alimenter les sociétés en plein croissance. Une crise potentielle dans l'approvisionnement d'engrais est donc un risque pour la sécurité alimentaire des pays. En soit, les ressources naturelles reliées à la production agricole sont parmi les composant essentiels de la capacité de l'État.

Ensuite, la puissance militaire est certes fait partie des composants de la capacité matérielle de l'acteur-État. La capacité ou la puissance militaire peut être définie comme la capacité d'un État à imposer ses demandes par la force ou le caractère dissuasif de sa puissance militaire au point de détourner les menaces potentielles avant qu'elles y arrivent. Tandis que le recours à la force militaire devient désormais exceptionnel dans nos jours, la capacité militaire doit être analysée pour comprendre le cas du Maroc sur l'affaire du Sahara.

Le premier rôle de la puissance militaire est de permettre l'État imposer ses demandes, ou empêcher des situations contre son intérêt national, au sein du système international, par les voies militaires telles que les opérations militaires. Le nombre de personnel de l'armée et leur niveau d'entraînement, les nombre d'équipement militaire et leurs qualités, la disposition des armes stratégiques et la capacité opérationnelle de l'armée sont des composant principaux de la puissance militaire. L'ensemble de ces capacités constituent la capacité militaire d'un État. Ces capacités sont, d'ailleurs, complémentaires. C'est-à-dire, elles sont nécessaires ensemble pour une opération militaire réussie. Car ni le nombre de soldat sans équipement efficace, ni les équipements développés sans la

capacité opérationnelle ne suffisent pour réaliser des opérations militaires modernes, qui nécessitent de plus en plus des stratégies sophistiquées.

En effet, au cours de l'histoire, on a témoigné plusieurs fois que les armées à la fois nombreuses et bien équipées des États se heurtent face aux organisations terroristes. Au titre d'exemple, l'Armée de l'Irak, bien équipée, a perdu des territoires vastes face à l'organisation terroriste de DAECH à cause de faute des capacités opérationnelles. De même, l'Armée marocaine s'est heurtée face aux milices de Polisario avant le cesse-feu en 1991. En conséquence, elle a dû changer sa stratégie et construire un mur pour empêcher les incursions de Polisario aux territoires qu'il contrôlait.

Bref, l'efficacité de l'armée et sa capacité à obtenir les résultats souhaités est un composant de la capacité de l'État. Par exemple, comme nous allons voir dans les parties suivantes, le Maroc dispose une capacité militaire suffisante pour protéger la partie du Sahara contrôlée par lui, surtout grâce au Mur de sables, équipé par les dernières technologies de surveillance. Ainsi, le Polisario ne peut plus tenter d'attaquer au Maroc étant donné qu'un tel conflit causerait probablement des pertes graves de son côté. En conséquence, cet état d'absence de conflit armé garantit au Maroc de maintenir et de consolider « tranquillement » son contrôle sur cette région.

Sur ce point, il faut analyser la capacité militaire en tant qu'instrument dissuasif, car, de nos jours, le recours à la force militaire demeure un moyen exceptionnel et coûteux vu les coûts humains, sociaux et économiques des opérations militaires. Concernant le caractère dissuasif des armées, il faut parler des armes stratégiques telles que les missiles balistiques et surtout nucléaires. Le fait qu'une guerre serait destructive pour les pays, les États ne préfèrent apparemment pas utiliser les armes nucléaires et évitent, parfois, à s'engager dans les opérations militaires directes afin de ne pas augmenter les tensions. Aujourd'hui, les conflits armés se déroulent en conséquence plutôt entre les acteurs étatiques et non-étatiques ou seulement entre les acteurs non-étatiques. Il est rare que l'on observe des conflits armés directement entre les États ; au moins jusqu'à l'invasion de la

Russie en Ukraine qui bouleverserait probablement certaines présupposées de la période d'après-guerre ukrainienne.

Par ailleurs, les armées dotées des capacités opérationnelles développées et des armes conventionnelles constituent un élément dissuasif et détournent les acteurs de s'engager dans les opérations militaires contre elles-mêmes. En soi, les États visent à développer leurs capacités militaires afin de prévenir les actions agressives contre eux. Par exemple, le Maroc continue à développer ses capacités militaires. Le royaume achète des équipements militaires des États-Unis et équipe la Mur de sables avec des nouvelles technologies. De plus, il achète des drones de surveillance depuis la Turquie afin de renforcer la surveillance de ses frontières. Cette stratégie joue un rôle, comme on voit, pour détourner le Polisario des actions militaires contre les régions contrôlées par le Maroc. Enfin, le Maroc bénéficie le plus de l'absence de conflit qui pourrait causer plusieurs problèmes pour le royaume.

La troisième variable est les forces de l'appareil d'État et ses relations avec sa propre société. Pas seulement mais notamment pour les démocraties, les rapports entre les forces de l'appareil d'État sont explicatives pour analyser la politique étrangère suivie et comprendre les particularités des réactions des États face aux stimulus en provenance du système international.²⁵ L'État vise à avoir le soutien du vote public pour sa politique étrangère notamment cette politique a des conséquences économiques négatives sur le pays. Pour cela, l'État essaie de créer une sensibilité auprès du peuple envers les enjeux « nationaux ». Il est souvent observé que l'État montre ces enjeux comme une « question de survie » qui vaut à faire des sacrifices. Par exemple, la Turquie a utilisé ce discours lors des conflits avec la Grèce autour de la délimitation des zones maritimes, estimées riches en réserves de gaz naturel, qui a causé une dépréciation de sa monnaie au point d'affaiblir le pouvoir d'achat de son peuple. Dans le discours, le gouvernement turc a essayé de démontrer que la lutte menée pour les zones maritimes était indispensable pour les intérêts nationaux du pays à long terme. Quant au Maroc, de son côté, le discours officiel de l'État affirme que la question du Sahara « marocain » est un enjeu de survie pour le pays.

²⁵ Rose, *op. cit.*, p.163.

En résumé, sur la base de cette approche, selon le réalisme néoclassique, formulé afin d'expliquer les politiques étrangères des États, la politique étrangère est considérée comme une variable dépendante et les comportements des États sont abordés de ce point de vue. Toutefois, on prétend que la formation de la politique étrangère (la variable dépendante) est possible à la suite de deux éléments différents s'affectant et créant une sortie. En conséquence, le système international est considéré comme un élément prioritaire et perçu comme une variable indépendante, mais il est admis que les effets du système deviennent des données significatives après filtrage à travers les variables intervenantes.

2- Du système international à la politique intérieure

Après Gideon Rose, Norrin Ripsman, Jocelyn DeVance Taliaferro et Steven Lobell ont systématisé l'approche réaliste néoclassique. Leur approche visait à sortir du déterminisme d'action-réaction du réalisme classique. Dans un sens, ils analysaient les processus de construction de la « rational » au sein du mécanisme étatique. Selon eux, les leaders et les hommes d'État ne sont pas des acteurs purement rationaux. Ceux-ci disposent des perceptions et des idées subjectives qui influencent leurs manières de voir des événements et des faits, soit des stimulus, selon lesquelles leurs réactions se construisent. Leurs rationalités sont donc limitées. De plus, ils ne peuvent pas percevoir l'environnement international dans son ensemble étant donné que leurs ressources de renseignements sont limitées. Autrement dit, ils ne voient souvent qu'une partie des faits face auxquels ils réagissent. Par ailleurs, ce n'est seulement pas l'intérêt de l'État qui conduit leurs actions mais aussi et notamment ses capacités matérielles relatives, dépendant elles-mêmes des circonstances spécifiques liées au contexte économique global et aux ressources internes propres que nous avons susmentionnées en détail.²⁶

²⁶ Norrin Ripsman, Jeffrey W. Taliaferro, Steven E. Lobell, *Neoclassical Realist Theory of International Politics*, Oxford University Press, 2016, p.19-25.

Contrairement au réalisme structurel, le réalisme néoclassique, qui visait à expliquer les comportements de politique étrangère des États en évaluant la pression du système international à travers les facteurs déterminants au niveau local, accepte donc les stratégies et les réalisations de politique étrangère de l'État concerné comme des variables dépendantes.²⁷ Jocelyn De Vance Taliaferro souligne que le but du réalisme néoclassique est d'expliquer pourquoi les différents États ou le même État poursuivent certaines stratégies sur la scène internationale à des moments différents, et le montre comme le but de la théorie pour expliquer les comportements des États. En conséquence, la grande stratégie d'un État, sa doctrine militaire, sa politique économique étrangère, ses préférences d'alliance et ses comportements de crise sont acceptés dans le champ du réalisme néoclassique.²⁸

Tout en acceptant le comportement de la politique étrangère comme une variable dépendante, Taliaferro déclare que cette variable est constituée de diverses variations dans la manière d'émulation, d'innovation ou de préservation de la stratégie actuelle en termes de types et d'intensité des stratégies que les États suivent.²⁹ Ce point de vue offre un avantage important au réalisme néoclassique au point d'expliquer les changements de politiques étrangères et aide à traiter les analyses de manière multidimensionnelle. En examinant l'événement de politique étrangère pertinent à évaluer dans le contexte du comportement et de la stratégie de l'État et en transformant la variable indépendante (système international) en résultat de politique étrangère (variable dépendante) par le biais de variables intermédiaires (perceptions des décideurs et limitation des facteurs locaux), il apparaît comme la méthode du réalisme néoclassique.

Dans le réalisme néoclassique, la variable indépendante de l'analyse de la politique étrangère est déterminée comme des facteurs systémiques, c'est-à-dire la pression de la

²⁷ Steven E. Lobell, et al. (ed.), *Neoclassical realism, the state, and foreign policy*, Cambridge University Press, 2009, p.47-74.

²⁸ Jeffrey W. Taliaferro, « Security seeking under anarchy: Defensive realism revisited », *International security*, 25:3, 2000, p.133-134.

²⁹ Jeffrey W. Taliaferro, *Neoclassical realism and resource extraction: State building for future war*, *Neoclassical realism, the state, and foreign policy*, 2009, p.213.

répartition relative de la puissance sur les États.³⁰ Ainsi, dans le réalisme néoclassique, comme dans le réalisme structurel, le système international s'explique par la répartition relative des puissances. Cependant, la question de savoir comment la puissance relative apparaît diffère dans le réalisme néoclassique. Dans le réalisme néoclassique, qui considère la puissance relative comme une variable indépendante, la question de savoir comment ce concept sera expliqué et inclus dans l'analyse distingue le réalisme néoclassique des autres explications réalistes. William C. Wohlforth, un des penseurs néoclassiques, explique le concept de « puissance » comme une « capacité » ou des « ressources » qui permettront aux États de s'influencer mutuellement.³¹ Ainsi, la puissance se voit attribuer un rôle comparatif dans le réalisme néoclassique et on prétend que les États agissent en mettant en évidence leurs cibles et leurs préférences dans leurs comportements de politique étrangère. À ce stade, la perception existante de la puissance est décisive en politique étrangère.³²

Cependant, en termes de sens attribué à l'anarchie, la variable indépendante du réalisme néoclassique dans l'analyse de la politique étrangère diffère du réalisme structurel. Comme dans le réalisme structurel, l'incertitude généralisée et les menaces potentielles provoquées par l'anarchie sont également au cœur du réalisme néoclassique.³³ Cependant, la question du caractère décisif de l'anarchie sur les États différencie le réalisme néoclassique. Contrairement à l'hypothèse du réalisme structurel selon laquelle les États recherchent la sécurité dans un environnement international anarchique, quant au réalisme néoclassique, les États tentent de contrôler et de façonner leur environnement extérieur et luttent contre les incertitudes de l'anarchie internationale.³⁴

La lutte en question se déroule dans le cadre de relations de puissances avec d'autres États, mais une sortie n'est pas formée par la répartition actuelle de la puissance, mais par la façon dont cette répartition de la puissance est perçue par les décideurs. Par conséquent,

³⁰ Lobell, **op. cit.**, p.28.

³¹ William C. Wohlforth, *The elusive balance: power and perceptions during the Cold War*, New York: Cornell University Press, 1993, p.4.

³² Rose, **op. cit.**, p.152.

³³ Lobell, **op. cit.**, p.29.

³⁴ Rose, **op. cit.**, p.152.

dans l'analyse de la politique étrangère, les connaissances et les évaluations des décideurs sur la puissance sont prises en compte et non pas la puissance elle-même. Cependant, la puissance des États eux-mêmes est également considéré avec leur capacité à influencer l'environnement international et les perceptions des décideurs quant au pouvoir de leurs propres États. Dans ce contexte, les limites systémiques, c'est-à-dire la répartition de la puissance relative, acceptée comme une variable indépendante dans le réalisme néoclassique, n'est pas considérée comme la seule variable dans les comportements de politique étrangère des États, contrairement au réalisme structurel. Étant donné que tous les États n'affichent pas les mêmes comportements en matière de politique étrangère dans le même environnement international, la dynamique unique de chaque État doit également être prise en compte. À ce stade, les connaissances et les évaluations générales des responsables de la politique étrangère sur la répartition relative de la puissance déterminent la manière dont les facteurs systémiques et les limites seront inclus dans l'analyse de la politique étrangère.

a- Les variables du réalisme néoclassique

Suivant les perspectives de ces trois représentants de l'approche réaliste néoclassique, nous considérons trois variables principales dans notre étude de politique étrangère marocaine : les variables indépendantes, les variables intervenantes et enfin les variables dépendantes, et nous voulons expliquer la politique étrangère du Maroc sur le dossier géopolitique contesté à partir de ces trois variables.

Le système international étato-centrique constitue la variable indépendante. Comme le réalisme structurel, le réalisme néoclassique considère les États comme les acteurs principaux du système international bien qu'il ne néglige pas la présence des acteurs non-étatique tels que les organisations non-gouvernementales, les organisations intergouvernementales. Acceptant que le système interétatique influence les politiques des États, il refuse que ce système dicte la conduite des actions des États. De plus, le système international est conçu comme un environnement anarchique en plein d'incertitudes. Cette nature anarchique du système international détermine les manières d'interactions entre les

États.³⁵ Sur ce point, l'impact du système sur les États est similaire puisque le système en désordre pousse les États à prendre des positions selon la nature anarchique du système et les ambiguïtés intrinsèques au système. D'ailleurs, les États développent des stratégies et des actions à partir de leurs dynamiques endogènes.³⁶

La distribution relative de la puissance et la polarité sont des autres facteurs systémiques. La puissance économique est mesurée à partir du PIB.³⁷ D'ailleurs, le PIB ne suffit pas seul pour calculer la puissance économique. Comme on en a parlé au-dessus, la capacité à assurer les chaînes d'approvisionnements est également un composant indissociable de la puissance économique dans notre époque où la production industrielle est organisée en chaînes de valeurs. Quant à la puissance militaire, le niveau de dépense annuelle (budget de la défense), la taille et la composition des forces armées, la recherche et le développement au sein du secteur militaire, la taille de la population et du territoire sont considérés comme des mesures.³⁸

Par ailleurs, la présence des grandes puissances sur la scène internationale influence des politiques des États car le positionnement des États envers les grandes puissances a des conséquences en ce qui concerne la politique étrangère de l'État.³⁹ Par exemple, dans notre cas, le positionnement du Maroc en tant qu'allié important des États-Unis, soit une grande puissance mondiale, devient un facteur déterminant dans sa politique étrangère au sujet du Sahara ainsi que le positionnement similaire de l'Algérie, son rival régional, envers la Russie, le rival des États-Unis. Par conséquent, le dossier du Sahara sur lequel s'opposent le Maroc et l'Algérie gagne une importance par rapport à la rivalité russo-américaine au niveau systémique.

Quant aux variables intervenantes, elles constituent un point de différence entre le réalisme classique et le réalisme néoclassique. Ce dernier intègre à l'analyse les

³⁵ Ripsman, Taliaferro, Lobell, **op. cit.**, p.19-25

³⁶ Ripsman, Taliaferro, Lobell, **op. cit.**, p.38-43.

³⁷ Morgenthau, **op. cit.**, p.5.

³⁸ **Ibid.**

³⁹ **Ibid.**, p.43-46.

dynamiques endogènes de l'État afin d'analyser la réaction de l'État face aux stimulus du système international.⁴⁰ Sur ce point, il s'agit de quatre variables principales influençant la politique étrangère de l'État. Premièrement, les perceptions, les croyances, les cultures ou les idéologies des dirigeants, selon lesquelles ils élaborent la stratégie de l'État, sont certes déterminantes dans la façon des perceptions des stimulus. À ce stade, bien qu'il s'agisse d'une rationalité, une subjectivité s'impose durant la prise de décision. Ces perceptions sont donc fortement personnalisées, et sont issues de pensées personnelles des hommes d'États qui façonnent les actions des États.⁴¹

Deuxièmement, la culture stratégique historiquement construite influence les politiques étrangères des États. Au cours de l'histoire, les États développent des relations soit positives soit négatives l'un envers l'autre. L'État ne conçoit non seulement les stimulus mais aussi les acteurs engagés. La perception de l'autre État est déterminant dans la politique étrangère. Au titre d'exemple, la Turquie a soutenu l'Azerbaïdjan, considéré comme un pays ami, lors de sa guerre contre l'Arménie. Les liens culturels et les relations historiquement positives avec ce pays influence sa politique étrangère dans le conflit avec l'Arménie même s'il s'agit d'une série d'autres facteurs. À ce stade, l'analyse de la culture stratégique est indispensable pour l'étude de politique étrangère selon l'approche réaliste néoclassique. Et pour une telle analyse, il faut inévitablement aborder l'histoire de l'État donné.⁴²

La troisième variable est relations entre l'État et la société. Ces relations déterminent le degré d'autonomie décisionnelle de l'État des groupes de la société. Un État autoritaire peut parfois prendre des pas assez courageux alors qu'un autre, subordonné par certains groupes économiques et sociaux, n'est pas capable à le faire. Le caractère socio-culturel du pays en termes d'harmonie, d'intégration ou d'exclusion de la société envers l'État est sur ce point indispensable pour l'analyse de la politique étrangère.⁴³

⁴⁰ Gideon Rose, « Neoclassical Realism and Theories of Foreign Policy », *World Politics*, 51:1, 1998, p.144-147.

⁴¹ Rose, « Neoclassical Realism ... », p.66-70.

⁴² *Ibid.*, p.66-70.

⁴³ *Ibid.*, p.70-75.

Finalement, les institutions nationales sont des déterminant essentiels de la politique étrangère des États. Alors que l'influence des institutions dans la prise de décisions varie selon les pays, elles ont un poids sur les politiques. De plus, l'influence des acteurs non-institutionnels sur les institutions peut être observée dans la politique étrangère. En d'autres termes, les institutions sont les cristallisatrices de la relation entre l'État et sa propre société.⁴⁴

Enfin les variables dépendantes sont, en bref, les résultats (*outcomes*) de politique étrangère à la suite de l'infiltration des stimulus du système international par les variables intervenantes. Ces variables dépendantes différencient selon le temps dans lequel elles s'inscrivent. Les crises et des circonstances internationales fixes caractérise la politique étrangère au court terme (de jours à mois). Il s'agit plutôt des réactions conjoncturelles de l'État face aux stimuli immédiats selon une prise de décision, comme nous avons expliqué au-dessus. A moyen terme, entre un an et dix ans, les politiques étrangères stratégiques commencent à se former tout en construisant des perceptions de menaces et d'opportunités ainsi que la grande stratégie et la vision de politique étrangère. Enfin, à long terme, cette grande stratégie de l'État devient un composant du système international en modifiant sa nature.

Comme un dernier mot pour ces trois variables, nous pouvons dire que le système international influence considérablement les politiques étrangères des États. Cette influence devient en sorties des politiques passant par le filtre des dynamiques endogène des États. Ces sorties politiques, au long terme, devient en grande stratégie. Cette grande stratégie, enfin, influence le système international et les politiques étrangères des autres acteurs, y compris les grandes puissances. Ce dernier type d'influence, en effet, sera fait notre objet lorsque nous analysons la politique étrangère du Maroc sur le dossier du Sahara.

Alors que nous analyserons le dossier du Sahara dans la politique étrangère marocaine selon la théorie réaliste néoclassique, le fait que les identités des acteurs y

⁴⁴ **Ibid.**, p.75-79.

jouent un rôle déterminant nous pousse à recourir à l'aide de l'approche constructiviste afin d'expliquer les stratégies des acteurs sur le dossier. En soi, l'approche constructiviste sera brièvement expliquée dans ce sous-chapitre.

Non seulement les actions des acteurs internationaux influencent les stratégies des autres acteurs mais aussi leurs identités sont importantes dans l'analyse des politiques étrangères des acteurs. Souvent, l'identité d'un acteur a autant d'importance que ses actions. Ces identités sont construites au long de l'histoire ainsi que les perceptions des acteurs l'un envers l'autre. Le caractère des relations historiquement construites est certes un effet sur les politiques des États soit positif ou négatif. Par exemple, l'armement de l'Irak constituait, lors de mandat de Saddam Hossein, une menace contre les États-Unis bien que l'armement du Canada n'ait pas été considéré de la même façon étant donné que ce dernier faisait un allié historique du continent américain. Cela nous montre clairement que les identités devraient être analysées afin de comprendre les politiques étrangères des acteurs ainsi que le système international.⁴⁵

C'est pour cette raison-là, nous incluons le rôle des identités des acteurs concernés du dossier du Sahara dans l'étude. Pour le faire, la construction de ces identités dans le processus historique sera racontée en bref afin d'approfondir notre analyse de politique étrangère marocaine.

b- Étude de cas : Discussions analytiques sur l'applicabilité de l'approche théorique

Bien que le réalisme néoclassique soit une approche apparue après la fin de la Guerre froide, c'était un outil qui servait à expliquer les politiques étrangères des États même avant la fin cette période. Afin de montrer comment cette approche s'applique sur la pratique, nous voulons brièvement de certains cas.

⁴⁵ Emanuel Adler, « Seizing the middle ground: Constructivism in world politics », *European journal of international relations*, 3:3, 1997, p.320-321.

Lorsque nous analysons l'apparition du réalisme néoclassique, nous voyons plusieurs cas qui nécessitent la modification du réalisme structurel. Dans ces cas, le réalisme demeure inefficace pour expliquer les actions des États à partir de ses présupposées existantes. Car, plusieurs cas ont montré que les dynamiques endogènes des pays sont des facteurs déterminants dans les politiques étrangères des États.

Au titre d'exemple, Anwar Sadat, le président égyptien, se lance dans une guerre contre Israël bien que Israël soit supérieur que l'Égypte, vu les résultats militaires de la guerre de Yom Kippour au début de 1970. Parmi les raisons pour lesquelles le président égyptien prend une telle décision, ses calculs à propos de la nécessité d'une guerre contre Israël, au point de cristalliser l'opinion publique, pour qu'il puisse garder sa position au pouvoir, ont une place importante.⁴⁶

De même, le président d'Argentine, Leopoldo Galtieri met son pays au seuil d'une guerre contre la Grande Bretagne, une puissance militaire importante et alliée des États-Unis, en réclamant son contrôle sur les Îles de Falkland, alors qu'elle n'avait pas d'espoir d'un soutien probable de la part de l'URSS, afin d'écarter les pressions politiques et économiques sur son gouvernement de junte dans un pays qui se heurte gravement face aux crises économiques profondes.⁴⁷

Ensuite, un exemple qui montre que les décisions des États sont des résultats des processus de prises de décisions dans lesquels les dynamiques endogènes du pays, la décision d'intervention des États-Unis en Irak est significative. Car, bien que les décideurs prennent la décision d'intervention en 2002, indépendamment des intelligences reçues à propos d'assertion d'armes nucléaires que dispose l'Irak, ils conduisent une propagande large disant que l'Irak dispose des armes nucléaires et menace la sécurité nationale des États-Unis afin de gagner le soutien du vote public.⁴⁸ Puisqu'une telle décision nécessite

⁴⁶ Ripsman, Taliaferro, Lobell, **op. cit.**, p.4.

⁴⁷ **Ibid.**, p.5.

⁴⁸ Tudor Onea, « Putting the 'Classical' in Neoclassical Realism: Neoclassical Realist Theories and US Expansion in the Post-Cold War », *International Relations*, 26:2, 2012, p.139-164.

un soutien populaire étant donné qu'elle contient la mobilisation de dizaines de milliers de soldats pour la guerre dans un pays qui a souffert déjà des guerres précédentes telle que la guerre de Vietnam. Cet exemple nous montre clairement le rôle des relations entre l'État et la société dans les décisions de politique étrangère en tant que variables intervenantes.

L'un des cas où nous voyons l'influence du système international sur les politiques étrangères des États est le cas de la Turquie lors de la Seconde Guerre mondiale. Dans ce cas, presque toutes les notions de l'approche réaliste néoclassique peuvent être d'être appliquées. Dans cette période, la Turquie ne s'engageait à la guerre qu'à la fin, bien qu'il y ait plusieurs pressions systémiques qui la poussaient à en faire partie, étant un résultat des dynamiques endogènes du pays. Ici, nous analyserons rapidement la formation de sa politiques étrangère en montrant les rôles des variables.

Au niveau du système, la guerre mondiale avait influencé les politiques de tous les acteurs et obligé les dirigeants à considérer ce fait majeur dans leurs décisions de politique étrangère. Quant à la polarisation, on peut dire qu'il s'agit d'un système international multipolaire dans lequel les puissances révisionnistes, telles que l'Allemagne, le Japon et l'Italie, menacent l'ordre existant. D'ailleurs, les États-Unis et l'URSS étaient des grandes puissances du système.⁴⁹ Après le déclenchement de la guerre, les pays révisionnistes constituaient un pôle réactionnaire alors que l'États-Unis, l'URSS, la France et la Grande Bretagne s'alliaient contre eux. En conséquence, le système international multipolaire était évalué en un système bipolaire au point de pousser considérablement les autres à prendre une position, dont la jeune République de Turquie.

De même, le déroulement de la guerre affecte toujours les stratégies des États. L'avancement vite de l'Allemagne en Europe jusqu'en 1943 avait influencé la politique étrangère de la Turquie comme un signal fort systémique à propos de l'équilibre des puissances. Dans cette période, en effet, la Turquie, tandis qu'elle signait une série d'accords d'amitié et de coopération avec les pays comme la France, la Grande Bretagne

⁴⁹ Oral Sander, 2005), *Siyasi tarih 1918-1994*, 14^e Edition, Ankara: İmge Kitabevi, 2005, p.113-117.

ou l'URSS, essayait de développer des relations positives avec l'Allemagne tout en restant en dehors de la guerre.

Par ailleurs, la Turquie considérait la Russie comme une menace contre sa sécurité nationale vu les désirs de Staline sur les détroits. En effet, la Russie visait historiquement à contrôler les étroites afin d'accéder aux mers chaudes. À cause de cela, l'histoire entre les deux pays consiste plutôt une longue histoire des conflits et des guerres qui avaient créé une perception négative envers cette puissance au nord de la Turquie. Ensuite, les angoisses de la Turquie augmentaient encore une fois après la Pacte de non-agression signée entre l'Allemagne et l'Union soviétique.

Même après le commencement de l'invasion de la Russie par les forces nazies, les perceptions négatives envers la Russie demeuraient toujours. Quand l'avancement de l'Allemagne s'est arrêté en Russie, en 1943, la menace d'une occupation potentielle russe devenait forte en Turquie. En conséquence, la Turquie évite à toute sorte d'action au point de causer son engagement à une guerre contre les armées allemandes bien équipées qui pourrait abimer gravement l'armée turque et une intervention russe en Anatolie sous prétexte de « sauver » la Turquie des Allemands. Cette perception négative historique avait influencé considérablement les choix de politique étrangère des dirigeants turcs.

Au niveau de l'État, dans ce choix politiques, nous voyons l'influence de plusieurs variables intervenantes telles que les perceptions des décideurs et la capacité de l'État. Le fait que les décideurs, surtout le président de l'époque, M. İsmet İnönü, connaissaient bien les conditions du pays ainsi que ses capacités, avait influencé la politique étrangère suivie par la Turquie.

Ici, il faut mentionner d'abord, le président, M. İsmet İnönü. Car le réalisme néoclassique considère les leaders et les autres décideurs en tant qu'acteurs essentiels de l'analyse de la politique étrangère étant donné qu'ils prennent en compte souvent les autres dynamiques endogènes de l'État lors du processus décisionnel en ce qui concerne

la politique étrangère⁵⁰, vu la possibilité d'accéder à, presque, toute sorte d'information à propos du pays, et qu'ils évaluent les signaux du système international au même temps.⁵¹ Sur ce point, non seulement les informations à propos du système international mais aussi l'évaluation des informations et les décisions des leaders sont importantes. Autrement dit, la perception de la puissance est plus importante que la puissance soi-même dans la politique étrangère.

Concernant la Turquie en temps de la guerre, M. İnönü se voit comme l'acteur clé dans l'analyse de politique étrangère de la Turquie. À part de son rôle comme président, son profil personnel est autant important que son rôle. Il est un personnage influent qui a un rôle décisif dans la fondation du nouvel État. A la fois un militaire et un homme d'État, il est bien au courant des capacités militaire, économique et démographique de son pays ayant l'accès à toute sorte d'information à propos de ses capacités matérielles. Outre, un diplomate qui a représenté la Turquie lors des négociations critiques, il avait une expérience inédite dans la diplomatie qui lui confie une capacité d'évaluation du système international ainsi que ses développements. Lui, il est conscient de la nécessité d'éviter absolument aux conflits armés destructifs.⁵² Par ailleurs, dans le temps de haut niveau de polarisation, il comprenait la nécessité de choisir une partie sans être engagé aux conflits armés.⁵³ En plus de ses qualités personnelles, il a disposé un contrôle considérable sur l'État, dans une époque du système monopartite, qui lui permettait d'appliquer ses décisions.⁵⁴

Ensuite, M. İnönü suit une politique étrangère équilibrée. Alors qu'il intégrait la Turquie à l'alliance avec les Alliés, dans les accords, il excluait un rôle militaire de la Turquie. Lorsque les Alliés intensifient la pression sur son engagement à la guerre contre l'Allemagne, sachant que les Alliés n'avait guère la capacité de fournir les besoins militaires de la Turquie, il refusait un tel engagement sous prétexte d'insuffisance militaire

⁵⁰ Lobell, **op. cit.**, p.43.

⁵¹ **Ibid.**, p.170-193.

⁵² Edward Weisband, *İkinci Dünya Savaşı'nda İnönü'nün dış politikası I*, (Tra: M. Ali Kayabal), İstanbul: Cumhuriyet, 2000, p.27-28.

⁵³ **Ibid.**, p.28-29.

⁵⁴ Şevket S. Aydemir, *İkinci adam 1938-1950*, 2:12, İstanbul: Remzi Kitabevi, 2013, p.154.

de la Turquie. Puis, il annulait unilatéralement l'accord commercial avec l'Allemagne dix jours avant de sa date d'expiration et déclare la guerre contre l'Allemagne lorsque la défaite allemande est devenue certaine afin de gagner le soutien des Alliés après la guerre.

Pendant la Seconde Guerre mondiale, étant donné que les institutions démocratiques n'ont pas acquis un caractère autonome et que l'opinion publique n'est pas devenue une force efficace dans l'administration de l'État, on voit que les facteurs locaux n'avaient pas d'impact significatif sur la politique étrangère de la Turquie. Cependant, on peut dire que la structure militaire, économique et démographique de l'État avait un impact sur la volonté des décideurs de rester en dehors de la guerre. Car il est certain que l'armée turque n'était pas assez forte pour affronter l'Armée rouge ou l'armée allemande. De même, l'économie de la Turquie, sortie récemment des guerres destructives, était loin de supporter une autre guerre conventionnelle ainsi que la démographie du pays, réduite considérablement à la suite des guerres.

Par conséquent, le président de la république a adopté une stratégie de non-engagement à la guerre en instrumentalisant les dynamiques locales du pays. Grâce à sa capacité d'analyse des signaux du système international et son rôle déterminant au sein de l'appareil étatique, il a réussi à garder la Turquie hors de la guerre.

B – La construction des dynamiques de la politique étrangère du Maroc

Aujourd'hui, le Maroc considère le dossier du Sahara comme une affaire de sa politique intérieure et refuse totalement toute sorte de contestation de sa souveraineté sur la région. Le discours du Sahara « marocain » est prononcé de plus haut niveau, soit le roi Mohammed VI, par le Maroc sur la scène internationale. Il refuse également toute sorte d'intervention étrangère dans ses affaires intérieures. Lorsque nous cherchons les racines de cette perception, il est possible de voir un processus historique qui façonne les perceptions des décideurs marocains, surtout les rois marocains.

Néanmoins, les revendications ne sont pas suffisantes pour maintenir son contrôle sur une région riche en phosphate et d'autres ressources naturelles. Pour l'achever, le développement d'une grande stratégie prudente et bien élaborée était obligatoire. Quant au Maroc, en tant que pays arabe, fait une exception parmi les États arabes avec sa longue histoire étatique et diplomatique. Alors que presque tous les pays arabes se sont apparus après la chute de l'Empire ottoman, le Maroc était un pays arabe indépendant depuis le 8^e siècle. Dès son apparition sur la scène historique, les royaumes marocains développent des relations avec plusieurs acteurs internationaux. La grande stratégie développée par le Maroc trouve ses racines dans l'histoire du pays. Puis, les relations développées avec les acteurs reliés au dossier du Sahara jouent un rôle important dans les perceptions des décideurs marocains. En soi, une brève analyse historique de la construction de la diplomatie marocaine est nécessaire pour une étude réaliste néoclassique.

1- Les fondements de la politique étrangère marocaine

L'affaire du Sahara ne peut pas être pensée indépendamment du processus historique au sein duquel la diplomatie marocaine a été façonnée au cours des siècles. Bien que ce dossier ait gagné un caractère différent après la découverte des réserves de phosphate au Sahara « espagnol » par les Espagnols en 1960, dans un moment qui coïncide avec les pressions exercées par les Nations unies pour accélérer le processus de décolonisation en Afrique, ce qui a poussé cette dernière à mettre en place une politique de décolonisation⁵⁵, les caractéristiques essentiels et déterminants de la politiques étrangère du Maroc en ce qui concerne l'affaire du Sahara sont les résultats de l'histoire du pays.

En effet, le Maroc a lancé une revendication historique sur l'ouest du Sahara et affirme que la région fait partie de son territoire national historique. Les leaders politiques du Maroc, soient les rois, considèrent l'ouest du Sahara comme un territoire historique de

⁵⁵ Alicia Campos Serrano, Alicia Campos, Violeta TRASOSMONTES, Ressources naturelles et seconde occupation coloniale du Sahara espagnol, 1959-1975. *Les Cahiers d'EMAM. Études sur le Monde Arabe et la Méditerranée*, 2015, p.7.

leur royaume et perçoivent le dossier du Sahara comme une affaire interne du Maroc. Cette revendication est basée sur des liens cultureux et historiques entre les royaumes marocains et les tribus de la région et couvre tous les territoires de Wadi Draa jusqu'à Saint Louis-du-Sénégal ainsi que même la Mauritanie actuelle.⁵⁶ Alors que la validité de ces revendications historiques est contestable en tant que preuve de souveraineté sur la région, elles font une partie essentielle du discours officiel marocain prononcé par le royaume au niveau de la scène internationale.

En plus, ces revendications sont également importantes pour la politique intérieure. Car les liens historiques entre les rois marocains et les tribus du Sahara affectent profondément les perceptions de ces rois marocains sur la région. La question est en fait une question de souveraineté et de légitimité pour eux. Ils considèrent en effet la région comme une partie naturelle et indissociable du royaume et construisent la grande stratégie de la politique étrangère marocaine selon cette perception.

Par ailleurs, l'identité marocaine construite autour du même narrative historique selon laquelle le Maroc était incontestablement un État souverain avant la colonisation, indépendant et uni, et quant au Sahara, la région était sous souveraineté marocaine. Il n'y a jamais eu pendant cette période quelque entité que ce soit au Sahara d'autre que celle du Maroc.⁵⁷ Dans cette narrative historique, le Maroc met l'accent non seulement sur le fait que le Sahara « marocain » lui appartient historiquement ; mais il accentue également sa présence historique en tant qu'entité étatique souveraine avant la colonisation qui se faisait le prédécesseur de l'État marocain d'aujourd'hui. Donc, la question du Sahara n'est pas conçue comme un enjeu territorial, mais aussi une question d'existence pure pour notamment les rois marocains et le reste des dirigeants. En soi, cette partie sera consacrée à une brève analyse de l'histoire du Maroc afin de montrer comment l'affaire du Sahara fait partie d'une question plus large, soit la question d'identité et d'existence du Maroc.

⁵⁶ B. O. Okere, « The Western Sahara Case », *International & Comparative Law Quarterly*, 28:2, 1979, p.297.

⁵⁷ « Avant La Colonisation - Portail Du Sahara Marocain. » Page consultée le 31 mai 2022, <http://www.sahara.gov.ma/blog/histoire-geographie/avant-la-colonisation/>.

Puis, la place où se trouve le Maroc au sein de la scène internationale est certes parmi les facteurs façonnant la politique étrangère du Maroc au sujet du Sahara. Ses relations avec certains acteurs clés influence la perception de Rabat à propos de la distribution de pouvoir au sein du système. Le Maroc, au vu de ses relations historiques positives, malgré quelques problèmes systémiques, avec les États-Unis, la France et l'Espagne, perçoit le système international favorable pour le maintien de sa présence à l'ouest du Sahara malgré les stimulus « chétifs » du même système international, soit la résolution de l'ONU prévoyant un référendum d'auto-détermination dans la région. C'est la raison pour laquelle, les relations entre le Maroc et les acteurs clés du sujet doit être analysée afin de comprendre la perception des décideurs marocains à propos du système international.

Pour cela, étant l'enjeu principal de la politique étrangère de Rabat,⁵⁸ l'effet de cette question est ressentie dans ses relations avec plusieurs acteurs internationaux, tels que l'UE, les États-Unis, l'Algérie, l'Union africaine et les autres États avec lesquels Rabat a des relations économiques et politiques, soit positives soit négatives, intensives. C'est la raison pour laquelle, les relations du Maroc avec ces acteurs principaux seront brièvement examinées pour comprendre le système international influent sur la politique étrangère suivie par le gouvernement de Rabat concernant l'affaire du Sahara.

Par ailleurs, ce n'est seulement pas des arguments historiques qui façonnent la politique étrangère du Maroc en ce qui concerne l'affaire du Sahara. Une série de développements après la colonisation espagnole et française sur son territoire ont y joué un rôle déterminant. En effet, même si le Maroc a gagné son indépendance en 1956, il n'a pas pu intégrer tous les territoires qu'il possédait avant la colonisation tels que Béchar, Tindouf (données à l'Algérie), le nord du Mali, la Mauritanie et les enclaves de Ceuta et Melilla (restées sous le contrôle d'Espagne) pour lesquelles il a fait un effort, à la fois politique et militaire, considérable pour les faire réintégrer. C'est-à-dire que, aujourd'hui, l'ouest du Sahara demeure la seule région que le Maroc n'a pas définitivement perdue. Ainsi, l'affaire du Sahara s'avère comme une question nationale pour le Maroc ainsi qu'un

⁵⁸ Mürsel Bayram, *Mağrib Diplomasisi : Kuzey Afrika Devletlerinin Dış İlişkileri Tarihi*, İstanbul : Doğu Kütüphanesi 2018, p.351.

enjeu qui concerne la légitimité de la dynastie actuelle qui revendique d'être les successeurs des anciens royaumes souverains sur ces territoires.

Toutefois, bien que le Maroc n'ait pas pu trouver assez de soutien international pour ses revendications sur les régions d'autre que Sahara ; cette fois, concernant l'affaire du Sahara, il s'agit d'un environnement international favorable en faveur du maintien de son contrôle sur l'ouest du Sahara et ses ressources grâce aux positions de plusieurs États qui ont des relations politiques et économiques stratégiques avec le royaume. Les relations du Maroc avec ses pays, en tant qu'éléments structurants du système international sur l'affaire du Sahara, sont explicatives pour comprendre comment le Maroc peut garder le statu quo en faveur de ses intérêts nationaux malgré la résolution de l'ONU prévoyant un référendum incluant l'option d'autodétermination pour le peuple Sahraoui et l'opposition directe de certains pays comme l'Algérie.⁵⁹

D'ailleurs, l'affaire du Sahara n'est seulement pas un enjeu politique pour le Maroc. Vu que l'ouest du Sahara est riche en réserves de phosphate et ressources halieutiques⁶⁰ ; le maintien de son contrôle sur la région est certes un but économique. De plus, la reconnaissance de sa souveraineté est également parmi les fins majeures de la diplomatie marocaine au point d'augmenter la possibilité de bénéficier de ces ressources parmi les autres ressources potentielles. Cela ne semble pourtant pas évident sans que le système international permette au Maroc de réaliser ses fins. Sur ce point, l'analyse de la politique étrangère marocaine en interaction avec les positions des autres acteurs déterminants est nécessaire. Pour cela, nous parlerons, historiquement, d'abord de la formation des dynamiques internes du Maroc et du système international.

⁵⁹ Abdeslam Maghraoui, « Ambiguities of Sovereignty: Morocco, The Hague and the Western Sahara Dispute », *Mediterranean Politics*, 8:1, 2003, p.113-126.

⁶⁰ Victoria Veguilla, « Le Sahara sous l'angle de la politique de la pêche », *Confluences Méditerranée*, 3, 2011, p.133-144.

a - Les perspectives historiques de la politique étrangère du Maroc

Les prédécesseurs du Maroc sont apparus sur la scène historique au 9^e siècle avant JC. Un territoire fertile au sud-ouest de la bassin Méditerranéen avec un climat modéré, les Phéniciens se sont installés des premiers comptoirs sur les côtes africaines comme Tingi (Tanger), Lixos (Larache), Rusaddir (Melilla) et quelques autres villes au nord du Maghreb. Alors qu'ils ne pénétraient pas les régions interne, au nord, ils ont apporté plusieurs nouveautés à la région. C'étaient les Phéniciens qui avaient introduit l'usage du fer et la culture de la vigne à cette partie du nord de l'Afrique en plus de plusieurs nouveautés pour la région.

À partir du 6^e siècle avant JC, des colonies phéniciennes avaient dominé la région jusqu'à l'arrivée des Maurs, au nord, et des Gétules, au sud, qui étaient les ancêtres des Berbères (ou Amazighs) d'aujourd'hui. Puis les Cartaghéens, une autre colonie phénicienne, contrôlait le nord de la région avant la fin des Guerres Punique qui ont causé la chute totale de la Carthage et le passage de contrôle de la région aux Romains qui se sont lancés dans la conquête du nord de la région.

Toutefois, la romanisation des tribus berbères est restée très limitée au nord de l'Afrique. Car le Rome ne contrôlait que quelques villes littorales telles que Tanger. En soi, seulement certaines tribus berbères, qui vivaient sur les côtes, ont été romanisés lorsque les Berbères dans les régions internes ont pu garder leurs propres identités et constitué toujours une menace contre la souveraineté romaine en organisant des raids contre les colonies romaines. Ensuite, après l'effondrement de l'Empire romain au 6^e siècle après JC., les Vandales, une tribu germanique qui a dû quitter l'Espagne à la suite des attaques de Visigoths, ont mis terme à la présence romaine et établi leur propre royaume sur les territoires de la Tunisie d'aujourd'hui. Pourtant, au vu de leur capacité limitée d'administration et démographique, ils n'avaient pas d'une influence considérable sur les Berbères qui ne se sont pas sentis, eux, menacés pendant cette période.

De même, après la conquête du nord de la région par les Byzantins, les Berbères ont toujours continué à contrôler les régions internes du Maroc.⁶¹ En conséquence, l'administration décentralisée des Byzantins n'a pas réussi à établir une stabilité durable dans la région et la structure politique dispersée du Maroc n'a pas changé dans cette période. Cette absence de l'unité politique et stabilité, jouerait, d'une part, plus tard un rôle décisif dans la diffusion de l'Islam au Maroc⁶² et d'autre part constituerait un problème continu pour les conquéreurs musulmans.

Les peuples berbères constituaient la population autochtone du Maroc. Ils ont adopté plusieurs religions telle que la chrétienté, le judaïsme et le paganisme. Bien qu'ils dominent la région, nous ne les voyons pas comme une entité étatique centrale car le niveau de rivalité tribale est assez élevé, sans accepter une autorité centrale non seulement étrangère mais également de leurs parts. En effet, les Berbères faisaient partie de grandes familles regroupées en tribus comme les Masmudas sédentaires, qui occupait le Rif, les plaines atlantiques, le Haut Atlas, les Sanhadjas, chameliers dans le Sahara ou transhumants dans le Haut et le Moyen Atlas ou les Zenâtas, nomades du Maroc oriental. Outre, la géographie de la région rend l'apparition d'un pouvoir central encore une fois plus difficile pour plusieurs raisons. Premièrement, les nomades des immenses déserts du Sahara demeuraient toujours insoumis au contrôle d'un autre pouvoir central. Autrement dit, le désert faisait une sorte de garantie de leur indépendance. Pareillement, les Berbères vivant près des Montagnes d'Atlas se profitent d'une autre sorte de protection géographique tout comme leurs cousins au Sahara. Or les Berbères du Rif, fertile et ouverte à l'invasion à la fois de la mer et de la terre, ils se profitaient des conditions favorables à l'agriculture qui permettaient de fournir une population bien plus large que celles de leurs proches qui vivaient dans les montagnes ou déserts dans des conditions bien difficiles.

Les conquêtes des Musulmans au Maroc ont constitué un moment tournant dans l'histoire du Maroc. La religion d'Islam a influencé profondément presque tous les caractéristiques sociales, politiques, économiques et militaires. Le fait que la plupart des

⁶¹ Charles R. Pennel, *Morocco from Empire to Independence*, Oxford : Oneworld Publications, 2003, p.9-16.

⁶² *Ibid.*, p.23-24

souverains du pays sont des personnalités religieuses depuis 13 siècles, met ce fait en évidence.⁶³ Dans ce moment tournant dans l'histoire du Maroc qui date le 7^e siècle, les conquêtes d'Uqba ibn Nâfi, commandant de l'État omeyyade, avaient une contribution initiale importante. Il a conquis les territoires de Tanger au nord jusqu'à Sousse au sud-ouest.

Par contre, la diffusion de l'Islam n'était pas assez facile. La structure indépendantiste des Berbères a provoqué plusieurs fois des révoltes sanglantes comme celles de la tribu de Zenâta, dans laquelle Uqba bin Nafi avait perdu sa vie.⁶⁴ Néanmoins, les efforts insistants des conquêtes des Musulmans ont facilité la conversion de la plupart des Berbères en Islam alors que certaines tribus demeurent attachées à leurs propres croyances comme le paganisme. Après la conversion massive des tribus berbères à l'Islam, un processus d'islamisation et d'arabisation a commencé au Maroc. Tandis que l'absence d'une identité nationale commune chez les tribus berbères et leur structure politique dispersée ont incité tous ensemble cette transformation religieuse et culturelle, les sentiments indépendantistes des Berbères, l'administration dure et les politiques économiques infructueuses des Omeyyades et le fait que le Maroc est physiquement loin du centre d'Islam causent des révoltes parmi les Berbères Musulmans et l'effondrement de l'autorité des Omeyyades au Maroc. Ainsi, les Berbères Musulmans ont vécu indépendamment du centre du califat jusqu'à l'apparition de l'État idrisside à la fin du 8^e siècle.⁶⁵

Alors que les Berbères ont converti massivement à l'Islam, leur esprit d'indépendance s'est toujours manifesté par plusieurs révoltes contre le régime omeyyade qui a dû aboutir à la sortie du Maroc du monde politique arabe, sans rompre avec sa culture. En effet, l'Islam demeurerait comme un élément non seulement religieux mais également politique. Les dynasties de la région se caractérisent par leurs sectes comme chiites ou sunnites ainsi que leur rapport avec la famille du Prophète d'Islam. Sur ce point,

⁶³ Marvine Howe, *Morocco: the Islamist awakening and other challenges*. Oxford University Press, 38 :3, 2005, p.3.

⁶⁴ Abderrahmane Moussaoui, Pierre Bonte, *Récits d'origine: contribution à la connaissance du passé ouest-saharien (Mauritanie, Maroc, Sahara occidental, Algérie et Mali)*. Paris, Karthala, 2016. *Revue des mondes musulmans et de la Méditerranée*, 2019, p.146.

⁶⁵ İbrahim Harekat, Fas II. Tarih, *İslam Ansiklopedisi*, Tome 12. TDV, 1995, p.188.

les Idrisides ont été le premier État fondé au Maroc. Idris bin Abdoullah, provenant de la famille du Prophète Mahomet, venait à un village autour de Fès à la suite d'une guerre entre les Abbasides et les membres de la famille de prophète commencée pour des raisons politiques, en 788.⁶⁶ Grâce à l'aide d'une tribu berbère opposant aux Abbasides, des Evrébés, il est arrivé à établir un État. Après la mort d'Idris le Ier, ses successeurs ont joué un rôle important dans l'islamisation du Maroc et surtout son fils, Idris II est toujours considéré comme le premier fondateur historique du Maroc. Dans la période de Yahya III, les Idrissides ont obtenu les frontières les plus larges.⁶⁷

Au 11^e siècle, les Almoravides, une tribu berbère du désert, se sont lancés à la conquête du Maghreb contre les Idrissides affaiblies par des guerres civiles. Ciblant d'abord les oasis dans le grand désert, ils ont conquis le sud du Maroc. Vers le nord, ils ont saisi d'abord Fès et après Ceuta. Ayant aidé les Musulmans de l'Espagne, un Ghazi, et unificateur du Maroc, y compris l'ouest du Sahara d'aujourd'hui, Yusuf 1^e ibn Tachfine est considéré aujourd'hui comme le véritable fondateur du Maroc. Néanmoins, Almoravides n'ont pas réussi à préserver l'intégrité du pays face aux défis issue des tribus berbères d'Atlas. Les Almohades, mécontents des nouveaux impôts, ont écarté les Almoravides de la scène de l'histoire.⁶⁸

Après les Almoravides, les Almohades (1121-1269), les Mérinides (1196-1465), les Wattassides (1472-1554) et les Saadiens (1511-1659) contrôlaient le Maroc. Tout au long de cette période de presque six siècles, chaque État était remplacé par les autres alors que ses territoires passaient sous les mains celui qui les remplaçaient. Aucun des fondateurs de ces États n'était pas hors du Maroc. Ils étaient tous d'origines marocaines, des États fondés par les tribus résidentes du Maroc. Cela veut dire que les résidents du Maroc n'ont

⁶⁶ Michel Abitbol, *Histoire du Maroc*, Tempus Perrin, 2014, p.40-54.

⁶⁷ James L. Boone, J. Emlen MYERS, Charles L. REDMAN, « Archeological and historical approaches to complex societies: the Islamic states of medieval Morocco », *American Anthropologist*, 92:3, 1990, p.630-646.

⁶⁸ Larousse, Éditions. n.d. « Almoravides En Arabe Al-Murābiṭūn - LAROUSSE. », Page consultée le 31 mai 2022. <https://www.larousse.fr/encyclopedie/groupe-personnage/Almoravides/104945>.

jamais vécu une domination étrangère jusqu'à la colonisation espagnole et française. Les États marocains avaient gouverné le Maroc tandis que la stabilité interne se détruisait par des révoltes. Sur ce point, les États marocains, fondés à la suite de l'effondrement des États précédents, revendiquaient toujours la souveraineté sur leurs anciens territoires. Par exemple, les Saadiens ont contrôlé un territoire large allant de Tanger au nord jusqu'à Gao au sud. Ils ont contrôlé aussi tous les territoires de la Mauritanie d'aujourd'hui et au nord du Mali, autrement dit, les régions que revendiquait le Maroc après son indépendance.

Parmi les dynasties marocaines, les Alaouites sont spécifiquement importantes pour l'affaire du Sahara. Les Alaouites règnent au Maroc depuis 1631 jusqu'à aujourd'hui, depuis presque quatre siècles. Les Alaouites ont mis un terme aux Saadiens et revendiqué la souveraineté sur l'ensemble des territoires contrôlés par les Saadiens, y compris l'ouest du Sahara, la Mauritanie et le nord du Mali. La dynastie alaouite a régné le Maroc jusqu'en 1912, le début du protectorat français dans le pays. Durant cette période, les sultans marocains avaient une certaine autorité sur les tribus sahraouies. Par exemple, le Sultan du Maroc exerçait son pouvoir par la nomination de certains responsables, comme le caïd ou son représentant personnel, tel que Cheikh Maouelainin, le chargé de la construction de la ville de Smara qui se trouve à l'ouest du Sahara. Il adoptait des décrets royaux (dahirs) à chaque tribu du Sahara et toutes les tribus en possèdent, comme celui adressé à la tribu de Rguibat en 1906, confirmant les liens d'allégeance, de loyauté et d'attachement de toutes les tribus sahraouies au glorieux trône alaouite. Outre, certains de ses ressortissants se sont faits prisonniers lors de la colonisation espagnole, le Sultan du Maroc règle problèmes avec la puissance concernée.⁶⁹ Il est possible donc de dire que la souveraineté de la dynastie alaouite constituait la base des revendications historiques du Maroc sur l'ouest du Sahara ainsi qu'une série d'autres régions que nous avons mentionnées.

Néanmoins, la validité des allégeances des tribus sahraouies aux sultans marocains en tant que source de souveraineté devrait être analysée lorsque nous nous penchons sur l'histoire du Maroc pour tracer les bases de ses revendications sur la région. Il nous semble

⁶⁹ « Avant La Colonisation - Portail Du Sahara Marocain. », Page consultée le 31 mai 2022. <http://www.sahara.gov.ma/blog/histoire-geographie/avant-la-colonisation/>.

vrai que les sultans marocains avaient une autorité religieuse à part de l'autorité politique. Depuis les Almohades, dont les sultans s'intitulent comme « Amir al-Mu'minin », autrement dit le Commandeur des croyants, les sultans et rois marocains revendiquent le leadership des croyants musulmans, au moins au Maghreb. D'où-la, on peut dire que les sultans marocains avaient une certaine autorité religieuse sur les tribus nomades du Sahara.

En revanche, on ne peut pas dire la même chose pour leur autorités politiques sur ces tribus nomades du Sahara. L'ouest du Sahara était une région désertique dont la densité de population, nomade, était extrêmement faible. Ainsi, les sultans marocains ne contrôlaient pas des villes dans la région qui n'existaient déjà presque pas à l'époque. Étant donné qu'il n'y a pas des villes dans la région et la population est nomade, la délimitation de ses frontières s'est avéré comme une autre question. D'ailleurs, nous ne pouvons non plus parler d'une souveraineté étatique établie par des tribus sahraouies sur la région vue ils n'ont jamais fondé une entité étatique dans la région. Déjà, à l'époque, même si nous n'avons pas des chiffres exacts, le nombre d'habitant de la région ne dépassait guère quelques dizaines de milliers de personnes. En conséquence, les sultans marocains exerçaient une autorité plutôt symbolique sur les tributs sahraouis alors qu'aucune de ses tribus nomades n'avaient même pas d'une telle autorité sur l'autre.⁷⁰

D'ailleurs, jusqu'à la découverte des réserves de phosphate, l'importance stratégique de la région et son peuple était relativement bas en comparaison avec son importance d'aujourd'hui. Les conditions climatiques et géographiques du Sahara sont si extrême au point de ne pas permettre la présence des larges communautés d'être humaines. L'agriculture n'est possible qu'en une partie très minoritaire. En plus, même si les sultans marocains voulaient établir une autorité plus concrète sur les tributs via les campagnes militaires, l'immensité de la région et l'absence des ressources logistiques nécessaires pour organiser une telle campagne, auraient rendu un tel contrôle direct et concret sur la région presque impossible. Outre, la nature indépendante de ses tributs constitue un autre

⁷⁰ Keltoum Irbah, *La question du Sahara occidental: une approche sociologique*, Thèse doctorale, 2004, p.75-77.

obstacle devant l'installation d'une autorité absolue des sultans marocains sur eux. Par exemple, comme nous montrerons dans la partie suivante, les tribus sahraouies réagissaient brutalement contre les tentatives d'invasion militaires. En effet, même les Espagnols, n'ont pas pu établir une autorité jusqu'à la deuxième moitié de 19^e siècle malgré plusieurs tentatives échouées depuis 16^e siècle.⁷¹

Bref, jusqu'à l'indépendance du Maroc, bien que l'ouest du Sahara n'ait été qu'une région périphérique du pays et relativement moins importante que les régions du nord telle que Tanger, Rabat, Fès au Marrakech qui se faisaient les centres politiques, économiques et culturels du pays ; ce sont les sultans marocains seuls qui disposaient une autorité religieuse et politique relative sur l'ouest du Sahara jusqu'à la colonisation de la région.

L'entrée du Maroc au protectorat français constitue un point tournant dans l'histoire du Maroc ainsi que la colonisation espagnole dans le quelques régions du pays, dont l'ouest du Sahara. L'emprise directe française dans le Maroc a eu des effets politiques, économiques et sociaux profonds sur le pays. Quant à l'affaire du Sahara, on voit qu'elle est directement liée à cette période de colonisation étrangère au Maroc. Dans cette période, une série des pratiques faites des colonisateurs ont une influence déterminante sur les dynamiques de la politique étrangère du Maroc, notamment en ce qui concerne la question du Sahara.

Au 19^e siècle, les Alaouites s'affaiblissaient par des crises internes ainsi que la pressions des grandes puissances européennes. Les Espagnols se sont lancés dans l'occupation du Sahara ainsi que les régions du nord tant que Tanger, Ceuta et Melilla en 1884.⁷² Quant à la France, elle ont établi une administration de protectorat au Maroc en

⁷¹ Francesco Corrales, *Le Sahara espagnol: histoire et mémoire du rapport colonial. Un essai d'interprétation*, Paris, L'Harmattan, 2009, p.103-152.

⁷² Larousse, Éditions. n.d. « Sahara Occidental Anciennement Sahara Espagnol - LAROUSSE. », Page consultée le 31 mai 2022. https://www.larousse.fr/encyclopedie/autre-region/Sahara_occidental/142024.

1912, avec la Traité de Fès.⁷³ Le mandat français soutenu par la présence militaire française a causé plusieurs réactions au sein de l'armée marocaine et du peuple. Jusqu'à l'indépendance du Maroc de la France, les Français devaient opprimer plusieurs révoltes indépendantistes.⁷⁴ De même, l'occupation espagnole provoque un grand mécontentement et des émeutes. En outre, les indépendantistes ont fondé la République de Rif en 1921 après avoir vaincu les Espagnols. Cet État a survécu pendant 5 ans jusqu'à 1926, le moment où une coalition franco-espagnole l'élimine.⁷⁵ Cette occupation étrangère provoque des sentiments nationalistes au sein du peuple et crée une sensibilisation envers les territoires occupés de leur pays. Sur ce point, l'ouest du Sahara ne fait pas une exception des régions conçues occupées par les étrangers, selon le peuple et l'État marocain. C'est la raison pour laquelle, cet événement historique, soit l'occupation des étrangers au Maroc, se fait parmi les éléments structurants de la politique étrangère du Maroc.

Deuxièmement, la délimitation des frontières par les colonisateurs est devenue une source de problème entre le Maroc et ses voisins, notamment l'Algérie.⁷⁶ Tandis que l'ensemble des territoires incluant la Mauritanie et l'ouest du Sahara sont revendiqués par les sultanats marocains, les deux colonisateurs, la France et l'Espagne, y occupent différent territoire. La France contrôlait les régions internes du Maroc et la Mauritanie d'aujourd'hui alors que l'Espagne a pris le nord du Maroc et l'ouest du Sahara. De plus, les deux colonisateurs y ont fondé des administrations différentes qui constituaient une source de séparation administrative du Maroc en pratique. En effet, lorsque ces régions ont gagné leurs indépendances, sauf le nord du Maroc, les entités politiques séparées du Maroc s'y est avéré. Après avoir gagné son indépendance, le Maroc a réclamé pour la récupération de ses territoires. En revanche, il a dû renoncer, d'abord, à ses revendications

⁷³ André de Laubadère, « Le statut international du Maroc depuis 1955 », *Annuaire français de droit international*, 2:1, 1956, p.122-149.

⁷⁴ William A. Hoisington, *Lyautey and the French conquest of Morocco*, New York: St. Martin's Press, 1995, p.863-864.

⁷⁵ Charles R. Pennell, Ideology and practical politics: A case study of the Rif War in Morocco, 1921–1926. *International journal of Middle East studies*, 14:1, 1982, p.20.

⁷⁶ Rémy Leveau, Khadija Mohsen-Finan, « L'affaire du Sahara Occidental », *Études*, 392:1, 2000, p.11-22.

sur la Mauritanie et le nord du Mali. Puis, à la suite d'une guerre sanglante intitulée la « Guerre des sables » contre sa voisine, l'Algérie, Rabat a renoncé encore une fois à l'idée de récupérer les deux régions justes à l'est de l'occident du Sahara, soit le Tindouf et Bechar espérant que cette renonciation lui permet de trouver le soutien de sa voisine dont il a besoin pour récupérer le Sahara.⁷⁷ Toutefois, cela n'a pas été le cas pour des raisons dont nous parlerons dans les parties suivantes. En conséquence, le Maroc a hérité une série de problèmes territoriaux de la période coloniale française et espagnole qui montrent leur influence sur la politique étrangère de Rabat.

Troisièmement, l'occupation espagnole est un évènement déterminant de l'affaire du Sahara puisque les Espagnols ont découvert les gisements riches de phosphate dans la région qui constitue potentiellement une source économique importante pour celui qui les contrôle. À part d'être un territoire revendiqué par le Maroc pour des raisons historiques, l'ouest du Sahara a une importance économique pour le royaume, manqué des ressources d'hydrocarbure. Ce minéral utilisé largement dans le secteur d'agriculture, pour la production d'engrais, se fait une ressource nécessaire pour le marché d'agriculture intérieure du Maroc ainsi que son exportation, contribue au développement économique du pays. Ainsi, l'ouest du Sahara gagnent son importance économique vers la fin de la colonisation espagnole et devient une région attractive vu ses ressources économiques stratégiques.

Pour conclure ce sous-chapitre, nous voyons que l'histoire du Maroc, jusqu'à son indépendance, joue un rôle important dans la politique étrangère du Maroc. Dans son histoire, les racines de l'affaire du Sahara se trouve ainsi que certains éléments qui définissent les dynamiques de sa politique étrangère. Dans le sous-chapitre suivant, nous continuerons par l'histoire récent du Maroc à partir de ses relations avec les acteurs reliés à l'affaire du Sahara pour comprendre la position des acteurs clés qui façonnent le système international entourant le Maroc.

⁷⁷ Yahia H. Zoubir, « Les États-Unis et l'Algérie: antagonisme, pragmatisme et coopération », *Maghreb-Machrek*, 2, 2009, p.71-90.

b - Les considérations géopolitiques et économiques

En ce qui concerne l'affaire du Sahara, les événements qui se déroulent après l'indépendance du Maroc ont un rôle décisif. Cette période peut être considérée la période où la diplomatie moderne marocaine est construite, surtout lors du règne du roi Hassan II. En effet, nous verrons dans les parties suivantes que le roi actuel du Maroc, Mohammed VI hérite cette tradition diplomatique.

Tout en étant lié avec l'histoire du pays, la diplomatie marocaine a gagné ses caractéristiques d'aujourd'hui à la suite des développements suivant son indépendance en 1956. Le Maroc a des relations intensives avec plusieurs États et acteurs vu que sa position géopolitique qui lui rend un pays important dans plusieurs enjeux des relations internationales telle que la lutte contre le terrorisme et la gestion des vagues d'immigration irrégulière.⁷⁸ Le Maroc, aujourd'hui un acteur important pour la résolution des problèmes au Moyen-Orient ainsi qu'en Afrique sub-saharienne. En plus, l'importance du Maroc pour l'économie internationale, notamment pour les pays comme la France et l'Espagne, dont le retrait de la région a partiellement causé le problème,⁷⁹ se voit comme un facteur important de la politique étrangère marocaine.

Nous pouvons dire que, depuis son indépendance, Rabat réussit à développer des relations avec plusieurs acteurs au point de consolider sa position sur l'affaire du Sahara. Si, aujourd'hui, le système international permet à Rabat de préserver le statu quo au Sahara en faveur de lui, la grande stratégie diplomatique de Rabat depuis son indépendance, est certes un facteur important. Notamment, les relations développées avec les acteurs clés tant que la France, l'Espagne et les États-Unis lors de la période des rois Mohammed V, Hasan II et dernièrement Mohammed VI, le roi actuel dont nous analyserons sa politique étrangère à propos du dossier du Sahara, et le positionnement du pays dans la rivalité

⁷⁸ Spain and Morocco Resolve to Discourage Irregular Migration. 2022. InfoMigrants. Page consulté le 9 mai 2022, <https://www.infomigrants.net/en/post/40376/spain-and-morocco-resolve-to-discourage-irregular-migration>.

⁷⁹ Rivet Daniel, Khadija Mohsen-Finan, « Sahara occidental : Les enjeux d'un conflit régional. Vingtième Siècle », *Revue d'histoire*, 59, 1998, p.224-225.

russo-américaine, s'avère comme un facteur explicatif pour comprendre la stratégie de Rabat.

En d'autres termes, la *Grande stratégie* suivie par le Maroc façonne ses relations avec les États que dont le Maroc a besoin de soutien pour sa présence au Sahara, et joue un rôle déterminant dans la formation du système international en faveur de lui. Bien qu'on nous ait dit que le système international est parmi les déterminants de la politique étrangère marocaine, toute au long de l'étude, il faut toujours considérer que l'influence de la *Grande stratégie* du Maroc sur le système international est très élevée.

Par contre, les relations avec certains États, surtout l'Algérie, constituent un obstacle devant la résolution de la question du Sahara conformément aux demandes de Rabat. En effet, l'Algérie se fait un pays historiquement rival du Maroc. Les rivalités territoriales s'intensifient de plus en plus après l'indépendance de l'Algérie. L'affaire du Sahara est certes le sujet où se ressentissent ses rivalités entre les deux pays de Maghreb le plus. Dans cette rivalité, les deux pays voient l'autre comme une menace contre sa sécurité nationale et suivent une politique étrangère antagoniste avec celle de l'autre. En conséquence, l'Algérie, aujourd'hui, le supporteur numéro un de la cause des Sahraouis au monde abrite les leaders de Polisario ainsi que leur gouvernement exilé. En effet, la présence de Polisario dépend du soutien de l'Algérie en provoquant les rivalités régionales entre Rabat et Alger.⁸⁰

Avant de se lancer dans la narrative des relations du Maroc avec certains États européens un par un, nous parlerons d'abord des relations entre l'UE et le Maroc. Le Maroc constitue un allié stratégique pour l'Union européenne dès son indépendance. Rabat a des relations proches multidimensionnelles avec certains pays européens importants tant que la France, l'Espagne et l'Allemagne. Comme dit le roi Hassan II, « le Maroc est un

⁸⁰ Kamal Kajja, « Maroc, Algérie: nouvelles tensions sur fond de rivalités de pouvoir entre les deux voisins », *Herodote*, 1, 2021, p.72-86.

arbre dont les racines étaient en Afrique et le feuillage en Europe qui a des liens forts avec à la fois l'Afrique et l'Europe. »⁸¹

Par contre, il est difficile de parler d'une position effective nette de l'UE envers le dossier du Sahara. Car les pays européens suivent des politiques différentes selon leurs intérêts et relations avec le royaume jusqu'au règne du roi Mohammed VI. Seulement, il peut être dit que, historiquement, l'EU met l'accent sur la nécessité de résolution du conflit sans prenant des mesures compulsives contre le Maroc.⁸² Elle ne reconnaît pas la souveraineté marocaine sur le Sahara et considère la région « occupée » par le Maroc.⁸³ La position de l'UE est plutôt consultative sur le dossier.⁸⁴ En soi, le stimulus en provenance de l'UE n'est pas fort au point d'influencer considérablement la politique étrangère du Maroc. En effet, l'UE n'adopte pas des sanctions grave contre le Maroc pour le pousser à adopter la résolution de l'ONU. En outre, sa position passive est avantageuse pour que le Maroc puisse maintenir et consolider sa présence dans la région en question. En soi, dans cette partie, on se penche sur les relations historiques de certains pays européens avec le Maroc.

La France est, sans doute, le pays européen dont les relations sont les plus intenses avec le royaume. Les premiers contacts entre les deux pays datent du Moyen Âge. Au 19^e siècle, les relations avec la France détériorent à cause de la colonisation. Notamment au sein de la population marocaine, le protectorat français sur le Maroc provoque une haine considérable. En conséquence, il y a eu plusieurs révoltes tant que la révolte de Khatabi. Sur ce point, le mandat français met l'autorité des sultans marocains en question dans la période concernée.⁸⁵ Pour certains milieux, le sultan, Moulay Abdoul Hafez, se voit

⁸¹ Kenza Bezzour, « La nouvelle stratégie du Maroc en Afrique: Politique de projection ou de protection ? », *La nouvelle stratégie du Maroc en Afrique*, 2021, p.1-134.

⁸² « Situation in Western Sahara. », n.d. Assembly.coe.int. Page consultée le 31 mai 2022, <https://assembly.coe.int/nw/xml/XRef/X2H-Xref-ViewHTML.asp?FileID=10707&lang=fr>.

⁸³ Carlos Ruiz Miguel, « L'Union européenne et le Sahara occidental: pas (seulement) une affaire de droits de l'homme. Commentaire sous l'arrêt Western Sahara Campaign de la CJUE du 27 février 2018 », *Cahiers de la recherche sur les droits fondamentaux*, 16, 2018, p.123-140.

⁸⁴ Maurice Barbier, « L'avis consultatif de la Cour de la Haye sur de Sahara occidental », *Revue juridique et politique: indépendance et coopération*, 30:1, 1976, p.103.

⁸⁵ Mürsel Bayram, **op. cit.**, p.351.

comme le responsable de cette situation. Outre, le peuple et l'armée assiège le palais du sultan après la signature du Traité de Fès avec la France. Les militaires français dispersent les assiégeants à la suite des confrontations sanglantes.⁸⁶ Sur ce point, on voit que la réaction du peuple n'est seulement donc pas contre l'occupation française mais elle contient également une réaction contre le régime actuel du pays. C'est la raison pour laquelle, on peut dire que la colonisation française incarne un mécontentement envers les sultans marocains chez certains milieux au sein du pays. Ce fait constitue, de son côté, un facteur déterminant dans les relations franco-marocaines après l'indépendance du Maroc.

Ici, la date d'indépendance du Maroc est significative pour comprendre les relations futures entre les deux pays. Le processus d'indépendance du Maroc se voit comme une période où la diplomatie marocaine moderne commence à se former. Lors de protectorat français, les colonisateurs suivent une politique de division dans le Maroc. Ils adoptent une loi prévoyant des distinctions judiciaires entre les Marocains d'origine arabe et Amazigh (Berbère), en 1930, afin de diviser ethniquement le pays et de gagner le soutien des Amazighs comme ils l'ont fait en Algérie. Par contre, le jeune sultan, Mohammed V, abolit cette loi en 1934. Puis, les mouvements indépendantistes s'intensifient au Maroc. En 1943, le Parti de l'Istiqlal se fonde en diffusion de deux autres partis indépendantistes dont les leaders sont envoyés à l'exile par l'autorité française. La fondation de ce parti politique contribue à l'unification des mouvements indépendantistes ainsi qu'à la popularisation des mouvements.⁸⁷ Dans cette période d'indépendance, le sultan Mohammed V affirme clairement son soutien pour le Parti de l'Istiqlal et devient le leader spirituel du mouvement d'indépendance au Maroc.

D'ailleurs, cette partie de la période d'indépendance n'est pas remarquée par les révoltes sanglantes au Maroc. Car la fondation du Parti de l'Istiqlal coïncide la Deuxième Guerre mondiale. Quand la Seconde Guerre mondiale se déclenche en Europe, l'opposition nationaliste au Maroc est brisée par la répression. Après la défaite de la France, 1940, tandis que le général Noguès s'allie au gouvernement de Vichy, fondé par

⁸⁶ Davut Dursun. Fas: Himaye ved Bağımsızlık, *TDV İslam Ansiklopedisi*, 1995, p.193-194.

⁸⁷ Harriett Mitchell, « The Development of Nationalism in French Morocco », *Phylon* (1940-1956), 16:4, 1955, p.429-428.

les Nazis, les leaders nationalistes marocains ne s'engagent pas dans une coopération avec ce gouvernement.⁸⁸ Au contraire, le sultan Sidi Mohammed ben Youssef (futur roi Mohammed V), refuse d'appliquer les lois antisémites d'inspiration nazie aux Marocains juifs. En plus, alors que le Maroc demande l'indépendance, les autorités marocaines, y compris le roi et les notables n'essayent pas de s'en profiter en s'engageant à une lutte armée ou des autres sortes des moyens violents. Au contraire, sultan Mohammed V donne des discours soutenant les Alliés dans la guerre contre l'Allemagne et l'Italie. En outre, plusieurs marocains prennent leur place dans la guerre parmi les rangs des Alliés. Presque 30 000 marocains perdent leurs vies sur plusieurs fronts telle que la Tunisie, l'Italie, la Provence et l'Allemagne. Par ailleurs, le sultan intensifie ses efforts pour gagner le soutien des États-Unis. Par exemple, le président américain Roosevelt affirme son soutien pour l'indépendance du Maroc après son rencontre avec le sultan en 1943.⁸⁹ Grâce à cette stratégie, le Maroc prend un pas important pour gagner le soutien politique des États-Unis, soit la grande puissance de l'époque, dans sa lutte d'indépendance contre la France.

Toutefois, malgré le soutien politique des États-Unis, la France ne répond pas positivement aux demandes d'indépendance du Maroc. Notamment, après l'indépendance de l'Égypte, les sentiments nationalistes au Maroc s'intensifient et le sultan et les mouvements indépendantistes se rapprochent. Dans ce contexte, le sultan, Mohammed V, demande de la France la récupération de la souveraineté sur leurs terres. Cependant, la France refuse cette demande. En soi, les révoltes contre la présence française s'éclatent au Maroc. À partir des années 1950, le mouvement national marocain change sa forme. Les nationalistes créent l'Armée de libération nationale et établissent des foyers de guérilla dans les régions montagneuses du Moyen-Atlas, du Rif et de la frontière algérienne.

Or le sultan rompre ses liens avec, apparemment, avec le Parti de l'Istiqlal, la France le détrône et l'envoient à l'exile d'abord à la Corse, puis au Madagascar, et lui remplace avec Sidi Mohammed ben Aaafat, le cousin de Mohammed V, sous prétexte que

⁸⁸ Olivier Pironet, « Maroc : Chronologie Historique », *Le Monde Diplomatique*. Page consultée le 5 juin 2022, 2006. <https://www.monde-diplomatique.fr/mav/86/PIRONET/14101>.

⁸⁹ Alexis Arieff, « Morocco: Background and US Relations », *Current Politics and Economics of Africa*, 11:4, 2018, p.319.

les Amazighs ne sont pas contents de lui, en 1953.⁹⁰ Loin de mettre en terme aux mouvements indépendantistes, cette politique de la France provoque encore une fois les sentiments nationalistes et sert à aggraver les réactions envers leur présence ainsi que le mécontentement envers nouveau sultan. En 1955, la France change sa politique au Maroc étant donné qu'elle s'occupe déjà une guerre en Algérie afin de ne pas être en conflit dans deux fronts au même temps. Par conséquent, le sultan en exil rentre au Maroc, en passant par la France pour rencontrer les officiels français et annonce les accords de La Celle-Saint-Cloud, en 6 novembre 1955, qui déclarent la fin du protectorat français au Maroc.⁹¹ Le Maroc accède à l'indépendance, le 2 mars après la signature, à Paris, à la suite de la déclaration commune franco-marocaine mettant fin au protectorat. Mohammed V prend le titre de roi en août et désigne son fils Hassan II comme son successeur. Dans ce processus, le Maroc récupère la zone nord, sauf les enclaves de Ceuta et Melilla, qui était jusque-là sous contrôle espagnol, et la ville de Tanger en octobre. Le pays est unifié sauf quelques enclaves telle que l'enclave Ifni et de la zone de Tarfaya, demeurées encore sous le contrôle espagnol.⁹²

Tandis que le Maroc gagne son indépendance, quelques régions demeurent toujours sous le contrôle des Espagnols. L'ouest du Sahara, considéré comme des territoires historiques marocains par Rabat, reste sous l'occupation de l'Espagne. En raison de cela, l'Armée de libération du Sud marocain (ALSM) au Sahara se fonde contre l'occupation espagnole, en 1958. Soutenue par la France, l'Espagne déclenche l'opération militaire franco-espagnole contre ALSM.⁹³ Dans cette guerre, le Maroc soutient implicitement l'ALSM pour le but de libérer l'ouest du Sahara. En revanche, les forces franco-espagnols oppriment la rébellion et les Espagnols maintiennent leur contrôle sur la région.

Bien que le Maroc gagne son indépendance contre la France, Mohammed V suit une politique étrangère positive envers l'ancien colonisateur puisque la France constitue

⁹⁰ Justin Corfield, « Morocco, Protests, 1600s–1990s », *The International Encyclopedia of Revolution and Protest*, 2009, p.1-10.

⁹¹ Ahmed Balafrej, « Morocco Plans for Independence », *Foreign Affairs*, 34:3, 1956, p.483.

⁹² Pironet, **op. cit.**

⁹³ Pironet, **op.cit.**

une alliée potentielle pour le royaume car elle est dans le même bloque occidental des États-Unis. D'ailleurs, en ce qui concerne les dynamiques internes du Maroc, il s'agit d'une série de facteurs qui poussent les deux à se rapprocher l'un à l'autre. Au Maroc, alors que l'indépendance du pays satisfait une grande partie de la société, la présence des groupes aux idéologies anti-impérialistes d'inspiration socialistes, constitue une menace contre le régime. Loin d'être une paranoïa d'un régime royal conservateur, les demandes de telle sortes existe au sein du pays. La fondation de République de Rif en 1921 en fait un exemple concret. Dans ce cas, des groupes indépendantistes qui voit le roi comme responsable de l'occupation du Maroc, fondent une république, donc un régime d'autre que la monarchie. Outre, la scission au sein de l'Istiqlal, en décembre 1959, et la fondation de l'Union nationale des forces populaires (UNFP), d'inspiration socialiste et anti-impérialiste a montré encore une fois qu'il y a toujours des acteurs politiques forts qui ne sont pas content du régime actuel. Quant à la France, de son côté, la semblance idéologique entre les indépendantistes en Algérie et ses groupes marocains faisait une source d'angoisse. Car, en 1950, la Guerre d'Algérie commence à entrer dans l'impasse pour la France. Donc, il s'agit d'un risque de perdre de dans les deux fronts au sein d'une région stratégique, le Maghreb. En conséquence, le maintien du régime royal au Maroc est devenu un facteur de rapprochement politique entre les deux pays malgré certains désaccords sur certains dossiers telle que le Sahara.

Après la mort de Mohammed V, le fondateur du Maroc d'aujourd'hui, le 26 février, Hassan II accède au trône. Alors que Mohammed V est le fondateur du royaume du Maroc moderne, c'est son fils, Hassan II qui a construit la diplomatie moderne de l'État marocain. En ce qui concerne les relations avec la France, on voit que Hassan II développe une proximité forte avec la France. Sur ce point, la sympathie du roi pour la France, où il obtient son diplôme, à l'Université de Bordeaux, et passe une partie de sa carrière militaire, se voit parmi les facteurs qui façonnent les relations avec l'Hexagone.

Cependant, les développements régionaux 1950, la Guerre d'Algérie, nuisait aux relations franco-marocains. Dans cette guerre, le Maroc soutenait le Front de libération

nationale combattant pour l'indépendance algérienne de la France. Il y a deux raisons principales qui expliquent le changement dans la politique étrangère du Maroc, qui sont également explicatives pour comprendre les dynamiques de la politique étrangère du Maroc de Mohammed VI. La première raison est que la perception du peuple marocains à propos de la France n'est pas autant positive que celle du roi. En plus, les pratiques brutales de la France pour opprimer le mouvement d'indépendance en Algérie provoque une réaction populaire au Maroc qui a certes la sympathie pour le mouvement d'un peuple musulman qui lutte pour leur indépendance tout comme le peuple marocain. Au titre d'exemple, l'arrestation par la France de plusieurs leaders du FLN, surtout Ahmed Ben Bella, le futur président algérien, cause la suspension des relations diplomatiques entre les deux pays. En outre, d'importantes manifestations au Maroc à Meknès en protestation à ces arrestations deviennent en émeutes. Lors de ces émeutes, 53 citoyens français s'est trouvés morts. D'ailleurs, vu les relations tendues entre la France et le Maroc, le gouvernement a condamné les responsables de ses émeutes.⁹⁴ Quant à la deuxième raison pour laquelle le Maroc soutenait le mouvement d'indépendance algérienne, elle est liée directement à l'affaire du Sahara. Comme on a mentionné au-dessus, il s'agit d'une série de territoires que le Maroc n'a pas pu récupérer après son indépendance, dont l'ouest du Sahara et les régions de Tindouf et Bechar qui sont juste à l'est du Sahara. Alors que la sympathie populaire pour l'Algérie et la ressemblance culturel entre les deux peuples était une raison, les dirigeants du Maroc voyait cette guerre d'indépendance comme une opportunité pour récupérer ses territoires. En effet, le Maroc a signé un accord secret avec le gouvernement algérien durant la guerre d'indépendance prévoyant la récupération de ses territoires au Maroc après la guerre.⁹⁵ Sur ce point, on voit que l'affaire du Sahara constitue l'enjeu principal du Maroc pour lequel il peut mettre ses relations avec la France en question jusqu'à un degré. Par conséquent, les relations entre Rabat et Paris demeurent tendues jusqu'à l'indépendance de l'Algérie.

Il faut attendre l'année 1969 pour la normalisation des relations franco-marocaines. À partir de cette période, Rabat et Paris approfondissaient les relations

⁹⁴ Benjamin Stora, « Guerre d'Algérie: 1999-2003, les accélérations de la mémoire », *Hommes & Migrations*, 1244:1, 2003, p.83-95.

⁹⁵ Arnold Hottinger, « La lutte pour le Sahara occidental », *Politique étrangère*, 1980, p.167-180.

économiques, politiques et sécuritaires. Alors que le Maroc soutient les chefs d'État pro-français en Afrique, en retour, la France supporte le royaume au sein de l'ONU sur les questions importantes telle que l'ouest du Sahara. Durant cette période, une série de visites entre les deux pays, au niveau des leaders, s'organisent et cette air positive dans les relations continue jusqu'aujourd'hui.

Sur le dossier du Sahara, la France soutient le Maroc dès le début du conflit. Affirmant qu'elle n'est pas partie à cette affaire, la France met l'accent sur le fait qu'elle ne veut guère la multiplication des petits États en Afrique. Dans cette optique, la France s'opposait à la création d'un État sahraoui accentuant ses doutes envers la capacité des Sahraouis, peu nombreux, à fonder un État autonome, avec son gouvernement, ses finances, son armée, ses ambassadeurs ext.⁹⁶ Cette position de la France, en fait, ne change considérablement pas jusqu'aujourd'hui. Les doutes de Paris veulent dire que l'Hexagone ne désire guère un État en tant que prolongement d'Alger sur la région, avec laquelle elle n'a pas des relations positives à cause d'une guerre d'indépendance sanglante.⁹⁷

L'Espagne se situe parmi les pays avec lesquels le Maroc a des relations politiques, économiques et sociales les plus intenses. Les relations entre le Maroc et l'Espagne ont un caractère antagoniste jusqu'à ce que l'Espagne cède ses droits sur l'ouest du Sahara au Maroc et à la Mauritanie. Avant cela, l'Espagne est considérée comme un colonisateur sur les territoires du Maroc. En 1497, l'Espagne occupe la ville de Melilla, au nord du Maroc. Dans le même siècle, les Espagnols tentent d'occuper les côtes du Sahara, ils sont pourtant forcés à quitter la région à cause de résistance des tributs sahraouies. 4 siècles plus tard, les Espagnols retournent et conquissent Tétouan et imposent de lourdes indemnités de guerre au Maroc. De même, l'Espagne fait une partie du décret ouvrant le Maroc au commerce étranger au point de consolider la pénétration économique européenne en faveur d'elle ainsi que le Grande-Bretagne, France et Allemagne, en 1890.

⁹⁶ Claude Roosens, « La Question Du Sahara Occidental. », *Studia Diplomatica*, 32:5 1979, p.513–33.

⁹⁷ Jean Monneret, « La phase finale de la guerre d'Algérie, *E-Book*, 2001, p.275-310.

La question du Sahara constitue certes l'enjeu principal dans les relations entre les deux pays. Or l'Espagne donne l'ouest du Sahara au Maroc et à la Mauritanie en 1975, elle suit une politique, plus tard, en faveur des Sahraouis puis qu'elle craigne que le Maroc se tournera à Ceuta et Melilla une fois il récupère le Sahara⁹⁸. Cela constitue un problème important entre les deux pays. Dans ce chapitre, on n'entre pas en détail en ce qui concerne les relations que l'on abordera au début de la deuxième partie.

Loin du Maroc géographiquement, mais un acteur certainement déterminant sur l'affaire du Sahara. Malgré la distance géographique, les relations entre le Maroc et les États-Unis date le début de l'indépendance des États-Unis d'Amérique. Le Maroc est le premier pays au monde qui reconnaît l'indépendance des États-Unis en Décembre 1777 et signe le premier traité d'amitié, paix et navigation entre les deux pays, toujours en vigueur jusqu'à présent.⁹⁹

Durant la Seconde Guerre mondiale, les relations entre les deux pays se sont intensifiées. Les soldats américains se sont implantés au Maroc dans les villes comme Casablanca, Agadir et Marrakech. Vu le Maroc prend une position proche aux Alliés, le président américain Roosevelt a affirmé son soutien pour l'indépendance du peuple marocain. Ici, nous voyons les États-Unis comme un allié avec lequel le Maroc n'avait pas un passé colonial problématique différemment la France et l'Espagne. Les États-Unis n'ont ni une histoire coloniale sur le Maroc et ni les États-Unis est parmi les pays colonisateurs. Au contraire, les États-Unis eux-mêmes étaient une colonie qui a gagné son indépendance contre la Grande Bretagne. D'où-là, il s'agit d'une convergence entre les deux pays.¹⁰⁰

⁹⁸ Mostafa Nachoui, « Histoire d'une mouvance territoriale entre le Maroc et l'Espagne, vers l'espagnité marocaine et la marocanité espagnole », *Espace Géographique et Société Marocaine*, 2020, p.31.

⁹⁹ الولايات المتحدة الأمريكية والملوك المحدثين الثلاثة, المصطفى نشوي, *Espace Géographique et Société Marocaine*, 2021, p.45-46.

¹⁰⁰ Steven Ekovich, « Les États-Unis et le Maghreb: une très longue histoire », *Revue Defense Nationale*, 1, 2016, p.67-71.

Après la fin de la guerre, En 1947, les États-Unis considèrent le Maroc comme un allié stratégique indispensable pour encercler l'Union soviétique.¹⁰¹ En 1969, le président américain visite à Rabat pour évaluer les bases militaires américaines implantées au Maroc depuis la Seconde Guerre mondiale. En retour, Hassan II obtient une aide économique et militaire en contrepartie de son engagement dans le camp occidental pendant la guerre froide. Malgré certains problèmes comme la crise de Cuba ou les relations détériorent, le Maroc demeure un allié pour les États-Unis au point de faciliter les aides militaires et économiques américains.¹⁰²

En outre, après que les échecs tactiques répétés des forces armées marocaines¹⁰³ commencent à prendre une importance stratégique, les États-Unis a augmenté considérablement leur contribution à la lutte contre le Polisario. Après la chute du Shah d'Iran et les attaques meurtrières du Polisario, au Maroc, Washington voulait s'assurer qu'il ne perdrait pas un autre allié stratégique en Afrique et au Moyen-Orient.¹⁰⁴

Cette amitié entre le Maroc et les États-Unis a continué après la fin de la guerre froide. Le Maroc, étant un pays arabe, constitue un acteur important pour la négociation entre l'Israël et les autres pays arabes.¹⁰⁵ Ce rôle du Maroc sera abordé lorsque l'on analyse ses relations avec Israël.

L'Algérie, voisine orientale du Maroc, constitue le premier pays rival pour le Maroc. De plus, l'Algérie est perçue comme une menace régionale qui menace son intégrité territoriale par le Maroc. Les relations entre les deux pays n'étaient pourtant pas toujours négatives. Durant la guerre d'Algérie, le Maroc soutient effectivement le mouvement d'indépendance algérien au détriment de ses relations avec la France. Rabat

¹⁰¹ El-Mostafa Azzou, « La présence militaire américaine au Maroc, 1945-1963 », *Guerres mondiales et conflits contemporains*, 2, 2003, p.125-132.

¹⁰² El-Mostafa Azzou, « Les relations entre le Maroc et les États-Unis: regards sur la période 1943-1970 », *Guerres mondiales et conflits contemporains*, 1, 2006, p.105-116.

¹⁰³ János Besenyő, « Guerrilla Operations in Western Sahara », *Connections*, 16:3, 2017, p.23-46.

¹⁰⁴ Jacob Mundy, « The Morocco-Polisario war for Western Sahara, 1975-1991 », Dans: *Conflict and Insurgency in the Contemporary Middle East*, Routledge, 2009, p.221-243.

¹⁰⁵ « Morocco and Western Sahara », 1998. *Institute for Policy Studies*. 1 Décembre 1998. https://ips-dc.org/morocco_and_western_sahara/.

envoi l'argent, l'arme et médicament au Front de libération nationale en Algérie. En plus, le Maroc permet aux combattants algériens à utiliser son territoire comme un bas arrière.¹⁰⁶

Il est vrai qu'il s'agit d'une sympathie au sein du vote public marocain pour le mouvement d'indépendance en Algérie car le peuple algérien lutte également contre la colonisation française tout comme le peuple marocain. Il est certes une raison pour laquelle le Rabat préfère soutenir l'Algérie dans la guerre. Par ailleurs, la question de récupération de deux villes données à l'Algérie française lors du protectorat français est également une autre motivation de l'administration de Rabat pour soutenir l'Algérie. En effet, le Maroc signe un accord caché avec le gouvernement algérien durant la guerre prévoyant la récupération de ses deux villes. Parmi ses deux provinces, la location stratégique de Tindouf est notamment signifiante.

Wilaya de Tindouf se trouve sur un point où se coïncident les frontières entre l'Algérie, le Maroc et le Sahara espagnole. Ainsi, le Maroc espère que la récupération de Tindouf faciliterait la récupération de l'ouest du Sahara et empêcherait les ambitions futures potentielles de l'Algérie sur le Sahara « marocaine ».

Néanmoins, l'Algérie déclare sa souveraineté sur tous les territoires de l'Algérie française après l'indépendance en 1962, y compris Tindouf et Béchar tandis que Rabat réclame pour la récupération de deux provinces au Maroc. Au-delà d'une réclamation politique, les tensions prennent une forme d'un conflit armée entre les deux pays qui dure trois semaines jusqu'à la médiation du président malien, Modibo Keita.¹⁰⁷ Par conséquent, le Maroc renonce à ses revendications sur les deux régions espérant gagner le soutien de l'Algérie sur la question du Sahara. Toutefois, Rabat voit que la position de l'Algérie est loin d'être pour le Maroc.

¹⁰⁶ Mounya Essemblali, « Le Maroc entre la France et l'Algérie (1956-1962) », *Relations internationales*, 2, 2011, p.77-93.

¹⁰⁷ « Début de La Guerre Des Sables – Jeune Afrique. », n.d. JeuneAfrique.com. Page consulté le 31 mai 2022. <https://www.jeuneafrique.com/124805/archives-thematique/d-but-de-la-guerre-des-sables/>.

Durant la Guerre froide, l'Algérie se rapproche des pays communistes et de l'Union soviétique, son principal fournisseur d'armes, alors que le Maroc se tourne vers les États-Unis. Cette distinction entre les deux pays devient plus tard un élément clé de la politique étrangère marocaine en ce qui concerne l'affaire du Sahara qui constitue la plus grave divergence entre les deux pays du Maghreb. Après le départ des Espagnols du Sahara en 1975, le Maroc intervient dans la région. L'intervention du Maroc provoque des affrontements violents en début d'année 1976 entre les armées marocaines et algériennes à l'ouest du Sahara, et résultent en une rupture des relations diplomatiques entre l'Algérie et le Maroc jusqu'à l'année 1986.

Le Maroc considère le Sahara, riche en réserves de phosphate au point d'être une ressource économique importante pour son économie tandis que l'Algérie soutient effectivement le mouvement des Sahraouis contre le Maroc.¹⁰⁸ Le phosphate, qui se trouve également dans les territoires marocains hors du Sahara, constitue un élément économique essentiel pour le pays. En 1961, l'exportation du phosphate se fait le 24,2 % des exportations totales du pays.¹⁰⁹ Quant aux réserves au Sahara, le Maroc a la capacité d'en exploiter grâce à son expérience dans le secteur. En plus, le phosphate est un minéral stratégique vu son utilisation dans le secteur agricole, une industrie clé pour plusieurs pays. Cependant, l'Algérie, de son côté, vise à accéder à l'océan Atlantique via un État proche à elle, soit la RASD, un État fantôme.¹¹⁰ En plus, elle considère l'expansionnisme marocaine comme une menace contre sa sécurité nationale surtout après la Guerre des sables. Enfin, les deux pays suivent catégoriquement des politiques antagonistes l'un contre l'autre.

¹⁰⁸ Yves Lacoste, « Chapitre 5. Le conflit du Sahara occidental : Maroc contre Algérie ? », Béatrice Giblin éd., *Les conflits dans le monde. Approche géopolitique*, Armand Colin, 2016, p.83-93.

¹⁰⁹ « L'Office Chérifien Des Phosphates Amorce Une Nouvelle Phase D'expansion. » 1962. *Le Monde Diplomatique*. 1 juin, 1962. <https://www.monde-diplomatique.fr/1962/06/A/24781>.

¹¹⁰ Paul Balta, Rulleau Claudine, « 7 - La RASD, un État fantôme ? », *Le Grand Maghreb. Des indépendances à l'an 2000*, avec la collaboration de Rulleau Claudine, La Découverte, 1990, p.159-182.

Israël possède une place particulière dans la politique étrangère marocaine. Le Maroc, historiquement, abrite une communauté importante juive. Le nombre de Juifs au Maroc augmente notamment après la *Reconquista* en Espagne, forçant les Juifs quitter l'Espagne à la fin du 15^e siècle.¹¹¹ Dans cette époque-là, les Juifs peuvent vivre au Maroc, un pays musulman, sous condition de payer un impôt (*djizya*) pour les non-musulmans, soit Juifs soit chrétiens tandis que les Chrétiens de l'Europe les chassent pour des raisons religieuses.

Pourtant, malgré les bonnes relations entre le Maroc et la communauté juive qui trouve un lieu de vie sûr au Maroc, la naissance de l'État d'Israël a déclenché un processus problématique dans le pays en ce qui concerne les Juifs marocains et les relations avec l'État hébreu. Le peuple dans de certaines villes telle qu'Oujda et Djérada, a organisé des manifestations violentes ciblant la communauté juive au Maroc. En conséquence, presque 150 000 Juifs marocains ont dû quitter le Maroc entre 1950 et 1967.¹¹² En 1960, le nombre estimé des Juifs au Maroc est 60 000 malgré l'accord signé entre Mohammed V et le gouvernement juif prévoyant l'émigration des Juifs marocains vers Israël.

Après la mort de Mohammed V, les relations entre les deux pays demeurent ambivalentes. Hassan II suit une stratégie équilibrée entre les pays arabes et Israël. Sans franchissant la ligne rouge des pays arabes, la reconnaissance d'État hébreu, le Maroc joue un rôle interlocuteur dans le processus de paix au Moyen-Orient tout en consolidant la coopération secrète sécuritaire et commerciale avec Israël.¹¹³ Au titre d'exemple, le roi Hassan II invite les pays arabes à une approche réaliste envers le conflit israélo-arabe.

¹¹¹ « Orient XXI - Le Journal En Ligne de Référence Du Monde Arabe et Musulman. » 2022. Orientxxi.info. 2022, <https://orientxxi.info/magazine/maroc-le-sahara-occidental-contre-la-palestine>.

¹¹² Georges Bensoussan, *Juifs en pays arabes: le grand déracinement 1850-1975*, Tallandier, 2021, p.765-810.

¹¹³ « Maroc-Israël : Six Décennies de Relations Non Avouées. », 2020, L'Orient-Le Jour. 12 décembre 2020. <https://www.lorientlejour.com/article/1244620/maroc-israel-six-decennies-de-relations-non-avouees.html>.

Néanmoins, la victoire décisive d'Israël sur les pays arabes, provoque une haine grave contre les Juifs au Maroc et pousse Rabat à prendre des pas contre Israël. Par conséquent, le Maroc soutient les forces arabes contre Israël dans la guerre du Kippour en 1973.¹¹⁴ Après cette période, on voit une dégradation dans les relations israélo-marocaines en raison des politiques d'Israël surtout en ce qui concerne la ville de Jérusalem, une ville sacrée pour les trois religions soit l'Islam, la Chrétienté et le Judaïsme. Lors de cette période problématique, Hassan II fonde le comité Al-Quds afin de dénoncer les politiques agressives d'Israël d'occuper, de judaïser et d'altérer les monuments de civilisation musulmans et chrétiens de la ville.¹¹⁵

Nous voyons que le roi Hassan II a suivi deux buts principaux dans sa politique envers l'Israël. D'une part, il veut jouer le rôle d'interlocuteur entre les pays arabe et Israël afin de rendre le Maroc un acteur clé pour la résolution des conflits au Moyen-Orient. En effet, ce rôle du Maroc lui rend un acteur important surtout pour les États-Unis. Car le Maroc, bien qu'il soit un pays arabe, il est politiquement détaché du reste du monde arabe depuis le X^e siècle et indépendante de l'institution du califat à l'est. Bien que tout le reste des pays arabes au Moyen-Orient apparaissent après l'effondrement de l'Empire ottoman et il n'avait pas ni une tradition étatique ni diplomatique avant leurs indépendances, les dynasties marocaines règne sur le Maroc sans rupture du VIII^e siècle jusqu'en 1912. Même dans la période du mandat français, les rois marocains ont une certaine autorité territoriale, y compris diplomatique. Après son indépendance, le Maroc développe une position diplomatique stratégique qui lui permet d'être un allié des États-Unis et de l'Europe ; bien qu'il n'ait point d'un pays au monde arabe qui a ces caractérisés. Enfin, le Maroc se fait le seul pays arabe qui pourrait jouer le rôle d'interlocuteur dans le conflit israélo-palestinien du point de vue des États-Unis et de l'Europe. D'une autre coté, le Maroc ne cesse jamais son soutien pour la cause palestinienne qui constitue un vecteur de mobilisation important au monde arabe ainsi qu'un sujet sensible pour le peuple marocain

¹¹⁴ « Orient XXI - Le Journal En Ligne de Référence Du Monde Arabe et Musulman. » n.d. Orientxxi.info. Page consultée le 31 mai 2022, <https://orientxxi.info/magazine/quand-la-presse-marocaine-appelait-au-boycott-des-juifs>.

¹¹⁵ Rachid El Houdaïgui, *La politique étrangère sous le règne de Hassan II*, L'Harmattan, 2003, p.1-306.

vu plusieurs événements populaires organisés au Maroc à cause des développements en Palestine. Bien que le Maroc rompe ses relations avec Israël qu'il ne reconnait pas déjà comme un États, les relations économiques et sécuritaire se consolident entre les deux pays. Autrement dit, le Maroc suit une politique d'équilibre dans ses relations avec Israël.

La Russie est certes un acteur important pour comprendre le positionnement des acteur clés du dossier du Sahara bien qu'elle n'y prenne pas des pas concrète.¹¹⁶ Historiquement, l'Union soviétique a des relations positives avec l'Algérie et affirme son soutien pour l'indépendance des Sahraouis. Pourtant, elle développe des relations commerciales fortes avec le royaume à partir duquel elle importe engrais, un ingrédient vital pour son industrie vitale et auquel elle exporte des hydrocarbures, indispensables pour le royaume dépourvu en ressources énergétique fossiles.

Alors que les Russes constituent une alliée historique de l'Algérie jusqu'au règne de Mohammed VI, ils ne prennent pas une action contre Rabat à cause de la question du Sahara. De même, elle ne reconnait pas la RASD. Puis, il est difficile de dire que la Russie produit des stimulus directs sur la politique étrangère du Maroc. En soi, nous ne nous pencherons pas longuement sur l'historiques des relations entre le Maroc et la Russie. Par ailleurs, la Russie est certes un acteur relié fortement au dossier du Sahara car ses rapports avec l'Algérie jouent un rôle déterminant dans la formation du système international notamment depuis les années 2000. Nous allons discuter le rôle de la Russie dans la deuxième partie.

A part les questions de recherches d'équilibre dans sa politique étrangère, il faut aussi jeter un coup d'œil sur les conditions économiques du pays. L'économie du Maroc reposait sur la fabrication d'artisanat pendant plusieurs siècles. La production des armes, des broderies, des tissus, des poteries, du cuir, des meubles et des bijoux constituait les

¹¹⁶ Yahia Zoubir, « Soviet policy toward the Western Sahara conflict », *Africa Today*, 34:3, 1987, p.17-32.

ressources économiques.¹¹⁷ De plus, l'agriculture était une autres ressource économique importante du royaume, surtout dans les régions côtières ou les conditions climatiques étaient favorables pour la production agricole.

Quant au règne du roi Hassan II, la première partie de son règne est marquée par les politiques commerciales protectionnistes. Sachant les effets destructifs des capitulations commerciales confiées aux Européens, Hassan II visait à protéger l'économie intérieure du pays un suivant des politiques de l'import substitution. En effet, la faillite économique était l'une des raisons principales pour laquelle le Maroc tombe en protectorat français. Dans cette période, le Maroc développe son industrie textile, soit une industrie qui ne nécessite ni un savoir-faire considérable et ni une technologie développée. En conséquence, le textile et le phosphate sont des principaux articles d'exportation du royaume.

Par contre, à partir des années 1980, l'entrée de la Chine sur le marché de textile et la chute dans les prix de phosphate mettent l'économie marocaine au seuil de la faillite. L'inflation, le taux de chômage et les disparités économiques augmentent. En raison de cela, Hassan II décide de passer à la libéralisation économique. Cette période est marquée par la privatisation des entreprises dans plusieurs secteurs sauf le secteur minier qui demeure contrôle par la famille royale,¹¹⁸ soit l'industrie qui concerne l'exploitation de phosphate au Maroc.

Cette politique de libéralisation économique a contribué considérablement au développement de l'économie du marché au Maroc même s'il y a eu quelques conséquences négatives. D'abord, la libéralisation économique a libéré également l'esprit entrepreneuriale du peuple marocain et le fleurissement des entreprises privées s'accélère. En outre, cette politique prépare les conditions favorables pour la présence des entreprises

¹¹⁷ Goltdammer, Fr Auteur du texte. 1878. Note Géographique et Commerciale Sur l'Empire Du Maroc : Catalogue de l'Exposition Marocaine / Par F. Goltdammer,... Gallica.bnf.fr. <https://gallica.bnf.fr/ark:/12148/bpt6k58280993/f8.item>.

¹¹⁸ « Orient XXI - Le Journal En Ligne de Référence Du Monde Arabe et Musulman. » n.d. Orientxxi.info. Page consultée le 9 juin 2022. <https://orientxxi.info/magazine/maroc-le-roi-son-or-et-le-groupe-managem>.

étrangères au Maroc, notamment françaises et espagnoles, dans les secteurs à haute valeur ajoutée telle que l'automobile et l'aéronautiques.

Cette politique de libéralisation, suivie également par son successeur, Mohammed VI, constitue un moment tournant dans l'histoire du pays ainsi que ses capacités économiques actuelles. Alors que Hassan II n'a pas pu voir l'ensemble des résultats de ses politiques, le Maroc a réussi à attirer des investissements internationaux directs, surtout de la France et de l'Espagne et à devenir un acteur important dans les chaînes d'approvisionnement grâce aux politiques économiques d'Hassan II. En conséquence, le Maroc a augmenté considérablement son PIB et diversifié les secteurs de production lors du règne de Mohammed VI.

A part des effets économiques directe sur la capacité économique du royaume, les politique de Hassan II contribue considérablement à l'établissement des relations économiques proches avec les pays clés de l'affaire du Sahara, tels que la France, l'Espagne et les États-Unis. L'interdépendance économiques entre eux est donc certes un facteur de rapprochement politiques.

2- L'applicabilité de la théorie réaliste néoclassique sur la politique étrangère marocaine : Pourquoi choisir le dossier du Sahara pour étudier cette approche ?

La théorie réaliste néoclassique répond aux nécessités de l'analyse de politique étrangère du Maroc concernant le dossier du Sahara pour plusieurs raisons et nécessite également l'explication détaillée de certains aspects de l'enjeu dans une telle analyse. De plus, le cas du Maroc fait un cas inédit pour l'analyse de politique étrangère selon l'approche réaliste néoclassique. Car nous pouvons observer clairement l'influence des stimulus du système international, soit la variable indépendante, sur la politique étrangère du Maroc. Puis, le rôle de perception de ces stimulus sur les décideurs marocains, surtout le roi, M. Mohammed VI, peut être facilement observé ainsi que les processus de prise de

décision concernant le dossier du Sahara sous l'influence des dynamiques endogène du pays, soit les variables intervenantes. Ensuite, nous voyons que le Maroc développe une politique internationale en tant que résultat des stimulus systémique filtré par les dynamiques endogènes du pays. En outre, au long terme, nous observons que la Grande stratégie du Maroc façonne le système international pour diverses raisons et manières que nous allons discuter tout au long de l'étude.

a - La vision marocaine sur la période de l'après-Guerre froide

En effet, le système international a un poids considérable sur la politique étrangère du Maroc vu ses relations économiques et politiques intenses avec les acteurs clés de l'affaire. Le Maroc est donc sous l'influence d'un tel système faisant l'un des éléments déterminant de sa politique étrangère étant donné qu'il doit garder les relations positives avec surtout certains acteurs, soit la France, l'Espagne et les États-Unis, pour ses propres intérêts nationaux. Le Maroc a certes besoin du soutien de ses acteurs pour préserver le statu quo favorable établi à l'ouest du Sahara ainsi que sa stabilité et son développement économique qui concerne directement la stabilité politique au sein du pays.

Ici, la production des résultats de politiques étrangère par le Maroc par l'interaction des stimulus avec les dynamiques endogènes du pays, se réalisent d'une manière compliquée. Car, d'une part, le système influence la politique étrangère du Maroc. D'autre part, influencé par des stimulus systémiques, considérés comme une menace contre son intégrité territoriale et même son existence, le Maroc développe une stratégie à la fois prudente et agressive.

D'abord, cette stratégie est prudente car le royaume chérifien n'utilise plus sa puissance militaire afin de mettre en terme à l'existence des Sahraouis alors qu'il a la capacité militaire à détruire leurs bases hors de la partie contrôlée par lui afin de ne pas provoquer une réaction de la communauté internationale et mettre le pays au seuil d'une guerre contre l'Algérie, au détriment de la stabilisation de la région. Au contraire, Rabat

propose une autonomie élargie pour le Sahara, qui se voit aujourd'hui comme « la seule base logique et raisonnable » par plusieurs États.

D'ailleurs, la stratégie du Maroc peut être considérée agressive puisqu'il consolide rapidement sa présence militaire, économiques et démographique dans la région. En d'autres termes, il « marocanise » la région et construit le Sahara « marocaine » tout en intensifiant ses efforts diplomatiques pour gagner la reconnaissance de sa souveraineté sur la région. Dans le même temps, il transforme la question du Sahara en une question de survie pour la monarchie et le pays en formant les dynamiques internes du pays pour cette fin. Ainsi, il propose deux options aux autres acteurs, surtout les États-Unis et l'Europe : soutenir, explicitement ou implicitement, la présence du Maroc sur la région ou causer une instabilité destructive dans la région pour que les Sahraouis soient indépendants. Aujourd'hui, nous voyons clairement que l'Europe et les États-Unis préfèrent clairement le premier choix et ainsi le Maroc réalise sa fin de politique étrangère, soit consolider sa présence et gagner la reconnaissance de plus en plus d'État. Pour comprendre ce cas, nous voyons que l'approche réaliste néoclassique est fortement explicative pour plusieurs raisons.

L'analyse au niveau du système international est une clé pour comprendre l'enjeu. Car bien qu'il s'agit, sans doute, d'un stimulus du système international pour l'adoption de la résolution de l'ONU sur le Sahara. De plus, certains acteurs, tels que l'Algérie, supportent fortement l'indépendance des Sahraouis. Par contre, le niveau de polarisation mondiale, notamment entre les États-Unis, l'Europe de son côté, et la Russie, poussent ces premiers à soutenir le Maroc en écartant la possibilité d'un tel référendum d'indépendance qui pourrait aboutir au passage du contrôle d'une région tellement stratégique par rapport à la sécurité énergétique et alimentaire de l'Europe, aux Sahraouis, soutenus dès le début par l'Algérie, alliée historique de la Russie qui menace gravement l'Europe tout en instrumentalisant « l'atout » énergétique, au détriment de la stabilité du royaume du Maroc. Sachant très bien que le rôle du Maroc dans cette image, le roi Mohammed VI, diplômé de sciences politiques et ayant une expérience considérable en affaires globales, il transforme le dossier du Sahara en une question vitale pour le royaume

et renforce énormément les relations politiques, économiques et sécuritaire, considérons la sécurité en large sens incluant la sécurité militaire, énergétique et alimentaire, avec les États-Unis et l'Europe.

C'est la raison pour laquelle, l'analyse des identités des acteurs de la région est nécessaire pour comprendre l'influence du système international. Pour cela, la construction de l'identité marocaine et sahraouie a été incluse au travail étant des facteurs qui influencent les stratégies des acteurs clés.

b - La vision du Mohammed VI sur la politique interne marocaine

Alors que nous pouvons résumer la question en quelques phrases, même si elles sont en peu longues, cette discussion est née de plusieurs questions pourque nous puissions la prouver, qui se font en fait l'objet d'analyse de la théorie réaliste néoclassique, à propos des dynamiques endogènes du Maroc, soit les variables intervenantes.

Dans l'étude, nous verrons que le roi Mohammed VI joue le rôle principal dans la prise de décision en ce qui concerne le dossier du Sahara étant le roi d'un royaume. En effet, il est une figure dominant dans la scène politique marocaine. En plus, l'héritier d'une dynastie qui contrôlait des larges territoires, y compris le Sahara, dont une partie importante est considérée perdue à cause du colonialisme, il perçoit, d'une part, le dossier du Sahara comme une question de sa monarchie, alors sa propre question. En soi, pour lui, l'indépendance du Sahara n'est guère une option du tout, soit sa ligne rouge. D'une part, il est bien conscient de la capacité de son pays et du fait qu'il a besoin du soutien politique et économiques de certains acteurs, surtout les trois acteurs clés. Pour cela, loin d'être influencé passivement des autres variables internes, il les façonne et instrumentalise dans la politique étrangère.

Premièrement, la capacité économique du Maroc est certes un facteur important qui influence sa politique étrangère. En effet, le Maroc, vu la vitalité de ses relations économiques avec la France, l'Espagne et les États-Unis pour la stabilité économique et

même politique du pays, est obligé de garder ses relations. Alors que cette dépendance économique limite le champ d'action du royaume, elle rend le Maroc, d'ailleurs, un allié fiable aux yeux de ces trois pays. Cette dépendance devient donc une autre raison pour laquelle ils soutiennent le Maroc face à l'Algérie. De l'autre côté, le Maroc constitue également un pays important pour l'économie de l'Europe vu les relations économiques et relations d'investissements entre les deux.

Puis, Mohammed VI adopte une série de politiques qui rend le dossier du Sahara une question d'existence pour le Maroc. En prenant un risque considérable, il focalise l'initiative autour de palais, alors la monarchie. Autrement dit, il risque la stabilité du régime en cas d'en échec sur le dossier du Sahara vu une réaction potentielle de l'armée et la future ambiguë de dizaines de milliers des Marocains installé au Sahara. Même si cette stratégie est risquée, nous voyons qu'elle fonctionne assez bien. Car avec cette stratégie, M. Mohammed VI consolide son message aux acteurs clés de l'affaire du Sahara. Si le Maroc perd le Sahara, la stabilité au Maroc sera en danger. En conséquence, nous voyons que ce message est bien reçu par les acteurs concernés.

Ensuite, concernant la capacité de l'État, le Maroc positionne soi-même sur une place stratégique pour la sécurité alimentaire, énergétique et industrielle de l'Europe. Grâce à ses ressources de phosphate riches, soit le 75 % des réserves mondiales, le Maroc est un acteur indispensable pour la sécurité alimentaire mondiale. De même, son potentiel énorme en énergies renouvelables et les politiques ambitieuses adoptées par l'État rendent le Maroc un acteur clé pour la sécurité énergétique de l'Europe. Et enfin, la place du Maroc dans les chaînes de valeurs globales renforce sa main dans la politique étrangère.

Pour conclure ce chapitre, on peut dire que cette stratégie du Maroc réussie considérablement. Car tout en consolidant sa place dans l'économie de l'Europe, Maroc devient un acteur économique de plus en plus indispensable. Ensuite, son positionnement politiques envers les États-Unis et l'Europe lui permet d'obtenir le soutien nécessaire dans un système international polarisé surtout après l'invasion russe en Ukraine. Dans ce succès, l'analyse réussie du système international et les dynamiques endogènes du pays

par le roi Mohammed VI a certes un rôle décisif. Enfin, nous voyons que la théorie réaliste néoclassique est conforme pour l'analyse de notre cas.



DEUXIEME PARTIE – RECONSIDÉRATION DE LA POSITION DU MAROC SUR LE DOSSIER DU SAHARA : CARACTÈRE INTERNATIONALISÉ ET REFLECTIONS SUR LES PROBLÈMES INTERNES ?

Après avoir analysé la construction de la politique étrangère du Maroc, nous nous pencherons particulièrement, dans la deuxième partie, sur la question du Sahara. Nous allons expliquer l'apparition du problème en tant que l'enjeu principal de la diplomatie marocaine tout en parlant de caractéristiques de la question qui jouent un rôle déterminant dans sa politique étrangère. Enfin, nous allons analyser la politique étrangère de Rabat sur le dossier du Sahara selon l'approche réaliste néoclassique.

Pour cela, nous allons d'abord parler de l'histoire et de la géographie de la région. Puis, étant liée avec l'histoire et la géographie de l'ouest du Sahara, nous allons expliquer la construction de l'identité sahraouie qui est certes l'un des facteurs qui influencent les stratégies des acteurs au sein du système international.

Ensuite, nous allons commencer à notre analyse par les variables intermédiaires car, comme nous verrons, les stimulus du système international sont considérablement influencés par les dynamiques endogènes du Maroc et, alors, sa Grande stratégie. De plus, nous ne voyons pas des stimulus systémiques coercitifs sur le Maroc pour adopter la décision mentionnée de l'ONU.¹¹⁹ C'est la raison pour laquelle, nous considérons que l'analyse de ces dynamiques est nécessaire avant de se lancer dans l'analyse au niveau du système. Sur ce point, nous allons parler d'abord de la perception des stimulus systémiques par les décideurs marocains. Puis, nous nous allons focaliser sur les autres dynamiques qui poussent les décideurs marocains à suivre une stratégie ferme sur la marocanité du Sahara ainsi qu'à être prudents. Ici, afin de concrétiser notre étude, nous allons mettre l'accent sur les dynamiques économiques, à part des dynamiques politiques et sociales du pays.

¹¹⁹ Yann Mens, « Le Sahara Occidental aiguise les appétits », *Alternatives Internationales*, 6, 2015, p.50.

Pour la dernière partie du travail, nous allons analyser le système international afin de comprendre comment le Maroc trouve la possibilité de maintenir et de consolider sa présence dans la région. Dans ce chapitre, nous allons parler les relations politiques entre le Maroc et les acteurs principaux reliés à l'affaire du Sahara. A ce state, nous allons profiter de notre analyse d'identité pour montrer comment les acteurs considèrent les aspects identitaires de la question du Sahara dans leurs politiques étrangères. Ensuite, nous allons analyser l'importance du Maroc pour l'économie des États-Unis en tant qu'un facteur qui renforce la main de Rabat sur le dossier.

A – La Question du Sahara : Histoire et facteurs économiques

Dans ce chapitre, nous tenterons de voir comment l'affaire du Sahara s'est problématisé et a devenu l'une des questions plus importantes de la politique étrangère du Maroc. Nous parlerons brièvement des dimensions historiques, politique et sociales et internationales de la question pour montrer l'apparition de l'identité sahraouie qui sera prochainement un obstacle contre l'indépendance du peuple sahraoui étant une conséquence de l'équilibre des puissances au sein du système international favorable pour le Maroc.

Premièrement, vu les condition géographiques et climatiques, les Sahraouis ne construisaient jamais une entité étatique dans l'histoire. Malgré que le Maroc possède historiquement une certaine autorité religieuse et politiques sur les tribus sahraouies, il est difficile de parler d'une souveraineté politique totale sur ces populations nomades qui vivent dans la région. Déjà, la densité démographique d'une région et la manque des ressources alimentaires avant la découverte du phosphate, ne constituait pas une raison pour laquelle les rois marocains fassent un effort pour établir une telle autorité intense. Sur ce point, on peut dire que l'autorité des sultans marocains sur les Sahraouis est important pour le maintien des activités commerciales entre le Maroc et le Sahara.

Néanmoins, la colonisation espagnole constitue la base de la question du Sahara. L'occupation de l'ouest du Sahara provoque les sentiments nationalistes au sein des Sahraouis. Lors de l'occupation espagnols, les Sahraouis comment la première fois à vivre ensemble comme des ouvriers dans les usines construites par les Espagnols pour surtout l'exploitation du phosphate. Dans cette période-là, ils commencent à être au courant des mouvements nationalistes au monde telle qu'au Maroc, en Algérie ou en Egypte.

Quant aux Espagnols, leurs politiques suivies au Sahara construisent la base de la question du Sahara. Ils ont établi une entité politique séparé du Maroc à l'ouest du Sahara qui n'existait pas avant. Lorsqu'ils départent de la région en 1975, au lieu de décoloniser la région en donnant l'autorité au Sahraouis, l'Espagne a laissé le contrôle de la région au Maroc et à la Mauritanie.

Ainsi, le Maroc et la Mauritanie ont intervenu dans la région, l'un du nord, l'autre du sud. Cette intervention a provoqué la réaction des Sahraoui organisés auparavant contre l'occupation espagnoles, et ils se sont lancés dans une lutte armée contre les deux pays. Bien que la Mauritanie ait renoncé à toutes ses revendications sur la région, le Maroc, loin d'y renoncer, a pris les territoires évoqués par la Mauritanie. À partir de l'intervention marocaine, la résistance sahraouie s'est tournée contre le Maroc. À la suite d'une série de conflits violents dans lesquels aucune des parties n'ont pas gagné pas une victoire décisive sur l'autre, entre le Maroc et le Polisario, ils ont déclaré le cesse-feu en 1991. Depuis ce moment-là, le Maroc contrôle presque le 80 % de la région, grâce à la Mur de sables coupant l'accès du Polisario aux régions incluant les gisements de phosphate,¹²⁰ alors que le Polisario conduit une lutte diplomatique contre le Maroc avec l'aide des certains pays, surtout de l'Algérie afin de faire appliquer la résolution de l'ONU prévoyant un referendum a l'option d'autodétermination.

Toutefois, l'identité sahraouie elle-même constitue un problème pour que les Sahraoui trouvent un soutien sur la scène internationale pour leur cause. Les Sahraouis ne constituent historiquement pas une nation unie. Avant la colonisation espagnole, il y

¹²⁰ John Damis, « Morocco and the Western Sahara », *Current history*, 89:546, 1990, p.165-186.

avait une série des tributs sahraouies qui vivent dans la région tandis qu'il ne s'agissait pas d'une autorité de l'une d'elles sur les autres. Au contraire, c'est l'autorité des sultans marocains qui semblait être la seule autorité « universelle » sur les tribus sahraouies même si elle était plutôt symbolique. En plus, le nombre des Sahraouis nomades, en comparaison de la taille de la région, restaient très peu, soit quelques centaines de milliers. De même, le fait que les Sahraouis n'ont aucune tradition administrative et étatique met leur capacité d'être un État en question car l'existence de la RASD, manquée des ressources financières et militaire indépendantes, en tant qu'État est contestable. Il s'agit d'un État existe plutôt au niveau diplomatique.¹²¹

En ce qui concerne l'identité sahraouie, le point le plus déterminant est leur positionnement idéologique. Dès sa création, le Polisario est soutenu par l'Algérie. Aujourd'hui, le siège gouvernemental effectif se trouve en province de Tindouf en Algérie qui est pratiquement un champ de réfugié.¹²² L'existence des Sahraouis dépende totalement en soutien en provenance de l'Algérie. C'est la raison pour laquelle, un État sahraoui se considère par la France, l'Espagne et les États-Unis comme un prolongement de l'Algérie dans la région. Ici, l'Algérie est un allié proche de la Russie bien que le Maroc se fasse un allié historique de l'occident. Donc, ces acteurs ne trouvent pas le fait de risquer leurs relations avec le Maroc pour que les Sahraouis gagnent leur indépendance au point de risquer la stabilité régionale et la stabilité au sein du royaume du Maroc en détruisant le statu quo en faveur de l'Algérie. Par conséquent, ces pays suivent une politique pragmatique sur la question du Sahara malgré la décision de l'ONU.

¹²¹ Mürsel Bayram, « Sahra Arap Demokratik Cumhuriyeti'nin Diplomatik Ontolojisi », *Liberal Düşünce Dergisi*, 25:97, 2020, p.168.

¹²² Jean-François Daguzan, « La politique étrangère de l'Algérie : le temps de l'aventure ? », *Politique étrangère*, 3, 2015, p.31-42.

1- Qu'est que la question du Sahara ? Les dimensions historiques, politiques, sociales et internationales du problème

a - Géographie de la région

Afin de comprendre la géographie de l'ouest du Sahara, il est tout d'abord nécessaire de transmettre au lecteur le sens étymologique du concept qui donne son nom à la région. Étymologiquement, le Sahara « occidental » est apparu comme un nom désignant l'emplacement occidental de la région dans les vastes déserts du continent africain. Dans ce travail, nous parlerons de la région comme l'ouest du Sahara ou simplement Sahara.

L'ouest du Sahara, situé à un point très stratégique sur la côte atlantique de la région nord-africaine, est une région dont les frontières sont tracées par les États coloniaux occidentaux conformément aux objectifs impériaux, sans tenir compte des facteurs naturels, tout comme dans d'autres pays africains. On peut affirmer que la région du Sahara se trouve à un point très important, notamment en termes de la géopolitique méditerranéenne. Parce que l'importance géopolitique croissante de la géographie méditerranéenne après les découvertes géographiques a fait du Sahara une région stratégique d'un point de vue géopolitique.

Compte tenu de cette situation limite, il y a 443 km frontière entre la région et le Maroc, 42 km entre l'Algérie et 1561 km entre la Mauritanie. La frontière de la région du Sahara avec l'océan Atlantique est d'environ 1100 km.¹²³ En général, le Sahara se compose de trois parties principales. La première est la région du nord-est de la chaîne des montagnes de l'Atlas aux collines de Zemmour. Cette région est un désert rocheux avec des montagnes escarpées. La deuxième partie est constituée de rivières. Cette région comprend la vallée du Draa au nord et le Jat à l'ouest. Cette vallée reçoit de courtes pluies, surtout en automne. Pour cette raison, il est connu comme la zone où l'eau est collectée.

¹²³ « FMO Country Guide: Western Sahara Author: Danielle van Brunt Smith, Page consultée le 31 mai 2022, https://kipdf.com/fmo-country-%20guide-western-sahara-author-danielle-van-brunsmith_5aae26121723dd1fd76a7673.html.

Comme il s'agit d'une zone pluvieuse, la zone en question est propice à la culture du maïs et de l'orge. La troisième région est Rio de Oro (Rivière d'or). La zone en question comprend une garrigue composée de plaines plates et de dunes de sable.

La région du Sahara, qui constitue la frontière occidentale du Grand Désert du Sahara, se trouve au sud du Maroc, à l'ouest d'Algérie et de la Mauritanie d'aujourd'hui. Etant donné que cette région désertique ne possède pas des ressources alimentaires riches pour l'installation des populations humaines et la construction des grandes villes, sa densité de population demeurerait toujours faible en comparaison avec les régions fertiles et plus convenables pour la vie humaine qui se trouvent au nord du Sahara, dont le Maroc. Le 18,8 % de la région est convenable pour l'agriculture tandis que le 19% permet l'élevage.¹²⁴

Sa géographie joue certes un rôle important dans le destin de la région du Sahara. Toutes les analyses qui ne prennent pas en compte sa géographie, seront donc manquées pour expliquer les enjeux du Sahara. Le climat désertique, l'absence des rivières qui restreint la transportation, la faute des ressources alimentaires pour l'installation des grandes populations humaines, caractérisent les populations sahraouies ainsi que le destin de la région.

b - Histoire de la région

Malgré les conditions défavorables pour la vie humaine, les tribus nomades sahraouies vivaient dans le Sahara pendant des siècles. L'élevage et le commerce constituent les activités économiques principales dans la région qui se fait un point de passage entre l'Afrique du nord et l'Afrique subsaharienne. Au sens démographique, les Sahraouis constituaient le peuple du Sahara. Les Sahraouis, un peuple qui combine la

¹²⁴ « Western Sahara - Geography. » n.d. Page consultée le 31 mai 2022. <https://www.arso.org/05-2.htm>.

synthèse d'Africains berbères et d'Arabes qui émigrent dans la région depuis la géographie arabe au 13^e siècle, s'imposent comme un peuple hybride.¹²⁵

Bien que le nord de la région, soit le Maroc d'aujourd'hui, ait abrité plusieurs royaumes au long de l'histoire, tant que les Romains, les émirats Musulmans, etc., le Sahara demeurait indépendant jusqu'à l'arrivée des Espagnols au XIX^e siècle. Il s'agit de plusieurs facteurs pour ce fait. D'abord, la région était dépourvue des ressources alimentaires pour fournir des grandes populations humaines, notamment urbaines. Les populations nomades sahraouies n'ont pas construit des villes. Puis, les conditions climatiques et la même faute de ressources en question limitent considérablement le nombre des populations nomades. Nous ne voyons donc pas des très grandes tribus qui pourraient construire des confédérations nomades, comme on voit à l'Asie centrale. Aucun de ces tribus n'étaient pas assez fortes pour assujettir les autres au long terme. De plus, même si une tribu domine l'autre, les conditions environnementales ne permettaient ni à vivre ensemble en grand nombre ni le maintien de la domination puisqu'il n'y a pas de rivières qui pourrait faciliter le transport pour cela. De plus, les mêmes dynamiques de décentralisation sont qui sont valables pour les autres populations nomades, sont valables également pour les sahraouis.

Jusqu'au VII^e siècle, les Berbères du Sahara vivaient en tribus indépendantes. Alors que les Romaines contrôlaient le nord du Sahara, leur pénétration dans le Sahara demeurait limitée à cause des barrières naturelles, voire la géographie et les conditions climatiques défavorables, et la difficulté extrême de contrôler une région tellement large qui abrite des populations nomades habituées à l'indépendance. Par ailleurs, les cousins Berbères des Sahraouis qui vivaient au nord du Sahara, étaient en contact direct avec des Romaines. Quant au Sahara, il y avait des routes commerciales qui rendent possibles des échanges commerciaux ainsi que culturelles. En revanche, il est difficile de parler de la romanisation ou christianisation des Sahraouis. L'influence romaine avait demeuré limitée sur les peuples sahraouis.¹²⁶

¹²⁵ Sidi M. Omar, « The Right to Self-Determination and the Indigenous People of Western Sahara », *Cambridge Review of International Affairs*, 21:1, 2008, p.44.

¹²⁶ Ibn Khaldun, « Kitab-el Maghreb », *Al Muqaddima*, Dergah Yayınları, İstanbul, 2010, p.15.

Après le VII^e siècle, les conquéreurs musulmans sont arrivés au Sahara. Ils ont conquis d'abord les villes au nord. Dans ce processus, les Berbères au nord, ont accepté progressivement l'Islam. Par contre, l'Islamisation des tribus nomades nécessitait plus de temps. Les conflits entre les Musulmans et les Berbères païens, y compris les Sahraouis, a continué jusqu'à la fin du XII^e siècle. Pendant cette période, la région témoigne une série de guerre et révoltes sanglantes. Les Musulmans devaient organiser plusieurs campagnes militaires afin de contrôler la région. Bien que le contrôle des villes au nord ait été relativement plus facile, le fait d'assujettir les Sahraouis nomades a coûté chers au khalifat de Damas. En effet, les Musulmans ont reçu plusieurs défaites face aux Berbères. D'ailleurs, grâce à l'aide des Berbères islamisés, qui connaissaient bien la région et en l'absence de l'union entre les Sahraouis, l'islamisation des Berbères-Sahraouis est achevée. De plus, l'Islam a trouvé la chance pour se diffuser dans le Sahara via les routes commerciales.¹²⁷

Après l'islamisation, l'identité sahraouie d'aujourd'hui a commencé à se former. Ils se sont mélangés avec les Arabes qui venaient de la péninsule arabe et la culture arabo-musulmane domine la culture nomade-païenne berbère. Alors qu'ils n'ont pas quitté leur propre langue, le berbère, l'arabe est devenue la langue de religion et de culture. De plus, les Berbères ont joué des rôles importants dans les conquêtes en Espagne. Dans ce processus, les Musulmans ont préféré préserver les hiérarchies existantes dans les tribus Berbères. Après qu'ils acceptent l'Islam, les chefs ont gardé généralement leurs positions. Cela contribue certes à la facilitation de diffusion de l'Islam.

Toutefois, on ne peut pas dire la même chose pour la domination politique des sahraouies. Même si plusieurs tribus berbères ont converti à l'Islam, les mouvements indépendantistes trouvaient une réponse forte notamment parmi les Sahraouis nomades. Vécus indépendants pendant des siècles, même pas dominés par l'une d'elle pour longtemps, les Sahraouies révoltaient en chaque occasion contre le gouvernement au centre. De plus, tout en gardant l'identité musulmane, une partie d'eux soutenaient les

¹²⁷ Tadeusz Lewicki, « Les origines de l'Islam dans les tribus berbères du Sahara occidental: Mūsā ibn Nuṣayr et Ubayd Allāh ibn al-Ḥabḥāb », *Studia Islamica*, 1970, p.203-214.

mouvements kharijites contre le califat central, soit omeyyade soit abbaside. Même après les révoltes et leur assujettissement devant les rois marocains, le rattachement des Sahraouies nomades aux autorités centrales restait toujours superficiel et le contrôle des autorités sur la région était toujours en question étant donné qu'il n'y avait ni des villes, ni des populations sédentaires.

Néanmoins, son emplacement carrefour sur les routes commerciales a rendu l'ouest du Sahara attractif pour les Européens en termes de colonialisme au 15^e siècle, lorsque la colonisation espagnole est établie pour la première fois.¹²⁸ L'Espagne, l'un des États pionniers des découvertes géographiques, également a tenté d'établir des régimes coloniaux dans diverses régions du monde. Dans ce contexte, l'Espagne, comme de nombreux États européens, a les yeux rivés sur des ressources africaines qui n'ont pas encore été exploitées. L'une des régions stratégiques qui intéressait l'administration espagnole en raison de ses politiques de colonisation en Afrique est donc la région de l'ouest du Sahara.¹²⁹

L'intérêt de l'Espagne pour la région du Sahara a commencé après l'annexion des îles Canaries aux Espagnols. Parce qu'après ce développement, les Espagnols ont commencé à organiser des expéditions vers les côtes du Sahara afin de répondre à leurs besoins en main-d'œuvre. Par conséquent, l'intérêt de l'Espagne pour le Sahara a émergé avec des activités visant à répondre au besoin de main-d'œuvre, qui peut également être qualifiée de chasse aux esclaves. La première tentative concrète de l'Espagne d'établir un régime colonial dans la région en capturant le Sahara a eu lieu en 1476. Le gouverneur colonial espagnol des îles Canaries, Diego Garcia de Herrera, qui tente de coloniser la région du Sahara au cours de l'année susmentionnée, essaye de construire le fort connu sous le nom de Santa Cruz de Mar Pequene.¹³⁰ Dans ce contexte, les Espagnols, qui tentaient de construire des bases navales sur la côte, veulent être permanents dans la région

¹²⁸ Marco Balboni, Giuliana Laschi, « Introduction », *The European Union Approach towards Western Sahara*, ed. Marco Balboni, Giuliana Laschi, Brussels: P.I.E. Peter Lang, 2017, p.13.

¹²⁹ Janos Besenyo, « The Occupation of Western Sahara by Morocco and Mauritania », *Tradecraft Review*, 6:1, 2010, p.82.

¹³⁰ John Mercer, *Spanish Sahara*, London, Allen & Unwin, 1976, p.84-85.

du Sahara, mais ils n'y parvenaient pas à cause de la résistance des tribus sahraouies. En 1524, l'Espagne doit se retirer de la région après que les Sahraouis, qui résistaient au colonialisme espagnol, se soient emparés de la région et surtout du fort de Santa Cruz de Mar Pequene.¹³¹

En 1884, l'Espagne a décidé d'occuper la côte du Sahara pour défendre les îles Canaries et, en partie, pour freiner la piraterie. Dans ce contexte, l'Espagne a déclaré en décembre 1884 qu'elle établirait une administration de protectorat, de facto, dans la région du Cap-Blanc au Cap Bojador. Cette proclamation visait à légitimer le colonialisme. Elle est approuvée, autrement dit légitimée, par les participants à la conférence de Berlin, le 26 février 1885. En bref, les mouvements coloniaux de l'Espagne à l'ouest du Sahara ont gagné une base légale avec la Conférence de Berlin.¹³²

Au fait, l'Espagne a créé la « Hispanic African Trade Company » en 1884 afin d'organiser des expéditions maritimes susceptibles d'étendre ses colonies.¹³³ Les Espagnols utilisant la puissance économique de ladite société, une expédition maritime s'est organisée vers Côtes du Sahara sous la direction d'Emilio Bonelli Hernando. En conséquence, le contingent espagnol dirigé par Bonelli Hernando a occupé Dakhla et y a établi une colonie commerciale.¹³⁴ Cette période coloniale espagnole dans la région se poursuit jusqu'en 1976.¹³⁵

En revanche, il n'est certainement pas possible de dire que les Espagnols dominant toute la région en 1884. Parce que les Espagnols ne pouvaient guère s'installer dans les régions intérieures du Sahara qu'en 1934. En 1946, l'administration espagnole de l'Afrique de l'Ouest s'est établie sur une base légale.¹³⁶ Le développement qui a conduit à une plus

¹³¹ Anthony G. Pazzanita, *Historical Dictionary of Western Sahara. Historical Dictionaries of Africa*, The Scarecrow Press Inc., London, 2006, p.76-95.

¹³² Tony Hodges, « The Western Sahara File », *Third World Quarterly*, 6:1, 1984, p.74-116.

¹³³ *Ibid.*, p.33-36

¹³⁴ John Mercer, *Spanish Sahara*, London, Allen & Unwin, 1976, p.106-107.

¹³⁵ Bayram, *op. cit.*, p.168.

¹³⁶ Besenyo, *op. cit.*, p.56.

grande intervention espagnole l'ouest du Sahara et donne à la région sa valeur économique extraordinaire a été la découverte de phosphates à Bou-Craa en 1949.¹³⁷

L'ouest du Sahara, sous la domination coloniale espagnole, demeurait considéré comme un district de l'Espagne jusqu'en 1961.¹³⁸ Après 1961, la région est définie avec le statut de région non autonome.¹³⁹ Parce que parallèlement au processus de décolonisation, l'Espagne, dans la région du Sahara, avait à la fois un statut juridique et un intérêt pour la région, commence à mettre en œuvre certaines réformes concernant le bien-être des habitants de la région. Par conséquent, le début du problème du Sahara s'est produit dans le cadre des processus de décolonisation. Parce que le problème susmentionné est étroitement lié à l'incapacité de réaliser le droit à l'autodétermination.

Pour autant que l'on sache, dans le cadre des résolutions concernant le processus de décolonisation mis en œuvre par les Nations Unies en 1960, la région du Sahara sous la colonie espagnole est incluse parmi les régions où le colonialisme serait liquidé par le Comité de décolonisation des Nations Unies en 1963. Face à cette démarche, les Espagnols veulent rester dans la région dans la première étape. Ils essayent de prouver qu'ils étaient satisfaits de l'administration espagnole et font diverses tentatives dans ce sens.

L'Assemblée générale des Nations Unies a pris sa première décision en 1965 vers l'objectif de décolonisation de la région du Sahara et invite l'Espagne à mettre fin à son colonialisme dans la région conformément au principe d'autodétermination des peuples. Là-dessus, l'Espagne affirme qu'elle avait organisé un référendum à la suite du référendum organisé en 1966 que les Sahraouis, selon les résultats, voulaient rejoindre l'administration espagnole avec 90% des voix.¹⁴⁰ L'Espagne a déclaré, outre, que des négociations devaient être engagées afin de résoudre les problèmes liés à la souveraineté au Sahara. Par

¹³⁷ Marco Balboni, Giuliana Laschi, op. cit., p.13.

¹³⁸ Mundy, **op. cit.**, p.212.

¹³⁹ Ceren Gürseler, « Fas'ın Yerel Yönetim Politikalarının Batı Sahra'nın Self Determinasyonu ile Sınırı », *Aksaray Üniversitesi İktisadi ve İdaribilimler Fakültesi Dergisi*, 11, 2019, p.16.

¹⁴⁰ John Mercer, *Spanish Sahara*, London, Allen & Unwin, 1976, p.106-107.

contre, les efforts de l'Espagne n'ont pas donné pas des résultats concrets face aux pressions de décolonisation de l'ONU.

Comme on peut le voir, le Conseil de sécurité des Nations Unies traite la région dans le cadre des zones où le colonialisme devrait être éliminé. Pour cette raison, l'Espagne, ne voulant pas affronter la communauté internationale dans le processus, accepte finalement de se retirer de la région. L'accord, qui comprenait le retrait de l'Espagne de la région, est le traité de Madrid, qui a été signé en 1975. À l'occasion de l'accord, l'Espagne accepte de se retirer du Sahara et transfère son autorité sur cette région au Maroc et à la Mauritanie¹⁴¹ espérant le maintien de son influence économique sur la région via relations positives développées avec ces deux pays.

Après cette période, le peuple sahraoui vivant dans la région doit exercer son droit à l'autodétermination dans le cadre des résolutions des Nations Unies. Pourtant, au contraire, le Maroc et la Mauritanie demandent à la région de rejoindre leurs territoires. Par ailleurs, la Mauritanie, elle craigne contradictoirement que si l'ouest du Sahara était incluse dans le Maroc, elle ne devienne la cible de l'expansionnisme marocain.¹⁴² D'une part, le Maroc considère la région du Sahara comme faisant partie de son espace historique et revendique la région en exprimant le facteur de proximité géographique et les liens historiques entre les sultans marocains et les tribus sahraouies dont nous discuterons en détail dans les chapitres suivants. D'autre part, la Mauritanie a revendiqué des droits sur la région en attirant l'attention sur la proximité entre les habitants de la région et son propre peuple dans le contexte d'éléments tels que la langue, la religion et la culture après le colonialisme espagnol. En fait, bien qu'il existe actuellement une décision consultative ouverte de la Cour internationale de Justice selon laquelle le peuple du Sahara peut déterminer son avenir dans le cadre de son droit à l'autodétermination, les deux tiers de la région sont contrôlés par Maroc. Comme on peut le comprendre d'ici, l'administration de

¹⁴¹ Janos Besenyo, **op. cit.**, p.82.

¹⁴² **Ibid.**

Rabat poursuit aujourd'hui ses revendications sur la région. Et le statu quo actuel est en faveur du Maroc pour plusieurs raisons qui font le sujet de ce travail.¹⁴³

D'ailleurs, la zone contrôlée par la République arabe saharienne démocratique (RASD), qui a été créée le 27 février 1976, est également appelée la « zone libre ». En d'autres termes, le mouvement de résistance armée que les Sahraouis lancent contre le Maroc à travers la création du Front Polisario en 1973, s'est évolué vers une nouvelle phase avec la création de la République arabe saharienne démocratique en 1976. La région située sur le territoire de cet État, est également considérée comme une région libérée dans un sens. Sans aucun doute, la principale raison de cette initiative de l'État est l'idée d'empêcher le Maroc de profiter du vide de pouvoir qui pourrait survenir dans la région après le retrait de l'Espagne de la région.¹⁴⁴ Aujourd'hui, la RASD vive dépendante de l'aide de l'Algérie que dont les fins sur la région ne sont pas négligeables.

Aujourd'hui, seuls 48 pays reconnaissent la RASD. En fait, le nombre d'États qui ont reconnu la République arabe saharienne démocratique en 2016 atteint 85. Cependant, à la suite des efforts diplomatiques du Royaume marocain et de ses pressions sur d'autres États, de nombreux pays retirent leur décision de reconnaître la République arabe saharienne démocratique. Pour cette raison, le nombre en question est actuellement 48 aujourd'hui.¹⁴⁵ À cet égard, le système international, le sujet notre étude, joue certes un rôle important.

Actuellement, l'administration de Rabat agit dans le cadre du plan du *Grand Maroc*. Par conséquent, elle essaie d'empêcher le plein exercice du droit du peuple de la région à l'autodétermination. En d'autres termes, le Maroc empêche le « Sahara occidental » de devenir indépendant. En outre, nous savons que le Maroc cherche des moyens de garder la région sous son contrôle et de légitimer sa présence de facto à travers des arguments tels que l'autonomie et la décentralisation. En fait, il est possible de voir

¹⁴³ Batı Sahra Sorunu ve Afrika'nın Güvenliği. n.d. www.aa.com.tr. Page consultée le 15 mai 2022, <https://www.aa.com.tr/tr/analiz-haber/bati-sahra-sorunu-ve-afrikanin-guvenligi/1147826>.

¹⁴⁴ Ibid.

¹⁴⁵ Ibid.

que l'administration de Rabat ouvert à la discussion divers paquets de réformes visant à atteindre cet objectif.¹⁴⁶

Le Grand Plan marocain est apparu comme un idéal irrédentiste aux yeux des décideurs du pays après l'accession à l'indépendance de l'administration de Rabat, le 2 mars 1956. Cet idéal considère la majeure partie de l'ouest de l'Algérie et du nord du Mali, ainsi que l'ensemble de la Mauritanie et du Sahara comme faisant partie de la géographie marocaine historique. En d'autres termes, le Plan de Grand Maroc comprend une vision basée sur un expansionnisme marocain, qui envisage l'unification des régions colonisées espagnoles. Le « Grand Maroc » fait référence à l'idée de faire revivre ou, en d'autres termes, de reconstruire l'Empire Almoravide. Le but d'empêcher son utilisation vers l'extérieur est étroitement lié à l'idéal du Grand Maroc, qui ce pays a adopté comme cible expansionniste. Par ailleurs, on ne peut pas dire que le Maroc adopte toujours le Plan de Grand Maroc. Car, au-delà d'une nostalgie historique, le Maroc vise à contrôler la région pour des raisons politiques et économiques.

Le Maroc, qui vise à utiliser le droit à l'autodétermination a l'option d'une autonomie élargie au Sahara en interne, pense qu'il peut contourner le droit international, ou en d'autres termes, éliminer les exigences du droit international.¹⁴⁷ En d'autres termes, selon l'administration de Rabat, le droit à l'autodétermination dans la région peut être considéré comme exercé par la tenue d'un référendum interne. Le Maroc considère que le droit à la sécession est à l'ordre du jour comme une situation contraire à son intégrité territoriale. Un tel référendum proposé par le Maroc exclue l'option de l'indépendance ainsi que le scrutin électoral inclue les marocains, et leurs successeurs, venant au Maroc lors de la March verte.

En résumé, l'administration de Rabat interprète le problème du Sahara comme son propre problème interne. D'autre part, le Front Polisario déclare qu'un référendum global devrait être organisé dans toute la région, y compris l'option de l'indépendance. Le Front

¹⁴⁶ Gürseler, **op. cit.**, p.9.

¹⁴⁷ Aomar Baghzouz, « Le Maghreb, le Sahara occidental et les nouveaux défis de sécurité », *L'Année du Maghreb*, 3, 2007, p.523-546.

Polisario affirme qu'un tel vote est un droit légitime découlant du droit international. À ce stade, il convient de noter à nouveau que ; en effet, en vertu du droit international, le Sahara a le droit de déterminer son propre avenir. L'exercice de ce droit a longtemps été empêché. Le partenaire le plus important avec lequel la République arabe saharienne démocratique s'est tournée vers la coopération face à la politique de blocage du Maroc est l'Algérie, l'un des États de la région.

Tout ce tableau révèle clairement que la question du Sahara est une question sérieuse et actuelle. En fait, la question en question n'a pas encore été résolue, même si cela fait des décennies que la Cour internationale de Justice a rendu sa décision à ce sujet. Cependant, comme expliqué dans ce titre de l'étude, le problème a aussi un arrière-plan historique, identitaire et économique. Parce que, comme indiqué ci-dessus, le problème dans la région a une histoire profondément enracinée qui remonte à la période coloniale espagnole.

2- Dimensions identitaires : Le sahraouisme

a - Les Sahraouis avant la colonisation espagnole

L'identité sahraoui est certes l'un des titres les plus importants de la question du Sahara. La lutte des sahraouis se manifeste comme une lutte d'une nation qui n'a pas utilisé son droit d'autodétermination à la suite de la décolonisation à cause des autres acteurs, soit le Maroc, la Mauritanie et les autres qui les soutiennent. D'ailleurs, certaines caractéristiques de cette identité se font des arguments pour les thèses du Maroc. Alors, il faut que l'on analyse l'identité sahraoui étant donné qu'elle constitue un facteur qui renforce la main du Maroc sur la scène internationale. Car le Maroc néglige l'identité sahraoui et la considère comme une sous-identité marocaine. En effet, 2014, le roi Mohammed VI déclare :

« Les Marocains, c'est un brassage civilisationnel authentique entre toutes les composantes constitutives de l'identité marocaine. Pour nous, ils sont tous égaux, sans distinction entre le « Jebli » et le Rifain, entre le Sahraoui et le Soussi, etc. »¹⁴⁸

Toutes les identités, soit religieuses soit nationales, sont construites. Alors qu'il s'agit des processus de socialisation dans toutes les sociétés et qu'il y a des valeurs, mœurs, traditions communes qui constituent ses identités, la construction de la nation, dans le sens modern, est un processus plutôt politique mené par les acteurs Étatiques afin de consolider l'intégrité interne de leur pays. La manifestation politique de tous ses points communs dans les peuples sert à constituer une idée de nation.¹⁴⁹

Selon l'ordre westphalien, la nation se fait l'une des sources principales de la souveraineté. Après la Première Guerre mondiale, les principes de Wilson affirment le droit d'autodétermination de toutes les nations au monde. En effet, plusieurs peuples se révoltent contre les autorités centrales pour l'indépendance. L'idée principale sur ce point est qu'une nation n'accepte qu'elle-même comme souverain sur elle et que la souveraineté d'une nation tierce est illégitime. Bien qu'elle se voie logique de cette perspective, la balance de pouvoirs entre les États ne permettent pas plusieurs nations à obtenir leurs indépendances, dont les Sahraouis.

Il est vrai que plusieurs peuples gagnent le caractère de nation assez récemment et ils ont désormais des États indépendants. On peut montrer l'exemple de l'Ukraine sur ce point. Tandis qu'Ukrainiens n'existaient pas comme une nation dans l'histoire et l'Ukraine est le nom d'une région dans l'Empire russe, l'entité politique ukrainienne a été créée par la Russie soviétique et l'identité ukrainienne l'a suivie. De plus, par exemple, la Syrie, la Jordanie ou l'Iraq sont des États qui ont été créée après la chute de l'Empire ottoman. La caractéristique commune de ces États est que la grande partie de leurs

¹⁴⁸ Claire Cécile Mitatre, *Le patrimoine contre la révolution. Conflits de représentations du Sahara occidental, Cahiers d'études africaines*, 2018, p.69-102.

¹⁴⁹ Benedict Anderson, *Imagined communities: reflections on the origin and spread of nationalism*, London, New York, Verso, 2016, p.206

populations est sédentaire. Pareillement, ils disposent plus ou moins les ressources économiques pour maintenir la vie. En comparaison avec le territoire, le nombre d'habitants permet de construire et maintenir les entités nécessaires pour une structure étatique. En outre, la présence des institutions existantes des anciens souverains facilite la construction d'un État pour ces populations qui vivaient sous la souveraineté d'un tel ou tel État pendant des siècles. Néanmoins, bien qu'il s'agisse désormais d'une identité sahraouie, il est difficile de parler d'une nation sahraoui capable de construire un État pour plusieurs raisons.

Avant de détailler cette idée, il faut d'abord donner quelques explications conceptuelles car l'identité sahraouis et les arguments du Maroc ne sont pas pu être compris sans que l'on définisse les caractéristiques de la région et de son peuple. Des études historiques sur la région indiquent que les Sahraouis actuels représentent une fusion des indigènes Sanhadja berbères, Africains et Arabes venus d'Arabie au 13^e siècle de la péninsule arabe.¹⁵⁰ Comme on a mentionné au-dessus, le Sahara est une région immense désertique. La faute des ressources alimentaires empêche l'apparition des villes et rende la vie sédentaire presque impossible. Le même facteur limite le nombre de personnes des tribus nomades qui continuent une vie mobile dans le désert. De même, cela prévient la présence de plusieurs tribus dans les locations proches et limite l'interaction entre les tribus qui vivaient déjà dans une région immense. Nous ne pouvons donc parler d'une cohabitation de plusieurs tribus. Au contraire, les conflits entre les tribus pour les ressources alimentaires déjà rares rendaient une unité encore une fois plus difficile¹⁵¹ ainsi que le fait que l'allégeance au tribut constitue la plus haute des allégeances. Il ne s'agit d'aucune preuve historique qui prouve qu'une tribu pourrait établir une souveraineté durable sur les autres dans cette région.¹⁵² Les Sahraouies, origines Berbères, étaient indépendant d'un souverain étranger ainsi qu'un souverain d'eux même.¹⁵³ En effet, ce n'est pas un hasard que le mot Amazigh utilisé pour définir les Berbères du Maghreb, veut

¹⁵⁰ Omar, **op. cit.**, p.44.

¹⁵¹ Irbah, **op. cit.**, p.75-77.

¹⁵² **Ibid.**, 22.

¹⁵³ Augustin Bernard, « Le Sahara Occidental », *Annales de géographie*, 45:299, Armand Colin, 1932, p.91-94.

dire « homme libre ». Bien qu'ils aient partagé la même culture désertique, les langues similaires et la même religion, après leur conversation à l'Islam, l'idée d'une unité n'a pas existé parmi les populations sahraouies nomades habituées à l'indépendance.

Pourtant, on ne peut pas expliquer l'absence de l'idée de l'union, qui pourrait plus tard rendre possible d'une idée de nation, avec seulement de leur mode de vie nomade ou l'immensité de la région désertique. Par exemple, alors que les conditions similaires étaient valables pour les tribus nomades de l'Asie centrale, ils ont pu établir des confédérations des tribus et des entités pré-étatiques. Pour eux, on voit que la guerre contre un ennemi commun, voire la Chine, devient un moteur unificateur pour les tribus nomades, soit les Turcs soit les Mongols, de l'Asie centrale. La présence d'un ennemi commun qui tentait parfois d'occuper les territoires contestés et menace leur indépendance, pousse les tribus, qui sont souvent en conflit entre elles-mêmes, à se rassembler. Ainsi, on construit une histoire commune des tribus qui partagent les cultures similaires. Toutefois, jusqu'à l'arrivée des Espagnols, les Sahraouis n'ont pas vu une occupation qui pourrait provoquer les sentiments nationalistes contre les envahisseurs et contribuer à l'apparition d'une certaine idée commune de nation. Ils n'ont ni le moteur unificateur ni une histoire commune pendant des siècles. Ils étaient des peuples proches dans la même région, en très peu d'interaction, plutôt qu'une nation. Par conséquent, le Maroc affirme toujours qu'il ne s'agit pas d'une nation sahraouie mais ils se font partie de la nation marocaine. Même si l'argument du Maroc n'est pas cent pourcent correct, il est également difficile de dire qu'il n'a aucune base historique.

Après avoir parlé du caractère historique contestable l'identité sahraouie, il faut parler de la possibilité d'établissement d'une entité étatique au Sahara par les Sahraouis étant donné que l'incapacité des Sahraouis à établir un État stable fait l'un des arguments prononcés implicitement par le Maroc pour prouver que le contrôle d'une région si stratégique, par rapport à plusieurs raisons dont on va parler dans le chapitre suivant, ne pourrait pas être donné aux Sahraouis qui n'ont aucune expérience de gouvernement étatique.¹⁵⁴

¹⁵⁴ Irbah, **op. cit.**, p.23.

D'abord, historiquement, jusqu'aux royaumes marocains, aucun État n'a pas eu un contrôle considérable dans la région du Sahara. À l'Antiquité, ni les Phéniciens, ni les Romains qui ont pu établir une certaine souveraineté au nord de la région, n'ont jamais pénétré cette partie du Désert du Sahara vu les barrières naturelles. Déjà, en comparaison avec le nord-ouest de l'Afrique, voire le Maroc d'aujourd'hui, qui dispose des ressources alimentaires abondante grâce à la qualité des terres et le climat favorable pour la vie humaine et l'agriculture, le Sahara ne faisait pas une région attirante pour les envahisseurs. De plus, l'immensité de la région et l'absence des approvisionnements dedans, rendaient les campagnes militaires presque impossibles.

Quant aux royaumes au Maroc, on voit toujours une situation similaire en ce qui concerne le Sahara. La souveraineté des royaumes marocains contenait plutôt les régions au nord du Sahara où s'habitent les populations sédentaires. Tandis qu'une partie des tribus sahraouies ont accepté l'autorité religieuse des califats marocains, il est difficile de parler d'une souveraineté étatique sur ces tribus nomades qui vivaient dans une région désertique immense. Les royaumes marocains n'ont pas essayé de sédentariser les Sahraouis nomades. Au lieu de cela, ils ont construit des bases militaires pour contrôler la région. Ces bases militaires sont considérées comme des signes concrets de la souveraineté marocaine par le Maroc. Il ne s'agit pourtant pas d'une colonisation démographique de la part du Maroc. La présence marocaine n'était que militaire ; le Maroc n'a pas établi un gouvernement sur les tribus nomades. Bref, même si les royaumes marocains ont certes des liens historiques et culturels avec les populations sahraouies, ils n'ont jamais établi une souveraineté étatique absolue sur elles.

De même, les Espagnols, ils n'ont guère pénétré la région jusqu'au début du 20^e siècle, et leur emprise demeurent toujours limitée avec les régions côtières. Par ailleurs, on peut dire que les Espagnols ont réussi à établir un gouvernement au Sahara à un certain niveau. Pourtant, le gouvernement est une administration coloniale qui n'inclue pas les Sahraouis nomades aux processus de prises de décision. Les Sahraouis étaient donc exclues de entités étatiques.

En revanche, l'occupation espagnole constitue un point tournant dans l'histoire de la région. Les Sahraouis, la première fois, se sont organisés contre un ennemi commun, soit les Espagnols non-musulmans. Les premiers mouvements de résistance datent au 16^e siècle et ont réussi à expulser les Espagnols de la région. Puis, même si les Espagnols ont pu consolider leur présence dans les régions côtières, leur pénétration dans les régions internes ont été empêché par la résistance dure des Sahraouis. L'occupation espagnole dans la région était pour le but d'exploiter la main-d'œuvre au bas cout de la région. À la suite de la découverte des ressources riches de phosphate en 1950, l'Espagne commence à utiliser les Sahraouis dans les mines de phosphate.¹⁵⁵ Cette exploitation a provoqué les sentiments religieux-nationalistes des Sahraouis. C'était la première fois ou les Sahraouis ont commencé à vivre sédentaires et ensemble autour des mines. Cela a préparé les conditions nécessaires pour la naissance des idées nationalistes parmi les Sahraouis.

L'Islam est l'un des éléments de l'identité sahraouie pour diverses raisons. D'abord, l'Islam est le premier élément d'identité commune des tribus sahraouies après leur conversion à l'Islam. Car même s'ils parlaient les dialectiques différentes de la langue arabe et berbère, ils partageaient la même religion, soit l'Islam sunnite. De plus, la religion se fait une source de légitimité politique parmi les populations du Maghreb depuis des siècles. Les rois marocains revendiquent le rôle de califat et la poste de « Emir el-muminin », le chef des croyants, même aujourd'hui. Ils argument, outre, l'existence de leur souveraineté sur la région du Sahara avec la connaissance de l'autorité des califats marocains par les tribus sahraouies. Quand les Espagnols occupent le Sahara et exploitent la main-d'œuvre des Sahraouis, l'Islam est certes un moteur de mobilisation pour les Sahraouis contre les occupants non-musulmans, et la lutte contre eux se manifeste comme « djihad », guerre sainte, par les eux.

En 1975, l'Espagne a accepté de se retirer du Sahara et a transféré ses l'autorité sur cette région à la région voisine du Sahara et décidé de transférer ses droits sur la région au Maroc et à la Mauritanie bien que l'Organisation des nations unies décide

¹⁵⁵ Sarah Gilkerson, Katell Guernic, Nicolas Donner, « Le convoyeur vers nulle part », *Afrique contemporaine*, 1, 2018, p.59-75.

l'organisation d'un référendum pour l'autodétermination. Cela constitue la deuxième phase de la construction de l'identité sahraouie. Cette fois, l'Islam était un argument pour le Maroc qui revendique la souveraineté sur la région en réveillant le fait que les Sahraouis ont accepté l'autorité religieuse des califats marocains dans l'histoire.

Par ailleurs, le 12 octobre 1975, les tribus sahraouies se sont rassemblées autour du Front Polisario pour affirmer l'unité nationale, la fin du temps des tribus, et la naissance du peuple sahraoui,¹⁵⁶ posant là l'acte de naissance « officiel » de la Nation sahraouie. Ainsi, une identité collective nationale définie par l'appartenance au territoire de l'ex-Sahara espagnol, par la coprésence, la solidarité et un destin commun a remplacé l'identité collective tribale.¹⁵⁷

Avec le retrait de l'Espagne de la région à l'ordre du jour, le Maroc et la Mauritanie revendiquent des droits sur la région. Selon les accords de Madrid signés entre les trois États, une administration tripartite sera établie au Sahara et l'Espagne se retirera de la région. Avec le retrait espagnol fin février 1976, le Maroc a pris les deux tiers nord de la région et revendique sa souveraineté, tandis que la Mauritanie annexe le reste. La Mauritanie, dépourvue des moyens militaires et économique pour faire face aux attaques du Polisario visant son infrastructure économique, de s'est retirée de la région en 1982 à la suite des attaques du Polisario sur ses territoires qui ont endommagé considérablement son économie et stabilité politique. En 1976, différents développements étaient connus en Algérie et la nature du problème du Sahara changeait. Un État indépendant a été créé sous le nom de RASD dans la région où se trouvent les réfugiés. Ainsi, différentes structures administratives ont été formées dans différentes régions du Sahara.

Les couleurs de l'identité arabe montrent clairement leur effet sur le drapeau de cette région autonome, qui s'appelle la République arabe saharienne démocratique. Le drapeau de la RASD a trois bandes horizontales. La partie la plus haute de cette bande est

¹⁵⁶ Sophie Caratini, « Les Sahraouis: un peuple sans territoire », Dans : *Cambrézy Luc (ed.), Lassailly-Jacob V. (ed.) Populations réfugiées : de l'exil au retour*, 2001, p.31.

¹⁵⁷ Julien Dedenis, « Le Sahara occidental: Un territoire revendiqué... des territoires imaginés ? », *L'Information géographique*, 75:3, 2011, p.42-50.

noire, la partie médiane est blanche et la partie la plus basse est verte. Du côté où le drapeau est hissé, il y a un triangle isocèle rouge vertical. Au milieu du drapeau, il y a une étoile rouge et une lune dans la partie blanche. La couleur noire du drapeau représente la mort, la couleur blanche représente la paix et la couleur verte représente la vie. Le croissant et l'étoile sur le drapeau représentent l'islam. La raison pour laquelle le triangle sur le drapeau est à gauche est que l'arabe s'écrit de gauche à droite. Par conséquent, tant le Front Polisario que la République arabe saharienne démocratique prônent une idée de nationalisme arabe qui intériorise les références islamiques. Cette perspective intellectuelle est aussi appelée nationalisme saharien.¹⁵⁸

La ville de Laayoun est acceptée comme la capitale historique de l'État de la République arabe saharienne démocratique. Cependant, Laayoun est de facto sous le contrôle de l'administration de Rabat. Par conséquent, la République arabe saharienne démocratique utilise la ville de Tifariti comme capitale depuis 2011.¹⁵⁹

b - La construction de l'identité sahraouie et la colonisation

La colonisation espagnole fait un point tournant dans la construction de l'identité sahraouie. Car les Sahraouis dispersés se ressemblent la première fois contre l'occupation étrangère en tant que résident de l'ouest du Sahara et obtiennent une série de succès lors des premières tentatives espagnoles d'occupation au 15^e et 16^e siècles. Dans cette période, ils conduisent une lutte indépendamment des royaumes marocains. Plus tard, au 19^e siècle, lorsque les Espagnols reviennent, plus forts militairement et économiquement, les Sahraouis doivent faire face à l'occupation espagnole encore tous seuls. Lors de la colonisation, les différents tributs sahraouis ressemblent la première fois dans les facilités de productions construites par les Espagnols en tant que main-d'œuvre. Autrement dit, la construction de

¹⁵⁸ Irene Fernández-Molina, « Introduction: towards a multilevel analysis of the Western Sahara conflict and the effects of its protractedness ». Dans: *Global, Regional and Local Dimensions of Western Sahara's Protracted Decolonization*. Palgrave Macmillan, New York, 2017. p.7.

¹⁵⁹ « Batı Sahra Hakkında Bilgiler; Batı Sahra Bayrağı Anlamı, 2020 Nüfusu, Başkenti, Para Birimi ve Saat Farkı », Milliyet, <https://www.milliyet.com.tr/tatil/bati-sahra-hakkinda-bilgiler-bati-sahra-bayragi-anlami-2020-nufusu-baskenti-para-birimi-ve-saat-farki-6298026>. Page consultée le 10 mai 2022.

l'identité sahraouie s'accélère lorsqu'ils se sédentarisent par les Espagnols. Plus tard, après la fin de la Seconde Guerre mondiale, les sentiments nationalistes se renforcent par l'influence de plusieurs mouvements d'indépendance au monde. Vers la fin de colonisation, les Sahraouis se sont organisés autour de l'hostilité envers l'occupation Espagnole et se lancent dans une lutte armée. Cette lutte armée avait certes une place importance dans l'histoire des Sahraouis à la fin de laquelle les Espagnols reculent de la région. Cependant, l'Espagne confie la région au Maroc et à la Mauritanie avec l'accord de Madrid au lieu de donner l'indépendance aux Sahraouis.¹⁶⁰ Depuis ce moment-là, l'affaire du Sahara est devenue de plus en plus compliquée et la haine contre l'occupation espagnole se tourne vers la présence marocaine considérée comme une « occupation » par les Sahraouis qui se maintient jusqu'aujourd'hui.

Par ailleurs, même s'il s'agissait d'une sorte d'identité chez les Sahraouis, leur capacité à construire et maintenir un État indépendant, surtout de l'Algérie, demeure une question à répondre. En plus, la balkanisation de l'Afrique n'est pas désirée par plusieurs pays dont les États-Unis. Car on considère qu'un État sahraoui dans la région ne serait qu'un prolongement de l'Algérie vu la dimension géographique de la région et le nombre peu des Sahraouis. Ici, nous voulons analyser la construction de l'identité sahraouie d'aujourd'hui pendant et après la colonisation espagnole. Alors nous verrons les politiques suivies par les tribus sahraouies comme des prédécesseurs des Sahraouis d'aujourd'hui.

Après leurs premières tentatives de colonisation échouées au Sahara, les Espagnols en 1884, ont organisés une autre expédition au Sahara pour le compte de la Société Espagnole des Africanistes et Colonialistes et afin de fonder la première factorerie commerciale dans la péninsule de Dakhla. Pour le but de consolider leur présence, ils se sont alliés avec une tribu qui s'appelle les Awlad Bu Sba'a un groupe guerrier dominant et adversaire d'une autre tribu, Awlad Dalim. Alors que les Espagnols croyaient l'alliance du groupe dominant servirait à contrôler toute la région, Awlad Dalim attaquent les Awlad

¹⁶⁰ Alberto Miguez, « Le Sahara occidental et la politique maghrébine de l'Espagne », *Politique étrangère*, 43:2, 1978, p.180.

Bu Sba'a et tuent les soldats espagnols qui protègent la factorerie.¹⁶¹ Ensuite, les Espagnols ont signé un traité commercial avec les Awlad Dalim afin d'assurer leurs activités commerciales. Alors que les attaques à la factorerie se sont arrêtées, les Espagnols demeuraient isolés sur la côte, malgré quelques tentatives de pénétration à l'intérieur du territoire.

En 1903, l'Espagne a décidé de suivre la politique de pénétration pacifique. Les Espagnols ont essayé de gagner le soutien des populations par des dons de denrées alimentaires, d'argent, de marchandises diverses et parfois d'armes. Avec cette stratégie « du pain et du sucre », l'Espagne a payé aux tribus dominantes pour la permission de rester stationné sur la côte.

Entre 1904 et 1912 la France et l'Espagne ont signé une série d'accords afin de définir les contours de leurs possessions territoriales respectives tant au Maroc que dans l'Ouest-saharien. Concernant le Sahara, la région de Tarfaya est déterminée comme zone méridionale du protectorat marocain et restait sous l'autorité du Sultan du Maroc. Alors que la Sagyat al-Hamra est définie comme la zone où l'Espagne avait un droit exclusif d'occupation, confirmant que le Río de Oro était colonie espagnole.¹⁶² Tous ces accords sont conclus sans avoir le consentement des populations de ces territoires dont certaines sont déjà se lancer dans la résistance au colonialisme.

Dans le début des années 1990, le shaykh Ma'al-'Aynayn, un soufi de grande réputation originaire du Sud-est mauritanien, s'est lanc » dans la résistance armée à la colonisation française en Mauritanie en réunissant une coalition de guerriers. Le Sultan du Maroc, auquel il a fait appel, soutenait cette coalition en lui envoyant d'armes et d'argent jusqu'en 1907.

¹⁶¹ Francesco Correale, « Les origines de la “ question ” du Sahara Occidental ” : enjeux historiques, défis politiques », *The European Union Approach Towards Western Sahara*, HAL Archive, Peter Lang, 2017, p.33-60,

¹⁶² Larousse, Éditions. 2022. « Río de Oro - LAROUSSE. », Larousse.fr. 2022. https://www.larousse.fr/encyclopedie/autre-region/R%C3%ADo_de_Oro/141054.

Alors qu'il n'y avait pas d'une entité au Sahara avant l'arrivée des Espagnols au 19^e siècle, en 1928, l'Espagne fonde une Police du Sahara (Tropas de Policía del Sahara) sur la côte qui peut être considérée la première entité administrative au « Sahara espagnol ». En plus de cela, ils construisent également des garnisons au sein du Sahara pour y contrôler les populations nomades. En 1934, l'Espagne a mis le Haut-Commissaire espagnol au Maroc, à Tétouan en charge de Gouverneur Général des Territoires d'« Ifni, Sahara Español et Río de Oro ». Autrement dit, bien qu'il ait été une administration à part au Sahara espagnol, le centre administratif du Sahara se trouve à Tétouan, au nord du Maroc.

En 1946, afin de faire face au nationalisme marocain naissant, l'Espagne essaye d'unifier ses colonies en Afrique et crée l'Afrique Occidentale Espagnole (AOE), une entité administrative regroupant les territoires au nord du Maroc sous protectorat espagnol, l'ouest du Sahara et Ifni. Ce changement administratif prévoit que les décisions adoptées à Tétouan seront appliquées à Ifni, Tarfaya et au Sahara. En revanche, cette nouvelle configuration administrative a causé des conflits fréquents, notamment entre les administrateurs coloniaux périphériques. Par ailleurs, après l'indépendance du Maroc, ce rattachement administratif du Sahara à Tétouan est utilisé par les nationalistes marocains afin de légitimer les revendications marocaines sur l'ouest du Sahara.

Par contre, ce morcèlement colonial administratif, adopté par les colonisateurs afin de mieux contrôler ces régions, est certes un facteur déterminant dans la construction de l'identité sahraouie car cette entité politique au Sahara, même si liée à Tétouan, produisait un ensemble assez homogène. Autrement dit, ces divisions territoriales dues à différentes administrations coloniales faisant abstraction complète des frontières décidées par la France et l'Espagne, créent une continuité politique et sociale pour les Sahraouis nomades et semi-nomades.¹⁶³ Le fait d'être soumise à la même colonisation a contribué à la structuration d'une supra identité pour les Sahraouis dont l'identité principale est celle du tribut.

¹⁶³ Olivier Vergniet, « De la distance en histoire. Maroc-Sahara occidental: les captifs du hasard (XVIIe-XXe siècles) », *Revue des mondes musulmans et de la Méditerranée*, 48:1, 1988, p.96-125.

Après son indépendance en 1956, le Maroc a exprimé que le Sahara espagnol est inclus dans les territoires historiques du Maroc. L'Armée de Libération Nationale (ALN), fondée dans le but de libérer le Maroc de l'occupation française et espagnole, a mené une importante propagande au nom du djihad auprès des populations Sahraouis vu l'autorité religieuse du sultan marocain sur les Sahraouis. Ils ont répondu massivement à cet appel alors que les cadres de l'ALN sont constitués par les Marocains. L'ALN a essayé de récupérer la Mauritanie mais échoue et repoussé par les troupes coloniales françaises en 1957. Ensuite, ils s'attaquaient aussi les forces espagnoles, les ont obligées à abandonner tous les postes de l'intérieur du Sahara. La réaction de l'Espagne était la dissolution de l'AOE et transformation de ses colonies en Provinces métropolitaines. Outre, les gouvernements espagnols et français ont mené une opération militaire conjointe contre l'ALN. Par contre, l'Espagne, échoué dans l'opération, a cédé définitivement la région de Tarfaya au Royaume du Maroc.

La lutte de l'ALN sur le territoire saharien et le combat contre les colonisateurs pour lequel une grande partie des Sahraouis s'engage, constitue un autre effet constructif pour l'identité sahraouie. On peut résumer ses effets en deux. D'abord, on voit que la méfiance et haine vis-à-vis de l'Espagne augmentent chez les Sahraouis à cause des opérations militaires de l'Espagne ciblant les civils. Deuxièmement, l'indépendance des peuples voisins, tels que la Mauritanie et le Maroc a créé une frustration au sein des Sahraouis.

D'ailleurs, un tel engagement dans une lutte armée contre l'occupation coloniale brutale qui n'hésite pas cibler les civils, a relevé des sentiments de résistance parmi l'ensemble de Sahraouis sans aucune référence aux dynamiques ou aux intérêts de telle ou telle autre tribu. Toutefois, méfiant les buts cachés du Maroc et de la Mauritanie sur l'ouest du Sahara, les contingents sahraouis se sont séparés de l'ALN après la fin des opérations militaires des Espagnols et des Français. Ils accusent les Marocains de l'Armée de Libération de les avoir trompés avec la propagande au nom du jihad contre les chrétiens, pour la libération de tous les territoires colonisés, tandis que le véritable objectif

de l'ALN était l'annexion du Sahara et de la Mauritanie par le Royaume du Maroc ; bien que l'objectif des Sahraouis ait été l'indépendance.¹⁶⁴

Puis, ayant compris qu'ils ne pouvaient pas faire face à l'expansionnisme marocain sans avoir le soutien des tributs sahraouies, l'Espagne a suivi une série des politiques pour repérer ses relations avec les Sahraouis et surtout gagner le soutien des chefs tribaux. Elle a envoyé des troupes supplémentaires renforcé par les troupes irrégulières sahraouies afin d'empêcher les incursions marocaines. Ici, le point intéressant est que ces troupes sahraouies sont organisées sur une base tribale à la différence des troupes sahraouies au sein de l'ALN, au point d'aiguiser les rivalités entre les tributs et de disperser les populations sahraouies.

En outre, les Espagnols se sont lancés dans une politique de modernisation et d'urbanisation du Sahara en construisant des centres urbains tels que Laayoun et Smara. Dans cette politique, l'Espagne a deux buts principaux. Le premier but était de rendre le contrôle des Sahraouis en les sédentarisant dans les villes. Deuxièmement, il vise à collecter la main-d'œuvre nécessaire pour l'exploitation de phosphate, découvert en 1947 près de Laayoun et Bu Craa.¹⁶⁵

Dans une période où les peuples colonisés ont gagné leurs indépendances autour du monde, l'Espagne essayait de gagner sa colonie à l'ouest du Sahara en adoptant une série des réformes ciblant gagner le soutien de la population sahraouie afin de ne pas perdre cette colonie dans laquelle elle investit considérablement pour l'exploitation de phosphate. L'Espagne investie dans l'infrastructure des villes pour attirer le plus nombreux Sahraouis que possible aux villes dans un moment où la sécheresse appauvrit les Sahraouis nomades. Quant aux chefs et notables des tributs, ils bénéficiaient de cette politique vu leur rôle intermédiaire entre les habitants et l'administration espagnole. Ils pouvaient garder donc une sorte d'autorité dans ce nouvel système administrative concentré dans les villes. En effet, ils avaient le droit de vote dans les élections de conseil

¹⁶⁴ Pierre Bonte, « L'appel au jhâd et le rôle du Maroc dans la résistance à la conquête du Sahara (1905-1908) », *Société des africanistes*, 2006, p.101-135.

¹⁶⁵ Correale, **op. cit.**, p.437-445.

municipaux malgré que la représentation était limitée étant donné que la moitié des représentants sont nommés parmi les représentants du commerce, de l'industrie, de la culture et des professions libérales où les Espagnols sont majoritaires. Outre, l'Espagne permettait aux élus parmi les chefs des familles d'être représentés au sein du Parlement espagnole, en 1963. Jusqu'à 1973, les tentatives de l'Espagne, presque désespérée, pour élargir leur assise politique et sociale continuent.

Toutefois, malgré les efforts de l'Espagne, l'ONU intensifie ses pressions sur la décolonisation de la région par les Espagnols à la suite du premier mouvement nationaliste sahraoui organisé, l'Organisation Avancée pour la Libération du Sahara de Mohammed Sidi Basiri, qui apparaît entre 1968 et 1969, brutalement réprimée par l'Espagne en 1970.¹⁶⁶ Cette date est également le début d'un processus de décolonisation incontournable à l'ouest du Sahara.

Dans la même année, 1970, les rescapés de la répression espagnole ont fondé le Front Polisario et déclenche une lutte armée contre la présence militaire espagnole dans la région. Le Polisario intègre, partiellement, également les milices Sahraouis au sein de l'armée espagnole. À la suite d'une lutte armée, il réussit pousser l'Espagne à quitter l'ouest du Sahara. À la veille du retrait de l'Espagne, le mouvement est bien structuré, avec une proposition politique forte qui vise l'indépendance.

Sur ce point, l'identité sahraoui est parmi les éléments déterminants pour la situation du système international. Le caractère contestable de l'identité sahraoui en termes de capacité de construire un État indépendant et le fait que l'Algérie est le supporteur majeur de la cause sahraouie sont deux faits que les acteurs principaux, pour la question du Sahara, de la scène internationale prennent une position plutôt en faveur du Maroc. Dans le chapitre suivant, la scène internationale, soit la variable indépendante du politique étranger du Maroc, sera analysée ainsi que les dynamiques locales du Maroc.

¹⁶⁶ J. R. Diego Aguirre, *Historia del Sahara Español*, **op. cit.**, p.437-445.

B- La politique étrangère du Maroc sous Mohammed VI et le positionnement officiel sur la question

1 - La structuration de la politique étrangère marocaine sous Mohammed VI

Dans ce chapitre, vu les limites de notre travail, nous analyserons la politique étrangère du Maroc sur le dossier du Sahara par les angles principaux de la diplomatie marocaine.¹⁶⁷ Ici, nous allons analyser les variables intervenantes de la politique étrangère de Rabat. D'abord, les dynamiques économiques du pays seront analysées pour illustrer la capacité économique du pays en tant qu'à la fois un facteur limitant son champ d'action et un élément qui sert à améliorer ses relations avec les acteurs clés.

Le système international est la variable la plus déterminante sur la politique étrangère marocaine en ce qui concerne la question du Sahara. Notre hypothèse est que le système international permet au Maroc de maintenir son contrôle sur la région puis que le Maroc fait un allié pour la France, l'Espagne et les États-Unis et un pays dont l'importance économique est considérable notamment pour l'Europe. Ici, nous voyons que la Grande stratégie du Maroc façonne considérablement le système international. En d'autres termes, cette stratégie est l'une des raisons principales du caractère chétif des stimulus systémiques. Les relations économiques jouent donc un rôle déterminant dans le développement des relations positives avec ces pays. Alors, l'importance stratégique et économique du Maroc et celle de la région du Sahara pour les acteurs majeurs de la scène internationale constituent ensemble un environnement politique favorable pour le Maroc et lui permet de maintenir son contrôle de facto sur la région.¹⁶⁸ En plus, la dépendance économique du Maroc aux pays comme la France, l'Espagne et les États-Unis, limite les actions du Maroc sur la région et lui pousse à suivre une politique défensive pour préserver le statu quo établi qui lui déjà permet d'exploiter les ressources économiques tout en consolidant sa présence économique et démographique dans la région. Quant à ces pays, sachant que le Maroc ne pourrait pas s'engager aux actions graves contre leurs intérêts

¹⁶⁷ Yahia H. Zoubir, Morocco, « Western Sahara and the future of the Maghrib », *The Journal of North African Studies*, 9:1, 2004, p.49-77.

¹⁶⁸ Ammour, **op. cit.**, p.30.

nationaux, cordière le Maroc comme un allié plus ou moins fiable, et ne tentent pas de réviser le statut quo actuel au détriment des intérêts marocains au point de provoquer un conflit, surtout armé, qui pourrait détruire la stabilité relative dans une région importante riche en matière des réserves de phosphate et ressources halieutique. Outre, ils ne s'engagent pas dans les actions économiques contre le Maroc pour faire appliquer la décision de l'ONU prévoyant un référendum à l'option d'autodétermination au Sahara bien qu'ils disposent les instruments économiques robustes qui pourraient potentiellement forcer le royaume à le faire. Sur ce point, on voit que l'importance de Maroc et de sa stabilité pour l'Europe comme un facteur principal qui pousse, cette fois, ces pays à suivre des politiques en faveur du Maroc. En plus, l'identité sahraoui est certes un concerne pour ces États qu'ils soient plutôt défavorables pour un État indépendante sahraoui dans la région qui serait proche à l'Algérie, un partenaire important de la Russie au Maghreb. En conséquence, le Maroc trouve la possibilité de contrôler la grande partie du Sahara, soit les 80 % de la région, alors que sa souveraineté sur la région n'est pas officiellement reconnue encore par la plupart des pays, dont ces trois pays.

a - Les dynamiques économiques en tant que facteurs de politique étrangère de Rabat

Bien que le Maroc insiste sur ses revendications sur l'ouest du Sahara et suit une politique étrangère pour maintenir sa présence dans la région et faire reconnaître sa souveraineté ; il s'agit d'une série de facteurs internes qui limitent le champ d'action du Maroc. Les fragilités économiques au sein du royaume et ses liens économiques avec les pays important pour l'économie du pays. En soi, la nécessité de suivre une politique étrangère tout en maintenant les relations positives avec la France, l'Espagne et les États-Unis qui constituent les premiers fournisseurs vitaux de l'économie du royaume.

Le Maroc est sans doute un partenaire économique stratégique pour l'Europe. Placé au sud de l'Europe, le pays a des relations commerciales intensives réciproques avec les pays européens. En plus des relations commerciales, le Maroc est une destination d'investissement majeure pour l'Europe vue le nombre d'entreprise avec capital européen

sont installées dans le pays. Les intérêts réciproques communs sont parmi les facteurs importants que l'Europe et le Maroc prennent en considération lorsqu'ils élaborent leurs stratégies en ce qui concernent les enjeux internationaux dont le Sahara. C'est la raison pour laquelle, les raisons économiques doivent être analysées afin de comprendre le rôle du système international dans la politique étrangère marocaine.

Bien que le Maroc ait gagné son indépendance en 1956, l'influence économique des pays européens, notamment la France et l'Espagne, soit les anciens colonisateurs, demeure aujourd'hui. Différemment la guerre d'indépendance sanglante d'Algérie, le processus d'indépendance du Maroc était plus pacifique. Ainsi, la réaction contre la présence des acteurs étrangers dans le pays, même si elle existe à un certain niveau, reste limitée au point de faciliter la présence économique des pays européens. En conséquence, le Maroc a demeuré un marché convenable pour les entreprises surtout françaises et espagnoles après la colonisation. Plusieurs facteurs, comme la connaissance élargie du Maroc par l'Espagne et la France qui ont construit une partie considérable de l'infrastructure économique moderne du pays, ont facilité la pénétration du marché marocain pour les entreprises européennes. En plus, l'emplacement du Maroc, juste au sud de l'Europe, est un autre facteur pour faciliter l'exportation des pays européen vers le Maroc.

Sur ce point, ce n'est pas un hasard que l'Espagne et la France font ensemble les premiers fournisseurs du pays maghrébin constituant presque un tiers des exportations totales du royaume, soit 15,6% pour l'Espagne et 12,2% pour la France en 2019.¹⁶⁹ Le Maroc, un pays en plein développement, constitue un marché à haut potentiel de consommation. Notamment certaines industries, liée à la montée de la classe moyenne et à l'augmentation de nombre d'habitant, par exemple automobile et l'industrie agroalimentaire, rendent le Maroc un marché à la fois attirant et concurrentiel pour les entreprises. Le fait de se positionner relativement tôt dans ce marché, constituerait donc certes plusieurs avantages dans la future pour soutenir les exportations.

¹⁶⁹ Ambassade de France Au Maroc -1, Rue Aguelmane Sidi Ali -Rabat-Agdal. n.d. <https://www.tresor.economie.gouv.fr/PagesInternationales/Pages/958a9867-3c2a-4966-b7b8-b09af33e99b2/files/dd85c2dc-97ab-49e1-a365-cc340ee5e920>.

Ici, surtout la France, de son côté, a établi une relation commerciale exceptionnel avec le royaume. Le Maroc est le 20^e partenaire commercial de la France étant le 22^e client de la France. Au sein de la région Afrique du nord - Moyen-Orient, le pays est le 2^e client de la France. Le chiffre d'exportation de France vers le Maroc (hors matériel militaire) atteint 4,1 milliards d'euro en 2020. En plus les chiffres totaux d'exportation, la répartition sectorielle des exportations est également significative. Concernant la structure des échanges hors matériel militaire ; matériel de transport (17,1%, soit 702 millions d'euro), produits agricoles, sylvicoles, de la pêche et de l'aquaculture (11,5%, soit 471 millions d'euro), équipements électriques et ménagers (10,1%, soit 414 millions d'euro), machines industrielles et agricoles, machines diverses (9,8%, soit 402 millions d'euro) sont les premiers postes d'exportations françaises vers le pays dont les parts dans les exportations totales sont les plus élevées. Quant au chiffre d'exportation des matériaux militaires, on voit que le royaume constitue le troisième client de la France avec un chiffre d'exportation de 425 millions d'euro, suivant l'Arabie saoudite et les États-Unis.¹⁷⁰

Les chiffres nous montrent que le Maroc est un marché important pour les entreprises exportatrices françaises. A la fois la stabilité économique du Maroc, au point de supporter le pouvoir d'achat du peuple de son marché, et les relations économiques, plus au moins liées aux relations politiques, sont importantes pour la France qu'elle puisse assurer les exportations de ses entreprises vers le Maroc dans les secteurs exportateurs clés d'hexagone en tant que secteur automobile, agroalimentaire, machines et surtout secteur de défense qui signifie, a part de l'aspect économique, l'influence politique de la France sur son ancien colonie. Le sujet d'exportation est en conséquence parmi les critères que considère Quai d'Orsay concernant sa politique du Sahara.

Quant au Maroc, de son côté, les importations depuis la France sont également importantes pour son économie. Les matériels de transport sont surtout essentiels pour l'économie marocaine pour plusieurs raisons. Premièrement, le Maroc est un pays en pleine industrialisation. Le nombre des entreprises de production ne cesse pas d'augmenter de

¹⁷⁰ 6medias. 2021. « Les Exportations d'Armement Français Ont Chuté En 2020. » Capital.fr. June 2, 2021. <https://www.capital.fr/economie-politique/les-exportations-darmement-francais-ont-chute-en-2020-1405038>.

jour en jour et les activités économiques s'intensifient de plus en plus au sein du pays. Les matériels de transport, comme des camions, des buses, des trains, des bateaux, sur ce point, sont indispensables pour la circulation des biens et des hommes. Parce que les matériels de transports importés depuis la France sont indispensables pour l'infrastructure logistique du pays. Deuxièmement, l'industrialisation du pays permet à l'apparition d'une classe moyenne dotée d'un pouvoir d'achat relativement plus élevé. Ainsi, le nombre de voitures particulières augmente. En 2021, 175.360 véhicules neufs ont été vendus au Maroc, dont 154.123 étaient des véhicules particuliers, soit une croissance de 4% par rapport aux ventes de 2019, année de référence pour le secteur. Le podium des ventes est occupé par deux marques françaises : Renault et Peugeot.¹⁷¹

En plus des chiffres d'exportation totale, la répartition sectorielle des produits importés par la France sert à comprendre l'importance des relations économiques entre Rabat et Paris. Les exportations françaises vers le Maroc ont deux effets principaux sur la politique étrangère du Maroc en ce qui concerne la Question du Sahara. Premièrement, elles empêchent le Maroc de prendre des pas agressifs qui pourraient mutiler gravement ses relations économiques avec la France. Car, une crise d'approvisionnement de certains produits clés importé par l'Hexagone pourrait frapper considérablement l'économie du Maroc en plein développement économique et mutiler son économie. Outre, une telle crise qui impacte son industrie constitue potentiellement une menace contre la stabilité économique au sein d'un pays qui se heurte déjà face aux inégalités économiques et au chômage, surtout auprès les jeunes, soit presque 12%.¹⁷² D'ailleurs, la France, de son côté, attribue une importance à ses relations économique avec le Royaume ou elle a consolidé sa présence économique dans plusieurs secteurs. Elle aussi ne risque pas ses relations économiques pour défendre la cause des Sahraouis pour son intérêt national. En conséquence, on voit un rapprochement économique soutenu par les intérêts économiques communs entre les deux pays.

¹⁷¹ « Marché Automobile: Voici Le Top 10 Des Marques Les plus Vendues Au Maroc En 2021. » n.d. Le360.Ma. Page consultée le 10 mai 2022. <https://fr.le360.ma/economie/marche-automobile-voici-le-top-10-des-marques-les-plus-vendues-au-maroc-en-2021-252551>.

¹⁷² « Taux de Chômage | Site Institutionnel Du Haut-Commissariat Au Plan Du Royaume Du Maroc », n.d. Wwww.hcp.ma. Page consultée le 10 mai 2022. https://www.hcp.ma/Taux-de-chomage_r72.html.

Véhicules et matériel pour voies ferrées ou similaires et leurs parties ; appareils mécaniques (y compris électromécaniques) de signalisation pour voies de communications sont des produits indispensables pour l'infrastructure de transportation du Maroc. En effet, le Maroc vise à faire passer son réseau ferroviaire de 2 110 km à 4 410 km à l'horizon 2040, ciblant 132 millions de passagers par an pour un investissement de 39 milliards de dollars. 43 villes de plus de 100 000 habitants seront alors connectées au rail, ainsi que 12 ports et 15 aéroports internationaux. La connexion des ports et aéroports, d'ailleurs, n'est seulement pas pour le but de faciliter la circulation des hommes au sein du pays. La circulation des biens dans ce pays industriel est nécessaire pour son économie car le transport des biens en train est le moyen le plus sûr et efficace. Si on considère le fait que le Maroc vise à attirer les entreprises internationales à produire sur son sol, on voit que le Maroc doit élargir son réseau de ligne de train afin de proposer des meilleures conditions aux entreprises qui vise surtout le marché domestique marocain. Par ailleurs, le Royaume ne vise seulement pas à élargir les lignes de train mais également les moderniser. Le Maroc a fait de la modernisation de son réseau ferroviaire, l'un des principaux leviers pour l'accélération de sa croissance économique. Selon le schéma directeur de l'Office national des chemins de fer (ONCF), la longueur du réseau classique et des LGV (ligne à grande vitesse) passera de 2 110 km actuellement à 4410 en 2040. Dans le détail, 12 ports (au lieu de 6 actuellement) et 15 aéroports internationaux (au lieu de 1 actuellement) seront reliés au rail. Dans le même temps, le nombre de villes de plus de 100 000 habitants qui seront connectées à la voie ferrée d'ici 2040 atteindra les 43 contre 23 aujourd'hui. C'est près de 87 % de la population marocaine qui sera desservie par le réseau ferroviaire contre 51 % aujourd'hui.¹⁷³ En plus, le secteur du tourisme serait potentiellement parmi les premiers secteurs bénéficiers d'élargissement et de modernisation des réseaux.

À part de l'aspect économique, l'élargissement et la modernisation des réseaux ferroviaires se réalisent pour des fins politiques par le Royaume. Lorsque l'on voit les

¹⁷³ Ecofin, Agence. n.d. « A l'Horizon 2040, Le Maroc va plus Que Doubler Son Réseau Ferroviaire, Atteignant Près de 4 400 Km de Voies. », Agence Ecofin. Accessed June 1, 2022. <https://www.agenceecofin.com/homepage/2306-77760-a-l-horizon-2040-le-maroc-va-plus-que-doubler-son-reseau-ferroviaire-atteignant-pres-de-4-400-km-de-voies>.

nouveaux projets futurs, on voit clairement que le Maroc vise à élargir les lignes de train vers le sud, jusqu'à Dakhla et Laayoune, les deux villes principales dans la région du Sahara afin d'y consolider son contrôle. Ce projet, s'il se réalise, permettrait au Maroc, de serrer les liens avec la région. Cela faciliterait l'accès des Marocains à cette région qui se trouve au bout du pays au sud. Car, aujourd'hui, on utilise les buses pour aller à ses villes depuis les autres villes au Maroc alors que c'est moins confortable que le train dans cette région désertique. Avec les lignes ferroviaires, cette région serait plus accessible pour les Marocains au point de faciliter leurs installations dans la région. En effet, le Maroc suit la politique d'implémentation de Marocains dans la région du Sahara pour y consolider sa présence. Ensuite, la construction d'une telle ligne de train faciliterait le transport des biens du Sahara, tant que du phosphate et des poissons, au nord du pays. Notamment le premier est important pour l'économie du pays qui dispose les réserves les plus riches de phosphate au monde. La possibilité de transport du phosphate vers le nord du pays par train, plus facile que le transport par des camions, rendrait le Maroc plus attirant pour la production d'engrais et créerait plusieurs opportunités d'investissements pour les entreprises à la fois marocaines et internationales dans le secteur d'engrais.¹⁷⁴ D'ailleurs, étant donné qu'une telle ligne sert à faciliter l'envoi des militaires, en cas de nécessité, on peut dire qu'il servirait à assurer la sécurité de la région.

Sur ce point, on voit que la France est le premier fournisseur du Maroc en véhicules et matériel pour voies ferrées, dont la part atteint presque 70 % dans les exportations de ces matériaux. Le Maroc a donc besoin de ces matériaux indispensables pour son économie qui viennent de France. Cela est certes un facteur important pour le rapprochement économique et politiques entre les deux pays. Alors que le Maroc ne peut pas, au court terme, alterner l'approvisionnement des véhicules et matériel pour voies ferrées dont il a considérablement besoin ; pour la France, le fait de perdre un marché où elle a consolidé sa place, ne serait pas un choix économiquement rentable. Outre, vue l'importance d'approvisionnement de ses matériaux est certes relativement plus grande pour le Maroc que le profit de la France par les exportations, une restriction potentielle

¹⁷⁴ Lino Camprubí, « Resource Geopolitics: Cold War Technologies, Global Fertilizers, and the Fate of Western Sahara. » *Technology and Culture*, 59:3, 2015, p.676–703.

d'exportation de ses matériaux vers le Maroc adoptée par la France aurait sans doute un sens politique comme cela impacterait considérablement économique du Maroc.

En conséquence, le commerce des véhicules et matériel pour voies ferrées est un facteur de rapprochement politique entre la France et le Maroc. Bien que la résolution du Conseil de Sécurité de l'ONU, dont la France est parmi les membres permanents, n'est pas compatible avec le statu quo en faveur du Maroc, la France ne réagit pas pour exiger l'application de la résolution au Maroc par des instruments économiques. Au contraire, apparemment, la France soutient le secteur ferroviaire du Maroc, qui sert indirectement à consolider la présence marocaine au Sahara.

Ensuite, en 2020, le Maroc a importé des voitures automobiles, tracteurs, cycles et autres véhicules terrestres, leurs parties et accessoires d'une valeur de 885,8 millions de dollars. A part des véhicules automobiles, les tracteurs sont particulièrement nécessaires pour le Maroc. En 2019, la part du secteur agriculture atteint le 12 % du produit brut intérieur du pays, employant presque le 38 % de la population active occupée.¹⁷⁵ Quant à la part des exportations depuis la France, on voit que le 22 % des voitures automobiles, tracteurs, cycles et autres véhicules terrestres, leurs parties et accessoires importées par le Maroc viennent de la France. Cela veut dire que la France constitue une source majeure des matériaux d'agriculture marocaine étant donné qu'une partie importante des tracteurs viennent de l'Hexagone au Maroc. Sur ce point, on peut dire que la France a potentiellement un instrument qui pourrait impacter gravement l'économie du Maroc en limitant ou arrêtant l'exportation des tracteurs et ses parties vers le Royaume. Car une telle action aurait un effet négatif sur l'économie du pays. Cela aboutirait de plus à une augmentation des prix des matériaux utilisés dans l'agriculture et puis les biens alimentaires. Outre, une crise dans le secteur agriculture provoquerait l'inflation dans le pays et augmenterait le chômage. Ainsi, cela impacterait considérablement la stabilité économique ainsi que politique au sein du pays.

¹⁷⁵ Ministère de l'Économie et des Finances du Royaume de Maroc. (2019). Le secteur agricole marocain : Tendances structurelles, enjeux et perspectives de développement. <https://www.finances.gov.ma/Publication/depf/2019/Le%20secteur%20agricole%20marocain.pdf>

En conséquence, sachant qu'elle joue un rôle vital dans l'économie marocaine, la France considère que le Maroc ne préfère pas prendre des actions graves contre les intérêts de l'Hexagone et que le Royaume se fait un partenaire dont les intérêts sont compatibles avec la France. Cette dépendance économique à la France constitue un facteur de rapprochement politique entre les deux pays.

D'ailleurs, la dépendance du Maroc en termes d'approvisionnement des céréales est significative. En 2020, le Maroc a importé des céréales françaises d'une valeur de 554,5 millions de dollars (dont 445 millions est du blé et 103 millions est de l'orge), soit le 24,3 % d'exportation totale des céréales. En effet, la France la première ressource de céréales pour le Maroc, devant le Canada (339 millions de dollars), l'Argentine (369 millions de dollars) et l'Ukraine (286 millions de dollars),¹⁷⁶ et la ressource géographiquement la plus proche au Maroc. Notamment, si on compte tenu du fait que les couts logistiques ont dramatiquement augmenté lors des deux dernières années, l'importance de l'approvisionnement des céréales depuis la France devient essentielle pour le Maroc. Un problème dans l'approvisionnement des céréales au Maroc créerait un risque d'inflation de certains produits alimentaires surtout le pain.

Par la suite, la part des importations des explosifs depuis la France est également significative sur la question du Sahara. Le Maroc en importe, en 2020, plus de 55% des poudres et explosifs ; articles de pyrotechnie ; allumettes ; alliages pyrophoriques ; matières inflammables. Ses matériaux explosifs sont majoritairement utilisés dans les activités de métallurgie, dont l'exploitation de phosphate au Sahara au Maroc. Sur ce point, la France est le fournisseur numéro un pour l'industrie métallurgique du Royaume. Quant au Maroc, de son côté, l'approvisionnement des explosifs est essentiel pour le maintien des activités métallurgiques dont l'exploitation de phosphate. En 2020, les engrais se font le troisième article d'exportation d'une valeur de 3,38 milliards de dollars. Concernant le contenu des engrais, on voit que les engrais minéraux ou chimiques contenant deux ou trois des éléments fertilisants, soit azote, phosphore et potassium et

¹⁷⁶ International Trade Centre (ITC). 2020. « Trade Map - List of Products Imported by Morocco. » Trademap.org. 2020.

autres engrais (sauf engrais d'origine uniquement animale ou végétale ; engrais minéraux ou chimiques azotés, phosphatés ou potassiques) ; engrais d'origine animale ou végétale et engrais minéraux ou chimiques et engrais minéraux ou chimiques phosphatés font 3,37 milliards de dollars. Cela montre que le phosphate le minéral utilisé le plus dans la production d'engrais au Maroc. En outre, a part d'exportation des engrais contiennent phosphate, le Maroc exporte également le phosphate sous forme de matière première. En effet, le chiffre d'exportation des produits chimiques inorganiques ; composés inorganiques ou organiques de métaux précieux, d'éléments radioactifs, de métaux des terres rares ou d'isotopes atteint 1,21 milliards de dollars. L'exportation de pentoxyde de di-phosphore ; acide phosphorique ; acides poly-phosphoriques, qui sont des dérivés de phosphate, en font 1,2 milliards de dollars.

C'est-à-dire que le phosphate est un minéral critique pour l'exportations marocaines au monde dont la valeur totale est 27,7 milliards de dollar en 2020. La contribution directe du phosphate aux exportation est 4,5 milliards de dollars, soit presque le 20 % des exportations totales. Quant à la contribution des exportations de phosphate au produit brut intérieur du pays, il est de 3,5 %.¹⁷⁷ Ces chiffres nous montrent que l'approvisionnement de ce type d'explosifs est indispensable pour l'économie du Maroc. Par ailleurs, le fait que la France continue à exporter ces produits vers le Maroc, que le Royaume utilise dans les activités d'exploitation de phosphate au Sahara, nous donne une idée à propos de la position de la France dans la question du Sahara. La France soutient indirectement le maintien du contrôle du Maroc dans la région et, au-delà de cela, joue un rôle important pour les intérêts économiques marocains dans cette région contestable.

Ensuite, la France est une source d'approvisionnement des matériaux nécessaires pour l'industrie manufacturière du Maroc. La part de la France dans les importations des machines, d'appareils et d'engins mécaniques, des réacteurs nucléaires, chaudières et des parties de ces machines ou d'appareils est de 17,7 %. De même, pour les machines, appareils et matériels électriques et leurs parties ; appareils d'enregistrement ou de

¹⁷⁷ Banque mondiale. (2020–2021). Morocco - Place Explorer - Data Commons [Dataset].

reproduction du son, appareils d'enregistrement ou de reproduction des images et du son en télévision, et parties et accessoires de ces appareils, le Maroc en importe le 14.1 % depuis la France. Pour les autres produits dans cette catégorie on voit une situation similaire. Les taux d'importations des produits divers des industries chimiques (13.2%), Aluminium et ouvrages en aluminium (12.6%), ouvrages en fonte, fer ou acier (12.5%), extraits tannants ou tinctoriaux; tanins et leurs dérivés; pigments et autres matières colorantes; peintures et vernis; mastics; encres (12.2%), caoutchouc et ouvrages en caoutchouc (10.9%) et matières plastiques et ouvrages en ces matières (9.6%) nous montrent l'importance de la France comme un fournisseur essentiel pour l'industrie marocaine.¹⁷⁸

Quant aux exportations de navigation aérienne ou spatiale, on observe un partenariat stratégique entre le Maroc et la France. Le 32 % de ces matériaux importés vient au Maroc depuis la France. Dans cette catégorie, on voit que le Maroc importe des matériaux stratégiques comme des parties d'avions ou d'hélicoptères. Avec une valeur de 272 millions de dollars, ces produits se font le 5^e article d'importation du Maroc depuis la France.

Par conséquent, la France constitue une ressource d'approvisionnement vitale pour le Maroc. Etant donné que le Royaume importe plusieurs produits essentiels pour son économie depuis l'Hexagone, le fait de risquer ses relations avec elle ne se voit pas comme un choix rationnel pour son intérêt national. Les sanctions économiques potentielles incluant la restriction de ces produits, pourraient impacter gravement l'économie du pays. Allant le secteur alimentaire au secteur de transportation, toutes les industries du pays seraient impactées et, à cause de faute d'approvisionnement de ces produits et les distorsions de la production dans le pays, résulteraient une inflation qui briserait le pouvoir d'achat du peuple d'un pays qui doit déjà faire face à un chômage chronique. Dans ces circonstances, il ne se voit guère évident que le Maroc prend des actions qui détériorassent gravement ses relations avec la France.

¹⁷⁸ ITC, *op.cit.*

En ce qui concerne la Question du Sahara, on observe que le Maroc, depuis la cesse feu signé avec le Polisario en 1991, le Maroc n'a pas organisé des opérations militaires contre le Polisario et n'a pas engagé dans les opérations militaires robustes qui pourraient réduire militairement l'existence des Sahraouis. Par exemple, le Maroc n'a pas ciblé les champs des réfugiés dans le Sahara. Au niveau de discours, le Royaume accentue toujours qu'il considère les Sahraouis comme des citoyens marocains. Afin de ne pas risquer ses relations exceptionnelles avec la France¹⁷⁹, au lieu d'une stratégie offensive, le Maroc suit une stratégie défensive tout en préservant le *statu quo* établi en 1991.

De point de vue de la politique étrangère marocaine, au niveau de système international, la France est certes un acteur déterminant dans la politique du Sahara du Maroc. La vitalité de l'approvisionnement des plusieurs biens importants pour son économie, pousse le Maroc à éviter de prendre des actions qui pourraient nuire ses relations avec la France afin de protéger son économie des impacts des sanctions économiques. La dépendance de l'économie marocaine dans plusieurs secteurs est donc un facteur de modération de la politique du Sahara du Maroc. En conséquence, on voit que le Maroc, pendant presque 20 ans, se contente de protéger le territoire saharien avec un mur et garantie le maintien des activités économiques dans le Sahara tant que l'exploitation de phosphate et des ressources halieutiques.¹⁸⁰ Ainsi, tandis le Maroc ne renonce pas à ses revendications sur la région au niveau national ainsi qu'international, ne met pas également en terme au cesse-feu existant.

Quant à l'Espagne, on peut dire qu'elle est un partenaire commercial important pour le Maroc alors que son importance est relativement moins que celle de la France. L'Espagne est une ressource d'approvisionnement pour certains produits stratégiques pour l'économie du Maroc. Sur ce point, la part des importations depuis l'Espagne pour

¹⁷⁹ « Maroc-France : Des Relations Bilatérales Exceptionnelles Consolidées Par Une Dynamique Positive Continue. » 2020. Ministère Des Affaires Etrangères, de La Coopération Africaine et Des Marocains Résidant à L'Etranger. 2020. <https://www.diplomatie.ma/fr/maroc-france-des-relations-bilat%C3%A9rales-exceptionnelles-consolid%C3%A9es-par-une-dynamique-positive-continue>.

¹⁸⁰ Victoria Veuilla, Conflits et actions collectives autour de l'exploitation du poulpe au Maroc. Politique africaine, 9:1, 2009, p.43-62.

certaines industries est particulièrement significative. Le textile, le secteur agroalimentaire, la transportation et le secteur chimiques sont parmi ces secteurs. C'est la raison pour laquelle, l'analyse de l'importance économique de l'Espagne pour le Maroc est nécessaire pour comprendre l'influence politique de l'Espagne sur le Royaume en ce qui concerne sa politique du Sahara.

Le textile est parmi les industries pour lesquelles les importations depuis l'Espagne sont particulièrement importantes. En plus, le secteur de textile est parmi les industries majeurs du pays. En effet, le secteur du textile – habillement emploie près de 175.000 personnes au Maroc. Il est en outre, le premier pourvoyeur d'emplois industriels du pays avec 40% des emplois industriels. Le secteur contribue également à hauteur de 24 % des exportations marocaines de biens et à hauteur de 7% dans le PIB national.¹⁸¹ Dans ce secteur, l'Espagne a une part considérable pour plusieurs produits comme cuivre et ouvrages en cuivre (55,6%), ouates, feutres et non-tissés; fils spéciaux; ficelles, cordes et cordages; articles de corderie (28,2%), tissus spéciaux; surfaces textiles touffetées, dentelles, tapisseries, passementeries, broderies (22,2%), filaments synthétiques ou artificiels; lames et formes similaires en matières textiles synthétiques ou artificielles (16,9%) et coton (13,6%). Etant donné que l'importation de ces biens sont essentielle pour une industrie qui est très importante pour l'économie du Royaume, les relations politiques avec l'Espagne sont particulièrement cruciales.

Tout comme le cas avec la France, détérioration des relations politiques au point d'impacter les relations commerciales, voire l'importation des biens nécessaire pour l'industrie de textile du Maroc, nuirait profondément à l'économie marocaine. Car l'Espagne est une ressource idéale pour le Maroc pour plusieurs raisons. D'abord, l'Espagne est juste au nord du pays au point de réduire considérablement les couts de transport, qui deviennent de plus en plus chers. Bien que le prix du conteneur ait été 3.000

¹⁸¹ « Le Textile Dans l'Élan de l'Accélération Industrielle | Challenge.ma. » n.d. Wwww.challenge.ma. Page consultée de 15 mai 2022. <https://www.challenge.ma/le-textile-dans-lelan-de-lacceleration-industrielle-45504/#:~:text=Le%20secteur%20du%20textile%20%E2%80%93%20habillement.>

euros en 2020, c'est 17.000 euros en 2021.¹⁸² En plus, le traité de libre-échange signé avec l'Espagne permet au Maroc d'importer ces produits aux prix avantageux. Une crise politique probable qui touche les relations économiques entre les deux pays constitue donc un risque pour le Maroc car une telle crise impacterait le 40 % de l'emploi du pays ainsi que le 7 % du PIB. Une inflation dans les biens d'habillement aurait également des résultats politiques dans un environnement où le taux de chômage augmente à la suite d'un dommage sur le secteur de textile. En soi, une telle détérioration des relations politiques avec l'Espagne ne soit pas compatible avec les intérêts nationaux du Maroc.

Deuxièmement, la part de l'Espagne dans l'importation de certains produits nécessaires pour plusieurs industries, comme machines, appareils et matériels électriques et leurs parties, appareils d'enregistrement ou de reproduction du son, appareils d'enregistrement ou de reproduction des images et du son en télévision, et parties et accessoires de ces appareils (16%), de fonte, fer et acier (20,4%), de caoutchouc et ouvrages en caoutchouc, de l'aluminium et ouvrages en aluminium (11,1%) montre que l'Espagne est également un pays important en tant que ressource d'approvisionnement pour l'industrie marocaine car ces produits sont utilisés intensivement dans les industries clés du Royaume allant l'industrie automobile à l'industrie des machines. D'où là, le fait de risquer l'approvisionnement de ces produits n'est pas compatible avec les intérêts économiques du Maroc.

Par la suite, on voit que l'importations depuis l'Espagne sont importantes pour l'industrie agroalimentaire du Maroc. Le Maroc importe des plantes vivantes et produits de la floriculture d'une valeur de 40,4 millions de dollars de l'Espagne constituant plus que la moitié des importations totales de ces biens. De même, la part des importations pour les animaux vivants atteint 39 %. Un problème dans l'approvisionnement de ces biens aboutirait à une hausse de plusieurs produits alimentaires et, en conséquence, une inflation.¹⁸³

¹⁸² « Transport Maritime : Le Prix Du Conteneur A-t-Il Été Multiplié Par Cinq En Un An ? », 2021. TF1 INFO. October 11, 2021. <https://www.tf1info.fr/economie/transport-maritime-le-prix-du-conteneur-a-t-il-ete-multiplie-par-cinq-en-un-an-2198660.html>.

¹⁸³ ITC, **op.cit.**

Par ailleurs, bien que l'Espagne ne soit pas parmi les producteurs de combustibles minéraux, tant que le pétrole et gaz naturel, on voit que le Maroc en exporte depuis l'Espagne d'une valeur de plus d'un milliard de dollars constituant le 20,6 % des importations totales de ces biens. Vue l'importation de combustibles minéraux est essentielle au Maroc à la fois pour le réchauffement des ménages et surtout pour l'industrie. L'approvisionnement des huiles de pétrole (dont la valeur est de 815,2 millions de dollars), du gaz de pétrole (dont la valeur est de 142,9 millions de dollars) et du coke de pétrole (dont la valeur est 93,7 millions de dollars) est certes indispensable pour le Maroc. La demande nationale en énergie primaire a augmenté en moyenne de près de 5% pendant ces dernières années, tirée par la croissance de la consommation électrique qui a augmenté en moyenne de 6% par an entre 2003 et 2017 en raison de la quasi généralisation de l'électrification rurale et du dynamisme de notre économie et surtout la politique des grands chantiers en infrastructures, industrie, agriculture, tourisme, logement social, etc.¹⁸⁴ Aujourd'hui, malgré les efforts du Royaume pour augmenter le taux des énergies renouvelables dans la capacité installée, la part des énergies renouvelables dans la puissance installée totale pour la production de l'électricité ne dépasse pas 40 %. Cela veut dire que le pays est toujours dépendant aux importations en termes d'importation des combustibles pour la production de l'électricité vitale pour son économie en plein croissance.¹⁸⁵ En effet, le Fonds monétaire internationale a prévu un taux de croissance du PIB de 6,3% pour l'année 2021.¹⁸⁶

En outre, l'approvisionnement des combustibles par l'Espagne a un sens politique pour le Maroc. Puisque la sécurité énergétique fait partie de la sécurité nationale, l'Espagne, le premier fournisseur de l'énergie du Maroc, est un acteur clé pour assurer la maintenance d'approvisionnement énergétique. Aujourd'hui, le Maroc en importe via la voie maritime ainsi que le Gazoduc Maghreb-Europe (GME) qui passe par le Maroc. Comme l'Espagne est géographiquement plus proche au Maroc que les autres pays tant que la Russie, l'Arabie saoudite et les États-Unis, le coût logistique sont relativement plus

¹⁸⁴ ITC, **op.cit.**

¹⁸⁵ « ELECTRICITE », n.d. www.mem.gov.ma.

¹⁸⁶ « IMF Executive Board Concludes 2021 Article IV Consultation with Morocco. », n.d. IMF. Page consultée le 12 mai 2022.

bas au point de consolider la position de l'Espagne en tant que source d'énergie pour le Maroc.

Depuis 1996, l'Algérie exportait vers l'Espagne et le Portugal environ 10 milliards de mètres cubes de gaz naturel par an via le GME. En contrepartie du transit du gazoduc, Rabat recevait annuellement près d'un milliard de mètres cubes de gaz naturel, soit 97 % de ses besoins comme droit de passage. La moitié était des droits de passage payés en nature, l'autre du gaz acheté à un prix avantageux. Toutefois, à la suite des tensions entre le Maroc et le Polisario soutenu par l'Algérie qui a nui aux relations déjà tendues entre les deux pays, afin remédier à la perte de son approvisionnement en gaz naturel, après la décision de l'Algérie de non-reconduction du contrat du Gazoduc Maghreb-Europe (GME) qui passe par le Maroc et alimente l'Espagne en gaz, sur fond de crise entre Alger et Rabat, en octobre 2021, le royaume décide de se tourner vers l'Espagne. Quant à l'Espagne, elle a répondu positivement la demande du Maroc dans un moment qui coïncident avec les déclarations du Premier ministre espagnol Pedro Sánchez qui a assuré que Madrid avait une relation positive avec le Maroc. Il a souligné qu'il considéré le Maroc comme un allié stratégique dans de nombreux domaines, tels que l'immigration, le développement économique et la sécurité. Ainsi, le Maroc désormais pourrait importer, pour la première fois, du gaz naturel liquéfié (GNL) en utilisant le GME qui acheminait auparavant des approvisionnements algériens vers l'Espagne. Le Maroc peut acquérir donc du GNL sur les marchés internationaux, décharger dans une usine de regazéification en Espagne et utiliser le gazoduc maghrébin pour l'acheminer sur son territoire.¹⁸⁷

Sur ce point, la dépendance économique du Maroc en Espagne dans des domaines stratégiques notamment l'énergie, se voit comme un facteur important qui influence la politique étrangère marocaine. La détérioration de ses relations avec l'Espagne au détriment des relations économiques vitales pour le royaume ne se voit pas désirable par Rabat. Car l'impact d'une telle crise d'approvisionnement des biens critiques serait considérable sur la stabilité économique du pays. Plusieurs secteurs clés du pays seraient

¹⁸⁷ « L'Espagne Assure Que Le Gaz Livré Au Maroc Ne Viendra Pas D'Algérie. », 2022, LEFIGARO. Page consultée le 28 avril 2022, <https://www.lefigaro.fr/flash-eco/l-espagne-assure-que-le-gaz-livre-au-maroc-ne-viendra-pas-d-algerie-20220428>.

en risque tant que le textile, les machines, l'automobile et l'agroalimentaire. Outre, une crise qui impacte l'approvisionnement des combustibles aurait un impact destructif sur le pays parce qu'elle frapperait toutes les industries ainsi que les ménages.

Quant à l'Espagne, de son côté, le Maroc se fait un partenaire stratégique dans la région avec lequel elle a construit des liens économiques forts. Son importance pour l'économie pour le Maroc se voit parmi les facteurs de rapprochement entre les deux pays. Etant donné que le fait de prendre des pas graves contre les intérêts de l'Espagne au point de nuire aux relations économiques et risquer l'approvisionnement des biens vitaux pour son économie, n'est pas compatible avec les intérêts nationaux du Maroc pour des raisons dont on a précédemment parlé. Ainsi, le Maroc se trouve parmi les partenaires importants de l'Espagne malgré certaines tensions conjoncturelles avec lequel elle a des intérêts communs.

Les États-Unis, en tant que puissance mondiale, ont un rôle décisif dans la politique étrangère marocaine en ce qui concerne la question du Sahara au vu de son importance économique pour le royaume. Alors que l'importance économique n'est pas autant grave que celle de la France et de l'Espagne, il faut l'analyser pour comprendre pourquoi le Maroc considère ses relations économiques avec les États-Unis dans le sujet du Sahara.

Les États-Unis se trouvent à la tête des sources de navigation aérienne ou spatiale pour le Maroc. Le 55 % des équipements importés au Maroc vient des États-Unis, d'une valeur de 464,6 millions de dollars. À part des chiffres, la part des États-Unis dans ce domaine stratégique pour la défense du Maroc signale la coopération militaire entre les deux pays sur laquelle on se penchera dans les chapitres suivants.

Quant aux combustibles minéraux, la part des États-Unis se voit remarquable, soit 18 %. Sur ce point, ils constituent une source d'énergie importante pour le Maroc bien que le coût de transport de GNL soit relativement plus élevé que celui de transport

depuis l'Espagne et la Russie. Ainsi, on peut dire que cette dépendance de Rabat à Washington est parmi les facteurs de rapprochement.

A part d'être un pays importateur, le Maroc exporte plusieurs produits vers plusieurs pays. Seules les exportations vers la France et l'Espagne, une valeur totale de 12,6 milliards de dollars, constituent 11,1 % du PIB du Maroc, soit 112,9 milliards de dollars.¹⁸⁸ L'exportation vers ces pays est importante pour l'économie du Maroc. D'abord, ces échanges constituent directement une source économique considérable pour l'économie du pays qui a besoin de liquide pour les projets de développement. Puis, indirectement, ils alimentent plusieurs industries du pays telle que l'automobile, la chimie et le textile, soit les secteurs qui emploient un grand nombre de personnes. C'est la raison pour laquelle, le Maroc attribue une importance particulière à ces relations économiques avec ces pays. Tout comme les importations, alors, l'exportation vers la France et l'Espagne sont un facteur que le Maroc prend en compte dans sa politique étrangère sur les sujets concernant ces pays.

Il est possible de dire que la dépendance économique du Maroc limite relativement le champ d'action du régime pour son intérêt national. La place d'importations, surtout, de trois pays, la France, l'Espagne et les États-Unis poussent Rabat à préserver les relations économiques et à les améliorer pour la stabilité et le développement économique du pays. Notre analyse d'importation du Maroc de ces pays nous montre que l'approvisionnement de plusieurs produits critiques pour le royaume sont vitales pour le maintien des activités industrielles dans plusieurs secteurs allant de l'automobile au textile. En plus, vu la dépendance du Maroc en exportation des machines et équipement, en cas d'une crise politique avec l'Espagne et la France impacterait presque toutes les activités de production industrielle au Maroc au point de mutiler l'économie du pays, en frappant l'approvisionnement des biens pour le marché local ainsi que l'exportation du pays. Autrement dit, le Maroc n'a pas le choix de risquer ses relations économiques avec ses trois pays pour préserver sa stabilité économique. Par ailleurs, intéressamment, bien que

¹⁸⁸ La Banque mondiale. 2020. « World Development Indicators. », 2020, <https://datatopics.worldbank.org/world-development-indicators/>.

cette dépendance soit un facteur limitant le champ d'action du Maroc sur le dossier du Sahara, elle consolide l'identité d'allié relativement fiable pour ces pays étant donné qu'ils sont conscients de cette dépendance qui pousse le Maroc à éviter de prendre des pas contre leurs intérêts. En effet, cette identité du Maroc comme un allié pour ces deux pays est un facteur déterminant pour que le Maroc gagne leurs soutiens sur l'affaire du Sahara.

b- Le dossier du Sahara : une question de survie pour le Maroc

Par ailleurs, l'affaire du Sahara concerne les balances de pouvoir au sein du royaume. Malgré la décision prise par Hassan II pour régler sa succession de son fils, Mohammed VI doit faire face à plusieurs difficultés au début de son règne, dont le règlement de la question du Sahara. Sur le dossier du Sahara, il s'agit d'une série de facteurs qui limitent les marges de manœuvre de Mohamed VI. L'ajustement du paysage politique marocain fait un premier aspect de l'affaire du Sahara. Confirmant sa volonté de prendre la haute initiative sur le dossier du Sahara, Mohammed VI limoge d'abord le ministre de l'Intérieur considéré comme le responsable de mécontentement dans quelques villes au Sahara telle que Laayoun et Dakhla et lui remplace avec Fouad Ali Al Himma, l'un de ses proches.¹⁸⁹ Cette décision est saluée par les étudiants sahraouis dont les manifestations pour l'amélioration des conditions, sont réprimées avec la plus grande violence par la police marocaine, sous les ordres de l'ancien ministre de l'Intérieur, Driss Bassri.¹⁹⁰ Ensuite, le roi crée une commission royale en charge des affaires sahariennes composée des membres également proches du roi. Cette politique de Mohammed VI constitue une rupture des politiques de son père sur le sujet. En prenant l'initiative sur le dossier, Mohammed VI met la monarchie en première ligne au point de la rendre responsable des conséquences de règlement de l'affaire, soit en cas de succès soit en cas d'échec.¹⁹¹ Donc, le règlement du dossier du Sahara en faveur du régime se voit comme une sorte de question de survie pour le Maroc sur lequel il insiste fermement.

¹⁸⁹ Mohsen-Finan, **op. cit.**, p.76-89.

¹⁹⁰ **Ibid.**

¹⁹¹ **Ibid.**

Lié à cette décision du roi qui rend la monarchie, désormais, la première responsable de l'affaire du Sahara, le deuxième enjeu est que le rôle des militaires au sein du paysage politique du Maroc, voire les tentatives de coup d'état en 1971 et 1972. La manière dont l'affaire sera réglée, sur ce point, est critique en vue des relations entre le régime et l'armée. Son père, Hassan II suivait une stratégie visant éloigner les militaires du champ politique en les cantonnant au Sahara. Mohammed VI, il devrait pourtant calculer la réaction de l'armée dans le règlement du dossier du Sahara. Car un règlement qui pourrait être considéré comme une humiliation par l'armée, qui a lutté pour la région dans le passé et y assure aujourd'hui la sécurité, serait certes une menace contre la monarchie.¹⁹²

Le troisième défi face au nouvel roi, c'est la nécessité d'améliorer les conditions de vie au Sahara dans un pays qui se heurte déjà face aux disparités régionales. Au-début de son règne, le jeune roi suit une politique de développement au Sahara essayant de garder l'équilibre avec les autres régions du royaume qui font face aux mêmes problèmes. Aujourd'hui, les conditions de vie dans la région sont bien plus améliorées que le passé. D'ailleurs, au cas où le Maroc perde le Sahara et cède cette région à Polisario, considéré comme une organisation terroriste, dans laquelle il investit considérablement, le roi devrait faire face à un grand mécontentement populaire dans un moment où la position de l'armée soit en question vu l'histoire des relations civil-militaires au Maroc.¹⁹³ En résumé, si le Maroc perd le Sahara dans le règne de Mohammed VI, la monarchie chérifienne serait menacée par plusieurs acteurs dans le pays, telle que, probablement l'armée et le peuple, à haute possibilité. Ainsi, une combinaison de réaction de ses deux acteurs pourrait avoir des résultats non désirables par le régime.

De plus, le Maroc suit une politique d'établissement des Marocains du nord au Sahara où se trouvent des opportunités de travail. Aujourd'hui, le Maroc attribue une grande importance aux projets de développement au Sahara telle que la construction des usines, des chemins de fer, des aéroports, des routes et des espaces urbaines. Ainsi, ce

¹⁹² Mohsen-Finan, **op. cit.**, p.76-89.

¹⁹³ Brahim Saïdy, « Relations civilo-militaires au Maroc: le facteur international revisité », *Politique étrangère*, 3, 2007, p.589-603.

développement rapide de la région crée plusieurs nouvelles opportunités de travail pour les jeunes marocains qui se heurtent face à un chômage chronique dans le pays.¹⁹⁴ Dans cette politique le Maroc a plusieurs motifs. Il vise d'abord diminuer le taux de chômage dans le pays qui est potentiellement un danger contre la stabilité économique et politique du pays. Deuxièmement, le Maroc cherche consolider sa présence démographique dans la région afin de garantir son succès en cas d'un référendum. Puis, le Maroc initie les agents publics à travailler au Sahara par des instruments économiques en augmentant considérablement les salaires des personnels publics. De même, avec cette politique, le Maroc vise à intégrer le Sahara culturellement au Maroc et présenter le Sahara aux marocains loin du Sahara.

En conséquence, la perte du Sahara est désormais un risque important pour la stabilité du Maroc. Le risque s'avère d'abord pour le roi, soit le responsable majeur de l'affaire. Aujourd'hui, le Maroc déploie millier de soldat dans la région. En cas d'un échec, le retour d'un tel nombre de soldat pourrait constituer une menace. Car, a part d'un conflit armé, si le Maroc perd la région diplomatiquement, l'armée marocaine, qui contrôler l'ouest du Sahara pendant des décennies, pourrait la considérer comme un échec de la monarchie. Cela est donc un risque considérable pour la monarchie qui a vu quelques tentatives de coup d'état dans son histoire. De plus, le destin d'un grand nombre des Marocains installés au Sahara est certes une autre question difficile. Car le royaume se heurte déjà face à un taux de chômage assez élevé. Un retour d'un tel nombre de personne augmenterait certainement le chômage et causerait un mécontentement populaire sérieux dans un moment ou la position de l'armée est en question. Autrement dit, la monarchie devrait faire face à un mécontentement militaire et populaire en même temps. Donc, nous pouvons dire que le Maroc n'a plus l'option de perdre l'ouest du Sahara.

¹⁹⁴ Yassine Abdellaoui, « Essai d'analyse de la performance économique en relation avec la problématique du chômage au Maroc », *Revue d'Etudes en Management et Finance d'Organisation*, 6:1, 2022, p.2.

c- Le Sahara « marocain » dans le vote public

L'affaire du Sahara est, aujourd'hui, une lutte et une affaire « nationale » du Maroc. Cette affaire n'est pas appropriée seulement par la dynastie ou quelques groupes politiques, mais par l'ensemble de la société. Il est possible de dire qu'il s'agit d'un consensus national au Maroc autour de l'affaire du Sahara « marocain ». Autrement dit, le fait de défendre une position d'autre que la position officielle du Maroc sur le dossier, est considéré comme une trahison à la patrie au Maroc étant donné que cela constitue une menace contre l'intégrité territoriale de la patrie. En effet, tous les groupes politiques, les médias, les groupes d'intérêts, les think tanks et même les artistes telles que les chanteurs, soutiennent la cause du Sahara. Nous voyons donc la cristallisation du vote public marocain autour de cet enjeu.

Le premier défenseur de l'affaire du Sahara est la dynastie au Maroc. Loin d'être prêt à accepter un État sahraoui indépendant, le roi marocain, tout comme ses prédécesseurs, refuse même négocier une telle solution en soulignant que la question est une affaire interne du Maroc. Mohammed VI met fréquemment l'accent sur la marocainité du Sahara dans ses discours.¹⁹⁵ Les discours royaux sont donc importants pour la construction du vote public au Maroc sur le dossier du Sahara. Par ailleurs, il est presque impossible de trouver des sondages à propos de la popularité du roi concernant le dossier du Sahara car la dynastie « sacrée » est, d'une part, hors de la scène politique marocaine. C'est-à-dire que la légitimité ou la popularité du roi est incontestable étant donné qu'il est « surpolitique ».

Ensuite, nous pouvons dire qu'il s'agit d'un consensus parmi les parties politiques au Maroc autour de l'affaire du Sahara. Nous ne voyons en effet aucun parti politique qui défende une solution au contraire de la solution proposée par le roi, soit l'autonomie élargie. Même dans leurs discours, aucun des partis politiques marocains ne prononce même pas l'expression du Sahara « occidental » et tous parlent de la région comme le

¹⁹⁵ « Mohammed VI Stresses International Support for Moroccan Ownership of Western Sahara. » n.d. Atalayar. Page consultée le 16 juillet, 2022. <https://atalayar.com/en/content/mohammed-vi-stresses-international-support-moroccan-ownership-western-sahara>.

Sahara « marocain ». Ils le font pour deux raisons principales. D'abord, l'opinion populaire pénaliserait une telle position qui n'est pas compatible avec l'intégrité territoriale du Maroc. Deuxièmement, vu que le dossier du Sahara concerne la sécurité nationale et l'intégrité territoriale incontestable, une position contre la position officielle est pénalisée par l'Etat. En conséquence, il n'y a pas de parti politique qui défend une solution qui diviserait le pays.

Quant aux médias, nous voyons une situation similaire. L'expression de « Sahara occidental » est un tabou dans les médias marocains que personne ne peut l'utiliser. Dans les médias marocains, nous ne voyons pas des positions contre les revendications du Maroc pour les mêmes raisons que les partis politiques marocains n'en ont pas. Les médias au Maroc, ne disputent pas le caractère marocain du Sahara et ne prononcent pas un discours d'autre que celui du discours officiel.

Outre, le régime n'utilise seulement pas les médias traditionnels. Au Maroc, plusieurs chanteurs et chanteuses marocain(e)s les plus célèbres donnent référence à l'affaire du Sahara dans leurs chansons. Au titre d'exemples, Dounia Batma, une chanteuse marocaine célèbre, parle du Sahara « marocaine » dans sa chanson « Al Maghreb Maghrebna », « le Maroc, notre Maroc » en français, et montre les images du Sahara dans la vidéo de la chanson.¹⁹⁶ Un autre chanteur célèbre marocain, Douzi, il parle directement des régions dans l'ouest du Sahara, telle que le Canal rouge, dans sa chanson « Ana Maghrabi », « Je suis marocain » en français :

*« Je suis marocain, je suis marocain
Arabe d'origine et mon sang est marocain
Je suis marocain, je suis marocain
J'aime mon pays, la terre de mes ancêtres
Je suis marocain, je suis marocain
Arabe d'origine et mon sang est marocain*

¹⁹⁶ “المغرب مغربنا (فيديو كليب حصري) - دنيا بطمه | 2015” n.d. www.youtube.com. Consulté le 16 juillet, 2022. <https://www.youtube.com/watch?v=25JNBtJ8FvE>.

Je suis marocain, je suis marocain
J'aime mon pays, la terre de mes ancêtres
*Je suis **le fils du Sahara et du Canal rouge***
Les palmiers et le drapeau rouge avec une étoile verte »¹⁹⁷

Dans une autre chanson, qui s'appelle « Laayoun aynia », il fait référence à la marocainité du Sahara et parle de la Marche verte. Outre, le fait que le nom de la chanson, soit Laayoun, le capital revendiqué du soit-disant l'Etat de RASD, montre qu'il défend clairement la position officielle du Maroc.¹⁹⁸ Le régime utilise donc le *soft power* dans la politique interne et façonne l'opinion publique en sa faveur. Pour cela, il choisit les chanteurs les plus célèbres.

Bref, nous pouvons dire que le vote public a une unique voix sur le dossier du Sahara. Il ne s'agit presque personne qui est contre la position du régime. Rendant la question comme une question de survie, la dynastie gagne le soutien du vote public. Cela supporte le régime dans sa position ferme sur la scène internationale et lui confie la flexibilité contre les répercussions probables en provenance du système international. Autrement dit, le vote public peut tolérer les problèmes économiques, jusqu'à un degré, causés par les tensions diplomatiques entre le Maroc et certains acteurs, tels que l'Algérie, en raison du dossier du Sahara.

¹⁹⁷ « Ana Maghrabi. » n.d. Paroles2Chansons. Page consultée le 17 juillet, 2022. <https://paroles2chansons.lemonde.fr/paroles-douzi/paroles-ana-maghrabi.html>.

¹⁹⁸ « Douzi - Laayoun Aynia (Official Music Video) | دوزي - العيون عينيا (فيديو كليب) » n.d. [www.youtube.com](https://www.youtube.com/watch?v=wAH_n25aj9A). Page consultée le 16 juillet, 2022. https://www.youtube.com/watch?v=wAH_n25aj9A.

2 – L’approche de la politique étrangère marocaine sur le dossier du Sahara

a - La politique officielle du Maroc

Mohammed VI succède à son père Hassan II à sa mort en juillet 1999, devenant le troisième souverain à porter le titre de roi du Maroc. Le Maroc sous le règne de Mohammed VI a entretenu des relations économiques et politiques très importantes avec la France et les États-Unis, qui le considèrent comme un partenaire important contre le terrorisme au Maghreb. L'action diplomatique de Mohammed VI se concentre aussi sur la réintégration du Maroc en Afrique, le pays ayant quitté l'Union africaine en 1984 et fermé sa frontière avec l'Algérie en 1994.¹⁹⁹ En décembre 2020, le Maroc noue des relations diplomatiques avec Israël, en contrepartie de la reconnaissance de la souveraineté marocaine sur le Sahara par les États-Unis.

Le nouvel roi hérite l'affaire du Sahara de son père en tant qu'enjeu principal de la politique étrangère de son pays. Bien que la question ait un caractère plus compliqué lorsqu'il monte au trône, on voit que Mohammed VI réussie considérablement dans le dossier du Sahara. Aujourd'hui, les États-Unis reconnaissent la souveraineté du Maroc sur le Sahara vu sa décision d'ouverture d'un consulat à Laayaun. La France maintient également son soutien politique pour le Maroc sur le dossier sans reconnaissance sa souveraineté sur la région. Par ailleurs, le développement le plus impressionnant sur la question, c'est que l'Espagne affirme qu'elle trouve la proposition du Maroc comme la solution la plus raisonnable et logique pour la résolution de la question bien qu'elle soutient politiquement le Polisario.

Dans ce succès, la position ferme du marocain, M. Mohammed VI est essentielle. Car, lui, comme nous avons parlé au-dessus, est l'acteur principal par rapport à la politique étrangère du Rabat sur le dossier du Sahara. Il perçoit l'affaire du Sahara à la fois un enjeu

¹⁹⁹ Karine Bennafla, Montserrat Emperador Badimon, « Le « Maroc inutile » redécouvert par l'action publique: les cas de Sidi Ifni et Bouarfa », *Politique africaine*, 4, 2010, p.67-86.

interne du Maroc et une « personnelle » à lui. En effet, non seulement au niveau du discours, il le rend lui-même comme le responsable numéro un du sujet.

En résultat, le Maroc insiste permanemment sur ses revendications sur l'ouest du Sahara. Il ferme la porte pour toute sorte de solution incluant l'indépendance du Sahara. A l'intérieur, le royaume réussi à galvaniser l'opinion publique sur le dossier. Par ailleurs, a part d'être un choix stratégique, l'affaire du Sahara constitue un enjeu qui concerne les dynamiques internes du pays. C'est-à-dire, le Maroc doit maintenir son autorité sur l'ouest du Sahara pour la stabilité interne du pays pour plusieurs raisons dont on parlera dans ce chapitre.

La dynamique interne est basée sur les revendications historiques du Maroc à propos de l'ouest du Sahara. L'ouest du Sahara est considéré une partie historique du Maroc dans la narrative historique du Maroc. La région reste dans les frontières de l'Empire almoravide qui est considéré parmi les prédécesseurs de l'État marocain d'aujourd'hui. De même, depuis Mohammed V, les rois marocains base la marocanité de l'ouest du Sahara sur le fait que les tributs sahraouis acceptent l'autorité religieuses des sultans marocains, dont les Alaouites, la dynastie actuelle du Maroc.

Dans cette narrative, ce sont la colonisation espagnole au Sahara et le protectorat français au Maroc responsable de détachement de la région du Maroc. La délimitation arbitraire des frontières par les Français et les Espagnoles créent une distinction entre le Maroc et le Sahara. La narrative historique n'accepte même pas le concept du « Sahara occidental » qui est produit par les colonisateurs plus tard afin de diviser le Maroc. Après l'indépendance du Maroc, la région devrait être récupérée par le Maroc tout comme certaines d'autres régions telle que Ceuta, Melilla, Tindouf, Béchar, la Mauritanie et le nord du Mali, soit les régions de l'Empire almoravide.²⁰⁰ Dès l'indépendance, cette narrative domine l'éducation de l'histoire au Maroc. En conséquence, le Maroc arrive à créer une opinion publique qui voit l'ouest du Sahara comme un territoire marocain.

²⁰⁰ Hicham El Aallaoui, Amira K. Bennison, « The Almoravid and Almohad Empires », *Bulletin critique des Annales islamologiques*, 2022, p.36.

En résumé, Mohammed VI continue la politique de marocanisation du Sahara par plusieurs instruments. D'un point de vue économique et démographique, on voit qu'il réussit dans la marocanisation du Sahara au point d'augmenter son profit de la région. De plus, cela constitue un avantage pour le Maroc en ce qui concerne les investissements des entreprises étrangères au Sahara en y créant une main-d'œuvre qui serait demandée par elles. D'autre part, la marocanisation du Sahara, menée par le Maroc lui-même, devient un facteur coercitif pour le Maroc qui lui oblige à y préserver et consolider son autorité. Car le Sahara n'est plus une région loin du Maroc restée inconnue par les Marocains. Au contraire, aujourd'hui l'ouest du Sahara abrite plusieurs familles marocaines qui viennent du nord de la région, dont une partie est venue lors de la Marche verte. En raison de cela, jadis, le Maroc n'a pas l'option de perdre la région, qui est devenue marocaine plus que jamais, où habitent milliers de familles marocaines. Quant au roi Mohammed VI, il continue à appliquer cette politique de consolidation démographique marocaine dans la région. Par conséquent, aujourd'hui, il s'agit des liens organiques entre les résidents de la région et les autres citoyens marocains dont des membres de famille vivent là-bas. Alors que le Polisario revendique la région, elle est actuellement administrée de facto depuis 1976 par le Maroc sous le nom de *Provinces du Sud* du royaume tout comme les autres régions du Maroc. La perte de la région serait donc un effet plus grave sur le vote public marocain au point d'influencer la stabilité économique et surtout politique du pays en plus d'un risque de crise de réfugiés à la suite d'un contrôle probable de Polisario qui réclame les résidents marocains dans le Sahara, étant donné qu'elle considère désormais une région indissociable pour l'intégrité territoriale du pays, par le peuple, l'administration et le roi,²⁰¹ qui est l'un des éléments de l'idée de nation marocaine.²⁰²

Concernant la capacité militaire du royaume, on peut dire que le Maroc a la capacité militaire suffisante pour contrôler la région. Il est vrai qu'il n'avait pas la possibilité d'assurer la stabilité dans la région avant la construction de la Mur de sables vu la dimension immense de la région et les conditions climatiques extrêmes qui rendent

²⁰¹ Khadija Mohsen-Finan, « Sahara occidental », *Diplomatie*, 96, 2019, p.12-16.

²⁰² Eva Cantat, *Imaginaire national et territoire: la construction nationale marocaine après l'indépendance*, ILCEA, *Revue de l'Institut des langues et cultures d'Europe, Amérique, Afrique, Asie et Australie*, 2018, p.30.

les opérations militaires difficiles. Par contre, la construction du Mur de sables crée un avantage important pour le Maroc car ce mur empêche les incursions des Sahraouis grâce aux moyens modernes de surveillance. De plus, les équipements militaires technologiques tels que les avions, les chars et les drones²⁰³ rendent le Maroc un État dissuasif que les Sahraouis ou l'Algérie ne puissent pas s'attaquer.

Concernant les relations entre la société et l'État, nous voyons que, surtout M. Mohammed VI, réussit à galvaniser le vote public autour du sujet du Sahara. En effet, presque tous les discours royaux contiennent des références au dossier du Sahara. En plus, suivant la même politique de son père, il soutient l'installation des Marocains dans la région via diverses incitations tels que la réduction d'impôt, soutien aux salaires des agents publics, etc. En conséquence, il réussit certainement à construire une idée du Sahara « marocaine » auprès le peuple. Donc, en tant que variable intervenante, les rapports entre l'État et la société marocaine a une influence positive sur la politique étrangère suivie par Rabat.

b - La nécessité de « Sahara marocain » pour le Maroc

Parmi les territoires historiques « marocains », c'est l'ouest du Sahara seul sur lequel le Maroc n'a pas renoncé à ses revendications. Comme on a parlé dans les chapitres précédents, le Maroc dument renoncer à toutes ses revendications sur le reste des régions sauf l'ouest du Sahara étant une obligation politique vu son incapacité matérielle et politique pour le faire. En outre, la renonciation du Maroc a certaines de ses régions, telle que la Mauritanie, Tindouf et Béchar, est faite pour le but d'obtenir un soutien politique pour la récupération de l'ouest du Sahara. Toutefois, aucune de ces renonciations ne sert à obtenir un tel soutien. Au contraire, l'Algérie soutient effectivement le Polisario contre

²⁰³ « Algérie - Maroc : Que Pèsent Leurs Forces Militaires ? », 2021, TV5MONDE. November 7, 2021. <https://information.tv5monde.com/afrique/algerie-maroc-que-pesent-leurs-forces-militaires-431591>.

le Maroc alors que le Mauritanie demeure neutre,²⁰⁴ loin d'être pour le Maroc en raison de son angoisse envers l'expansionnisme marocaine dans la région.

En conséquence, le Maroc perde tous ses territoires sauf le Sahara. Ces échecs diplomatiques constituent non seulement pour le Maroc mais aussi pour la dynastie alaouite puisque les revendications du Maroc au Sahara s'appuient sur l'allégeance des tributs sahraouies aux sultans du Maroc. Bien que l'appartenance des autres régions où se trouvent les villes ainsi que les populations sédentaires est plus concret et tangible vu le contrôle étatique du Maroc sur elles, la marocanité du Sahara liée directement à la dynastie alaouite étant donné que l'allégeance des tributs sahraouies est pour le sultan en tant que leader religieux plutôt que l'État marocain. La question du Sahara est donc une affaire spécifiquement concernant l'autorité des sultans marocains.

En raison de cela, depuis l'indépendance, les sultans marocains considèrent l'affaire du Sahara, en plus de son importance pour le Maroc, comme une affaire de légitimité. Car la perte probable du Sahara serait une défaite de la dynastie, alors du sultan, au-delà d'une perte de territoire. De plus, on voit plusieurs contestations de l'autorité des sultans depuis la colonisation française. Dans cette période, on voit même des mouvements d'inspiration socialiste et républicaine au contraire du régime royal qui échoue préserver les territoires historiques du Maroc telle que la Mauritanie, Tindouf et Béchar. D'où-là, les sultans marocains demeurent ferme sur leur revendication sur le Sahara depuis l'indépendance du Maroc vu l'importance de la région pour leur prestige dans le pays. Quant au roi Mohammed VI, il n'en fait pas l'exception. Il continue la même politique traditionnelle des rois marocains pour des raisons mentionnées.

En plus, l'affaire du Sahara est un problème clé dans la rivalité entre Alger et Rabat. Dès l'indépendance de l'Algérie, les relations entre les deux voisins demeurent problématiques pour des raisons territoriales. Pendant ces disputes, le Maroc s'engage même dans la guerre pour réaliser ses revendications territoriales sur Tindouf et Béchar.

²⁰⁴ Khadija Mohsen-Finan, « Le règlement du conflit du Sahara occidental », *Politique africaine*, 4, 1999, p.95-105.

Cependant, il doit renoncer à ses revendications sur les deux provinces à jamais espérant trouver un soutien sur le dossier du Sahara. Mais cela n'a pas été le cas. Le Maroc ne gagne pas le soutien de l'Algérie au point de finir le Polisario en lui privant toutes sortes d'aides logistiques. En résultat, l'Algérie s'avance un pas devant le Maroc dans la rivalité régionale entre les deux pays. Alors, on peut dire que l'affaire du Sahara constitue une question de prestige dans les rivalités régionales.

D'ailleurs, l'affaire du Sahara est sans doute plus d'une question de prestige pour Mohammed VI. L'importance économique de la région est un autre facteur qui pousse le Maroc à maintenir ses revendications sur l'ouest du Sahara. Le phosphate, les ressources halieutiques sont des ressources dont l'exploitation a déjà commencé. Les ressources économiques de la région ont une place considérable dans le PIB du pays.

Par ailleurs, et probablement plus important, le potentiel de l'ouest du Sahara en termes des énergies renouvelable rend le Sahara une région stratégique pour le Maroc. Car il s'agit, aujourd'hui, des recherches qui montre le potentiel du Sahara pour produire l'électricité verte à partir de l'énergie solaire et éolienne que l'on utilise dans la production de l'hydrogène vert.

L'hydrogène vert est l'élément de l'hydrogène qui est produit en l'électrolyse de l'eau par l'électricité produite à partir des énergies renouvelables. Bien que cet élément ne soit pas lui-même une ressource énergétique, il est un porteur de l'énergie d'électricité efficace. Grâce à l'hydrogène, on peut transférer l'électricité aux longues distances et utiliser dans l'utilisation des ménages ainsi que dans l'industrie. En outre, et plus important que l'usage sous forme d'électricité qui ne peut pas seul remplacer les hydrocarbures telle que le pétrole et le gaz naturel dans l'industrie comme une matière première, l'hydrogène peut être utilisé comme une matière première tout comme les hydrocarbures.

En conséquence, la possession de cette région constitue un avantage important pour le Maroc qu'elle soit un fournisseur potentiel d'hydrogène vers l'Europe au point de

soutenir son économie. Par ailleurs, l'avantage de disposer une telle ressource sera discutée dans la partie suivant lorsque l'on analyse la structure du système international en ce qui concerne la question du Sahara. En plus, la capacité des autres régions au Maroc en termes de production de cet élément rende le Maroc un acteur important pour la sécurité énergétique de l'Europe.

C - Les relations entre le Maroc et les acteurs principaux reliés à l'affaire du Sahara

La question du Sahara est aujourd'hui un conflit gelé. Bien que la résolution de l'ONU prévoie un referendum incluant l'option d'autodétermination du peuple sahraoui, et l'Algérie et une série d'autre pays réclament pour l'adoption de cette décision, le Maroc contrôle, de facto, la plupart de la région et y exploite les ressources économiques en tant que le phosphate et les ressources halieutiques. On peut donc dire qu'il s'agit d'un statut quo international en faveur du maintien du contrôle du Maroc sur la région pour plusieurs raisons. Ici, l'importance des relations économiques et politiques entre le Maroc et certains acteurs clés du sujet comme la France, l'Espagne et les États-Unis, poussent ces derniers à prendre, explicitement ou implicitement, une position favorable pour le Maroc. En plus, la position d'Alger à propos du dossier, vu que la politique étrangère de Rabat nuit gravement aux relations politiques et économiques bilatérales, l'effet de la politique étrangère algérienne devrait être abordée. C'est la raison pour laquelle, une analyse détaillée de ces relations économiques et politiques est indispensable pour comprendre la formation de l'environnement international qui joue un rôle déterminant dans la politique étrangère du Maroc.

Plusieurs pays européens, comme la France, sans ayant reconnu la souveraineté marocaine sur le Sahara, soutiennent la position du Maroc étant un choix stratégique malgré la résolution de l'ONU. Même l'Espagne a récemment reconnu que le plan d'autonomie marocain pour le Sahara, soit un référendum pour une autonomie élargie du Sahara, comme la base la plus sérieuse, réaliste et crédible pour la résolution de ce différend alors qu'elle avait toujours prôné la neutralité entre Rabat et les indépendantistes

sahraouis du Front Polisario.²⁰⁵ En effet, l'environnement tourne de plus en plus en faveur du Maroc. Sur ce point, donc, il faut que l'on analyse les raisons économiques et politiques pour lesquelles certains États importants pour la politique étrangère marocaine cèdent à Rabat.

Premièrement, la question du Sahara, soit une ligne rouge de Rabat, fait l'un des enjeux principaux de la politique étrangère du Maroc pour plusieurs raisons. Elle est une question multidimensionnelle. La dynastie alaouite voit sa souveraineté incontestable sur la région revendiquée par les Sahraouis soutenus par sa voisine et adversaire, l'Algérie. Etant donné que la question est une ligne rouge pour le Maroc, la position des acteurs concernant cette question, est certes un facteur déterminant par rapport à leurs relations avec le Maroc. La position de ces pays serait soit un facteur de détérioration des relations politiques et économiques avec le Maroc, s'il elle soit pour les Sahraouis, ou un facteur de rapprochement avec le royaume s'ils suivent des politiques en faveur du maintien du statut quo tout en développant les relations avec le Maroc. C'est la raison pour laquelle, ils comptent leurs relations diplomatiques, économiques et sociales avec le royaume quand ils prennent la position en ce qui concerne la question du Sahara. Ici, on montrera comment les relations multidimensionnelles de ces pays avec le Maroc jouent un rôle déterminant sur la politique étrangère du Maroc en analysant la place du Maroc en tant que partenaire économique et politiques pour eux.

Notamment l'importance économique du Maroc pour l'UE, surtout la France et l'Espagne, pousse les pays européens à se rapprocher au Maroc ou, au moins, de ne pas soutenir la position des Sahraouis malgré la résolution de l'ONU. Par ailleurs, la position géostratégique du Maroc qui lui rend un partenaire indispensable pour le contrôle des vagues d'immigration irrégulière, parfois même instrumentalisée par le Maroc, détourne l'Europe, surtout les pays de l'Europe du sud, d'entrer en dispute avec lui sur cette ligne rouge de la diplomatie marocaine. Outre, le fait que le Maroc fait un allié historique de

²⁰⁵ Le Monde.fr. 2022. "Sahara Occidental : Le Polisario 'Rompt' Avec Le Gouvernement Espagnol," April 11, 2022. https://www.lemonde.fr/afrique/article/2022/04/11/sahara-occidental-le-polisario-rompt-avec-le-gouvernement-espagnol_6121603_3212.html.

l'ouest, face à l'Algérie qui proche de la Russie, est une raison en plus que l'Europe se reproche au Maroc.

Quant aux États-Unis, parmi ses premiers fournisseurs d'armes, on observe une situation similaire avec celle de l'Europe. A part de ses relations économiques, le Maroc constitue un allié indispensable pour les États-Unis afin de faire face à l'expansionnisme russe probable vers l'Atlantique via l'Algérie soutenue par la Russie qui fait son premier fournisseur d'arme. En plus, l'importance économique et politique du Maroc pour l'Union européenne, est une autre raison pour que les États-Unis prennent une position plutôt en faveur du Maroc. Par ailleurs, étant donné que le continent africain constitue désormais un champ de conflit d'intérêt entre les États-Unis et la Chine, Washington ne prend pas le risque de s'éloigner du royaume afin de ne pas détériorer les relations avec un pays stratégiquement important sur le continent.

En plus de l'importance du Maroc, la région de Sahara a une importance économique considérable en soi pour à la fois l'Europe et les États-Unis. Malgré son climat défavorable pour la vie humaine et le tissu géographique désertique, le Sahara dispose une grande partie des ressources mondiales de phosphate, soit un élément essentiel pour la production agricole, qui se fait jadis un enjeu de la sécurité nationale pour plusieurs pays, dont les pays de l'Europe. De même, cette région riche en ressources halieutiques est importante pour la sécurité alimentaire de l'Europe dont la stabilité doit être maintenue. En plus de l'agriculture, le Sahara a un potentiel élevé des énergies renouvelable comme énergie solaire et éolienne ainsi que d'hydrogène vert, soit une alternative pour les combustibles fossiles.

Etant liée à son importance économique, le contrôle d'une organisation dont la capacité étatique est contestable pour des raisons dont on a parlé dans les chapitres précédents et la légitimité est douteuse vue ses actes terroristes visant l'infrastructure économique de la région dans le passé, sur une région tellement importante, fait l'une des facteurs qui poussent l'Europe et les États-Unis à soutenir la position du Maroc afin de préserver la stabilité de la région en écartant le risque d'un conflit armé entre le Maroc et

le Polisario qui pourrait impacter l'exploitation de phosphate. En effet, c'est le Maroc qui a construit la plupart de l'infrastructure de la région au point de rendre possible l'exploitation des réserves de phosphate.

1 – Les alliés de Rabat au sein du système international : les positions de Paris, de Madrid et de Washington

a - Le Maroc présenté comme un allié majeur de l'Occident

Le royaume chérifien constitue un allié important dans une région stratégique pour les pays proches aux États-Unis. Ce positionnement du Maroc devient un facteur qui façonne le système international en faveur du royaume. Car le Maroc a été dès son indépendance proche aux États-Unis sur les dossiers critiques comme la Palestine malgré quelques tensions vu le rôle du Maroc comme interlocuteur entre Israël et les pays arabes. Outre, les États-Unis font le premier fournisseur d'arme du Maroc tandis que la Russie soutient militairement l'Algérie, soit le rival principal du Maroc au Maghreb. Aujourd'hui, tous ces trois pays soutiennent le Maroc et affirme que la solution proposée par Rabat est la base la plus logique à la question du Sahara, soit une autonomie élargie pour l'ouest du Sahara, tout en préservant l'autorité du Maroc sur la région. Autrement dit, l'option d'indépendance des Sahraoui est désormais hors question.

Les États-Unis, la France et l'Espagne considèrent que leur position sur le dossier du Sahara est déterminante pour leurs relations avec le royaume chérifien étant donné que l'enjeu constitue une ligne rouge de politique étrangère marocaine. À part l'Espagne, que dont on parlera de sa position plus tard, les deux pays affirment leur soutien pour le Maroc sur le dossier du Sahara. Récemment, en 2021, les États-Unis reconnaissent officiellement la souveraineté du Maroc sur le Sahara²⁰⁶ alors que la France affirme, pour l'instant, seulement son soutien pour la solution d'autonomie élargie proposée par le Maroc. Le Maroc a des relations historiquement positives avec les États-Unis. Quant à la France, le

²⁰⁶ « United States Recognizes Morocco's Sovereignty Over Western Sahara », *American Journal of International Law*, 115:2, 2021, p.318-323.

royaume choisit renforcer ses relations après son indépendance pour son développement économique et y réussie comme on a examiné dans le chapitre précédent.

Pour les États-Unis, le Maroc suit une série de politique lors de règne de Mohammed VI en faveur des politiques américaines au Moyen-Orient. Il joue le rôle d'interlocuteur entre les pays arabes et Israël. Récemment, le royaume prend la décision de normaliser ses relations avec Israël. En retour de cela, les États-Unis décide d'ouvrir un consulat à Dakhla, une ville à l'ouest du Sahara, en reconnaissant la souveraineté du Maroc sur la région. Cela constitue une victoire pour la diplomatie marocaine.

Ici, il semble qu'il y a d'autre raisons pour lesquelles les États-Unis reconnaissent l'autorité marocaine au Sahara, a part de la décision du royaume de normaliser les relations avec l'État hébreu. En plus, le Maroc entretient avec les États-Unis une relation étroite qui n'a fait que se renforcer ces dernières années. Non seulement le Maroc est considéré comme un pays arabo-musulman stable, en voie de libéralisation et de démocratisation, mais il a également été un partenaire important dans la lutte contre le terrorisme et la poursuite de la paix au Moyen-Orient. Il reçoit plus d'aide étrangère américaine que tout autre pays du Maghreb.²⁰⁷ Le Maroc est, outre, un allié majeur non-membre, de l'OTAN depuis 2004.²⁰⁸ Il a des relations politiques et économiques positives avec la plupart des pays membres de l'OTAN telle que la France, l'Espagne et la Turquie. De plus, la location stratégique du pays le rendre géologiquement important pour les États-Unis et l'OTAN. De plus, le Maroc fait l'un des pays clés pour lutter terrorisme radical au Sahara. Les Forces armées royales marocaines assistent aux opérations de lutte contre le terrorisme dans la région telle qu'Al-Qaïda.²⁰⁹ En plus, le Maroc constitue un modèle d'Islam modéré contre les courants radicaux. Ainsi, le royaume chérifien fait un allié important de l'OTAN et de l'Europe dans la région.

²⁰⁷ Jacob Mundy, *op. cit.*, p.221-243.

²⁰⁸ Samir Battiss, « Une stratégie de sécurité de L'OTAN pour le sahel: avec qui et comment ? », *NATO Defense College*, 2016, p.25

²⁰⁹ Khadija Mohsen-Finan, « Sahara occidental: divergences profondes autour d'un mode de règlement », *L'Année du Maghreb*, 5, 2009, p.553-569.

D'ailleurs, l'importance de l'affaire du Sahara s'avère comme un facteur que les États-Unis, l'Espagne et la France prennent un compte dans leurs politiques étrangères concernant le dossier du Sahara. C'est-à-dire, la question « Pourquoi ils ne doivent pas soutenir le Polisario pour son indépendance ? » est plus explicative que la question « Pourquoi ils doivent soutenir le Maroc sur le dossier ? » vu l'importance de la stabilité du Maroc et de la région pour ces pays.²¹⁰ Car on a déjà expliqué l'importance économique et politique du Maroc pour eux.

Le Maroc aujourd'hui contrôle la région en y consolidant sa présence militaire, économique et démographique. Au sein du pays, la souveraineté marocaine sur l'ouest du Sahara n'est pas contestable. En outre, l'expression de « Sahara » est un tabou pour le vote public.²¹¹ Car la région est considérée comme une partie organique du royaume ou se trouve des familles marocaines. Outre, l'affaire du Sahara est désormais une sorte de question de survie pour la monarchie chérifienne pour des raisons dont on a parlé dans le chapitre précédent. En cas d'un règlement au détriment du Maroc, semble menacer la stabilité du régime ainsi qu'en pays et qu'en région et impacter négativement la coopération atlantique, étant donné le Maroc possède les atouts nécessaires et apparaît comme un acteur incontournable pour contribuer au développement de la coopération.²¹²

Sur ce point, les États-Unis, la France et l'Espagne ont trois choix en ce qui concerne leurs positions envers l'affaire du Sahara. Le premier choix est de suivre une politique favorable pour le Maroc, en soutenant la solution d'autonomie élargie par le Maroc, soit avec une reconnaissance officielle de la souveraineté du royaume au Sahara ou non. Le deuxième choix est de rester totalement neutre. Et troisièmement, c'est d'appliquer une pression politique et économique sur le royaume en utilisant les instruments politiques et économiques. Pour comprendre le rôle du système international dans la politique étrangère du Maroc sur le dossier, chacun de ces choix seront analysés.

²¹⁰ Mohsen-Finan, **op. cit.**, p.100.

²¹¹ Luis Martinez, « Le Maroc, l'Union du Maghreb Arabe et l'intégration régionale », *EuroMeSCo Paper*, 2008, p.67.

²¹² Mohammed Tawfik Mouline, « La dimension atlantique de la politique étrangère du Maroc », *Geoeconomie*, 2, 2016, p.111-122.

Commençant par le troisième scénario, soit les États-Unis, la France et l'Espagne soutient la résolution de l'ONU prévoyant un référendum au Sahara à l'option d'autodétermination pour les Sahraouis. Vu son rôle au sein de l'ONU, cette position des États-Unis et la France aurait un poids considérable sur le règlement du Sahara en faveur du Polisario. En plus, ces trois pays disposent également des instruments économiques pour faire pression sur le royaume afin de le faire accepter la résolution de l'ONU. Même si on ne peut pas savoir si le Maroc l'accepte, il est presque sûr que cette position des trois pays n'aurait pas des effets positifs sur ses relations bilatérales avec le royaume vu l'importance du dossier pour le Maroc et ne sert qu'à faire éloigner le Maroc de leur champ. Autrement dit, suivant une telle stratégie, ils soutiendraient l'apparition d'un État indépendant sahraoui sous le gouvernement du Polisario au détriment de ses relations avec le Maroc.

En outre, supposons que l'ONU décide que le RASD prend le contrôle de la région en question étant un État indépendant et souverain. Cela veut dire que la présence marocaine militaire et administrative seraient terminées bien que le Maroc investit considérablement dans la région depuis des décennies et qu'il dispose des troupes importantes dans la région.²¹³ De plus, comme on explique en détail, la question du Sahara se fait une ligne rouge de la diplomatie de Rabat qui est liée directement à la stabilité du pays et du régime royal pour laquelle le Maroc a risqué ses relations avec l'Espagne lorsqu'il a laissé les immigrés irréguliers à passer à Ceuta en 2021 à la suite de l'arrivée du chef des indépendantistes sahraouis du Front Polisario pour soins, ennemi juré du Maroc, en Espagne.²¹⁴ La question comment la présence marocaine serait finie est donc importante pour comprendre la stratégie de ces pays. Si le Maroc refuse de quitter la région et choisit d'utiliser son pouvoir militaire, concernant la conjoncture politique du pays cela semble être le cas car Rabat voit le dossier comme son affaire interne et une telle solution

²¹³ Rui Alexandre Novais, « The Western Sahara never ending story: A case of organized hypocrisy », *Africana Studia*, 2020, p.29.

²¹⁴ Le Monde.fr. 2021. « Migrants à Ceuta : L'Espagne Accuse Le Maroc d'« Aggression » et de « Chantage, » », Page consultée le 20 mai 2021. https://www.lemonde.fr/international/article/2021/05/20/migrants-a-ceuta-l-espagne-accuse-le-maroc-d-agression-et-de-chantage_6080868_3210.html.

comme une menace grave contre son intégrité territoriale,²¹⁵ il est évident que le Polisario ne dispose guère des équipements militaires nécessaires pour dépasser la Mure de Berme construite par le Maroc afin d'empêcher les incursions sahraouies,²¹⁶ et repousser les troupes marocaines qui sont bien positionnées dans la région depuis des années.

Dans ce cas, une opération militaire demeure la seule option pour que le Polisario puisse prendre le contrôle de la région. Si ces pays arrêtent sur ce point et ne se lancent pas dans une telle opération dont les résultats seraient ambigus et probablement destructifs pour la stabilité régionale et la stabilité de l'Europe vu le risque probable d'une vague migratoire vers l'Europe, ils ne gagnent que l'hostilité du royaume du Maroc au détriment des intérêts économiques et politiques mutuels. Au contraire, s'ils décident de s'engager à une telle opération, non seulement la stabilité au Maroc serait détruite mais également l'Europe serait parmi la première qui devrait faire face à plusieurs problèmes à la suite d'une telle opération militaire, telle que la hausse dans les prix de certains produits ainsi que, et plus importante, une vague d'immigration depuis le Maroc, bien que le Maroc soit un acteur important dans le contrôle des vagues d'immigration irrégulière vers l'Europe dans la région.

D'ailleurs, même si le Maroc recule pacifiquement de la région, l'avenir des Marocains installés dans le Territoire depuis le départ du colonisateur espagnol et soutenus financièrement par le gouvernement marocain demeure une question sans réponse ainsi que l'avenir de plus de 120 000 soldats marocains, qui seraient affectés d'un tel recul, déployés au Sahara chargés de surveiller les forces militaires du Front Polisario. L'éventuel accès à l'indépendance du Sahara crée probablement un afflux de main-d'œuvre en provenance du sud, que l'économie marocaine n'est guère capable d'absorber vu le chômage déjà existant au pays.²¹⁷

²¹⁵ Khadija Mohsen-Finan, « Trente ans de conflit au Sahara occidental », *Le Maroc aujourd'hui*, Casa Editrice il Ponte, Venise, 2008, p.62-74.

²¹⁶ Évangéline San Martín Zapatero, « Le Sahara occidental: entre résistance, projets et urgences », *Empan*, 3, 2013, p.137-140.

²¹⁷ Marie-Chantal Gatta, « L'ONU et la résolution du conflit du Sahara occidental de 1975 à nos jours: enjeux et perspectives », *L'ONU et la résolution du conflit du Sahara occidental de 1975 à nos jours*, 2018, p.127-156.

Quant aux « acquits » potentiels d'un tel soutien de ces pays pour le passage de la région au RASD, alors le Polisario ; on attend qu'ils seraient assez grands au point de compenser la perte du Maroc dans la région. Toutefois, on voit que le Polisario est une organisation qui a commis plusieurs attaques violentes contre la Mauritanie et le Maroc ciblant les locations stratégiques économiquement importantes dans le passé. En outre, le RASD est une entité dont le caractère étatique est contestable dont la présence est strictement liée au soutien de l'Algérie. Comme on a analysé l'identité des Sahraouis comme une nation capable de construire une entité étatique, on voit que cette capacité est contestable vu l'absence de toute sorte d'entité étatique concrète sur la région dans l'histoire jusqu'à l'arrivée des Espagnols et l'absence de l'unité entre les tributs sahraouis. Même leur capital se trouve à Tindouf, sous un champ de réfugié, en Algérie. Cette situation relève plusieurs points d'interrogation à propos du caractère indépendant d'un État au Sahara. Au contraire, le RASD se considère comme un État qui serait un prolongement d'Alger dans l'ouest du Sahara vu les relations organiques entre les deux. Notamment, l'exploitation de phosphate est une question. Vu les relations de Polisario avec l'Algérie, probablement on verrait les entreprises algériennes dans l'exploitation de cet élément stratégique pour les activités agriculture.

Quant à l'Algérie, contrairement au Maroc, elle constitue un allié de Moscou dans la région. En effet, la Russie est le premier fournisseur d'armes pour le régime d'Alger bien que les États-Unis le soient pour Rabat. Historiquement, les relations entre Rabat et les trois pays sont plus positives que les relations d'Alger avec eux. Notamment, les relations entre la France et l'Algérie ne peuvent pas être considérées positives dès l'indépendance de l'Algérie à la suite d'une guerre sanglante. Pour l'Espagne, alors qu'elle achète le gaz algérien via le Gazoduc Maghreb-Europe (GME), l'Algérie ne fait pas un fournisseur fiable pour l'Espagne bien que l'importation des combustibles depuis l'Algérie constitue le 9,2 % des importations espagnoles pour ces produits. Puisqu'Alger montre qu'elle n'hésite pas à utiliser la carte de gaz naturel dans le conflit avec Rabat²¹⁸ et

²¹⁸ « Abandonnée Par l'Algérie, La Partie Marocaine Du GME Sera Exploitée Par La Société Britannique Sound Energy. », [aa.com.tr](https://www.aa.com.tr/fr/afrique/abandonn%C3%A9e-par-lalg%C3%A9rie-la-partie-marocaine-aa.com.tr), 2021.

il n'est pas certain qu'Alger ne joue pas la même carte contre l'Espagne. En effet, Alger menace l'Espagne de fermer le robinet de son gazoduc vers l'Espagne, au cas où une partie des livraisons soit envoyée au Maroc.²¹⁹

Ce positionnement de l'Algérie est significatif en ce qui concerne la rivalité entre l'OTAN et la Russie. Alger utilise la carte de gaz naturel, tout comme la Russie lors de la guerre en Ukraine contre les pays européens, afin de forcer la main au Maroc et à l'Espagne. Concernant ses relations avec le Moscou, cette action d'Alger inquiète les pays européens et les pousse à reconsidérer leurs relations avec l'Algérie et à se positionner à côté du Maroc sur le dossier du Sahara.

En conséquence, on peut dire que le troisième scénario ne semble pas compatible avec les intérêts nationaux des États-Unis, de la France et de l'Espagne. Car il y a plusieurs raisons qu'ils considèrent qu'une telle décision aurait des effets négatifs, même destructifs, sur leur allié au Maghreb alors que l'Algérie, proche de la Russie, aurait une influence sur l'ouest du Sahara, riche en gisement de phosphate qui sont critiques pour l'approvisionnement d'engrais et de phosphate vers l'Europe et les États-Unis. Ainsi, la Russie renforce sa main contre surtout l'Europe, en ajoutant le phosphate aux ressources naturelles qu'elle contrôle, directement ou indirectement. Quant aux États-Unis, même si l'approvisionnement de ses ressources sont relativement moins important pour eux étant donné qu'ils en disposent sur son propre territoire, ils ne préfèrent pas une Europe, manquée de ses deux ressources, affaiblie contre la Russie, selon ses intérêts nationaux.

Pour le deuxième scénario, il n'y a pas un grand mot à dire car le scénario où Polisario contrôle la région nous montre que l'affaire du Sahara est un dossier que ces pays ne peuvent pas fermer les yeux restant tout neutres. Car il s'agit d'une affaire qui concerne directement les intérêts des États-Unis et de toute l'Europe. Vu l'importance

du-gme-sera-exploité-par-la-société-britannique-sound-energy/2438375.

²¹⁹ « L'Algérie Menace de Couper Les Livraisons de Gaz à L'Espagne. », 2022. Les Echos. Page consultée le 28 avril 2022, <https://www.lesechos.fr/monde/europe/lalgerie-menace-de-couper-les-livraisons-de-gaz-a-lespagne-1403681>.

économique et politique du Maroc et de l'ouest du Sahara, ces pays suivent une politique étrangère en faveur du Maroc, qui permet au royaume de consolider sa présence au Sahara.

Dans le troisième scénario et le cas présent, les États-Unis, la France et l'Espagne préfèrent le maintien du contrôle marocain sur l'ouest du Sahara. Les États-Unis reconnaissent officiellement la souveraineté marocaine à l'ouest du Sahara²²⁰ alors que la France et l'Espagne affirme leur soutien pour la solution proposée par le Maroc déclarant que la proposition de Rabat est « la base la plus sérieuse, réaliste et crédible pour la résolution de ce différend »²²¹, soit l'autonomie élargie pour la région.²²² Cette position de ces pays devient un facteur qui stimulent positivement leurs relations politiques et économiques avec le Maroc. En effet, la reconnaissance de sa souveraineté sur le Sahara par des États-Unis et les dernières explications de l'Espagne se considère comme une victoire diplomatique historique par Rabat.²²³

Grace à ces relations positives, les États-Unis bénéficient du Maroc comme un interlocuteur entre les pays arabes et Israël. En effet, le Maroc décide de normaliser ses relations avec l'État hébreu.²²⁴ En plus, le royaume, soit, à l'échelle de la région MENA, le cinquième client des États-Unis en matière d'armement, derrière l'Arabie saoudite (4,5 milliards de dollars), Israël (2,1 milliards de dollars), Bahreïn (1,4 milliard de dollars) et

²²⁰ RFI. 2021. « Après Donald Trump, Joe Biden Reconnaît La Souveraineté Du Maroc Sur Le Sahara Occidental. » RFI. RFI. July 5, 2021. <https://www.rfi.fr/fr/afrique/20210705-apr%C3%A8s-donald-trump-joe-biden-reconnait-la-souverainet%C3%A9-du-maroc-sur-le-sahara-occidental>.

²²¹ Le Monde.fr. 2022. « Sahara Occidental : Le Polisario 'Rompt' Avec Le Gouvernement Espagnol, », Page consultée le 11 avril 2022. https://www.lemonde.fr/afrique/article/2022/04/11/sahara-occidental-le-polisario-rompt-avec-le-gouvernement-espagnol_6121603_3212.html.

²²² Maroc. 2022. « Région Du Sahara: Le Maroc S'engage à Reprendre Le Processus Politique, Sur La Base de 'Son Initiative D'autonomie. » Aa.com.tr. 2022. <https://www.aa.com.tr/fr/monde/r%C3%A9gion-du-sahara-le-maroc-s-engage-%C3%A0-reprendre-le-processus-politique-sur-la-base-de-son-initiative-dautonomie-/2473341>.

²²³ Le Monde.fr. 2021. « 'Au Maroc, Une Victoire Diplomatique Sur Le Sahara Au Risque d'Une Défaite Morale Sur La Question Palestinienne, », January 4, 2021. https://www.lemonde.fr/afrique/article/2021/01/04/au-maroc-une-victoire-diplomatique-sur-le-sahara-au-risque-d-une-defaite-morale-sur-la-question-palestinienne_6065180_3212.html.

²²⁴ Le Monde.fr. 2020. « Le Maroc et Israël Concrétisent Leur Normalisation Diplomatique, » Décembre 22, 2020. https://www.lemonde.fr/international/article/2020/12/22/le-maroc-et-israel-concretisent-leur-normalisation-diplomatique_6064261_3210.html.

l’Egypte (1,3 milliard de dollars), continue à acheter les armes américaines dont la valeur de transaction atteint 1,3 milliards de dollars en 2018.²²⁵ En plus, ils empêchent une expansionnisme russe vers l’Atlantique via l’Algérie en soutenant politiquement, économiquement et militairement le Maroc. Car la Russie a tenté de jouer un rôle au Sahara dans le passé, et les ouvertures accrues du Front Polisario pour le soutien russe ces dernières années pourraient fournir à Moscou une opportunité si les États-Unis ne parviennent pas à jouer un rôle plus important pour faciliter la fin du conflit.²²⁶

De plus, le Maroc est un acteur clé pour la sécurité de l’Europe vu son importance géopolitique. Ici, on parle de la sécurité dans un large sens car un Maroc stable et amical est nécessaire pour la sécurité des chaînes d’approvisionnement industrielle et alimentaire et énergétique à l’Europe. Surtout pour l’Espagne, le Maroc fait un acteur clé pour contrôler les vagues d’immigration irrégulière vers son territoire. En plus, le Maroc constitue un allié fiable dont les intérêts sont strictement liés avec l’intérêts de plusieurs pays européens, face à une Algérie plutôt hostile à l’Europe à cause d’une série des raisons telle que les position de certains pays européens sur le dossier du Sahara, soit la France et l’Espagne,²²⁷ proche de la Russie, qui n’hésite pas à menacer l’Espagne de fermer les robinets dans un moment où l’Europe s’inquiète par les risques d’approvisionnement de gaz naturel depuis la Russie.

Aujourd’hui, les pays de l’UE se rapprochent du plus en plus à la proposition du Maroc sur le dossier du Sahara. Notamment, le changement de la position de l’Allemagne est significatif. Bien que le pays ait critiqué la décision des États-Unis de reconnaître la souveraineté marocaine sur le Sahara, au début du janvier 2022, le président allemand M.

²²⁵ « En 2018, Le Maroc a Acheté 1,3 Milliard de Dollars d’Armes Américaines. » n.d. Telquel.ma. Page consultée le 1 juin 2022, https://telquel.ma/2019/04/05/en-2018-le-maroc-a-debourse-13-milliard-de-dollars-en-achat-darmes-americaaines_1634196.

²²⁶ « Ukraine War Puts New Focus on Conflict in Western Sahara. », n.d. United States Institute of Peace. Accessed June 1, 2022. <https://www.usip.org/publications/2022/04/ukraine-war-puts-new-focus-conflict-western-sahara>.

²²⁷ « Sahara Occidental : Le Revirement de l’Espagne ‘Inacceptable’ Pour Le Président Algérien Tebboune. » 2022. France 24. Page consultée le 24 avril 2022. <https://www.france24.com/fr/afrique/20220424-sahara-occidental-le-revirement-de-l-espagne-inacceptable-pour-le-pr%C3%A9sident-alg%C3%A9rien-tebboune>.

Steinmeier annonce que l'Allemagne considère le plan d'autonomie présenté en 2007 comme un effort sérieux et crédible et une bonne base pour un règlement de ce conflit régional tout comme l'Espagne.²²⁸ Ce n'est pas un hasard que cette explication coïncide un moment où la Russie se prépare pour une intervention militaire en Ukraine. On peut dire que les politiques de la Russie augmentent la polarisation entre les pays et influence la position de certains pays européens, notamment la France, l'Espagne et l'Allemagne sur le dossier du Sahara, en faveur du Maroc.

b - Le Maroc en tant partenaire économique et énergétique stratégique

Les intérêts économiques sont certes parmi les facteurs que considère les États dans l'élaboration de leurs politiques étrangères. Bien qu'il soit des exceptions, les États sont généralement tentés de suivre des politiques économiquement plus fructueuses car, pour les gouvernements, une économie domestique robuste est un instrument fort pour gagner le soutien du vote public en améliorant les conditions de vie dans leurs pays. La position d'un pays sur un enjeu de politiques étrangère, même si elle ne concerne pas directement le vote public, pourrait avoir des effets au cas où elle impacte les relations économiques avec tel ou tel pays. L'intensivité et l'importance de ces relations est parmi les déterminants de la politique étrangère des pays. Cela veut dire que plus l'importance économique d'un pays est grande pour l'autre, plus le deuxième pays devrait compter ses relations et suivre d'une politiques étrangère soigneuse afin de ne pas nuire aux relations politiques et économiques avec le premier.

Lorsque l'on parle des relations économiques, on parle d'une série d'échanges qui constitue l'ensemble des relations économiques. Le premier indicateur des relations économiques est l'échange commercial. Le commerce international constitue une activité vitale pour la plupart des pays à l'âge de globalisation. Alors que l'exportation constitue par plusieurs pays, surtout européens, comme une source de revenue importante ainsi qu'un facteur pour la création d'emploi, l'importation des biens sont autant importante

²²⁸ « L'Allemagne Soutient La Souveraineté Marocaine Au Sahara. » 2022. Atalayar. January 6, 2022. <https://atalayar.com/fr/content/lallemagne-soutient-la-souverainet%C3%A9-marocaine-au-sahara>.

pour à la fois la consommation domestique et le maintien des activités industrielles. L'importation des biens à la consommation directe, comme les produits alimentaires, les matières premières ou des produits finis, contribue généralement à baisser les prix de ces biens dans le marché importateur étant donné que cela augmente l'offre. A l'inverse, un problème d'importation de ces biens poserait directement un risque de hausse de prix, alors une inflation. Par ailleurs, de nos jours, la production industrielle dans plusieurs secteurs est organisée en chaînes de valeurs. C'est-à-dire, les entreprises produisent des biens composés par plusieurs parts, importent certaines parts des biens finaux par les autres pays où le coût de production de matériel concerné est plus avantageux ainsi que le coût logistique est raisonnable. Cette organisation des chaînes de valeurs est déterminante pour la compétitivité des entreprises. Par contre, ce système contient des fragilités. Par exemple, une disruption potentielle dans ces chaînes de valeurs aurait donc un impact négatif sur les activités industrielles dans l'autre. En conséquence, la position d'un pays dans les chaînes de valeurs des entreprises dans l'autre est certes un facteur que l'on compte quand on analyse les relations économiques et politiques entre les deux.

L'autre aspect des relations économiques est les relations d'investissements directs entre les pays. Bien que les relations commerciales soient relativement moins stables et peuvent être influencées par les développements conjoncturels, les relations d'investissements sont des relations établies à long terme. On voit que les entreprises des pays développés, surtout après l'année 2000, ont investi massivement dans certains pays en développement.²²⁹ À part la Chine, les pays de l'Europe centrale et orientale, la Turquie et certains pays de l'Afrique du nord sont devenus des destinations d'investissements stratégiques pour les entreprises européennes. Sur ce point, la location, la main-d'œuvre (disponibilité et coût), l'infrastructure, la stabilité économique et politique, la protection des investissements par des réglementations nécessaires sont des critères principaux que les entreprises prennent en compte dans leurs décisions d'investissements dans un pays.

²²⁹ Andrew SUMNER, « Foreign Direct Investment in Developing Countries: have we reached a policy 'tipping point' ? », *Third World Quarterly*, 29:2, 2008, p.239-253.

Commençant par l'exportation de l'Espagne, de la France des États-Unis vers le Maroc, on voit que ces trois pays se trouvent à la tête des fournisseurs du Maroc, constituant le 35 % de marché d'importation marocain.²³⁰ Sur ce point, la Chine fait le troisième pays dans l'importation étant un compétiteur pour les entreprises françaises et espagnoles. En soi, le développement des relations économiques avec le Maroc, concernant notamment la présence de la Chine sur le marché, est une nécessité pour ces pays afin de ne pas perdre leur place dominante au marché marocain au détriment des intérêts de leurs entreprises. Autrement dit, le développement des relations politiques avec le Maroc au point d'assurer leurs présences avantageuses sur le marché marocain constitue un but des intérêts nationaux de la France et de l'Espagne. Cela devient indirectement un facteur qui met l'accent sur l'importance économique du Maroc pour ces pays.

Lorsque l'on analyse la répartition sectorielle des exportations marocaine vers la France, l'Espagne et les États-Unis, on voit que le Maroc est également un fournisseur important pour ces pays, même si leurs importances économiques pour lui est relativement plus élevées. En raison de cela, une telle analyse est nécessaire pour comprendre les relations économiques étant un facteur de politique étrangère de ces pays.

Commençant par la France, elle importe plus de 15 %, en valeur, des légumes, plantes, racines et tubercules alimentaires depuis le Maroc. Ici, on peut dire que le Maroc a un effet positif pour diminuer les prix de ses produits alimentaires en France. Puis, le rôle du Maroc comme un fournisseur d'engrais, dont la part est de 7 %, a également un effet pareil sur ce marché en France en diminuant le prix d'engrais utilisé dans la production agricole domestique en France. Pareillement, on voit un effet positif du Maroc dans les prix des produits telle que les voitures, les machines et leurs équipements.²³¹ Sur ce point, le Maroc produit des bien nécessaire pour l'industrie en française. Le Maroc est donc un fournisseur de sous-produit pour la France. Notamment dans le contexte où le cout de transport depuis l'Asie augmente dramatiquement et les entreprises européennes sont sous pression de régionaliser leurs chaines de valeur et d'approvisionnement, le

²³⁰ ITC, *op. cit.*

²³¹ ITC, *op. cit.*

Maroc constitue une destination de production avantageuse pour l'Europe, vu sa proximité géographique à l'Europe et les coûts de production avantageux au pays. Donc, au-delà de fournir les produits finaux à la France, le Maroc est intégré considérablement dans les chaînes de production chez l'Hexagone. Cette relation met l'accent sur les relations économiques au long terme entre les deux pays en établissant un lien d'intérêt économique organique.

Quant à l'Espagne, de son côté, une situation similaire s'observe avec celle en France. Le Maroc est un fournisseur important des produits similaires pour l'Espagne. De plus, la part du royaume est plus élevée dans l'importation de l'Espagne des légumes, plantes, racines et tubercules alimentaires (19,2%), des engrais (14,3%), des fruits; écorces d'agrumes ou de melons (10,8%) et des poissons et crustacés, mollusques et autres invertébrés aquatiques (10%). Comme on peut voir, le Maroc est un fournisseur indispensable dans le secteur agroalimentaire en Espagne. Pour les autres secteurs, même si elles sont relativement basses, les importations depuis le Maroc sont considérables.²³²

Pour les États-Unis, la part des importations depuis le Maroc n'est relativement pas en comparaison avec celles pour la France et l'Espagne. Seulement, on peut dire que le Maroc est un fournisseur important d'engrais pour les États-Unis. En ce qui concerne la question du Sahara, le Maroc est un pays politiquement stratégique plutôt qu'économiquement comme on analysera dans le chapitre suivant.

L'autre raison pour laquelle le Maroc trouve un soutien pour ses revendications sur l'ouest du Sahara est qu'il dispose la grande partie des réserves de phosphate mondiales. Le Maroc possède le 71 % des réserves mondiales de phosphate tout seul, soit 50 milliards de tonnes métriques.²³³ Plutôt que de se contenter d'exporter la matière première, le Maroc a décidé il y a des décennies de devenir l'un des plus grands producteurs d'engrais au monde. En 2020, son groupe public d'extraction de phosphate et d'engrais, OCP, détenait une part de marché de 54% des exportations d'engrais vers

²³² ITC, **op. cit.**

²³³ « Phosphate Rock Reserves by Country 2019. », n.d. Statista. <https://www.statista.com/statistics/681747/phosphate-rock-reserves-by-country/>.

l'Afrique. En rehaussant ses ambitions, le pays est devenu un acteur important pour l'approvisionnement alimentaire mondial.²³⁴ Ses réserves de phosphate riches rendent le Maroc un acteur important pour deux raisons principales. Premièrement, la stabilité au Maroc est certes nécessaire pour assurer l'approvisionnement de phosphate au monde, surtout à l'Europe. Car le phosphate est un ingrédient nécessaire pour la production de plupart des engrais. Ainsi, le Maroc se trouve sur une position qui lui rend un acteur clé de la sécurité alimentaire dans plusieurs pays dont les pays européens. Deuxièmement, la stabilité dans le pays est nécessaire pour fournir de l'engrais vers l'Afrique subsaharienne. Une instabilité au Maroc au point de rompre la production d'engrais au pays serait un risque pour la production agricole en Afrique subsaharienne et y menacerait la stabilité dans ces pays dont une partie sont déjà instable. Puis, une autre vague d'immigration irrégulière vers l'Europe ne ferait pas attendre. Bref, la stabilité au Maroc est indispensable pour la stabilité en Afrique et en Europe.

Après avoir parlé des échanges commerciaux, on analyse brièvement les relations d'investissements entre le Maroc les acteurs clé de l'affaire du Sahara. Ici, tout comme la part de la France et de l'Espagne dans le commerce extérieur du Maroc, on voit que le stock d'IDE de la France, de l'Espagne et des États-Unis constitue le 44 % du stock total d'IDE faisant presque 25 % du PIB du pays. Le fait qu'ils se font parmi les 5 pays dont les stocks d'IDE²³⁵ sont les plus élevés montre l'intensité des relations économiques et politiques entre eux ainsi que l'interdépendance économique. Car, l'économie du Maroc se profite des investissements directs de ces pays ainsi que les entreprises françaises, espagnoles et américaines bénéficient les avantages du marché marocain vu les couts d'investissement relativement bas, la disponibilité de main-d'œuvre jeune compétitive et la possibilité d'accès aux marchés africains via l'exportation depuis le Maroc. En conséquence, le fait que ces trois pays se trouvent à la tête des investisseurs au royaume nous montre à la fois les intérêts mutuels entre eux et les relations politiques fortes consolidées par les relations d'investissement au long terme.

²³⁴ Welle (www.dw.com), Deutsche. n.d. « Morocco's Phosphates Cache Eases Africa's Food Crisis | DW | 02.02.2022. » DW.COM. Page consultée le 16 mai 2022, 2022. <https://www.dw.com/en/moroccos-phosphates-cache-eases-africas-food-crisis/a-60635396>.

²³⁵ ITC, **op. cit.**

Par ailleurs, le Maroc n'est seulement pas un pays considéré comme allié éternel de l'Europe au Maghreb face à l'Algérie, proche de la Russie. Il est également un pays qui pourrait aider l'Europe à diversifier son approvisionnement d'hydrocarbures depuis Algérie et la Russie. En plus de sa location géographique proche à l'Europe, le potentiel d'énergie renouvelable du royaume le rend un acteur clé et indispensable pour l'Europe qui veut réduire sa dépendance vis-à-vis de la Russie et de l'Algérie en termes d'approvisionnement des hydrocarbures. Toutefois, le Maroc ne dispose guère des ressources hydrocarbures.

A cet égard, il faut parler brièvement d'un élément clé pour la transformation industrielle au monde. L'hydrogène vert. L'hydrogène est un élément chimique présent en très grande quantité sur la planète, et notamment sous la forme gazeuse H_2 , principalement utilisé pour un usage industriel dans le secteur de la chimie et du raffinage. L'hydrogène vert désigne un hydrogène bas carbone produit principalement à partir d'énergies renouvelables par un processus d'électrolyse de l'eau, qui constitue un des leviers d'accélération pour la transition énergétique vers la neutralité carbone et la transition écologique.²³⁶ L'utilisation d'hydrogène dans l'industrie et dans le domaine du transport sont actuellement en plein essor, avec notamment de nombreux programmes de soutien mis en place dans la plupart des grands pays pour le développement de la filière hydrogène. En effet, son haut rendement énergétique et ses facultés de stockage positionnent l'hydrogène comme substitut aux énergies fossiles et donc comme un axe important de la transition énergétique.

Les énergies renouvelables comme le solaire ou l'éolien permettent de produire une énergie plus propre mais souvent en quantité plus importante que ce que le réseau peut intégrer. L'hydrogène se positionne comme une solution de stockage permettant de « temporiser » cette énergie produite et la restituer au réseau quand cela est nécessaire : l'électricité excédentaire est utilisée pour produire de l'hydrogène vert, qui peut ensuite être reconverti en courant via une pile à combustible. La valorisation de l'hydrogène sous forme de pile à combustible permet de produire une électricité pouvant être utilisée dans

²³⁶ Véronique Lamblin, « Hydrogène: une route encore longue », *Futuribles*, 5, 2021, p.58-63.

de nombreux secteurs, que ce soit dans le domaine des transports (voitures, vélos, train ou avion à hydrogène) ou dans l'industrie dans le cas d'installations stationnaires. Dans ce dernier cas, l'hydrogène peut être produit localement afin d'alimenter des bâtiments en électricité, mais également de produire de la chaleur pouvant être récupérée pour un chauffage local. Cette méthode permet de prendre le relais en cas de défaillance des réseaux électriques, mais également d'œuvrer à une industrialisation massive des piles à combustible, qui pourrait bénéficier à d'autres secteurs comme le secteur de l'automobile. L'utilisation d'hydrogène comme source d'énergie dans l'automobile permet de limiter l'utilisation d'énergies fossiles. Le développement de cette filière a lieu en parallèle du développement du véhicule électrique, en offrant une autonomie supérieure à ce type de véhicule et un temps de recharge bien inférieur.²³⁷

La combinaison de l'hydrogène avec du CO₂ permet de recréer un méthane, encore appelé gaz naturel. En utilisant un hydrogène décarboné, c'est-à-dire un hydrogène vert, produit à partir d'énergies renouvelables, cette méthanisation pourrait permettre de réduire les émissions de CO₂ de l'industrie tout en produisant un méthane qui peut être réinjecté dans les réseaux de gaz des usines, réduisant d'autant leur consommation de combustible fossile. Actuellement, 95% de l'hydrogène produit est issu d'énergies fossiles. Un enjeu important pour l'hydrogène reste le développement de filière de production d'un hydrogène sans émission de CO₂, que ce soit par électrolyse de l'eau ou par gazéification de la biomasse. Pour s'imposer, cet hydrogène décarboné doit être compétitif par rapport à l'hydrogène carboné, ce qui devra passer par une réduction des coûts des installations, et en particulier des électrolyseurs. De plus, une évolution du mix énergétique permettant d'atteindre un coût de l'électricité d'origine renouvelable concurrentiel avec le prix de gaz de reformatage serait également nécessaire au développement de la filière hydrogène vert.²³⁸

²³⁷ « Hydrogène Vert : Transition Énergétique et Opportunités. » 2021. *Alcimed*. Page consultée le 19 mai, 2022. <https://www.alcimed.com/fr/explorations/hydrogene/#:%7E:text=En%20utilisant%20un%20hydrog%C3%A8ne%20d%C3%A9carbon%C3%A9>.

²³⁸ Alcimed, op.cit.

A ce stade, le Maroc se voit un pays idéal pour fournir l'hydrogène vert à l'Europe pour plusieurs raisons.²³⁹ D'abord, le Maroc se trouve géographiquement juste au sud de l'Europe. La proximité avec le continent Européen fait du Maroc un partenaire stratégique de premier plan. Plusieurs pays européens, notamment l'Allemagne, ont exprimé leur disposition pour consolider leur partenariat énergétique avec le Maroc. Ceci est un avantage compétitif, surtout qu'il dispose d'infrastructures d'interconnexions énergétiques déjà établies. En effet, le Maroc pourrait s'appuyer sur ses infrastructures gazières et portuaires bien connectées à l'Atlantique et à la Méditerranée pour mettre en place une plateforme logistique d'exportation de l'hydrogène vert et de ses produits vers l'Europe. Au titre d'exemple, l'utilisation Gazoduc Maghreb-Europe pour le transport de l'hydrogène vers l'Europe pourrait être techniquement possible. Le World Energy Council (Conseil Mondial de l'Énergie) a identifié, dans le cadre de son étude « Feuille de route Power-to-X », le Maroc comme un des 6 pays avec un fort potentiel de production et d'exportation d'hydrogène et de dérivés verts. Le Maroc a développé un modèle énergétique favorable à la production de l'hydrogène vert, basé essentiellement sur la montée en puissance des énergies renouvelables. Il a entamé depuis 10 ans une révolution en termes de déploiement des énergies renouvelables, affichant des objectifs ambitieux et volontaristes quant aux capacités à installer pour dépasser le cap de 52% à l'horizon 2030. Selon divers scénarios, le potentiel technique du Maroc pour produire hydrogène vert varie entre 11 500 TWh/an et 49 000 TWh/an.²⁴⁰

Par conséquent, le Maroc pourrait devenir un fournisseur principal d'hydrogène pour l'Europe au point de réduire la dépendance du continent en hydrocarbures russes. A cette égard, l'Europe a besoin du Maroc pour produire cet élément. Car l'hydrogène n'est seulement pas nécessaire pour le réchauffement des ménages qu'on peut partiellement

²³⁹ A. Moutawakil, « Transition Énergétique : Hydrogène Vert, Un Nouveau Souffle Pour l'Industrie Marocaine. », *L'Opinion Maroc - Actualité et Infos Au Maroc et Dans Le Monde*. Page consultée le 1 juin 2022, https://www.lopinion.ma/Transition-energetique-Hydrogene-vert-un-nouveau-souffle-pour-l-industrie-marocaine_a27438.html.

²⁴⁰ « Une feuille de route marocaine pour l'hydrogène vert », 2021. Ministère de l'Énergie et des Mines du Maroc, p. 1-15 https://www.mem.gov.ma/Lists/Lst_rapports/Attachments/36/Feuille%20de%20route%20de%20hydrog%C3%A8ne%20vert.pdf.

remplacer par l'électricité. Cet élément peut également remplacer le gaz naturel et pétrole dans l'usage industrielle étant donné qu'il peut être utilisé avec CO₂ pour produire méthane, soit la matière première pour plusieurs industries essentielles telle que la pétrochimie, la plastique. En plus, l'hydrogène peut être utilisé pour produire l'ammonium vert, une matière première indispensable pour la production d'engrais. En effet, le gouvernement du Maroc affirme clairement cette intention du royaume de devenir un fournisseur d'hydrogène pour l'Europe.²⁴¹

Tandis que les relations économiques sont plus asymétriques en faveur de l'Europe, le Maroc prend l'avantage en enjeu d'hydrogène. Premièrement le Maroc, vu sa position géographique, dispose une capacité d'énergie solaire photovoltaïque bien plus élevée que celle de l'Europe. En plus, le royaume possède des terrains larges désertiques non-convenable pour l'agriculture, sur lesquels il peut construire des parcs solaires alors que ce n'est pas le cas pour l'Europe. Parmi ces territoires, les locations à l'ouest du Sahara ont une place considérable puisque le potentiel solaire est plus élevé là-bas.²⁴²

Outre, le Maroc a une capacité de l'énergie éolienne considérable. Notamment l'ouest du Sahara constitue la région la plus riche à cet égard puisque les alizés de l'Atlantique s'étendent loin à l'intérieur du Sahara grâce à l'absence des montagnes qui empêche le courant du vent. La production annuelle d'électricité éolienne pouvant être produite à partir de parcs éoliens dans cette région peut atteindre 0.1 à 0.15 TWh/km². Sur la côte saharienne une densité de 7 MW/km² de puissance installée suffirait à produire 0.028 TWh/km² par an. Puisqu'une densité d'aérogénérateurs élevée tend à affaiblir la productivité globale d'un parc éolien, la disponibilité de vastes espaces désertiques pour

²⁴¹ Ibid.

²⁴² « Sahara Marocain : Les Projets d'Énergie Renouvelable Fleurissent. » L'Opinion Maroc - Actualité et Infos Au Maroc et Dans Le Monde. Page consultée le 1 juin 2022. https://www.lopinion.ma/Sahara-marocain-Les-projets-d-energie-renouvelable-fleurissent_a22032.html.

de grands projets éoliens permettrait d'utiliser un espacement optimal entre aérogénérateurs favorisant ainsi le meilleur rendement énergétique.²⁴³

De plus, en ce qui concerne l'approvisionnement de l'hydrogène vert pour l'Europe, le Maroc se voit un fournisseur idéal vu sa position géographique stratégique tandis qu'aucuns des pays en Afrique du nord n'est pas autant avantageux que le Maroc pour diverses raisons. Vu sa capacité et sa dimension géographique, la Tunisie ne dispose pas le potentiel suffisant pour la production de l'hydrogène vert. L'Algérie n'est pas une alternative sur ce point à cause de son positionnement politique. De même, l'instabilité en Libye constitue un grand problème pour la réalisation des tels projets de production d'hydrogène vert. Quant à l'Egypte, le transport de l'hydrogène au moyen terme par un gazoduc ne semble pas possible vu sa distance à l'Europe. Le transport de l'hydrogène liquide sous forme d'ammonium n'est pas une option si rentable que le porter en gazoduc. Enfin, le Maroc semble être le seul alternatif pour l'Europe afin de fournir l'hydrogène vert à grande échelle.

En conséquence, le Maroc peut potentiellement être un acteur clé pour que l'Europe puisse réduire sa dépendance vis-à-vis de la Russie en termes d'approvisionnement d'hydrocarbures qui sont indispensable non seulement pour le réchauffement des ménages ou la demande des véhicules transport, que l'on peut remplacer partiellement avec l'électrification, mais aussi pour plusieurs industries clé comme la matière première. Ainsi, les pays européens soutiennent la position du Maroc sur le dossier afin d'assurer leur sécurité énergétique et industrielle, en vue de leurs intérêts nationaux.

²⁴³ Wind, Sahara. n.d. « Potentiel Éolien de La Côte Atlantique Du Sahara. », Sahara Wind. Page consultée le 1 juin 2022, <https://saharawind.com/fr/potentiel-eolien#:%7E:text=Comme%20le%20montre%20l.>

2 – Les ressources des stimulus systémiques « négatifs »

a- Les positions des acteurs secondaires : l’Algérie, la Russie et la Mauritanie

À ce stade, alors que le Maroc a des relations économiques intenses avec les pays tels que la France, l’Espagne et les États-Unis, il est pourtant difficile de dire la même chose en ce qui concernent ses relations économiques avec l’Algérie. Bien que l’Algérie soit géographiquement la voisine la plus proche du Maroc, le commerce bilatéral entre les deux voisins demeure minimal même pour les biens stratégiques. Au titre d’exemple, le Maroc, ses importations des combustibles depuis l’Algérie, y compris le gaz naturel dont l’Algérie dispose des ressources riches, ne dépasse même pas le 7 %. Au lieu de cela, nous voyons que le Maroc se tourne vers les fournisseurs alternatifs telle que l’Espagne et les États-Unis.²⁴⁴

Bref, les importations du Maroc depuis l’Algérie nous montrent que le Maroc vise à réduire la place d’importation de l’Algérie dans son marché intérieur à cause des problème politiques avec sa voisine occidentale qui créent une sorte de manque de confiance. Ici, on peut dire que le Maroc n’a guère une dépendance économique envers l’Algérie. Cette indépendance économique permet au Maroc de tolérer des représailles économiques de la part de l’Algérie en cas des différends. Ainsi, la relation de voisinage entre les deux pays ne constitue pas un élément déterminant limitant le champ d’action du Maroc sur la scène internationale sur le dossier du Sahara. D’autre part, la nécessité de diversification des fournisseurs des combustibles devient un facteur de rapprochement entre le Maroc et les deux fournisseurs susmentionnés.

Vu que le Maroc n’a pas d’une dépendance économique à l’Algérie, il la possibilité de suivre une politique étrangère contre l’Algérie sans causant des pertes économiques considérables. Ainsi, on peut dire que les stimulus produits par l’Algérie n’ont pas un impact grave sur Rabat.

²⁴⁴ ITC, *op. cit.*

Par ailleurs, la position de l'Algérie influence le système international en faveur du Maroc. Car Algérie soutient la RASD. La fin de sa politique étrangère est la fondation d'un État indépendant de RASD à l'ouest du Sahara et augmenter son influence sur une région tellement stratégique pour la sécurité alimentaire et énergétique, pour le futur, de l'Europe et de l'Afrique. De plus, ses relations avec la Russie deviennent une raison forte pour que les États-Unis et l'Europe soutiennent le Maroc sur le dossier.

En effet, la Russie est considérée comme une menace par l'OTAN considère la Russie comme une menace.²⁴⁵ Notamment les dernières politiques de la Russie, augment les inquiets auprès l'Europe et les États-Unis. Car, ses politiques menacent la sécurité nationale ainsi que la sécurité énergétique. Vu les relations historiques entre l'Algérie et la Russie, les trois acteurs clés prennent une position pour le Maroc contre une expansion potentielle russe vers l'Atlantique au point d'avoir une influence sur une région clé pour la sécurité alimentaire et énergétique de l'Europe. Donc, même si la Russie n'intervient pas effectivement dans l'affaire du Sahara, ses rapports avec l'Algérie devient un facteur déterminant pour les politiques étrangères de l'Europe et des États-Unis vu les rivalités globales.

Même si ce n'est pas le sujet principal de notre étude, si on pose pourquoi la Russie ne prend pas une position effective sur le dossier, on peut parler brièvement d'une série des raisons. D'abord, la région n'a pas une importance prioritaire pour la Russie pour laquelle elle prenne un risque. Le pays a d'autres priorités telles que certaines régions en Ukraine. Deuxièmement, lié avec la Grande stratégie de Rabat, Moscou ne préfère pas prendre des pas concrets pour que la RASD contrôle la région au détriment de la stabilité au Maroc. En effet, une telle action provoquerait la réaction des acteurs pour des raisons dont nous avons parlées. De plus, il est presque certain que la pression potentielle de la Russie n'aurait pas un effet considérable sur la politique étrangère du Maroc sans que les autres acteurs tels que la Chine, la France et les États-Unis la soutiennent. C'est la raison pour laquelle, la Russie n'applique pas une pression considérable sur la Russie.

²⁴⁵ « Review of NATO 2030: Embrace the Change, Guard the Values. n.d. OTAN », https://www.nato.int/nato_static_fl2014/assets/pdf/2021/2/pdf/210204-NATO2030-YoungLeadersReport.pdf.

Dernièrement, la Mauritanie, voisine du Maroc, ne prend pas une position effective sur le dossier du Sahara afin de ne pas nuire à ses relations avec Rabat bien qu'elle s'oppose passivement à l'annexion du Sahara par le Maroc étant donné qu'elle craigne que le Maroc prolonge ses revendications vers ses territoires. Il y a longtemps, Nouakchott a renoncé à ses revendications sur la région à la suite des attaques destructives du Polisario qui visaient son infrastructure économique. À la suite de cesse-feu entre le Polisario et la Mauritanie, cette dernière demeure un acteur passif dans la question vu sa capacité économique et militaire limitée. Enfin, il ne reconnaît ni la souveraineté marocaine sur le Sahara ni soutient effectivement le Polisario. On ne peut donc pas parler d'une influence considérable en provenance de la Mauritanie.

b- Les stimulus systémiques « chétifs » en provenance de l'ONU

Dans le dernier chapitre de l'étude, nous allons parler de la position de l'ONU sur cette dernière affaire de la décolonisation. D'une part, la résolution de l'ONU prévoit un référendum d'indépendance au Sahara. Cela est certes un signal net sur la position de l'ONU. Toutefois, d'autre part, il n'est pas possible de dire que les acteurs clés au sein de l'ONU soutiennent effectivement l'application de cette décision. D'abord, les États-Unis et la France, soit les membres permanents du Conseil de sécurité de l'ONU, ne soutiennent pas la résolution de l'ONU incluant organisation d'un référendum à l'option d'autodétermination pour les Sahraouis, qui n'est guère acceptable du tout pour le gouvernement de Rabat qui insiste sur un modèle d'autonomie élargie pour la région en question. Les États-Unis et la France, demandant le respect du cessez-le-feu, affirment clairement que le plan d'autonomie présenté par le Maroc en 2007 constitue une base sérieuse et crédible de discussion en vue de la reprise du dialogue.²⁴⁶

²⁴⁶ « Le Conseil de Sécurité Proroge d'Un an Le Mandat de La Mission Des Nations Unies Pour l'Organisation d'Un Référendum Au Sahara Occidental | Couverture Des Réunions & Communiqués de Presse. », n.d. Wwww.un.org. Accessed June 9, 2022. <https://www.un.org/press/fr/2021/cs14681.doc.htm>.

A cet égard, il est clair que l'ONU fait un effort pour l'organisation d'un referendum d'autodétermination. En plus de ses efforts pour le dialogue entre les acteurs concernés du dossier, l'ONU forme la Mission des Nations Unies pour l'organisation d'un Référendum au Sahara Occidental en 1991. Le 24 mai 1991, le Secrétaire général propose que le cessez-le-feu entre en vigueur le 6 septembre. Tandis que les deux parties acceptent cette date, il est devenu clair qu'il ne serait pas possible d'achever avant le 6 septembre à cause des tensions entre les parties.

Le Conseil de sécurité appuie sa proposition selon laquelle 100 observateurs militaires devraient être déployés dans le territoire pour vérifier le cessez-le-feu et la cessation des hostilités dans certaines zones. Le quartier général de la Mission a été établi à Laayoune, avec des quartiers généraux régionaux dans les secteurs nord et sud du territoire. Un bureau de liaison a également été établi à Tindouf pour maintenir le contact avec les autorités algériennes et le Polisario.²⁴⁷

Depuis 1991, le cessez-le-feu est maintenu dans la région malgré quelques tensions vécues de temps en temps. Néanmoins, on peut dire que le cessez-le-feu établi grâce aux efforts de l'ONU devient un obstacle devant l'adoption de la résolution de l'ONU. Car le Maroc consolide sa présence militaire, économiques et démographique dans la région et cristallise le vote public autour de l'affaire du Sahara. Depuis ce temps-là, comme nous avons parlé dans les chapitres précédents, l'ouest du Sahara est transformé en Sahara « marocaine » à la suite des politiques ambitieuses du Maroc. Tandis que le statu quo auquel contribue l'ONU sert considérablement aux intérêts marocains, l'organisation d'un referendum d'autodétermination devient de plus en plus impossible. De plus, l'indépendance potentielle des Sahraouis devient également une menace contre la sécurité régionale ainsi que la sécurité de l'Europe.

Sur ce point, nous voyons que l'efficacité de l'ONU, bien que sa position soit nette sur le dossier du Sahara, dépend des actions des certains acteurs clés en ce qui concerne

²⁴⁷ « Background. », 2016. MINURSO. October 26, 2016. <https://minurso.unmissions.org/background>.

le problème. En d'autres mots, on ne peut guère parler de l'ONU indépendamment des intérêts nationaux de ses composants, soit les États, surtout les grandes puissances. Dans ce cas, les principes libéraux de l'ONU se heurte face au monde des États réalistes. Car les acteurs clés de la question ne suivent pas des politiques idéalistes défendant le droit d'autodétermination des Sahraouis. Au contraire, ils bloquent toute sorte de solution qui pourrait nuire à leurs intérêts nationaux.

Enfin, vu que les stimulus de l'ONU créent une perception de menace contre l'intégrité territoriale du Maroc auprès les décideurs marocains et leur permettent de cristalliser l'opinion publique marocaine autour de l'affaire du Sahara, qui devient de plus en plus « marocaine » depuis le cessez-le-feu, on peut dire que l'ONU joue contradictoirement, un rôle important dans le maintien du contrôle marocain sur la région. Cette situation contradictoire, qui montre nettement que les approches libérales ne sont nulle part capables d'analyser le dossier du Sahara, est, en fait, l'une des raisons pour lesquelles nous avons choisi une approche réaliste.

CONCLUSION

Pour conclure, le processus de recherche que nous avons mené afin d'analyser la vision de la politique étrangère du Maroc sur le dossier du Sahara montre que le contrôle du Maroc sur le Sahara est une conséquence d'interaction d'une série de dynamiques internationales et endogènes du pays. À cet égard, nous avons vu que l'approche réaliste néoclassique correspondait bien les nécessités théoriques de notre recherche pour plusieurs raisons. D'abord, le rôle des dynamiques internes est explicatif pour comprendre la politique étrangère de Rabat. La perception du roi, l'influence des autres acteurs et les capacités du Maroc sont certes déterminantes. Puis, les stimulus systémiques sont également explicatifs pour comprendre la politique suivie par Rabat.

En fait, les dynamiques internes soient contemporaines soit historiques du Maroc influencent considérablement la politique étrangère de Rabat. Autrement dit, les dynamiques internes poussent forcément le régime à contrôler l'ouest du Sahara et y consolider sa présence afin de ne pas le perdre pour des raisons politiques, économiques et sociales. Le Maroc considère l'ouest du Sahara comme son propre territoire avec lequel il a des liens historiques. Le passé du Maroc, surtout les dynasties marocaines, avec la région constitue une source de motivation pour que le Maroc insiste tellement sur ses revendications à propos de la marocainité du Sahara.

Par ailleurs, ce ne sont pas les revendications historiques qui motivent le Maroc pour contrôler la région concernée. Le Maroc y a consolidé sa présence économique, militaire et démographique depuis la Marche verte pendant presque 50 ans. Dans cette période, la région est devenue pratiquement marocaine qui est jadis une partie indissociable du Maroc. Nous pouvons dire que le Maroc a réussi à marocainiser la région grâce à sa grande stratégie au niveau du système international ainsi que le soutien des dynamiques internes façonnées par, d'abord, le régime royal. Le régime a constitué l'affaire du Sahara comme une question de la survie dans l'opinion publique marocaine et cristallisé le vote public autour de ce dossier national au point d'augmenter sa capacité politique dans l'affaire.

Le roi marocain Mohammed VI s'avère comme un acteur clé et stratège sur l'affaire du Sahara. Dès le début de son règne, concentrant toute l'initiative décisionnelle sur le dossier sur la monarchie qu'il représentait, il se mettait toujours comme le premier responsable de cette affaire. Autrement dit, soit il serait le roi qui réussit, enfin, à faire accepter la reconnaissance de la souveraineté marocaine sur le Sahara sur les acteurs clés de la scène internationale, tels que l'ONU et un certain nombre de grands pays ; soit il serait le responsable, en plus coupable de la perte du dernier territoire, dans lequel le pays avait investi massivement et installé plusieurs familles marocaines, au cours des années sur lequel le Maroc n'a jamais renoncé à ses revendications. Il n'est pas difficile de dire qu'un tel scénario aurait des conséquences sérieuses sur la monarchie marocaine en vue des réactions des autres acteurs du paysage politique marocain tels que l'armée, qui serait libérée du dossier du Sahara au point de tourner les yeux, peut-être, sur les politiques internes du pays et le peuple.

Toutefois, ce n'est seulement pas l'avenir de la monarchie qui est en question. Le Sahara, en vue de ses richesses, est perçue comme une région stratégique pour le royaume qu'elle doit contrôler. L'enjeu du phosphate et le potentiel d'énergie renouvelable rendent l'ouest du Sahara une région indispensable pour l'économie marocaine.

Pour cela, le régime royal a suivi une politique stable concernant le dossier tout en consolidant et développant ses relations avec des acteurs stratégiques que dont il a besoin du support lorsqu'il consolide sa présence dans la région. Dans la politique étrangère de Rabat, l'influence des capacités du pays sont sans doute considérable. Car le Maroc peut suivre cette politique grâce à sa capacité politique et militaire bien qu'il s'agit de certains contraintes économiques.

Sur ce point, les mêmes dynamiques considérés comme des points de fragilités économiques du pays obligent le royaume à suivre une politique modérée au point de ne pas nuire ses relations avec les trois acteurs clés du dossier. Le caractère historique du Maroc comme l'allié de l'Occident et sa dépendance économique rendent le Maroc un allié fiable dans une région stratégique pour l'Occident, surtout lorsque nous considérons

les tensions entre l'Occident et la Russie. Vu que le Maroc ne peut pas prendre des actions graves contre les intérêts de l'Occident à cause de sa dépendance économique, l'Occident peut considérer le Maroc comme un « ami » contre l'Algérie, allié historique de la Russie.

En outre, les conséquences probables de faire séparer l'ouest du Sahara du Maroc, est une autre raison pour laquelle l'Occident soutient le Maroc pour ses propres intérêts. Car l'Occident ne préfère pas détruire la stabilité dans la région pour un Etat de RASD indépendant qui serait potentiellement un allié de l'Algérie.

Au niveau du système international, alors qu'il s'agit de plusieurs acteurs reliés plus ou moins au dossier du Sahara, nous avons vu que les États-Unis, la France et l'Espagne préfèrent le maintien du contrôle de cette région par le Maroc quels que soient leurs opinions sur les revendications historiques de Rabat sur la région. En fait, il ne semble qu'aucun de ces pays ne soutient le Maroc puisqu'il trouve que le Maroc avait raison dans ses revendications. Ils soutiennent le régime de Rabat puisqu'un Maroc stable et amical, qui assure l'approvisionnement de phosphate sans rupture et qui a le potentiel d'être un fournisseur énergétique pour l'Europe en plus de sa place stratégique dans les chaînes de production globales, est plus préférable pour leurs propres intérêts nationaux qu'un royaume instable et hostile dépourvu de l'une de ses régions stratégiques importante alors que l'Algérie, soutenue plutôt par la Russie, étende son influence vers le Sahara via un État des Sahraouis, faible et organiquement dépendant du gouvernement d'Alger, en ajoutant le phosphate, critique pour l'agriculture et, donc, la sécurité alimentaire, à la liste des ressources qu'elle contrôle étant une « carte » contre l'Europe et les États-Unis.

En conséquence, le Maroc trouve l'opportunité de maintenir et de consolider sa présence à l'ouest du Sahara en réalisant la plus grande partie de sa fin de politique étrangère grâce au soutien des acteurs clés. Dans ce succès, évidemment, alors que les autres dynamiques économiques et politique du pays imposent des rôles différents, celui du roi Mohammed VI est certes le plus grand. Car il maintient et accélère la politique de « marocanisation » du Sahara par les instruments économiques et démographique tout en intégrant l'opinion publique à ce sujet « national » du Maroc. Il transforme une région

périphérique du royaume en une partie organique vitale de la partie. En effet, aujourd'hui, un Sahara indépendant se voit comme une menace grave contre la stabilité régionale et la stabilité en Europe même. En effet, la stratégie du roi, dangereuse mais réussie, de lier la stabilité de la monarchie au dossier du Sahara, différemment celle de ton père, Hassan II, semble convaincre les trois pays, et plusieurs autres, à soutenir la présence marocaine au Sahara ou ne pas intervenir dans le dossier au point de détruire la stabilité qui est préférable pour, presque, tous.

D'ailleurs, l'affaire du Sahara n'est seulement pas une affaire qui concerne les acteurs dont nous avons parlés dans l'étude. L'importance de la région par rapport à la sécurité alimentaire mondiale nécessite certes une analyse bien plus détaillée. Ensuite, vu sa dimension énergétique, la question concerne l'ensemble de l'Europe et tous les autres acteurs énergétiques. Donc, l'aspect énergétique de la question pourrait constituer un sujet d'étude intéressant notamment dans notre temps où nous vivons une crise énergétique. Enfin, le rôle des autres acteurs, telle que la Chine, pourrait être examiné dans les études futures du dossier de Sahara.

BIBLIOGRAPHIE

OUVRAGES

ANDERSON, Benedict, *Imagined communities: reflections on the origin and spread of nationalism*, London, New York, Verso, 2016, p.206

ABITBOL, Michel, *Histoire du Maroc*, Tempus Perrin, E-book, 2014.

AYDEMİR, Şevket S., *İkinci adam 1938-1950*, Tome : 2. Ed : 12., İstanbul: Remzi Kitabevi, 2013.

BALBONI, Marco, LASCHI, Giuliana, « Introduction », *The European Union Approach towards Western Sahara*, ed. Marco Balboni, Brussels: P.I.E. Peter Lang, 2017.

BATTISTELLA, Dario, *Théories des relations Internationales*, 4e édition, Sciences Po Les Presses, 2013.

BAYRAM, Mürsel, *Mağrib Diplomasisi : Kuzey Afrika Devletlerinin Dış İlişkileri Tarihi*, Doğu Kütüphanesi, 2018.

BENNISON, Amira K., *Almoravid and Almohad Empires*, Edinburgh University Press, 2016.

BENSOUSSAN, Georges, *Juifs en pays arabes: le grand déracinement 1850-1975*, Tallandier, 2021.

CARATINI, Sophie, *Les Sahraouis: un peuple sans territoire*, 2001.

CORREALE, Francesco, *Le Sahara espagnol: histoire et mémoire du rapport colonial. Un essai d'interprétation*, 2009.

CORREALE, Francesco, *Les origines de la « question » du Sahara Occidental»: enjeux historiques, défis politiques*, 2017.

EL HOUDAÏGUI, Rachid, *La politique étrangère sous le règne de Hassan II*, E-book, 2003.

GATTA, Marie-Chantal, *L'ONU et la résolution du conflit du Sahara occidental de 1975 à nos jours: enjeux et perspectives*, E-book, 2018.

HODGES, Tony, *Western Sahara: The Roots of a Desert War*, Westport: Lawrance Hill & Company, 1983.

HOISINGTON, William A., *Lyautey and the French conquest of Morocco*, New York: St. Martin's Press, 29:4,1995.

HOWE, Marvine, *Morocco: the Islamist awakening and other challenges*, E-book, Oxford University Press, 2005.

IRBAH, Keltoum, *La question du Sahara occidental: une approche sociologique*, Thèse doctorale, 2004.

KHALDUN, Ibn, *Kitab-el Maghreb, Al Muqaddima*, Dergah Yayınları, 2010.

LOBELL, Steven E., et al. (ed.). *Neoclassical realism, the state, and foreign policy*. Cambridge University Press, 2009.

MERCER, John, *Spanish Sahara*, London: Allen & Unwin, 1976.

MONNERET, Jean, *La phase finale de la guerre d'Algérie*, L'Harmattan, E-Book, 2001.

PENNEL, Charles R., *Morocco from Empire to Independence*, Oneworld Publications, Oxford, 9:1, 2003, p.9-16.

RÉZETTE, Robert, *Le Sahara occidental et les frontières marocaines*, *Nouvelles éditions latines*, E-Book, 1975.

RIPSMAN, Norrin M., TALIAFERRO Jeffrey W., & LOBELL Steven E., *Introduction: neoclassical realism, the state, and foreign policy*, Cambridge University Press, 2009.

SANDER, Oral, (2005), *Siyasi tarih 1918-1994*, 14e Edition, Ankara: İmge Kitabevi, 2005, p.113-117.

WEISBAND, Edward, *İkinci Dünya Savaşı'nda İnönü'nün dış politikası I*, (Tra: M. Ali Kayabal), İstanbul: Cumhuriyet, 2000, p.27-28.

WOHLFORTH, William C., *The elusive balance: power and perceptions during the Cold War*, New York: Cornell University Press, 1993, p.4.

ARTICLES

ABDELLAOUI, Yassine, « Essai d'analyse de la performance économique en relation avec la problématique du chômage au Maroc », *Revue d'Etudes en Management et Finance d'Organisation*, 6:1, 2022, p.6.1.

ADLER, Emanuel, « Seizing the middle ground: Constructivism in world politics », *European journal of international relations*, 1997, p.320-321.

AMMOUR, Laurence, « À qui profite le gel du conflit du Sahara occidental ? », *The Frozen Conflict of Western Sahara: Who Benefits?*, Research Paper, 2006, p.30.

ARIEFF, Alexis, « Morocco: Background and US Relations », *Current Politics and Economics of Africa*, 11:4, 2018, p.319.

AZZOU, El-Mostafa, « La présence militaire américaine au Maroc, 1945-1963 », *Guerres mondiales et conflits contemporains*, 2, 2003, p.125-132.

AZZOU, El-Mostafa, « Les relations entre le Maroc et les États-Unis: regards sur la période 1943-1970 », *Guerres mondiales et conflits contemporains*, 1, 2006, p.105-116.

BALAFREJ, Ahmed, « Morocco Plans for Independence », *Foreign Affairs*, 34:3, 1956, p.483.

BALTA, Paul, CLAUDINE, Rulleau, « 7 - La RASD, un État fantôme ? », *Le Grand Maghreb. Des indépendances à l'an 2000*, avec la collaboration de Rulleau Claudine. La Découverte, 1990, p.159-182.

BARBIER, Maurice, « L'avis consultatif de la Cour de la haye sur de Sahara occidental », *Revue juridique et politique: indépendance et coopération*, 30:1, 1976, p.63-103.

BAYRAM, « Mürsel, Sahra Arap Demokratik Cumhuriyeti'nin Diplomatik Ontolojisi », *Liberal Düşünce Dergisi*, Tome: 25, No: 97, 2020, p.168.

BENNAFLA, Karine, « Montserrat Emperador BADIMON, Le « Maroc inutile » redécouvert par l'action publique: les cas de Sidi Ifni et Bouarfa », *Politique africaine*, 4, 2010, p.67-86.

BERNARD, Augustin, « Le Sahara Occidental », *Annales de géographie*, 41:229, Armand Colin, 1932, p.91-94.

BESENYO, János, « Guerrilla Operations in Western Sahara », *Connections*, 2017, 16.3: p.23-46.

BESENYO, János, « The Occupation of Western Sahara by Morocco and Mauritania », *Tradecraft Review*, 6:1, 2010, p.56.

BAGHZOUZ, Aomar, « Le Maghreb, le Sahara occidental et les nouveaux défis de sécurité », *L'Année du Maghreb*, 2007,3, p.523-546.

BATISS, Samir, « Une stratégie de sécurité de L'OTAN pour le sahel: avec qui et comment ? », *NATO Defense College*, 2016, p.25.

BEZZOUR, Kenza, « La nouvelle stratégie du Maroc en Afrique: Politique de projection ou de protection ? », *La nouvelle stratégie du Maroc en Afrique*, 2021, p.1-134.

BONTE, Pierre, « L'appel au jihâd et le rôle du Maroc dans la résistance à la conquête du Sahara (1905-1908) », *Société des africanistes*, 2006, p.101-135.

BOONE, James L., MYERS, J. Emlen, REDMAN, Charles L., « Archeological and historical approaches to complex societies: the Islamic states of medieval Morocco », *American Anthropologist*, 92:3, 1990, p.630-646.

BRIAN, Rathbun, « A Rose by Any Other Name: Neoclassical Realism as the Logical and Necessary Extension of Structural Realism », *Security Studies*, 17:2, 2008, p. 314.

CAMPRUBÍ, Lino, « Resource Geopolitics: Cold War Technologies, Global Fertilizers, and the Fate of Western Sahara. », *Technology and Culture* 56, 3, 2015, p.676–703.
<http://www.jstor.org/stable/24468736>.

CANTAT, Eva, « Imaginaire national et territoire: la construction nationale marocaine après l'indépendance », ILCEA, *Revue de l'Institut des langues et cultures d'Europe, Amérique, Afrique, Asie et Australie*, 2018, p.30.

COPELAND, Dale C., « Neorealism and the myth of bipolar stability: Toward a new dynamic realist theory of major war », *Security Studies*, 1996, 5.3, p.29-89.

CORFIELD, Justin, Morocco, Protests, « 1600s–1990s », *The International Encyclopedia of Revolution and Protest*, 2009, p.1-10.

CORREALE, Francesco, *Le Sahara espagnol: histoire et mémoire du rapport colonial. Un essai d'interprétation*, L'Harmattan, 2009, p.60.

DAGUZAN, Jean-François, « La politique étrangère de l'Algérie : le temps de l'aventure ? », *Politique étrangère*, 3, 2015, p.31-42.

DAMIS, John, « Morocco and the Western Sahara », *Current History*, 1990, 89:546, p.165-186.

DEDENIS, Julien, « Le Sahara occidental: Un territoire revendiqué... des territoires imaginés ? », *L'Information géographique*, 75:3, 2011, p.42-50.

DURSUN, « Davut, Fas: Himaye ve Bağımsızlık », *TDV İslam Ansiklopedisi*, 1995, p.193-194.

DUPRET, Baudouin, Jean-Noël FERRIÉ, « Le Printemps arabe de la monarchie », *Moyen-Orient*, 12, 2011, p.56-61.

EKOVICH, Steven, « Les États-Unis et le Maghreb: une très longue histoire », *Revue Defense Nationale*, 1, 2016, p.67-71.

ESSEMLALI, Mounya, « Le Maroc entre la France et l'Algérie (1956-1962) », *Relations internationales*, 2, 2011, p.77-93.

FERNÁNDEZ-MOLINA, Irene, « Introduction: towards a multilevel analysis of the Western Sahara conflict and the effects of its protractedness », Dans: *Global, Regional and Local Dimensions of Western Sahara's Protracted Decolonization*. Palgrave Macmillan, New York, 2017. p.7.

GADDIS, John Lewis, « The long peace: Elements of stability in the postwar international system », *International security*, 10:4, 1986, p.99-142.

GILKERSON, Sarah, GUERNIC, Katell, DONNER, Nicolas, « Le convoyeur vers nulle part », *Afrique contemporaine*, 1, 2018, p.59-75.

GÜRSELER, Ceren, « Fas'ın Yerel Yönetim Politikalarının Batı Sahra'nın Self Determinasyonu ile Sınavı », *Aksaray Üniversitesi İktisadi ve İdaribilimler Fakültesi Dergisi*, 11, 2019, p.16.

HAREKAT, İbrahim, « Fas II. Tarih », *İslam Ansiklopedisi*, 12, TDV, 1995, p.188.

HOTTINGER, Arnold, « La lutte pour le Sahara occidental ». *Politique étrangère*, 1980, p.167-180.

KAJJA, Kamal, Maroc, « Algérie: nouvelles tensions sur fond de rivalités de pouvoir entre les deux voisins », *Herodote*, 1, 2021, p.72-86.

KITCHEN, Nicholas, « Systemic pressures and domestic ideas: a neoclassical realist model of grand strategy formation », *Review of international studies*, 36:1, 2010, p. 117.

LACOSTE, Yves, « Chapitre 5. Le conflit du Sahara occidental : Maroc contre Algérie ? », Béatrice Giblin éd., *Les conflits dans le monde. Approche géopolitique*. Armand Colin, 2016, p.83-93.

LAMBLIN, Véronique, « Hydrogène: une route encore longue », *Futuribles*, 5, 2021, p.58-63.

LAUBADERE, André de, « Le statut international du Maroc depuis 1955 », *Annuaire français de droit international*, 2:1, 1956, p.122-149.

LEVEAU, Rémy, MOHSEN-FINAN, Khadija, « L'affaire du Sahara Occidental », 392:1, *Études*, 392:1, 2000, p.11-22.

LEWICKI, Tadeusz, « Les origines de l'Islam dans les tribus berbères du Sahara occidental: Mūsā ibn Nuṣayr et'Ubayd Allāh ibn al-Ḥabḥāb », *Studia Islamica*, 1970, p.203-214.

MAGHRAOUI, Abdeslam, « Ambiguities of Sovereignty: Morocco, The Hague and the Western Sahara Dispute », *Mediterranean Politics*, 8:1, 2003, p.113-126.

MARTINEZ, Luis, « Le Maroc, l'Union du Maghreb Arabe et l'intégration régionale », *EuroMeSCo Paper*, 2008, p.67.

MENS, Yann, « Le Sahara Occidental aiguise les appétits », *Alternatives Internationales*, 6, 2015, p.50.

MIGUEZ, Alberto, « Le Sahara occidental et la politique maghrébine de l'Espagne », *Politique étrangère*, 43:2, 1978, p.180.

MITATRE, Claire Cécile, « Le patrimoine contre la révolution. Conflits de représentations du Sahara occidental », *Cahiers d'études africaines*, 229, 2018, p.69-102.

MITCHELL, Harriett, « The Development of Nationalism in French Morocco », *Phylon* (1940-1956), 16:4, 1955, p.429-428.

MOHSEN-FINAN, Daniel, R. Khadija, « Sahara occidental. Les enjeux d'un conflit régional. Vingtième Siècle », *Revue d'histoire*, 1998, p.224-225.
<https://www.cairn.info/revue--1998-3-page-224.htm>.

MOHSEN-FINAN, Khadija, « Le règlement du conflit du Sahara occidental », *Politique africaine*, 1999, p.101.

MOHSEN-FINAN, Khadija, « Trente ans de conflit au Sahara occidental », *Le Maroc aujourd'hui*, Casa Editrice il Ponte, Venise, 2008, p.62-74.

MOHSEN-FINAN, Khadija, « Sahara occidental: divergences profondes autour d'un mode de règlement », *L'Année du Maghreb*, 5, 2009, p.553-569.

MOHSEN-FINAN, Khadija, « Sahara occidental », *Diplomatie*, 8, 2019, p.12-16.

MORGENTHAU, Hans, *Politics Among Nations, The struggle for Power and Peace*, The McGraw-Hill Companies Higher Education, 7th Edition, New York, 1:4, 1948, p. 3.

MOULINE, Mohammed Tawfik, « La dimension atlantique de la politique étrangère du Maroc », *Géoeconomie*, 2, 2016, p.111-122.

MOUSSAOUI, Abderrahmane, BONTE, Pierre, « Récits d'origine: contribution à la connaissance du passé ouest-saharien (Mauritanie, Maroc, Sahara occidental, Algérie et Mali) », *Revue des mondes musulmans et de la Méditerranée*, 2019, p.146.

MUNDY, Jacob, « The Morocco–Polisario war for Western Sahara, 1975–1991 », Dans: *Conflict and Insurgency in the Contemporary Middle East*, Routledge, 2009, p.212-243.

NACHOUI, Mostafa, « Histoire d'une mouvance territoriale entre le Maroc et l'Espagne, vers l'espagnité marocaine et la marocanité espagnole », *Espace Géographique et Société Marocaine*, 2020, p.31.

NOVAIS, Rui Alexandre, « The Western Sahara never ending story: A case of organized hypocrisy », *Africana Studia*, 2020, p.29.

OKERE, B. O., « The Western Sahara Case », *International & Comparative Law Quarterly*, 28:2, 1979, p.297.

OLIVIER, Pironet, « Maroc : Chronologie Historique », *Le Monde Diplomatique*. Avril 1, 2006, <https://www.monde-diplomatique.fr/mav/86/PIRONET/14101>.

OMAR, Sidi M., « The Right to Self-Determination and the Indigenous People of Western Sahara », *Cambridge Review of International Affairs*, 21:1 2008, p.44.

ONEA, Tudor, « Putting the 'Classical' in Neoclassical Realism: Neoclassical Realist Theories and US Expansion in the Post-Cold War », *International Relations*, 26:2, 2012, p.139-164.

PENNELL, Charles R., « Ideology and practical politics: A case study of the Rif War in Morocco », 1921–1926. *International journal of Middle East studies* 14:1, 1982, p.20.

RIOUX, Jean-François, KEENES, Ernie, LEGARE, Gregg, « Le néo-réalisme ou la formulation du paradigme hégémonique en relations internationales », *Études internationales*, 19:1, 1988, p.57-80.

ROSE, Gideon, Neoclassical realism and theories of foreign policy. *World politics*, 1998, 51:1, p.144-172.

ROOSENS, Claude, « La Question du Sahara Occidental » *Studia Diplomatica* 32, 5, 1979, p.513–33. <http://www.jstor.org/stable/44834364>.

RUIZ MIGUEL, Carlos, « L'Union européenne et le Sahara occidental: pas (seulement) une affaire de droits de l'homme », Commentaire sous l'arrêt Western Sahara Campaign de la CJUE du 27 février 2018. *Cahiers de la recherche sur les droits fondamentaux*, 2018, p.123-140.

SAÏDY, Brahim, « Relations civilo-militaires au Maroc: le facteur international revisité », *Politique étrangère*, 3, 2007, p.589-603.

SERRANO, Alicia Campos, TRASOSMONTES, Violeta, « Ressources naturelles et seconde occupation coloniale du Sahara espagnol, 1959-1975 ». *Les Cahiers d'EMAM. Études sur le Monde Arabe et la Méditerranée*, 2015, p.7.

STORA, Benjamin, « Guerre d'Algérie: 1999-2003, les accélérations de la mémoire », *Hommes & Migrations*, 1244:1, 2003, p.83-95.

SUMNER, Andrew, « Foreign Direct Investment in Developing Countries: have we reached a policy 'tipping point'? », *Third World Quarterly*, 29:1, 2008, p.239-253.

TALIAFERRO, Jeffrey W., « Security seeking under anarchy: Defensive realism revisited », *International security*, 25:3, 2000, p.133-134.

TALIAFERRO, Jeffrey W., « Neoclassical realism and resource extraction: State building for future war », *Neoclassical realism, the state, and foreign policy*, 2009, p.213.

WOHLFORTH, William C., « Realism and the End of the Cold War », *International Security*, 1994, 19:3: p.91-129.

VERGNIOT, Olivier, « De la distance en histoire. Maroc-Sahara occidental: les captifs du hasard (XVIIe-XXe siècles) », *Revue des mondes musulmans et de la Méditerranée*, 48:1, 1988, p.96-125.

VEGUILLA, Victoria, « Conflits et actions collectives autour de l'exploitation du poulpe au Maroc », *Politique africaine*, 4, 2009, p.43-62.

VEGUILLA, Victoria, « Le Sahara sous l'angle de la politique de la pêche », *Confluences Méditerranée*, 3, 2011, p.133-144.

ZOUBIR, Yahia, « Soviet Policy toward the Western Sahara Conflict », *Africa Today*, 34:3, 1987, p.17–32. JSTOR, <http://www.jstor.org/stable/4186426>. Consultée le 31 mai 2022.

ZOUBIR, Yahia H., Morocco, « Western Sahara and the future of the Maghrib », *The Journal of North African Studies*, 9:1, 2004, p.49-77.

ZOUBIR, Yahia H., « Les États-Unis et l'Algérie: antagonisme, pragmatisme et coopération », *Maghreb-Machrek*, 2, 2009, p.71-90.

ZAPATERO, Évangeline San Martin, « Le Sahara occidental: entre résistance, projets et urgences », *Empan*, 3, 2013, p.137-140.

المصطفى نشوي. (2021). الولايات المتحدة الأمريكية والملوك المحمديين الثلاثة. *Espace Géographique et Société Marocaine*, (45-46).

JOURNAUX, BULLETINS, RAPPORTS

Abandonnée Par l'Algérie, La Partie Marocaine Du GME Sera Exploitée Par La Société Britannique Sound Energy.” [aa.com.tr](https://www.aa.com.tr/fr/afrique/abandonn%C3%A9e-par-lalg%C3%A9rie-la-partie-marocaine-du-gme-sera-exploit%C3%A9e-par-la-soci%C3%A9t%C3%A9-britannique-sound-energy/2438375). 2021. <https://www.aa.com.tr/fr/afrique/abandonn%C3%A9e-par-lalg%C3%A9rie-la-partie-marocaine-du-gme-sera-exploit%C3%A9e-par-la-soci%C3%A9t%C3%A9-britannique-sound-energy/2438375>.

Background, 2016. MINURSO. October 26, 2016. <https://minurso.unmissions.org/background>.

Batı Sahra Hakkında Bilgiler; Batı Sahra Bayrağı Anlamı, 2020 Nüfusu, Başkenti, Para Birimi ve Saat Farkı”, *Milliyet*, <https://www.milliyet.com.tr/tatil/bati-sahra-hakkinda-bilgiler-bati-sahra-bayragi-anlami-2020-nufusu-baskenti-para-birimi-ve-saat-farki-6298026>. Page consultée le 10 mai 2022.

Batı Sahra Sorunu ve Afrika'nın Güvenliği.” n.d. [www.aa.com.tr](https://www.aa.com.tr/tr/analiz-haber/bati-sahra-sorunu-ve-afrikanin-guvenligi/1147826). Page consultée le 15 mai 2022, <https://www.aa.com.tr/tr/analiz-haber/bati-sahra-sorunu-ve-afrikanin-guvenligi/1147826>.

Début de La Guerre Des Sables – Jeune Afrique.” n.d. [JeuneAfrique.com](https://www.jeuneafrique.com/124805/archives-thematique/d-but-de-la-guerre-des-sables/). Page consulté le 31 mai 2022. <https://www.jeuneafrique.com/124805/archives-thematique/d-but-de-la-guerre-des-sables/>.

En 2018, Le Maroc a Acheté 1,3 Milliard de Dollars d'Armes Américaines.” n.d. Telquel.ma. Accessed June 1, 2022. https://telquel.ma/2019/04/05/en-2018-le-maroc-a-debourse-13-milliard-de-dollars-en-achat-darmes-americaines_1634196.

FMO Country Guide: Western Sahara Author: Danielle van Brunt Smith.” n.d. Kipdf.com. Page consultée le 31 mai 2022. https://kipdf.com/fmo-country-%20guide-western-sahara-author-danielle-van-bruntsmith_5aae26121723dd1fd76a7673.html.

IMF Executive Board Concludes 2021 Article IV Consultation with Morocco.” n.d. IMF. Page consultée le 12 mai 2022. <https://www.imf.org/en/News/Articles/2022/02/09/pr2227-imf-executive-board-concludes-2021-article-iv-consultation-with-morocco#:~:text=After%20shrinking%20by%206.3%20percent>.

Le Conseil de Sécurité Proroge d'Un an Le Mandat de La Mission Des Nations Unies Pour l'Organisation d'Un Référendum Au Sahara Occidental | Couverture Des Réunions & Communiqués de Presse., n.d. Wwww.un.org. Accessed June 9, 2022. <https://www.un.org/press/fr/2021/cs14681.doc.htm>.

Morocco and Western Sahara.” 1998. Institute for Policy Studies. December 1, 1998. https://ips-dc.org/morocco_and_western_sahara/.

L'Algérie Menace de Couper Les Livraisons de Gaz à L'Espagne. 2022. Les Echos. April 28, 2022. <https://www.lesechos.fr/monde/europe/lalgerie-menace-de-couper-les-livraisons-de-gaz-a-lespagne-1403681>.

L'Allemagne Soutient La Souveraineté Marocaine Au Sahara. 2022. Atalayar. January 6, 2022. <https://atalayar.com/fr/content/lallemagne-soutient-la-souverainet%C3%A9-marocaine-au-sahara>.

L'Espagne Assure Que Le Gaz Livré Au Maroc Ne Viendra Pas D'Algérie.” 2022. LEFIGARO. April 28, 2022. <https://www.lefigaro.fr/flash-eco/l-espagne-assure-que-le-gaz-livre-au-maroc-ne-viendra-pas-d-algerie-20220428>.

Le Monde.fr. 2020. “Le Maroc et Israël Concrétisent Leur Normalisation Diplomatique,” December 22, 2020. https://www.lemonde.fr/international/article/2020/12/22/le-maroc-et-israel-concretisent-leur-normalisation-diplomatique_6064261_3210.html.

Le Monde.fr. 2021. “‘Au Maroc, Une Victoire Diplomatique Sur Le Sahara Au Risque d'Une Défaite Morale Sur La Question Palestinienne,’” January 4, 2021. https://www.lemonde.fr/afrique/article/2021/01/04/au-maroc-une-victoire-diplomatique-sur-le-sahara-au-risque-d-une-defaite-morale-sur-la-question-palestinienne_6065180_3212.html.

Le Monde.fr. 2021. “Migrants à Ceuta : L'Espagne Accuse Le Maroc d'‘Agression’ et de ‘Chantage,’” May 20, 2021. https://www.lemonde.fr/international/article/2021/05/20/migrants-a-ceuta-l-espagne-accuse-le-maroc-d-agression-et-de-chantage_6080868_3210.html.

Le Monde.fr. 2022. "Sahara Occidental : Le Polisario 'Rompt' Avec Le Gouvernement Espagnol," April 11, 2022. https://www.lemonde.fr/afrique/article/2022/04/11/sahara-occidental-le-polisario-rompt-avec-le-gouvernement-espagnol_6121603_3212.html.

Le Monde.fr. 2022. "Sahara Occidental : Le Polisario 'Rompt' Avec Le Gouvernement Espagnol," April 11, 2022. https://www.lemonde.fr/afrique/article/2022/04/11/sahara-occidental-le-polisario-rompt-avec-le-gouvernement-espagnol_6121603_3212.html.

Le Textile Dans l'Élan de l'Accélération Industrielle | Challenge.ma. n.d. Wwww.challenge.ma. Page consultée de 15 mai 2022. <https://www.challenge.ma/le-textile-dans-lelan-de-lacceleration-industrielle-45504/#:%7E:text=Le%20secteur%20du%20textile%20%E2%80%93%20habillement>.

Marché Automobile: Voici Le Top 10 Des Marques Les plus Vendues Au Maroc En 2021." n.d. Le360.Ma. Page consultée le 10 mai 2022. <https://fr.le360.ma/economie/marche-automobile-voici-le-top-10-des-marques-les-plus-vendues-au-maroc-en-2021-252551>.

Maroc. 2022. "Région Du Sahara: Le Maroc S'engage à Reprendre Le Processus Politique, Sur La Base de 'Son Initiative D'autonomie.'" aa.com.tr. 2022. <https://www.aa.com.tr/fr/monde/r%C3%A9gion-du-sahara-le-maroc-s-engage-%C3%A0-reprendre-le-processus-politique-sur-la-base-de-son-initiative-dautonomie-/2473341>.

Maroc-Israël : Six Décennies de Relations Non Avouées." 2020. L'Orient-Le Jour. December 12, 2020. <https://www.lorientlejour.com/article/1244620/maroc-israel-six-decennies-de-relations-non-avouees.html>.

Ministère de l'Économie et des Finances du Royaume de Maroc. (2019). Le secteur agricole marocain : Tendances structurelles, enjeux et perspectives de développement. <https://www.finances.gov.ma/Publication/depf/2019/Le%20secteur%20agricole%20marocain.pdf>

MOUTAWAKIL, Abdallah. n.d. "Transition Énergétique : Hydrogène Vert, Un Nouveau Souffle Pour l'Industrie Marocaine." L'Opinion Maroc - Actualité et Infos Au Maroc et Dans Le Monde. Accessed June 1, 2022. https://www.lopinion.ma/Transition-energetique-Hydrogene-vert-un-nouveau-souffle-pour-l-industrie-marocaine_a27438.html.

Orient XXI - Le Journal En Ligne de Référence Du Monde Arabe et Musulman." 2022. Orientxxi.info. 2022. <https://orientxxi.info/magazine/maroc-le-sahara-occidental-contre-la-palestine>.

Orient XXI - Le Journal En Ligne de Référence Du Monde Arabe et Musulman." n.d. Orientxxi.info. Accessed May 31, 2022. <https://orientxxi.info/magazine/quand-la-presse-marocaine-appelait-au-boycott-des-juifs>.

Phosphate Rock Reserves by Country 2019.” n.d. Statista. <https://www.statista.com/statistics/681747/phosphate-rock-reserves-by-country/>.

RFI. 2021. “Après Donald Trump, Joe Biden Reconnaît La Souveraineté Du Maroc Sur Le Sahara Occidental.” RFI. RFI. July 5, 2021. <https://www.rfi.fr/fr/afrique/20210705-apr%C3%A8s-donald-trump-joe-biden-reconnait-la-souverainet%C3%A9-du-maroc-sur-le-sahara-occidental>.

Sahara Marocain : Les Projets d'Énergie Renouvelable Fleurissent. L'Opinion Maroc - Actualité et Infos Au Maroc et Dans Le Monde. Accessed June 1, 2022. https://www.lopinion.ma/Sahara-marocain-Les-projets-d-energie-renouvelable-fleurissent_a22032.html.

Sahara Occidental : Le Revirement de l'Espagne 'Inacceptable' Pour Le Président Algérien Tebboune.” 2022. France 24. April 24, 2022. <https://www.france24.com/fr/afrique/20220424-sahara-occidental-le-revirement-de-l-espagne-inacceptable-pour-le-pr%C3%A9sident-alg%C3%A9rien-tebboune>.

Situation in Western Sahara.” n.d. Assembly.coe.int. Page consultée le 31 mai 2022. <https://assembly.coe.int/nw/xml/XRef/X2H-Xref-ViewHTML.asp?FileID=10707&lang=fr>.

Transport Maritime : Le Prix Du Conteneur A-t-Il Été Multiplié Par Cinq En Un An ?. 2021. TF1 INFO. October 11, 2021. <https://www.tf1info.fr/economie/transport-maritime-le-prix-du-conteneur-a-t-il-ete-multiplie-par-cinq-en-un-an-2198660.html>.

Ukraine War Puts New Focus on Conflict in Western Sahara.” n.d. United States Institute of Peace. Accessed June 1, 2022. <https://www.usip.org/publications/2022/04/ukraine-war-puts-new-focus-conflict-western-sahara>.

Une feuille de route marocaine pour l'hydrogène vert. (2021). Ministère de l'Energie et des Mines du Maroc. 1-15 https://www.mem.gov.ma/Lists/Lst_rapports/Attachments/36/Feuille%20de%20route%20de%20hydrog%C3%A8ne%20vert.pdf.

United States Recognizes Morocco's Sovereignty Over Western Sahara. (2021). American Journal of International Law, 115(2), 318-323. doi:10.1017/ajil.2021.11

Welle (www.dw.com), Deutsche. n.d. “Morocco's Phosphates Cache Eases Africa's Food Crisis | DW | 02.02.2022.” DW.COM. Accessed June 1, 2022. <https://www.dw.com/en/moroccos-phosphates-cache-eases-africas-food-crisis/a-60635396>.

Western Sahara - Geography.” n.d. www.arso.org. Page consultee le 31 mai 2022. <https://www.arso.org/05-2.htm>.

Wind, Sahara. n.d. “Potentiel Éolien de La Côte Atlantique Du Sahara. Sahara Wind. Accessed June 1, 2022. <https://saharawind.com/fr/potentiel-eolien#:~:text=Comme%20le%20montre%20l>.

6medias. 2021. “Les Exportations d’Armement Français Ont Chuté En 2020.” Capital.fr. June 2, 2021. <https://www.capital.fr/economie-politique/les-exportations-darmement-francais-ont-chute-en-2020-1405038>.

AUTRES SOURCES ELECTRONIQUES

Ambassade de France Au Maroc -1, Rue Aguelmane Sidi Ali -Rabat-Agdal.” n.d. <https://www.tresor.economie.gouv.fr/PagesInternationales/Pages/958a9867-3c2a-4966-b7b8-b09af33e99b2/files/dd85c2dc-97ab-49e1-a365-cc340ee5e920>.

Avant La Colonisation - Portail Du Sahara Marocain. Page consultée le 31 mai 2022. <http://www.sahara.gov.ma/blog/histoire-geographie/avant-la-colonisation/>.

Avant La Colonisation - Portail Du Sahara Marocain.” Page consultée le 31 mai 2022. <http://www.sahara.gov.ma/blog/histoire-geographie/avant-la-colonisation/>.

Banque mondiale. (2020–2021). Morocco - Place Explorer - Data Commons [Dataset].

Ecofin, Agence. n.d. “A l’Horizon 2040, Le Maroc va plus Que Doubler Son Réseau Ferroviaire, Atteignant Près de 4 400 Km de Voies.” Agence Ecofin. Accessed June 1, 2022. <https://www.agenceecofin.com/homepage/2306-77760-a-l-horizon-2040-le-maroc-va-plus-que-doubler-son-reseau-ferroviaire-atteignant-pres-de-4-400-km-de-voies>.

ELECTRICITE. n.d. [www.mem.gov.ma. https://www.mem.gov.ma/Pages/secteur.aspx?e=1](https://www.mem.gov.ma/Pages/secteur.aspx?e=1).

Hydrogène Vert : Transition Énergétique et Opportunités. 2021. Alcimed. May 19, 2021. <https://www.alcimed.com/fr/explorations/hydrogene/#:~:text=En%20utilisant%20un%20hydrog%C3%A8ne%20d%C3%A9carbon%C3%A9>.

Hydrogène Vert : Transition Énergétique et Opportunités. 2021. Alcimed. May 19, 2021. <https://www.alcimed.com/fr/explorations/hydrogene/#:~:text=En%20utilisant%20un%20hydrog%C3%A8ne%20d%C3%A9carbon%C3%A9>.

International Trade Centre (ITC). 2020. “Trade Map - List of Products Imported by Morocco.” Trademap.org. 2020. https://www.trademap.org/Product_SelCountry_TS.aspx?nvpm=1%7c504%7c%7c%7c%7cTOTAL%7c%7c%7c2%7c1%7c1%7c1%7c2%7c1%7c1%7c1%7c%7c1.

L’Office Chérifien Des Phosphates Amorçe Une Nouvelle Phase D’expansion.” 1962. Le Monde Diplomatique. 1 Juin, 1962. <https://www.monde-diplomatique.fr/1962/06/A/24781>.

La Banque mondiale. 2020. "World Development Indicators." Worldbank.org. 2020. <https://datatopics.worldbank.org/world-development-indicators/>.

Larousse, Éditions. 2022. "Río de Oro - LAROUSSE." Larousse.fr. 2022. https://www.larousse.fr/encyclopedie/autre-region/R%C3%ADo_de_Oro/141054.

Larousse, Éditions. n.d. "Almoravides En Arabe Al-Murābiṭūn - LAROUSSE." www.larousse.fr. Page consultée le 31 mai 2022. <https://www.larousse.fr/encyclopedie/groupe-personnage/Almoravides/104945>.

Larousse, Éditions. n.d. "Sahara Occidental Anciennement Sahara Espagnol - LAROUSSE." www.larousse.fr. Page consultée le 31 mai 2022. https://www.larousse.fr/encyclopedie/autre-region/Sahara_occidental/142024.

Maroc-France : Des Relations Bilatérales Exceptionnelles Consolidées Par Une Dynamique Positive Continue." 2020. Ministère Des Affaires Etrangères, de La Coopération Africaine et Des Marocains Résidant à L'Etranger. 2020. <https://www.diplomatie.ma/fr/maroc-france-des-relations-bilat%C3%A9rales-exceptionnelles-consolid%C3%A9es-par-une-dynamique-positive-continue>.

La Pétrochimie : Une Industrie Incontournable, n.d. Planète Énergies. Page consultée le 6 juin 2022, <https://www.planete-energies.com/fr/medias/decryptages/la-petrochimie-une-industrie-incontournable>.

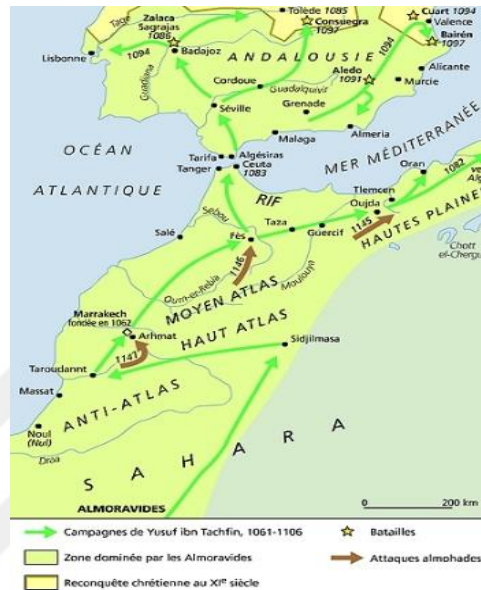
Pourquoi Les 'Gilets Jaunes' sont Inédits Dans l'Histoire de France, 2018. LEFIGARO. 6 décembre, 2018. <https://www.lefigaro.fr/actualite-france/2018/12/06/01016-20181206ARTFIG00317-pourquoi-les-gilets-jaunes-sont-inedits-dans-l-histoire-de-france.php>.

Spain and Morocco Resolve to Discourage Irregular Migration. 2022. InfoMigrants. May 9, 2022. <https://www.infomigrants.net/en/post/40376/spain-and-morocco-resolve-to-discourage-irregular-migration>.

Taux de Chômage | Site Institutionnel Du Haut-Commissariat Au Plan Du Royaume Du Maroc." n.d. Www.hcp.ma. Page consultée le 10 mai 2022. https://www.hcp.ma/Taux-de-chomage_r72.html.

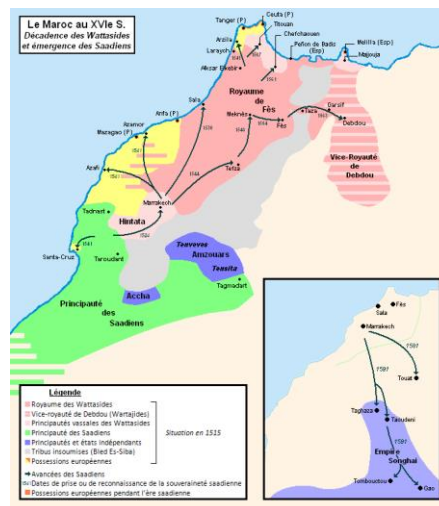
ANNEXES

CARTE 1 – Les Almoravides (1056-1147)



Source : Larousse. (2021). Les Almoravides, 1056–1147 – Média LAROUSSE. Larousse. Retrieved 2022, from https://www.larousse.fr/encyclopedie/images/Les_Almoravides_1056-1147/1011323

CARTE 2 – LES CONQUETES DES SAADIENS



Source : Buresi, P., Bourmaud, P., Ghouirgate, M., Hitzel, F., Lefèvre, C., Madinier, R. & Oualdi, M. (2018). Chapitre 3. Le Maghreb en première ligne face à l'expansion européenne. Dans : , P. Buresi, P. Bourmaud, M. Ghouirgate, F. Hitzel, C. Lefèvre, R. Madinier & M. Oualdi (Dir), Histoire des pays d'Islam: De la conquête de Constantinople à l'âge des révolutions (pp. 97-112). Paris: Armand Colin. <https://doi.org/10.3917/arco.hitze.2018.01.0097>.

CARTE 3 – LA COLONISATION DU MAROC



Source : https://fr.wikipedia.org/wiki/Protectorat_fran%C3%A7ais_au_Maroc

CARTE 4 – LA PROVENANCE DE TINDOUF



Source : Sahara occidental. (2019). L'aménagement Linguistique Dans Le Monde. <https://www.axl.cefanelaval.ca/afrique/Sahara-occidental.htm>

CARTE 5 – LA CARTE DE L'OUEST DU SAHARA



Source : A. (2019, October 29). Carte du Sahara Occidental. Actualitix. Retrieved 2022, from <https://www.actualitix.com/carte-sahara-occidental.html>

CARTE 6 – LE RESEAU DES CHEMINS FERROVIAIRES AU MAROC



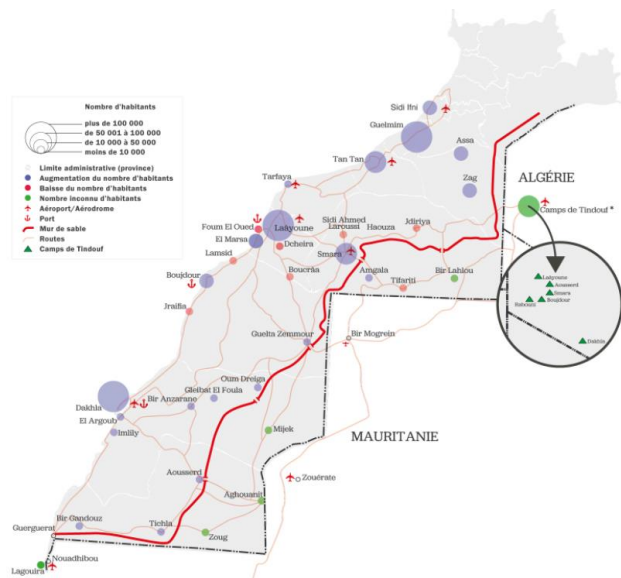
Source : Bienvenue sur Maroc Train. (2022). Maroc Train. Retrieved 2022, from <https://www.trainmaroc.com/reseaux-21-pa.html>

CARTE 7 - LES GAZODUCS AU MAGHREB



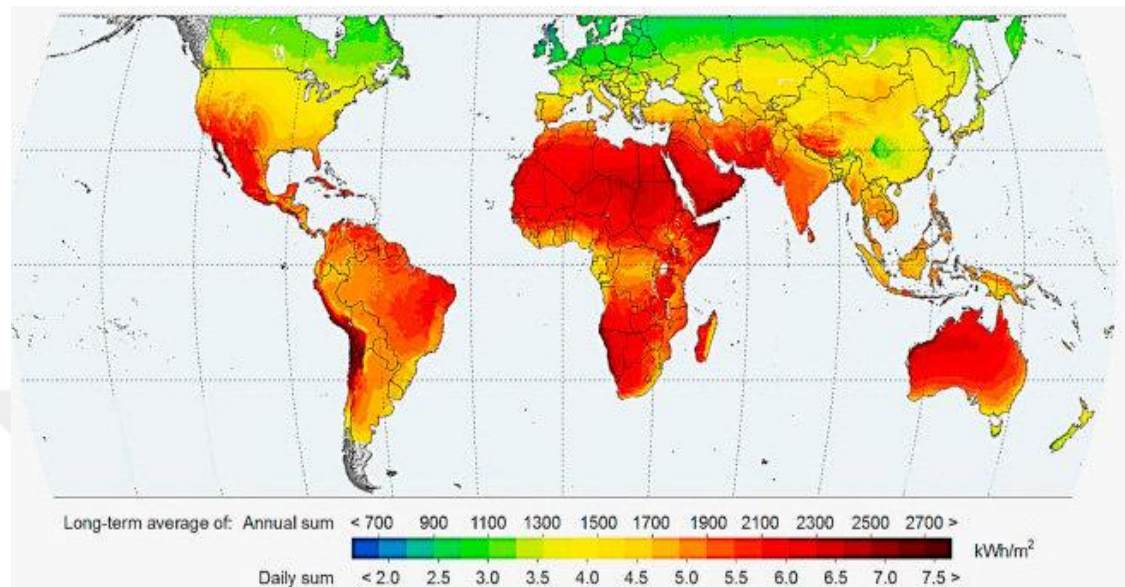
Source : A. (2022, May 5). Gaz inversé au Maroc via GME: quels fournisseurs et à quel prix? Maghreb Online. Retrieved 2022, from <https://moroccomail.fr/2022/05/05/gaz-inverse-au-maroc-via-gme-quels-fournisseurs-et-a-quel-prix/>

CARTE 8 – LA POPULATION DE L’OUEST DU SAHARA EN 2016



Source : Site institutionnel du Haut-Commissariat au Plan du Royaume du Maroc. (2020). Haut-Commissariat au Plan du Royaume du Maroc. https://www.hcp.ma/Taux-de-chomage_r72.html.

CARTE 9 – LA CARTE MONDIALE DE L'ENERGIE SOLAIRE



Source : The Technical Challenges Facing the Integration of Small-Scale and Large-scale PV Systems into the Grid: A Critical Review. (2019). Abdullah Alshahrani, Siddig A. Omer, Saleh Alotaibi, Yuehong Su. Retrieved 2022, from https://www.researchgate.net/publication/337686803_The_Technical_Challenges_Facing_the_Integration_of_Small-Scale_and_Large-scale_PV_Systems_into_the_Grid_A_Critical_Review/citation/download

TABLEAU 1 - LA REPARTITION SECTORIELLE DES IMPORTATION DU MAROC DEPUIS LA FRANCE EN 2020

Libellé produit	Maroc importe depuis la France (milliers de dollars)	Maroc importe depuis le monde (milliers de dollars)	Part de la France (%)
Autres métaux communs; cermet; ouvrages en ces matières	20 658	25 466	81,12%
Véhicules et matériel pour voies ferrées ou similaires et leurs parties; appareils mécaniques (y compris électromécaniques) de signalisation pour voies de communications	91 211	130 608	69,84%
Poudres et explosifs; articles de pyrotechnie; allumettes; alliages pyrophoriques; matières inflammables	3 666	6 591	55,62%
Nickel et ouvrages en nickel	1 011	2 057	49,15%
Plomb et ouvrages en plomb	170	445	38,20%
Étain et ouvrages en étain	525	1 444	36,36%
Navigation aérienne ou spatiale	272 190	844 121	32,25%
Animaux vivants	25 916	89 871	28,84%
Produits de l'édition, de la presse ou des autres industries graphiques; textes manuscrits ou dactylographiés et plans	28 790	101 001	28,50%
Huiles essentielles et résinoïdes; produits de parfumerie ou de toilette préparés et préparations cosmétiques	96 150	360 694	26,66%
Pelleteries et fourrures; pelleteries factices	228	877	26,00%

Céréales	554 564	2 281 496	24,31%
Produits pharmaceutiques	179 108	759 517	23,58%
Voitures automobiles, tracteurs, cycles et autres véhicules terrestres, leurs parties et accessoires	885 835	3 989 875	22,20%
Préparations alimentaires diverses	34 946	167 312	20,89%
Matières albuminoïdes; produits à base d'amidons ou de féculles modifiés; colles; enzymes	17 941	91 852	19,53%
Outils et outillage, articles de coutellerie et couverts de table, en métaux communs; parties de ces articles, en métaux communs	22 019	112 909	19,50%
Gommes, résines et autres sucs et extraits végétaux	4 460	23 504	18,98%
Produits de la minoterie; malt; amidons et féculles; inuline; gluten de froment	3 662	19 750	18,54%
Objets d'art, de collection ou d'antiquité	185	1 021	18,12%
Préparations à base de céréales, de farines, d'amidons, de féculles ou de lait; pâtisseries	35 292	198 435	17,79%
Machines, appareils et engins mécaniques, réacteurs nucléaires, chaudières; parties de ces machines ou appareils	862 500	4 996 529	17,26%
Machines, appareils et matériels électriques et leurs parties; appareils d'enregistrement ou de reproduction du son, appareils d'enregistrement ou de reproduction des images et du son en télévision, et parties et accessoires de ces appareils	646 017	4 578 766	14,11%
Produits divers des industries chimiques	81 800	618 010	13,24%
Aluminium et ouvrages en aluminium	68 387	539 253	12,68%
Ouvrages en fonte, fer ou acier	114 508	911 940	12,56%
Extraits tannants ou tinctoriaux; tanins et leurs dérivés; pigments et autres matières colorantes; peintures et vernis; mastics; encres	32 927	269 101	12,24%

Produits chimiques organiques	48 583	401 065	12,11%
Caoutchouc et ouvrages en caoutchouc	56 485	517 884	10,91%
Matières plastiques et ouvrages en ces matières	199 165	2 055 934	9,69%
Autres	951 287	20 420 868	4,66%
TOTAL	5 340 188	44 518 195	12,00%

URL : <https://www.trademap.org/>

TABLEAU 2 - IMPORTATIONS DE COMBUSTIBLES DU MAROC PAR PAYS EN 2020

Importations de combustible du Maroc (par pays)	
Exportateurs	Valeur importée en 2020
Espagne	\$ 1 085 944 000
Russie, Fédération de	\$ 978 821 000
États-Unis d'Amérique	\$ 952 796 000
Arabie saoudite	\$ 402 330 000
Algérie	\$ 368 058 000
Italie	\$ 350 840 000
Autres	\$ 952 067 000
TOTAL	\$ 5 268 089 000

URL : <https://www.trademap.org/>

TABLEAU 3 - LA REPARTITION SECTORIELLE DES IMPORTATIONS DU MAROC DEPUIS L'ESPAGNE EN 2020

Libellé produit	Maroc importe depuis l'Espagne (milliers de dollars)	Maroc importe depuis le monde (milliers de dollars)	Part de l'Espagne (%)
Cuivre et ouvrages en cuivre	289 105	519 276	55,67%
Plantes vivantes et produits de la floriculture	40 464	75 937	53,29%
Animaux vivants	35 744	89 871	39,77%
Ouates, feutres et non-tissés; fils spéciaux; ficelles, cordes et cordages; articles de corderie	49 739	175 981	28,26%
Extraits tannants ou tinctoriaux; tanins et leurs dérivés; pigments et autres matières colorantes; peintures et vernis; mastics; encres	68 240	269 101	25,36%
Tissus spéciaux; surfaces textiles touffetées; dentelles; tapisseries; passementeries; broderies	31 630	142 152	22,25%
Produits divers des industries chimiques	132 041	618 010	21,37%
Véhicules et matériel pour voies ferrées ou similaires et leurs parties; appareils mécaniques (y compris électromécaniques) de signalisation pour voies de communications	27 775	130 608	21,27%
Combustibles minéraux, huiles minérales et produits de leur distillation; matières bitumineuses; cires minérales	1 085 944	5 268 089	20,61%
Fonte, fer et acier	259 343	1 270 200	20,42%
Ouvrages en fonte, fer ou acier	177 441	911 940	19,46%

Machines, appareils et engins mécaniques, réacteurs nucléaires, chaudières; parties de ces machines ou appareils	862 570	4 996 529	17,26%
Caoutchouc et ouvrages en caoutchouc	88 933	517 884	17,17%
Filaments synthétiques ou artificiels; lames et formes similaires en matières textiles synthétiques ou artificielles	54 009	318 673	16,95%
Machines, appareils et matériels électriques et leurs parties; appareils d'enregistrement ou de reproduction du son, appareils d'enregistrement ou de reproduction des images et du son en télévision, et parties et accessoires de ces appareils	732 647	4 578 766	16,00%
Coton	54 586	400 360	13,63%
Aluminium et ouvrages en aluminium	59 833	539 253	11,10%
Voitures automobiles, tracteurs, cycles et autres véhicules terrestres, leurs parties et accessoires	435 518	3 989 875	10,92%
Autres	2 297 817	19 705 691	11,66%
TOTAL	6 783 381	44 518 195	15,24%

URL : <https://www.trademap.org>

TABLEAU 4 - PRINCIPAUX CLIENTS ET FOURNISSEURS DU MAROC EN 2019

Principaux clients et fournisseurs du Maroc en 2019 (en part de marché)			
Clients		Fournisseurs	
1. Espagne : 24,1 %	6. Brésil : 2,9 %	1. Espagne : 15,6 %	7. Allemagne : 4,9 %
2. France : 21,6 %	7. Inde : 2,9 %	2. France : 12,2 %	8. Portugal : 2,8 %
Afrique (hors UMA) : 5,9 %	8. Pays-Bas : 2,7 %	3. Chine : 10,1 %	9. Russie : 2,7 %
3. Italie : 4,7 %	9. Royaume-Uni : 2,5 %	4. États-Unis : 7,3 %	10. Arabie Saoudite : 2,4 %
4. États-Unis : 4,0 %	10. Turquie : 2,2 %	5. Italie : 5,4 %	11. Inde : 2,3 %
5. Allemagne : 3,2 %	UMA : 1,8 %	6. Turquie : 5,2 %	Afrique (hors UMA) : 2,1 %

URL : <https://www.tresor.economie.gouv.fr/PagesInternationales/Pages/958a9867-3c2a-4966-b7b8-b09af33e99b2/files/dd85c2dc-97ab-49e1-a365-cc340ee5e920>

TABLEAU 5 - LA REPARTITION SECTORIELLE DES IMPORTATIONS DU MAROC DEPUIS LES ÉTATS-UNIS

Libellé produit	Maroc importe depuis les États-Unis d'Amérique (milliers de dollars)	Maroc importe depuis le monde (milliers de dollars)	Part des États-Unis (%)
Combustibles minéraux, huiles minérales et produits de leur distillation; matières bitumineuses; cires minérales	952 796	5 268 089	18,09%
Navigation aérienne ou spatiale	464 698	844 121	55,05%
Machines, appareils et engins mécaniques, réacteurs nucléaires, chaudières; parties de ces machines ou appareils	250 298	4 996 529	5,01%
Résidus et déchets des industries alimentaires; aliments préparés pour animaux	245 265	651 308	37,66%
Autres	890 069	32 617 982	2,73%
TOTAL	2 803 125	44 518 195	6,30%

URL : <https://www.trademap.org/>

TABLEAU 6 - EXPORTATIONS DU MAROC PAR PAYS EN 2020

Importateurs	Valeur exportée en 2020 (milliers de dollars)	Part dans les exportations (%)
Espagne	6 612 483	23,87%
France	6 056 044	21,86%
Italie	1 220 820	4,41%
Inde	1 191 209	4,30%
Brésil	1 142 986	4,13%
États-Unis d'Amérique	987 648	3,56%
Allemagne	903 643	3,26%
Pays-Bas	873 941	3,15%
Turquie	602 117	2,17%
Royaume-Uni	566 658	2,05%
Belgique	399 657	1,44%
Portugal	368 828	1,33%
Pakistan	315 558	1,14%
Autres	6 463 328	23,33%
TOTAL	27 704 922	100%

URL : <https://www.trademap.org/>

TABLEAU 7 - LA REPARTITION SECTORIELLE DES IMPORTATIONS DE LA FRANCE DEPUIS LE MAROC EN 2020

Libellé produit	Maroc exporte vers la France (milliers de dollars)	la France importe depuis le monde (milliers de dollars)	Part du Maroc (%)
Légumes, plantes, racines et tubercules alimentaires	588 380	3 609 110	16,30%
Engrais	134 018	1 853 150	7,23%
Navigation aérienne ou spatiale	645 676	13 032 038	4,95%
Fruits comestibles; écorces d'agrumes ou de melons	248 958	6 298 585	3,95%
Vêtements et accessoires du vêtement, autres qu'en bonneterie	364 294	11 027 206	3,30%
Machines, appareils et matériels électriques et leurs parties; appareils d'enregistrement ou de reproduction du son, appareils d'enregistrement ou de reproduction des images et du son en télévision, et parties et accessoires de ces appareils	1 300 555	53 644 249	2,42%
Voitures automobiles, tracteurs, cycles et autres véhicules terrestres, leurs parties et accessoires	1 285 707	65 156 056	1,97%
Vêtements et accessoires du vêtement, en bonneterie	157 715	10 253 183	1,54%
Meubles; mobilier médico-chirurgical; articles de literie et similaires; appareils d'éclairage non dénommés ni compris	114 986	10 784 697	1,07%

ailleurs; lampes-réclames, enseignes lumineuses, plaques indicatrices lumineuses et articles similaires; constructions préfabriquées			
Machines, appareils et engins mécaniques, réacteurs nucléaires, chaudières; parties de ces machines ou appareils	220 397	71 452 329	0,31%
Autres	995 359	312 158 505	0,32%
TOTAL	6 056 044	569 325 016	1,06%

URL : <https://www.trademap.org/>

TABLEAU 8 - LA REPARTITION SECTORIELLE DES IMPORTATIONS DE L'ESPAGNE DEPUIS LE MAROC EN 2020

Libellé produit	Maroc exporte vers l'Espagne (milliers de dollars)	Espagne importe depuis le monde (milliers de dollars)	Part du Maroc (%)
Légumes, plantes, racines et tubercules alimentaires	302 571	1 578 809	19,16%
Engrais	151 633	1 055 363	14,37%
Vêtements et accessoires du vêtement, autres qu'en bonneterie	1 082 223	8 673 908	12,48%
Fruits comestibles; écorces d'agrumes ou de melons	408 460	3 751 815	10,89%
Poissons et crustacés, mollusques et autres invertébrés aquatiques	612 450	6 080 059	10,07%

Machines, appareils et matériels électriques et leurs parties; appareils d'enregistrement ou de reproduction du son, appareils d'enregistrement ou de reproduction des images et du son en télévision, et parties et accessoires de ces appareils	1 953 589	29 018 105	6,73%
Autres articles textiles confectionnés; assortiments; friperie et chiffons	182 333	3 530 772	5,16%
Vêtements et accessoires du vêtement, en bonneterie	252 558	7 533 401	3,35%
Meubles; mobilier médico-chirurgical; articles de literie et similaires; appareils d'éclairage non dénommés ni compris ailleurs; lampes-réclames, enseignes lumineuses, plaques indicatrices lumineuses et articles similaires; constructions préfabriquées	117 337	4 207 848	2,79%
Voitures automobiles, tracteurs, cycles et autres véhicules terrestres, leurs parties et accessoires	567 209	34 394 619	1,65%
Autres	982 122	212 061 599	0,46%
TOTAL	6 612 483	329 738 801	2,01%

URL : <https://www.trademap.org/>

**TABLEAU B.9 - LA REPARTITION SECTORIELLE DES IMPORTATIONS
DES ÉTATS-UNIS DEPUIS LE MAROC EN 2020**

Libellé produit	le Maroc exporte vers les États-Unis d'Amérique (milliers de dollars)	les États-Unis d'Amérique importe depuis le monde (milliers de dollars)	Part du Maroc (%)
Engrais	249 251	5 794 657	4,30%
Navigation aérienne ou spatiale	200 069	28 376 752	0,71%
Préparations de viande, de poissons ou de crustacés, de mollusques ou d'autres invertébrés aquatiques	75 239	6 079 000	1,24%
Voitures automobiles, tracteurs, cycles et autres véhicules terrestres, leurs parties et accessoires	68 147	254 386 528	0,03%
Fruits comestibles; écorces d'agrumes ou de melons	64 774	19 473 401	0,33%
Autres	47 001	1 352 187 778	0,00%
TOTAL	987 648	2 406 931 650	0,04%

URL : <https://www.trademap.org>

TABLEAU 10 - STOCK D'IDE AU MAROC PAR PAYS INVESTISSEURS EN 2019

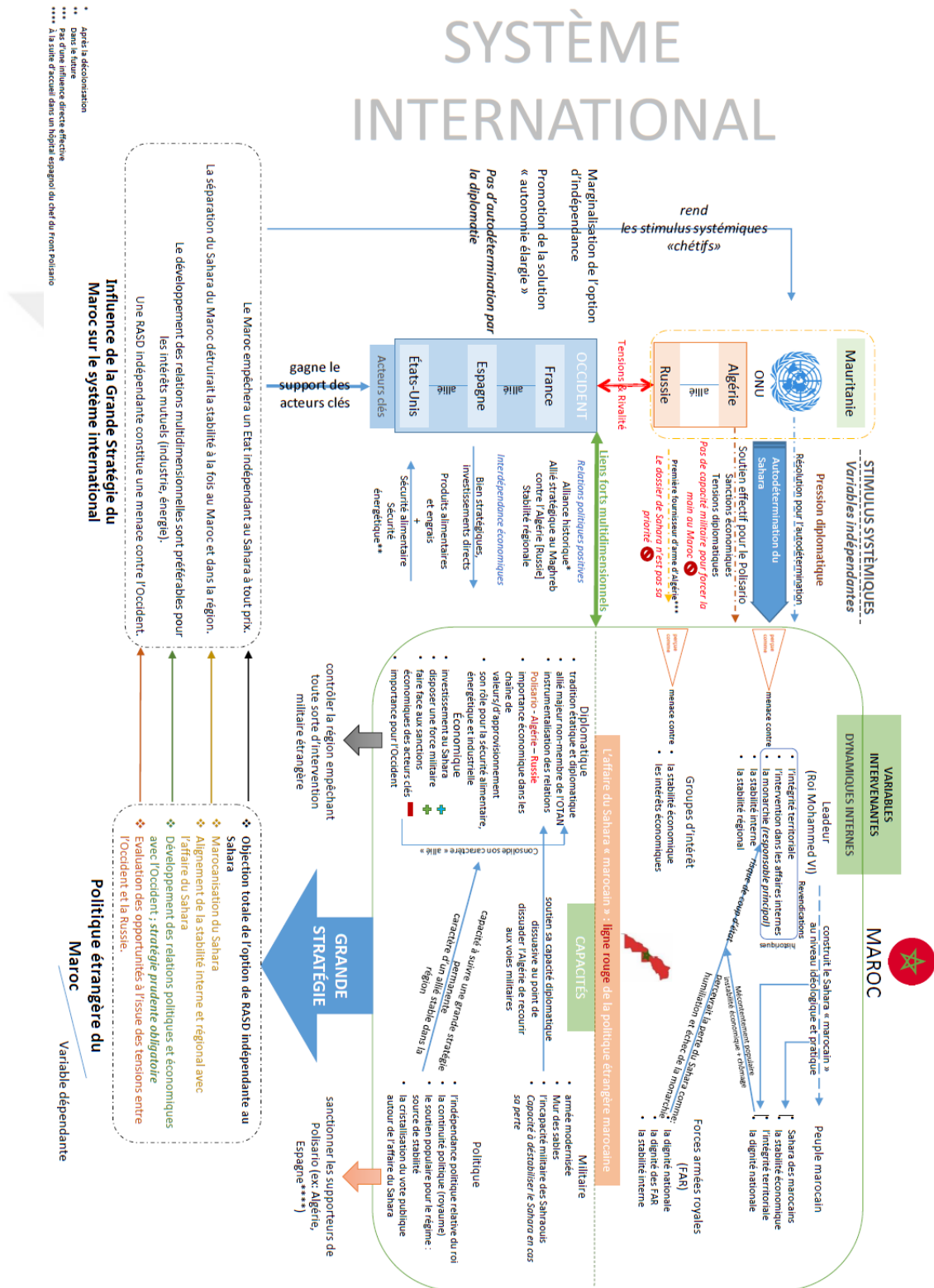
Pays investisseur	Stock d'IDE (million de dollars)	Stock d'IDE (% d'investissements totaux)	Stock (% du PIB)	Nombre d'entreprise
<i>Monde</i>	<i>66 551</i>	<i>100%</i>	<i>56.05%</i>	<i>689</i>
France	20 454	30.73%	17.23%	191
Emirats-Unis	14 046	21.11%	11.83%	3
Espagne	5 469	8.22%	4.61%	46
Suisse	3 630	5.46%	3.06%	37
États-Unis d'Amérique	3 426	5.15%	2.89%	86

URL : <https://www.trademap.org/>

TABLEAU 11 - LA REPARTITION SECTORIELLE DES IMPORTATIONS DU MAROC DEPUIS L'ALGERIE EN 2020

Libellé produit	Maroc importe depuis l'Algérie (milliers de dollars)	Maroc importe depuis le monde (milliers de dollars)	Part de l'Algérie
Liège et ouvrages en liège	117	1 241	9,43%
Fruits comestibles; écorces d'agrumes ou de melons	29 007	408 347	7,10%
Combustibles minéraux, huiles minérales et produits de leur distillation; matières bitumineuses; cires minérales	368 058	5 268 089	6,99%
Verre et ouvrages en verre	9 040	224 807	4,02%
Produits chimiques inorganiques; composés inorganiques ou organiques de métaux précieux, d'éléments radioactifs, de métaux des terres rares ou d'isotopes	16 596	670 269	2,48%
Autres	10 662	22 572 425	0,05%
TOTAL	433 482	44 518 195	0,97%

URL : <https://www.trademap.org/>



TEZ ONAY SAYFASI

Üniversite: Galatasaray Üniversitesi

Enstitü: Sosyal Bilimler Enstitüsü

Adı Soyadı: Mustafa Barlas

Tez Başlığı: La politique étrangère du Maroc sous le roi Mohammed VI - Face à l'affaire du Sahara : intérêts internationaux et préoccupations de la politique interne discutés à partir de la théorie réaliste néoclassique

Savunma Tarihi : 1 Temmuz 2022

Danışmanı : Prof. Dr. Erhan Büyükkakıncı

JÜRİ ÜYELERİ

Unvanı, Adı, Soyadı

İmza

Prof. Dr. Erhan Büyükkakıncı

Doç. Dr. Merve Özdemirkıran Embel

Dr. Öğr. Üyesi Zeynep Arıkanlı

Enstitü Müdürü

Prof. Dr. Yaman Öztekin